

**LA MODERNISATION  
DE LA MARINE NATIONALE**

55 milliards de francs  
seront consacrés en vingt ans  
à la flotte de surface

LIRE PAGE 44

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry      Directeur : Jacques Fauvet

**2.00 F**

Algérie, 1,30 dr.; Maroc, 1,30 dir.; Tunisie, 1,30 m.;  
Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 13 sch.; Belgique,  
15 fr.; Canada, 5,00 \$; Côte d'Ivoire, 180 F CFA;  
Danemark, 6 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-  
Bretagne, 30 p.; Grèce, 30 dr.; Iran, 10 rls.;  
Italie, 500 L.; Liban, 275 p.; Luxembourg, 15 fr.;  
Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal,  
27 esc.; Suède, 100 F S.; Suisse, 3 fr.;  
Suisse, 1,25 fr.; U.S.A., 80 cts.; Venezuela, 28 bs.

Tarif des abonnements page 18

**A. RUE DES ITALIENS**  
75002 PARIS CEDEX 09  
C. C. P. 4207-53 Paris  
Tél. 246-72-23

## L'enquête sur les méfaits de Jacques Mesrine ne fait que commencer

Après la condamnation de Mesrine à la prison à perpétuité, la justice s'attaque à l'enquête sur ses méfaits. Il convient en effet de savoir si les faits reprochés à Mesrine sont en fait des faits de guerre ou des faits de criminalité.

Après la condamnation de Mesrine à la prison à perpétuité, la justice s'attaque à l'enquête sur ses méfaits. Il convient en effet de savoir si les faits reprochés à Mesrine sont en fait des faits de guerre ou des faits de criminalité.

Après la condamnation de Mesrine à la prison à perpétuité, la justice s'attaque à l'enquête sur ses méfaits. Il convient en effet de savoir si les faits reprochés à Mesrine sont en fait des faits de guerre ou des faits de criminalité.

Après la condamnation de Mesrine à la prison à perpétuité, la justice s'attaque à l'enquête sur ses méfaits. Il convient en effet de savoir si les faits reprochés à Mesrine sont en fait des faits de guerre ou des faits de criminalité.

Après la condamnation de Mesrine à la prison à perpétuité, la justice s'attaque à l'enquête sur ses méfaits. Il convient en effet de savoir si les faits reprochés à Mesrine sont en fait des faits de guerre ou des faits de criminalité.

Après la condamnation de Mesrine à la prison à perpétuité, la justice s'attaque à l'enquête sur ses méfaits. Il convient en effet de savoir si les faits reprochés à Mesrine sont en fait des faits de guerre ou des faits de criminalité.

Après la condamnation de Mesrine à la prison à perpétuité, la justice s'attaque à l'enquête sur ses méfaits. Il convient en effet de savoir si les faits reprochés à Mesrine sont en fait des faits de guerre ou des faits de criminalité.

## La démission du premier ministre iranien, M. Bazargan a été acceptée par l'imam Khomeiny

### Fuite en avant

Toutes les révolutions ont engendré des abus, mais force est de constater que la révolution iranienne est en train de battre des records. La prise en otage des diplomates américains, avec l'assentiment à peine voilé du pouvoir en place, constitue un acte tout à fait inouï, parfaitement condamnable et contraire à toutes les pratiques internationales. Si l'ayatollah Khomeiny juge indésirables les représentants américains, il peut toujours s'en débarrasser en les faisant expulser.

Tel n'est pas, semble-t-il, le véritable état d'esprit de l'imam. En tolérant, sinon en encourageant, cette nouvelle épreuve de force avec les Etats-Unis, l'ayatollah cherche à utiliser l'anti-américanisme — au demeurant bien compréhensible — de son peuple pour perpétuer une dynamique qui ressemble de plus en plus à une fuite en avant. Les dirigeants iraniens savent bien qu'il est politiquement et moralement impossible à M. Carter de leur livrer le chah. L'ancien souverain n'a été accepté sur le territoire américain qu'en raison de son état de santé : il est impossible, pour les Etats-Unis, d'expulser ce malade, quels que soient ses crimes — à Téhéran. Or l'imam passe risque encore de se prolonger puisque le chah, qui souffre d'une nouvelle tumeur, devrait rester hospitalisé au moins quatre semaines à New-York.

Ce nouvel épisode devrait faire réfléchir les chefs de notre diplomatie si, comme on le dit à Téhéran, c'est l'ambassade de France qui pourrait faire maintenant les frais du siège des partisans de l'ayatollah Khomeiny. En réclamant à la Grande-Bretagne l'extradition de M. Bakhtiar, les dirigeants iraniens, qui savent parfaitement que l'ancien chef du gouvernement se trouve à Paris et non à Londres, n'auraient cherché qu'à transmettre un « message » au gouvernement français. Et tel était bien le scénario prévu par les dirigeants de la modération et la compréhension, décidément, ne paient pas.

L'elimination, ce mardi, de M. Bazargan n'est pas, c'est le moins qu'on puisse dire, de bon augure, même si elle met fin à une situation ambiguë. Une lutte féroce opposait depuis février dernier, date de la formation du cabinet de M. Bazargan, le gouvernement modéré siégeant à Téhéran au Conseil de la haute autorité de l'imam Khomeiny et qui détenait en fait l'essentiel du pouvoir.

De nombreuses tentatives avaient été faites au cours de l'année pour mettre fin à cette dualité du pouvoir. M. Bazargan avait dû plus d'une fois prendre humblement la route de Qom pour y brandir la menace d'une démission collective de son gouvernement et faire prévaloir ses options. Mais à chaque fois, un compromis boiteux avait remis sur les rails une équipe défaillante, de plus en plus privée des attributs réels du pouvoir. La route de Qom était devenue celle de Canossa.

En fait, depuis août dernier, lorsque l'imam Khomeiny avait sévèrement critiqué l'« inaction » du gouvernement et menacé de s'installer à Téhéran pour y conduire de près les affaires de l'Etat, M. Bazargan n'était plus qu'un premier ministre en surréalisme. Présentant une fois de plus au début de septembre sa démission au patriarche de Qom, il avait fait part de sa « lassitude », en constatant amèrement que son gouvernement ressemblait à « un coiffeur sans lame ». Son retrait devant ses adversaires religieux ne résoudra sans doute rien et il y a de fortes chances pour que l'iran, désormais aux seules mains de dirigeants religieux loin d'être d'accord entre eux, poursuive sa folle course.

### Mis en cause pour sa « complaisance » à l'égard des Etats-Unis, M. Bazargan, qui présidait depuis février dernier le gouvernement iranien, a présenté, ce mardi 6 novembre, la démission de son équipe à l'imam Khomeiny. Ce dernier, tout en rendant hommage à « l'action et aux efforts » du premier ministre « pendant la période de transition », a accepté sa démission et a chargé le Conseil de la révolution de prendre en main les affaires de l'Etat.

Le Conseil de la révolution, dont la composition n'a jamais été rendue publique, devra en outre préparer le référendum constitutionnel, les élections législatives et l'élection présidentielle. Toutefois, la mission gouvernementale chargée de résoudre la crise kurde poursuivra sa mission.

Alors que l'occupation de l'ambassade américaine se poursuivait mardi matin, le porte-parole du département d'Etat a déclaré à Washington que l'extradition du chah en Iran n'est pas « négociable ».

## Des allures de révolution culturelle

Téhéran. — Les révolutions ont leur propre dynamique, qui ne les oriente pas toujours dans le sens voulu par leurs promoteurs. Celle d'Iran suit sans doute les directives générales de l'imam Khomeiny, mais elle ne se développe pas sans débordements et sans « bavures ». L'occupation de la Grande-Bretagne le lundi 5 novembre par les étudiants musulmans, entre autres événements, montrent bien que le patriarche de Qom a parfois du mal à contrôler ses troupes.

Après avoir dénoncé les Etats-Unis, qu'il désigne désormais comme « le plus grand des satans », et tout en approuvant publiquement l'occupation de l'ambassade américaine la veille, l'imam s'en est pris lundi à l'Angleterre, l'accusant d'avoir accordé l'asile politique au « traître » Bakhtiar, et le menaçant de représailles. Sachant parfaitement que le dernier chef de gouvernement du chah se trouve depuis juillet dernier à Paris, où il n'a cessé de se manifester dans les médias, l'imam a voulu ainsi ménager

la France, qui l'avait accueilli au terme de son propre exil, tout en lui adressant une mise en garde voilée. La presse iranienne, qui n'était pas dupe, fit mine de croire à la culpabilité des Anglais. Le gouvernement, ne sachant que faire, a renvoyé discrètement le cas de M. Bakhtiar ainsi que celui de M. Nahavandi, ancien ministre du chah, également réfugié en France, au jugement du Conseil de la révolution.

ERIC ROULEAU.  
(Lire la suite page 3.)

## M. Ohira forme le nouveau gouvernement nippon

Premier ministre démissionnaire, M. Ohira a été chargé, mardi 6 novembre, par la Diète, de former le nouveau gouvernement japonais. Un autre ancien premier ministre, M. Fukuda, se présentait contre lui. M. Ohira a battu son rival de 17 voix seulement, au second tour de scrutin. C'était la première fois depuis 1945 que deux dirigeants du parti libéral démocrate au pouvoir s'affrontaient. La victoire de M. Ohira semble due à l'action en coulisses de M. Tanaka, autre ancien chef du gouvernement, qui fut impliqué dans le scandale Lockheed.

## Le Japon face à sa modernité

### I. — Une société de communications

Tokyo. — Le Japon est désormais à compléter parmi nos « mythologies ». La Chine utopique, le Vietnam porteur d'espoir, ont quitté le devant de la scène, où s'ancrent nos fantasmes. Lente-ment, le Japon s'installe dans le vide de nos représentations — donc, essentiellement, de nos ignorances. Certes, il fait peur : il défonce « nos » marchés, et on ne sait pas jusqu'où il ira. Mais il n'en a pas moins notre faveur dans une Asie déstabilisée, et sa confiance en soi détonne parmi les pays industrialisés qui scrutent l'avenir avec appréhension. Son dynamisme dérange, mais l'engagement fait place à l'intérêt. Pour les culturalistes, sa supposée altérité inaltérable fait rêver d'un monde épargné à la fois des tares du capitalisme et des pérépéties du complexe d'Œdipe : c'est une

espèce d'essence orientale cultivée en vase clos comme un bonsai — cet arbre nain, — noyau dur persistant sous une chape de modernisme.

Aujourd'hui cependant, ce discours se double d'un autre : la place aux études prospectives et les approches intuitives sont remplacées par le jargon touffu des technocrates. Le Japon devient « prétexte à utopie », selon l'expression de Th. de Beauvoir (1). Le « miracle » japonais, c'est l'exemple apparentement réalisé de « transparence » de l'économie (entendez de l'absence de résistance aux impulsions du centre) et la terre promise de la technologie salva-

trice. Qui dit mieux : deux redoublements industriels en moins de vingt ans, dont le second est en train de faire basculer le Japon dans la « société scientifique » où l'information, technique, robotique et autres seront les mécanismes normatifs. Alors, on court vers l'archipel chercher des recettes de modernité.

Les Américains, dont les études sur le Japon sont abondantes et souvent de qualité, ont pris les devants. Le sociologue Vogel vient de publier un livre « Japan as number one » (2) sur le thème : qu'est-ce que les Etats-Unis peuvent apprendre de leur protégé aujourd'hui concurrent ? Une question peut-être plus révélatrice de la crise que traverse l'Amérique que du succès japonais. En tout cas, la machine est en marche : on va apprendre au Japon. General Motors y envoie des spécialistes, la Communauté européenne en fait autant (depuis septembre une vingtaine de jeunes cadres font un stage de six mois à Tokyo). Les Français pensent créer, avec la Fondation Honda, un comité d'échanges industriels, et le ministère de l'Industrie compte dépêcher des chercheurs. Les Japonais, certes favorables à ces initiatives, n'en sont pas moins un peu surpris : « Jusqu'à présent nous n'avions comme modèles que des Noirs ou des Asiatiques », nous dit, non sans une certaine ironie, un haut fonctionnaire.

(Lire la suite page 7.)

## Lucien Bodard La Duchesse

roman GRASSET

« Irritant, fascinant, monstrueux, baroque, surabondant... Une langue, un torrent, un déluge de mots qui sont ceux de la jungle et de la fièvre, du viol, du sang, de la haine... » Pierre-Jean Remy/Le Point

## L'affaire Robert Boulin

### Le R.P.R. ne juge pas venu le moment de contre-attaquer

L'état-major du R.P.R. se défend d'avoir une responsabilité dans l'affaire Boulin et continue de multiplier les mises au point et démentis à ce sujet. M. Pierre Juillet et Mme Marie-France Carraud, anciens conseillers politiques de M. Chirac, nous ont affirmé n'avoir jamais rien su de cette affaire et M. de Lipkowski se déclare prêt à témoigner devant la justice des confidences que lui a faites l'ancien ministre du travail.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré mardi matin à France-Inter, en faisant allusion à d'éventuelles élections anticipées : « Si l'autorité devant le peuple, nous n'hésiterons pas à y aller. Le président de la République vient de faire retraite. Or, dans le cadre de nos institutions, c'est lui qui est le porteur de la volonté politique. Je pense que, de cette retraite, il sortira un certain nombre de choses. De toute façon, les membres du R.P.R. sont des démocrates et ils s'inclineront devant les décisions qui seront prises. »

Le R.P.R. s'interroge sur les origines et les raisons des soupçons et même des accusations portées contre lui concernant la divulgation à la presse de documents ou d'informations sur l'affaire Boulin. L'entourage de M. Jacques Chirac est intrigué par la recherche de responsabilités successives dans le suicide du ministre du travail.

Après la mise en cause de la presse, ce fut la dénonciation de la justice et du rôle du garde des sceaux, puis, après un délai de réflexion, c'est le R.P.R. qui a été visé. Certains commentateurs ont paru attacher une importance capitale à la phrase dans laquelle Robert Boulin évoquait l'attitude de « certains mi-

lieux politiques où, hélas ! mes propres amis ne sont pas exclus ». On considère au R.P.R. que cette formule reste trop curieuse pour mettre en cause directement le mouvement gaulliste. Elle n'en a pas moins conduit tous ceux qui courraient le risque d'être soupçonnés à s'en défendre en tentant de rejeter les soupçons sur d'autres.

L'état-major du R.P.R. s'indigne des dénonciations sans preuves, des rumeurs colportées sans que l'origine en soit établie et qu'amplifient les grands moyens d'information.

ANDRÉ PASSERON.  
(Lire la suite page 9.)

## LA RÈGLE DU JEU ?

par ANDRÉ FONTAINE

Qui disait que la presse écrite avait perdu toute influence, au profit de l'audiovisuel ? Récemment, inépuisable au navire selon les cas, toute la classe dirigeante est maintenant suspendue aux révélations que le Canard enchaîné et Minute distillent, semaine après semaine, avec ce qu'il faut bien appeler une certaine délectation. La politique décidément n'est plus, ou n'est pas encore, la courtoise controverse entre gens bien élevés, périodiquement arbitrée par le corps électoral et confiné, entre-temps, aux majors des grandes écoles, à quel le président de la République aspire à la ramener.

Chasseur habile, auquel il est arrivé plus d'une fois dans le passé de faire mouche sur ses adversaires, M. Giscard d'Estaing s'est vu, à son tour, dans l'affaire des diamants, pris pour cible. Son premier ministre a été ensuite injustement mis en cause. La mort de Robert Boulin, homme de courage et de devoir, dont la vulnérabilité suffit à montrer qu'il n'appartenait pas à la race des assoiffés de puissance, achève de nous rappeler que la politique demeure ce qu'elle a toujours été : un jeu cruel, la continuation de la guerre, pour retourner le mot célèbre, par d'autres moyens.

(Lire la suite page 10.)

## « UN HABIT POUR L'HIVER », DE CLAUDE RICH

### Une touche d'infini

Voici une vraie belle pièce, et trois grands acteurs qui jouent là divinement. « Un habit pour l'hiver », de Claude Rich, va faire salle comble pendant un an, ou moins. Non, Claude Rich, ne touchez pas du bois ! Et merci à vous : vous allez faire aimer, par des gens de toute farine, un théâtre qui n'est pas n'importe quel.

Cette pièce a la grâce, voilà tout. Elle a la grâce, comme peuvent l'avoir une bête des bois, une poignée de fleurs, ou, bien sûr, un être humain.

Cette pièce est sincère, simple, généreuse, courtoise. Elle est la visite inattendue, qui arrive juste, qui fait du bien. Elle sera pour chaque spectateur ce mot et ce geste de rien, qui lui manquent presque chaque jour, et sans lesquels la vie est quand même froide.

Il y a comme cela parfois, Dieu merci, des choses hors du commun. On se sent tout autre, on est alerte, traversé, on ne songe même plus à savoir où l'on est, on cesse d'être juif et ténor parce que les rôles sont renversés, on a cessé de courir, quelque chose nous est arrivé, à brûle-pourpoint. On ne sait pas quoi, d'ailleurs. Le mot « mystère » avait autrefois un sens.

MICHEL COURNOT.  
(Lire la suite page 10.)

مكتبة الأمل



# Jean Bertolino

## Albanie La sentinelle de Staline

Par l'un des rares  
témoins de l'aventure  
idéologique  
albanaise, un  
brillant reportage  
critique qui est  
aussi une chronique  
historique.

COLL. L'HISTOIRE IMMÉDIATE dirigée par J.-C. GUILLEBAUD  
256 pages

**SEUIL**

## Question d'odeur

ter les coups en se complaisant dans la hauteur des opinions ; mais le temps vient où la fatigue et l'écoulement l'emportent. On se dit : ce n'est pas possible, il y a de la limite, les gens vont comprendre et le dire. Non. Ils disent oui, oui : les sondages, qui ne sont pas tous truqués, confirment.

Le soir du jour après jour sans cesse des images tautés sans rien dire, ah ! ces *sondages* d'un *son coût* » dont parlait encor G. K. Chesterton, ces sourires volontaires qui sont aussi le sourire du malheur et qui appellent au secours — tantôt scandalisés au minimum la conviction ou l'horreur ; entendre des mots destinés à séduire en trouant, à désigner ennemi, souligner l'absence de tout intérêt, à faire passer aux traits candides, capables au demeurant de prouver leur honnêteté sinon leur « objectivité », on finit par sentir l'odeur du mensonge et l'envie vous prendrait de sortir un instant de votre ta nière : ne serait-ce que pour protester parce qu'on paie une redevance et qu'on estime avoir

# ÉLOGE DE L'EFFORT

[illegible]

## Un combat à mort

« À vrai dire j'en veux à ce pou-  
 voir de ne rendre sympathiques  
 d'autres hommes et d'autres am-  
 bitions plus touchés envers les  
 quels je n'étais sans mé-  
 fiance : comme dans un match  
 on prend parti pour les plus fa-  
 vables, qui disposent de moins de  
 moyens.  
 Qu'est-ce qui peut faire éclater  
 la terrifiante logique des sociétés  
 modernes ? C'est la seule ques-  
 tion : le retour à la rigueur des  
 lois qui protègent contre l'arbi-  
 traire. Mais en définitive la  
 révolution spirituelle des hom-  
 mes qui essaimeront de consentir  
 à notre que des masses de  
 majeure. »

L'Europe n'est pas à faire : elle a existé il y a mille ans. Il a fallu des siècles pour que les nations, dans leur diversité, puissent affirmer la singularité de son vocation. L'Europe réelle est faite de nations solidaires économiquement et culturellement, qui ont toutes et chacune des convergences mondiales sur les affaires. L'Europe ne se peut réaliser que dans la patience, non par des systèmes bureaucratiques qui fonctionnent sous la pression de l'économie.

Telle qu'elle est partie dans cette course, l'Europe qui permet aux uns de tenter une opération électorale, à d'autres d'espérer résoudre magiquement des problèmes auxquels ils refusent de l'attaquer dans leur propre pays, d'autres de s'asseoir pour longtemps, grassement payés, l'Europe elle qu'elle est partie, si nécessaire qu'elle soit, mais trop menale et volontaire, bricolée pour des desseins étrangers, risque fort de se voir démentir.

[illegible]



# Ilion d'odeur

par JEAN SULLIVAN

La dégradation des conditions de vie dans les villes de France est un phénomène qui ne cesse de s'aggraver. Les habitants des zones urbaines sont de plus en plus confrontés à des problèmes de pollution, de bruit, de congestion et de manque d'espace. Cette situation a conduit à une prise de conscience collective et à des initiatives pour améliorer l'environnement urbain.

Les villes de France sont devenues des lieux de concentration de la population, ce qui a entraîné une augmentation des besoins en infrastructures et en services. Les autorités locales ont tenté de répondre à ces besoins en développant des programmes de rénovation urbaine et en encourageant des modes de transport plus écologiques.

Malgré ces efforts, les défis restent nombreux. La pollution de l'air et de l'eau continue de poser des problèmes de santé publique. Le bruit, souvent ignoré, est devenu une véritable nuisance pour de nombreux habitants. La congestion des transports en commun reste un problème majeur, surtout dans les grandes agglomérations.

Il est donc essentiel de poursuivre les efforts de planification urbaine et de promouvoir des politiques publiques qui favorisent un développement durable et une meilleure qualité de vie pour tous les citoyens.

# ORT

La situation en Israël est toujours tendue. Les tensions entre les différentes communautés juives et arabes continuent de se manifester. Les autorités israéliennes ont pris des mesures pour maintenir l'ordre public, mais les défis restent nombreux.

Les négociations de paix entre Israël et l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) sont en cours, mais elles rencontrent de nombreuses difficultés. Les deux parties ont des positions très divergentes sur de nombreux points clés, ce qui rend le processus de négociation complexe.

La communauté internationale continue de s'efforcer de faciliter le processus de paix. Des conférences internationales ont été organisées pour discuter des questions liées au conflit israélo-palestinien. Cependant, les progrès réalisés jusqu'à présent sont limités.

Il est donc essentiel de poursuivre les efforts de médiation et de promouvoir des solutions pacifiques au conflit. La paix est le seul moyen de garantir une future stabilité et une prospérité durable pour tous les habitants de la région.

La situation en Iran est également préoccupante. Les tensions entre le régime iranien et la communauté internationale sont de plus en plus fortes. Les sanctions économiques imposées à l'Iran ont entraîné de graves conséquences sur son économie et sa population.

Le régime iranien a refusé de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU concernant le programme nucléaire. Cette attitude a conduit à une escalade des tensions et à des appels à une action plus ferme de la communauté internationale.

Les négociations de paix entre l'Iran et les États-Unis sont en cours, mais elles rencontrent de nombreuses difficultés. Les deux parties ont des positions très divergentes sur de nombreux points clés, ce qui rend le processus de négociation complexe.

Il est donc essentiel de poursuivre les efforts de médiation et de promouvoir des solutions pacifiques au conflit. La paix est le seul moyen de garantir une future stabilité et une prospérité durable pour tous les habitants de la région.

La situation en Chine est toujours tendue. Les tensions entre le régime communiste et la communauté internationale sont de plus en plus fortes. Les sanctions économiques imposées à la Chine ont entraîné de graves conséquences sur son économie et sa population.

Le régime communiste a refusé de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU concernant le programme nucléaire. Cette attitude a conduit à une escalade des tensions et à des appels à une action plus ferme de la communauté internationale.

Les négociations de paix entre la Chine et les États-Unis sont en cours, mais elles rencontrent de nombreuses difficultés. Les deux parties ont des positions très divergentes sur de nombreux points clés, ce qui rend le processus de négociation complexe.

Il est donc essentiel de poursuivre les efforts de médiation et de promouvoir des solutions pacifiques au conflit. La paix est le seul moyen de garantir une future stabilité et une prospérité durable pour tous les habitants de la région.

La situation en Cuba est toujours tendue. Les tensions entre le régime communiste et la communauté internationale sont de plus en plus fortes. Les sanctions économiques imposées à Cuba ont entraîné de graves conséquences sur son économie et sa population.

Le régime communiste a refusé de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU concernant le programme nucléaire. Cette attitude a conduit à une escalade des tensions et à des appels à une action plus ferme de la communauté internationale.

Les négociations de paix entre Cuba et les États-Unis sont en cours, mais elles rencontrent de nombreuses difficultés. Les deux parties ont des positions très divergentes sur de nombreux points clés, ce qui rend le processus de négociation complexe.

Il est donc essentiel de poursuivre les efforts de médiation et de promouvoir des solutions pacifiques au conflit. La paix est le seul moyen de garantir une future stabilité et une prospérité durable pour tous les habitants de la région.

## A Rome

### M. Hua Guofeng a eu un bref entretien avec M. Berlinguer

De notre correspondant

Rome. — La visite en Italie de M. Hua Guofeng devait se terminer ce mardi après-midi 6 novembre. On attendait de nouvelles déclarations du premier ministre chinois, qui a déjà eu l'occasion d'exposer à plusieurs reprises sa conception de la détente internationale et de l'hégémonie soviétique. Le programme de la journée prévoyait également la signature de trois accords (économique, culturel et consulaire) entre les deux pays.

Lundi, au cours d'un déjeuner au Quirinal, le président de la République italienne, M. Sandro Pertini, a été officiellement invité à se rendre en Chine. Une certaine atmosphère de détente se fait sentir à cette occasion. Le chef de l'Etat est la première personnalité à se rendre en Chine. M. Hua Guofeng, lui-même, a été reçu par le président de la République italienne, M. Sandro Pertini, et par le premier ministre, M. Ciriaco De Mita.

M. Hua Guofeng, ministre chinois des affaires étrangères, est arrivé à Rome le 5 novembre, à 14 heures, pour une visite de trois jours. Il se rendra ensuite en Roumanie, où il sera reçu par le premier ministre, M. Nicolae Ceausescu.

## M. Schmidt : nous commettrons une lourde erreur en renonçant à notre identité nationale

« Nous commettrons une lourde erreur en renonçant à notre identité nationale. Il faut au contraire affirmer nos identités nationales et coopérer, en tenant compte de ces différences », a déclaré le chancelier allemand, M. Helmut Schmidt, lors d'une conférence de presse à Bonn, le 6 novembre.

M. Schmidt a souligné que l'Allemagne ne peut pas se permettre de perdre son identité nationale. Il a déclaré que l'Allemagne doit rester une nation indépendante et souveraine, et qu'elle doit continuer à défendre ses intérêts nationaux.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale. Il a déclaré que l'Allemagne doit travailler avec les autres nations pour résoudre les problèmes mondiaux, mais qu'elle doit le faire en tenant compte de ses propres intérêts et de son identité nationale.

## Etats-Unis

### M. Carter est « préoccupé » par la renaissance du Ku Klux Klan

Washington (A.F.P., Reuters). — Une cinquième personne est décédée, lundi 5 novembre, des suites de blessures reçues samedi lors de la manifestation du Ku Klux Klan qui a eu lieu à Greensboro, en Caroline du Nord. La victime est un jeune homme, M. Michael Nathan, âgé de 21 ans.

M. Carter, président des États-Unis, a exprimé sa préoccupation face à la renaissance du Ku Klux Klan. Il a déclaré que le gouvernement fédéral doit prendre des mesures pour protéger les citoyens contre les actes de violence raciale.

Le président a également souligné l'importance de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Il a déclaré que le gouvernement fédéral doit travailler avec les autorités locales pour éliminer le racisme de la société américaine.

La situation en Israël est toujours tendue. Les tensions entre les différentes communautés juives et arabes continuent de se manifester. Les autorités israéliennes ont pris des mesures pour maintenir l'ordre public, mais les défis restent nombreux.

Les négociations de paix entre Israël et l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) sont en cours, mais elles rencontrent de nombreuses difficultés. Les deux parties ont des positions très divergentes sur de nombreux points clés, ce qui rend le processus de négociation complexe.

La communauté internationale continue de s'efforcer de faciliter le processus de paix. Des conférences internationales ont été organisées pour discuter des questions liées au conflit israélo-palestinien. Cependant, les progrès réalisés jusqu'à présent sont limités.

Il est donc essentiel de poursuivre les efforts de médiation et de promouvoir des solutions pacifiques au conflit. La paix est le seul moyen de garantir une future stabilité et une prospérité durable pour tous les habitants de la région.

La situation en Iran est également préoccupante. Les tensions entre le régime iranien et la communauté internationale sont de plus en plus fortes. Les sanctions économiques imposées à l'Iran ont entraîné de graves conséquences sur son économie et sa population.

Le régime iranien a refusé de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU concernant le programme nucléaire. Cette attitude a conduit à une escalade des tensions et à des appels à une action plus ferme de la communauté internationale.

Les négociations de paix entre l'Iran et les États-Unis sont en cours, mais elles rencontrent de nombreuses difficultés. Les deux parties ont des positions très divergentes sur de nombreux points clés, ce qui rend le processus de négociation complexe.

Il est donc essentiel de poursuivre les efforts de médiation et de promouvoir des solutions pacifiques au conflit. La paix est le seul moyen de garantir une future stabilité et une prospérité durable pour tous les habitants de la région.

La situation en Chine est toujours tendue. Les tensions entre le régime communiste et la communauté internationale sont de plus en plus fortes. Les sanctions économiques imposées à la Chine ont entraîné de graves conséquences sur son économie et sa population.

Le régime communiste a refusé de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU concernant le programme nucléaire. Cette attitude a conduit à une escalade des tensions et à des appels à une action plus ferme de la communauté internationale.

Les négociations de paix entre la Chine et les États-Unis sont en cours, mais elles rencontrent de nombreuses difficultés. Les deux parties ont des positions très divergentes sur de nombreux points clés, ce qui rend le processus de négociation complexe.

Il est donc essentiel de poursuivre les efforts de médiation et de promouvoir des solutions pacifiques au conflit. La paix est le seul moyen de garantir une future stabilité et une prospérité durable pour tous les habitants de la région.

## BIEN QUE SUBSISTENT DES INSUFFISANCES

### Le redressement du budget du Quai d'Orsay se poursuit

L'Assemblée nationale discutera, mercredi 7 novembre, le budget des affaires étrangères (5 274 200 000 F), dont le redressement se poursuit pour la troisième année consécutive. Sa progression est sensiblement supérieure à l'inflation et à la progression du budget de l'Etat (14,3 %) puisqu'elle atteindra 14,7 %. Elle dépasse même ce chiffre si, pour mettre un peu plus de clarté dans l'affectation des crédits, on incorpore ceux qui sont destinés à la coopération scientifique (dotation du Fonds de recherche ou si, au contraire, on fait abstraction complètement de cette coopération en soustrayant l'enveloppe recherche, inscrite au budget du Quai d'Orsay et qui contient principalement la contribution française au Centre européen de la recherche nucléaire — le CERN — (de Genève). Dans le premier cas, l'accroissement du budget des affaires étrangères atteint 17,9 % et dans le second, 15,2 %.

La modernisation de l'outil diplomatique, sacrifié pendant des décennies, et les Français de l'étranger, notamment en raison de leur rôle de promoteurs des exportations, sont les principaux bénéficiaires de ce redressement.

La grande faiblesse de ce budget reste, comme l'an dernier, le chapitre des interventions, c'est-à-dire les actions de la France à l'étranger. Les émissions de radio vers l'étranger, la « voix de la France » pour ainsi dire, resteront, comme par le passé, quasi inaudibles en dehors du bassin méditerranéen. Cette carence commence à ébranler les parlementaires. La commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, et notamment son président, M. Corneille de Murville, n'ont pas caché leur mécontentement. Avec un budget de 1 700 000 F, ce chapitre restera en 1980 ce qu'il a été en 1979, c'est-à-dire qu'il sera amputé de la hausse des prix. Pour cette année, il équivaut respectivement au vingtième, au dixième et au dixième du budget des affaires étrangères, des budgets des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de l'Éducation nationale.

La seule amélioration importante à ce chapitre est celle de la contribution française au principal programme des Nations unies, celui de l'aide au développement (PNUD), qui augmentera de 55 %. M. François-Poncet, ambassadeur à New-York, a annoncé, dans son discours d'ouverture, que cette contribution sera doublée d'ici à 1981. Il est vrai qu'elle était tombée très bas, la France se situant, cette année, au onzième rang des contributeurs du PNUD, après des pays comme les Pays-Bas, la Suède, le Danemark, la Norvège et la Belgique, et sa position dans le tiers-monde s'en ressentait.

Le taux des bourses, relevé l'an dernier, est simplement actualisé. Le réseau des conseillers scientifiques et techniques, qui compte plus de dix postes, Un fonds est créé pour « l'amélioration de la compréhension des opinions publiques françaises et étrangères », tâche difficile à laquelle l'argent ne suffit pas, bien qu'il soit nécessaire.

Pour les Français de l'étranger, les allocations de solidarité sont augmentées de 30 %, les crédits destinés aux enfants sont diversifiés, notamment la création de trente postes d'enseignants (près de dix de moins en France). Les crédits des consulats sont accrus de 23 %, avec la création de dix-sept emplois. Le service de l'état civil des Français de l'étranger, à Nantes, va être informatisé.

Peu de créations d'emplois

Les moyens du service diplomatique progressent de 17,9 %. Les bâtiments construits pour abriter la « cellule de crise » permettant de faire face aux événements exceptionnels sont achevés. Le nouveau service du chiffre, entièrement automatisé et entré sous les jardins du Quai d'Orsay, va entrer en fonction. Le réseau de radio des postes à l'étranger va être étendu. Les archives, qui se sont vu attribuer de nouveaux locaux, vont entreprendre une première phase d'analyse et de classement des microfilms existants. Les archives de Vichy, par exemple, sont conservées au Quai d'Orsay et, en raison de la mauvaise qualité du papier, elles se détériorent rapidement. Le programme complet des microfilms durera quinze ans. Sont fortement augmentés aussi les crédits du personnel d'exécution étrangère (créés par M. Jobert), de l'enseignement des langues (34,5 %), des services de sécurité pour faire face à la recrudescence du terrorisme (trois emplois nouveaux) et du parc automobile des ambassades (n'existant il y a quelques années).

Une ombre au tableau : le nombre de créations d'emplois, cent au total (enseignants compris), ne correspond pas au plan arrêté en 1978 de créer mille nouveaux emplois en cinq ans, et qui avait été largement tenu dans les deux précédents budgets (quatre cent quarante et un emplois nouveaux en tout). Les prochains budgets diront s'il s'agit d'un ralentissement ou d'un renversement de tendance.

MAURICE DELARUE.

Le parti socialiste français s'élève contre la répression dont est victime le peuple bolshéviste et affirme sa solidarité avec la centrale ouvrière bolshéviste et les forces progressistes, en particulier l'Union démocratique populaire, dans leur lutte pour le relèvement d'un régime démocratique.

« Une fois de plus, déclare le parti socialiste, les forces armées bolshéviques n'ont pas hésité à utiliser les armes de la répression, comme elles le font depuis la chute du régime démocratique ».

La situation en Israël est toujours tendue. Les tensions entre les différentes communautés juives et arabes continuent de se manifester. Les autorités israéliennes ont pris des mesures pour maintenir l'ordre public, mais les défis restent nombreux.

Les négociations de paix entre Israël et l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) sont en cours, mais elles rencontrent de nombreuses difficultés. Les deux parties ont des positions très divergentes sur de nombreux points clés, ce qui rend le processus de négociation complexe.

La communauté internationale continue de s'efforcer de faciliter le processus de paix. Des conférences internationales ont été organisées pour discuter des questions liées au conflit israélo-palestinien. Cependant, les progrès réalisés jusqu'à présent sont limités.

Il est donc essentiel de poursuivre les efforts de médiation et de promouvoir des solutions pacifiques au conflit. La paix est le seul moyen de garantir une future stabilité et une prospérité durable pour tous les habitants de la région.

La situation en Iran est également préoccupante. Les tensions entre le régime iranien et la communauté internationale sont de plus en plus fortes. Les sanctions économiques imposées à l'Iran ont entraîné de graves conséquences sur son économie et sa population.

Le régime iranien a refusé de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU concernant le programme nucléaire. Cette attitude a conduit à une escalade des tensions et à des appels à une action plus ferme de la communauté internationale.

Les négociations de paix entre l'Iran et les États-Unis sont en cours, mais elles rencontrent de nombreuses difficultés. Les deux parties ont des positions très divergentes sur de nombreux points clés, ce qui rend le processus de négociation complexe.

Il est donc essentiel de poursuivre les efforts de médiation et de promouvoir des solutions pacifiques au conflit. La paix est le seul moyen de garantir une future stabilité et une prospérité durable pour tous les habitants de la région.

## LES RAPPORTS ENTRE BELGRADE ET BUCAREST

### Le maréchal Tito et M. Ceausescu qualifient d'« exemplaires » les relations entre leurs pays

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Si le récent communiqué roumain-bulgare sanctionnant les entretiens de M. Ceausescu avec M. Jivkov avait surtout brillé par ses lacunes, le communiqué publié le dimanche 4 novembre à l'issue de la rencontre du dirigeant roumain avec le maréchal Tito est un document substantiel qui témoigne de la qualité croissante des rapports entre Belgrade et Bucarest. Les deux parties, du reste, n'hésitent pas à qualifier leurs relations d'« exemplaires ».

MM. Tito et Ceausescu ont réaffirmé les positions de principe bien connues — respect de l'indépendance et de la souveraineté nationale, non ingérence, égalité des droits, avantages mutuels — qui doivent régir les relations entre tous les États, et dont aussi, soulignent-ils, entre les pays socialistes. Affirmant leur analyse de la situation internationale, ils affirment : « L'expérience confirme avec force que la variété des formes de collaboration mutuellement avantageuse ».

Cette diversité, qui est, disent-ils, « une réalité et un élément caractéristique important du processus de renforcement du socialisme dans le monde » est au contraire une source d'enrichissement. Elle exige « de nouvelles formes » de relations de collaboration à l'intérieur du mouvement communiste et ouvrier.

Ayant à l'esprit vraisemblablement la querelle sino-soviétique, mais aussi le phénomène de l'eurocommunisme, MM. Tito et Ceausescu, constatant que « de nouvelles idées et idées sont nées, que des appréciations et conclusions différentes existent entre certains partis », se prononcent néanmoins pour le développement d'un « dialogue » d'échange d'opinions et d'opinions dans un esprit constructif sur la base de l'égalité et du respect mutuel, sans ingérence ni volonté d'imposer des points de vue.

La convergence des positions roumaine et yougoslave est remarquable aussi dans le domaine de la situation internationale et du rôle des pays non alignés. Les deux chefs d'Etat s'inquiètent en particulier de l'aggravation du conflit Nord-Sud, source de troubles toujours plus graves. Ils estiment entre autres que « la création de nouveaux foyers de crise », la stagnation des négociations sur les relations économiques internationales et la détérioration croissante de la situation économique internationale, en particulier de celle des pays en développement, menacent le processus de la détente, et sont une cause d'instabilité dans le monde ».

Dans ce contexte, la Roumanie et la Yougoslavie réaffirment le rôle des pays non alignés en tant que « facteurs de paix ». Au passage, M. Ceausescu rend hommage à l'activité du président Tito lors de la dernière conférence des pays non alignés à La Havane, un événement qui a permis, selon lui, de constater que le rôle de la Yougoslavie dans la promotion de la coopération internationale est très important.

Il faut enfin noter deux points d'accord particuliers. Roumains et Yougoslaves proposent que la prochaine conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe se tienne au « niveau ministériel », ce qui répond aux vœux de certains pays occidentaux, alors qu'au contraire les pays du pacte de Varsovie (sauf l'URSS) ne souhaitent pas que la conférence soit tenue au « niveau ministériel ».

Dans un autre ordre d'idées, MM. Tito et Ceausescu sont d'accord sur « le juste règlement du problème national dans les deux pays ». Ils ajoutent cependant que cette question doit être considérée comme une « affaire intérieure » à chaque pays. Il n'existe pas de problèmes particuliers entre les deux pays au sujet des nationalités. La présence de la Roumanie et d'un autre de ses voisins, la Hongrie, du fait de la présence en Transylvanie d'une importante minorité magyare. Et, d'autre part, si l'on a à l'esprit les convulsions auxquelles la Yougoslavie pourrait être l'objet du fait du caractère national très composite de sa population.

MANUEL LUCBERT.

## La modernisation des armes de l'OTAN

### M. Brejnev renouvelle sa proposition de négociation

De notre correspondant

Moscou. — Selon une procédure déjà utilisée en mars dernier, le propos de l'Union soviétique, M. Leonid Brejnev a, ce mardi 6 novembre, répondu à une question du correspondant de la Pravda pour relancer auprès des Occidentaux ses propositions de Berlin concernant les fusées à moyenne portée en Europe.

« Notre proposition, déclare-t-il, a pour but de faire avancer le règlement de l'ensemble des problèmes de la détente militaire et de la limitation des armements sur le continent européen. »

Outre une réduction de mille chars et de vingt mille hommes stationnés en R.F.A., M. Brejnev avait mis en garde l'OTAN contre l'installation en Europe de fusées nucléaires capables d'atteindre le territoire soviétique. Si l'OTAN renonce à de tels résultats, il n'y a pas de raison pour que l'URSS accepte de diminuer en Russie occidentale le déploiement de ses fusées menaçant l'Europe (1).

Après avoir estimé que cette idée a été comprise par ceux qui sont attachés à la paix et à la sécurité, mais qu'elle n'a pas été du goût de ceux qui voudraient intensifier la course aux armements, il poursuit : « En ce qui concerne le règlement pratique de cette question, il n'y a qu'un seul moyen, et il consiste à échanger des propositions. L'Union soviétique considère qu'il convient de les engager sans retard. La parole est aux pays occidentaux. Il importe toutefois que les propositions soient concrètes et qu'elles soient acceptables. »

La déclaration du secrétaire général du parti communiste soviétique ne comporte aucun élément nouveau. Elle frappe cependant par son ton modéré. Il est remarquable que M. Brejnev ait laissé entendre que l'URSS est disposée à élargir des négociations même dans le cas où l'OTAN prendrait la décision de fabriquer et de déployer de nouvelles armes de théâtre en Europe occidentale, estimant simplement qu'une telle décision compromettrait les chances d'aboutir. — D. V.

(1) A Washington, un haut fonctionnaire américain a annoncé lundi 5 novembre que les États-Unis réduiraient mille des sept mille têtes nucléaires stationnées actuellement en Europe au cas où l'OTAN déciderait en décembre la modernisation des armes de théâtre, c'est-à-dire l'installation de fusées Pershing-2 et de missiles de croisière.

Un univers tracé dans l'indicible, l'ineffable comme la musique même

J.-V. Richard - Les Nouvelles Littéraires

**Philippe Beaussant**

**L'ARCHÉOLOGUE**

Gallimard

مكتبة الأمل



## L'Éthiopie reprise en main

## II. — «NOTRE MARCHÉ EST LONGUE»

L'Éthiopie a lancé, en février, une campagne de développement fondée sur l'agriculture et qui a donné des résultats positifs, mais limités. Toutefois, le changement le plus sensible réside dans le fait que le président Mengistu est parvenu à restaurer l'autorité du pouvoir central au terme d'une vaste opération de mise au pas. En outre, le régime peut se targuer du succès de quelques opérations, notamment la campagne d'alphabétisation. (Le Monde du 6 novembre.)

Debré-Zélt. — En bordure de la base aérienne, à 30 kilomètres au nord, en 1977, un Centre de héros de la révolution éthiopienne ou sept cent cinquante mutilés et invalides de guerre doivent trouver, au cours de stages de six à dix-huit mois, les moyens d'une vie normale. Les locaux sont vastes et bien équipés qu'on nous fait visiter démontrent que l'armée prend soin des siens. Toutefois, le plus révélateur quant à l'effort de guerre consenti par Addis-Abeba est la liste d'attente selon laquelle les militaires mutilés ou invalides — dont cinq cents paralysés.

Ce n'est là qu'une démonstration parmi d'autres du coût humain des guerres qui se poursuivent en Erythrée et, à un moindre degré, en Ogaden. Depuis la chute de l'empire, en 1974, ces deux conflits joints à une véritable

## Un effort gigantesque

En Ogaden, trois brigades cubaines d'intervention jouent encore le double rôle de force de police et d'arme de dissuasion face à une guérilla somalienne entreprenante et qui se serait de nouveau renforcée l'été dernier, contraignant les Ethiopiens à évacuer leurs garnisons les plus

De notre envoyé spécial  
**JEAN-CLAUDE POMONTI**

guerre civile, ont fait des dizaines de milliers de victimes. L'Éthiopie possède une armée d'au moins deux cent cinquante mille hommes. Plusieurs dizaines de milliers de jeunes militants sont à l'entraînement, avec leurs instructeurs venus du monde entier. De Tadjik, en URSS, jusqu'à la capitale, en Érythrée, la deuxième armée révolutionnaire de libération aurait engagé pas moins de cent vingt mille hommes dans la lutte contre le régime qui se poursuit depuis dix-huit mois.

Depuis janvier 1978, soixante mille Éthiopiens auraient participé, sans succès à ce jour — aux assauts contre la ville et les villages de la partie orientale du pays. Les partisans du P.F.L.R. (Front populaire de libération de l'Érythrée) sont solidement retranchés. Ce siège de Nakfa illustre les difficultés que rencontre l'armée éthiopienne. Après la chute de la tentative d'août 1977, une troisième tentative a été menée en juin à la demande des commissaires politiques — de jeunes officiers sortis du rang — en dépit de l'opposition du commandant en chef (le général Mengistu) et du ministre de l'Armée, le général l'empereur conjugué de l'artillerie et de l'aviation, les Éthiopiens pénétraient toujours devant Nakfa au début d'octobre, et il a fallu toute l'antériorité du lieutenant-colonel Mengistu pour leur faire battre en retraite.

Le nombre croissant des officiers qui dirigent les opérations sur le terrain.

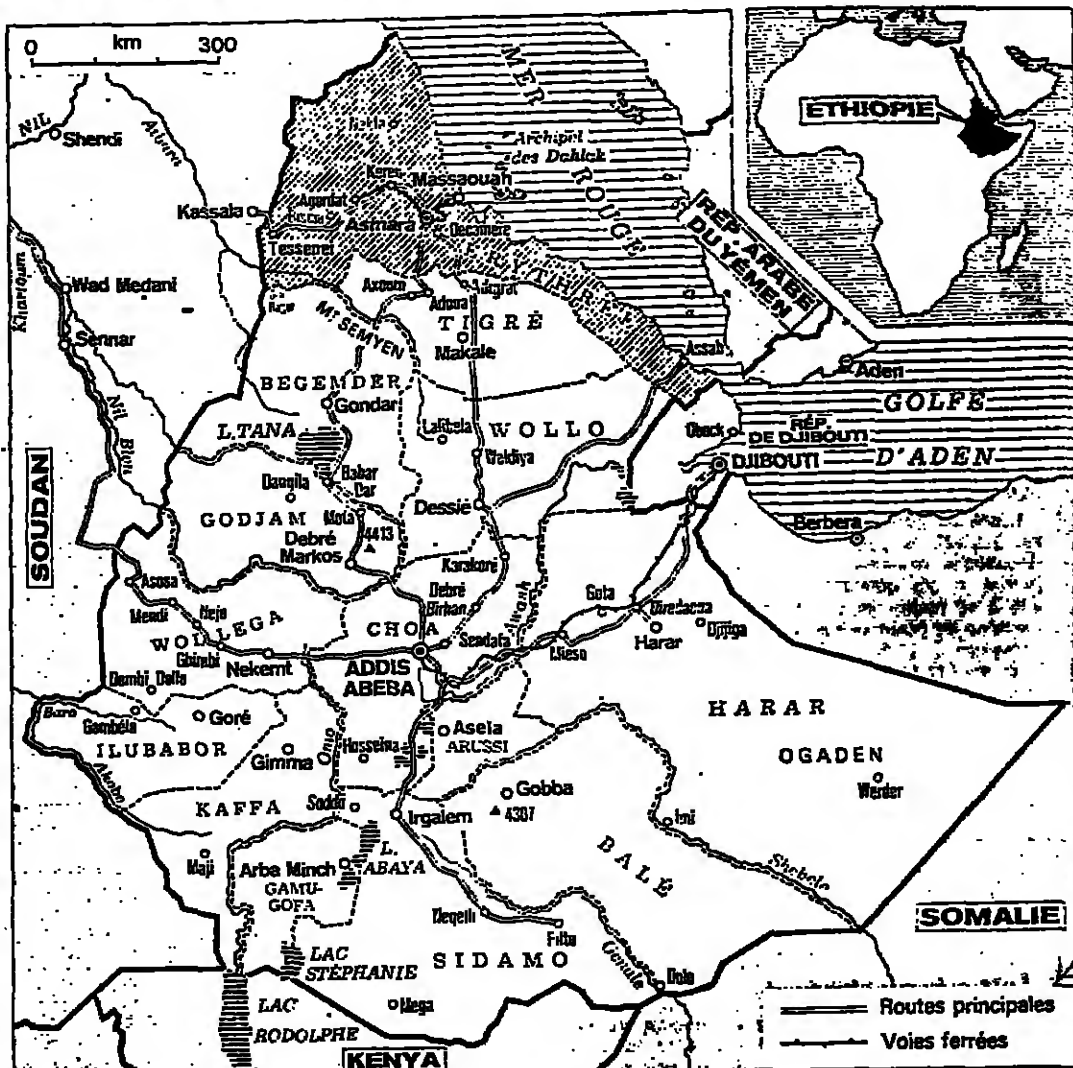
C'est cette dernière qui a été déployée, en juin, sur la frontière somalienne pour y former une

Les conflits en cours ont de multiples répercussions. Ils ont entraîné une dette extérieure colossale : elle est évaluée à près de 2 milliards de dollars américains pour les seules livraisons de matériel de guerre soviétique depuis 1977. Les pertes humaines sont importantes : le pays a perdu 150 000 soldats, dont huit mille soldats aux Ethiopiens. La reconquête des villes et le contrôle des axes routiers, en Erythrée, exigent un effort gigantesque pour un régime exsangne et qui ne peut tabler que sur une aide militaire étrangère. Le pays est une humanité qui constitue une population de trente millions d'habitants.

face aux problèmes que doit affronter le pays, sous d'une étonnante complexité. Le revenu annuel par tête est inférieur à 10 dollars. La campagne d'alphabétisation doit être entreprise en cinq langues et, dans une deuxième phase dix langues supplémentaires seront introduites. Le pays doit aussi créer un commissaire adjoint à la réhabilitation, trois millions de paysans doivent être déplacés, car leurs terres, notamment au Wolof, sont trop pauvres pour permettre d'acquiescer pour demeurer productives. Trois autres millions ont besoin d'une aide. « Nous en sommes persuadés », dit-il, « que le moindre mal est de déplacer les populations. » Dans une pre-

mière phase, le gouvernement compte transférer deux cent cinquante mille personnes du Wollo et du Tigré vers le sud — notamment dans le Balé et le Sidamo, — provinces dont les habitants ne peuvent que s'alarmer d'une « invasion » qui s'est déjà amorcée avec l'arrivée de vingt-deux mille chefs de famille.

Sur un territoire où les communications sont terriblement



défaut, l'Etat n'arrive à commercialiser, pour l'exportation, que 80 000 à 90 000 tonnes de café (estimations de 1979) sur une production jugée trois fois supérieure. En revanche,

Il importe toujours environ 300 000 tonnes de céréales par an pour faire la soudure. Les dons dans ce domaine demeurant très faibles, la balance des paiements est loin de s'équilibrer.

Selon les estimations éthiopiennes, la seule guerre d'Ogaden aurait réduit à la misère plus d'un million de personnes qui y auraient perdu 80 % de leur cheptel.

### Le boulet érythréen

L'aide économique des Alliés socialistes s'allège un peu sensiblement ce fardeau. En visite à Addis-Abeba, en septembre, M. Kossyguine, président du Conseil des ministres soviétiques, s'est engagé à agrandir la raffinerie d'Assab et à financer une série de projets agro-industriels. L'Éthiopie a déjà obtenu de l'Union soviétique des crédits de coopération avec ses autres alliés socialistes, dont le montant global est évalué à moins de 50 millions de dollars. L'Union soviétique a une sur-douzaine d'usines et à un taux de 2,5 % de 85 millions de dollars (soit 40 millions de dollars de moins que l'Allemagne) financés par les Soviétiques à l'ancien empereur, en 1959, pour la construction de la raffinerie d'Assab. L'Union soviétique a employé environ deux mille experts et allemands sont à l'ouvrage dans des secteurs variés (agriculture, médecine, transport, police, services techniques).

« Toutefois, il faudrait beaucoup plus de concours pour restaurer l'économie. Comme l'indique la préface du lieutenant-colonel L'Herminier, le G.A.P. a été l'un des derniers discours, d'attaquer du rectement l'OTAN et les puissances occidentales. Adid-Abebe, lui, a été plus explicite, affirmant que « l'absence de l'aide financière de l'Onu, Le sanctification des étiopiens ont reçu l'ordre d'étudier les moyens d'utiliser les 700 millions de dollars que la Banque mondiale a alloués à l'Ethiopie des Etats-Unis et de la Banque mondiale demeurent bloqués jusqu'à apparemment du contentement de l'OTAN. »

En 1975, d'autres programmes militaires ont été lancés, notamment des troupes sur international (notamment celui du C.N.U.D.P. se pour- suit de la même manière). L'Herminier a noté : « La guerre a réglé la note » de la guerre d'Éthiopie ou se : « force d'intervention » multiples, comme d'habitude, les troupes se battent depuis juillet 1975.

En 1975, les troupes ont briser toute volonté de résistance armée dans la province septentrionale, insursee depuis dix-huit

A Addis-Abeba, tous les diplomates sont d'accord : « Tout chef d'Etat éthiopien, quel qu'il soit, quelle que soit l'idéologie dont il se réclame, ne pourrait pas céder sur l'Erythrée. » On encore : « Le seul point sur lequel Mengistu doit se montrer intransigeant, c'est l'Erythrée. » Il est vrai que ce conflit — cadeau empoisonné —

de Hadé Sékassé est, ce boulet que traîne le pouvoir central. L'Éthiopie ne peut pas songer à renoncer à son seul accès sur la mer Rouge. Avec l'accès du Soudan, elle se voit offrir la méditerranéenne (Arabie Saoudite, Irak, Syrie) s'émouline à maintenir en vie une insurrection solidement implantée. L'Éthiopie, dit-on, n'est pas une femme en Opéden, a été ramassée à des proportions beaucoup plus modestes, seul le problème érythréen est resté. L'Éthiopie est une véritable vitiétique un caractère indispensable. En dépit du *traité d'amitié et de coopération* qui lie les deux États depuis juillet 1970, Mengistu aurait sans doute refusé d'empriser à Addis-Abeba si la question était réglée. Les Soviétiques auraient, dans cette hypothèse, refusé de reconnaître comme prévaloir la fédération régionale (Aden, Somalie et Éthiopie) à laquelle ils semblent toujours attachés.

Apparemment sans solution politique ou militaire, le conflit éthio-somal s'est enlisé. Pendant quelques temps, cependant, le Derg pourra-t-il bénéficier de l'absence aussi importante et utile, comme fer de lance, des militaires recrutés un peu partout et lancés contre une insurrection qui, dans le sud-ouest, sous le panacristien, le régime militaire éthiopien peut mesurer son isolement : des pays amis, comme celui du Mozambique, condamnent ouvertement la répression d'une solution militaire en Erythrée. Les dirigeants du Derg peuvent se ménager quelque succès, mais la détresse, comme le Kenya voisin, inquiet des visées somaliennes, mais l'audace de la révolution éthiopienne ne dépassera guère ses frontières, de l'Abysinie à Djibouti.

[illegible]

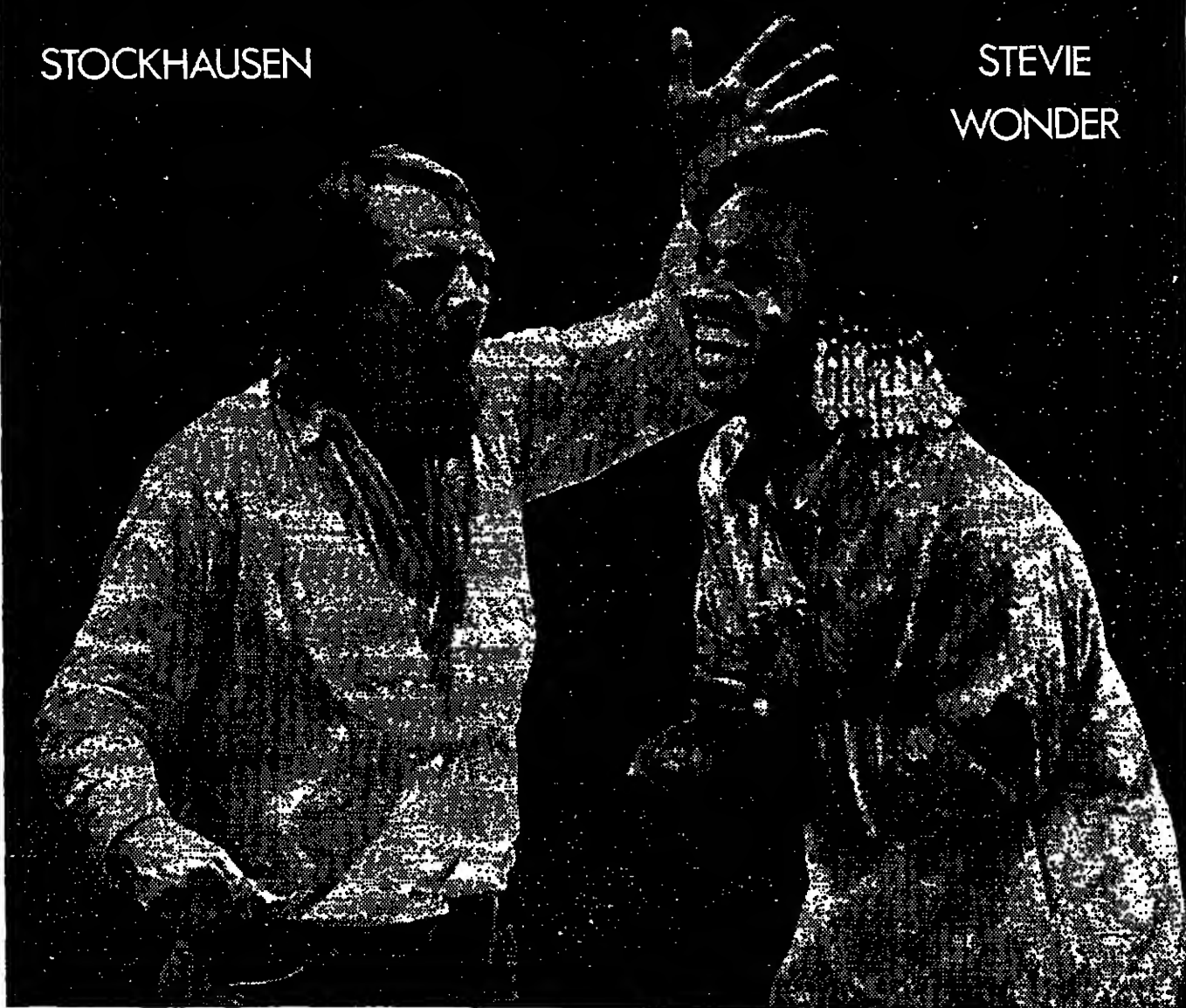
END

Le Monde DE LA **MUSIQUE** Téléràma 17

GESUALDO, ASSASSIN ET DEVOT :  
POUR L'OPERA FILME ?  
LE BRESIL DE VILLA LOBOS  
LES ECOLES DE JAZZ

STOCKHAUSEN

STEVIE  
WONDER



# hernie

**SOUTENUE COMME AVEC LES MAINS**

**NOUVEAU**  
UNE CEINTURE CONFORTABLE  
ET DISCRÈTE permise  
immédiatement de  
retrouver sans risque  
toutes vos activités.

Documentation gratuite n°2 sur demande à  
**INSTITUT HERNIAIRE DE LYON**

PARIS 1, 7bis, rue du Louvre, tél. (1) 233 73 6

PARTS 10, 180, rue Lafayette, tel. 111 607 30,7  
MARSEILLE 6, 151, Crd. Dauphine, tel. 191 48 52,3  
BORDEAUX, 12, C. Chapeau Rouge, 1156153 25,3

BOULEVARD 11, Place Wilson, angle rue Lafont  
TEL (51) 25.42.60  
DEPOSITAIRES TOUTES REGIONS DE FRANCE



## AFRIQUE

### Tunisie

#### Le souvenir des émeutes du 26 janvier 1978 a pesé sur les élections législatives

De notre correspondant

Tunis. — « Un succès pour le régime et une preuve de l'attachement du peuple tunisien à la politique de Bourguiba, fondée sur la stabilité et la justice sociale », telle est la conclusion tirée lundi 5 novembre par le ministre de l'Intérieur, M. Dhaoui Hannabla, des élections législatives qui se sont déroulées dimanche 4 novembre. Quelques 2 millions de Tunisiens y ont participé.

Le ministre s'est aussi félicité du calme dans lequel se sont déroulées les opérations de vote et de la forte participation au scrutin. Si celle-ci est en effet de 81,10 % des électeurs inscrits, elle n'est pas moins nettement inférieure à celle des précédentes consultations, qui se situaient aux environs de 95 %. L'explication : des fortes pluies ayant provoqué des coupures de routes avancées par les autorités pour justifier ce recul, ne paraît pas très convaincante. Tunis, par exemple, où le record des abstentions a été atteint avec 31,5 % n'était pas dimanche, submergée par les eaux.

Tous les membres du gouvernement et du bureau politique du parti socialiste destourien — à l'exception de M. Mohamed Jomaa — ont été élus le plus souvent avec des suffrages nettement supérieurs à ceux de leurs collègues. M. Jomaa se présentait à Sfax, dans la circonscription des Kerkennah, d'où il est originaire, comme l'ancien secré-

taire général de la centrale syndicale U.G.T.T. M. Habib Achour. Les électeurs semblent ne pas lui avoir pardonné son attitude au poste qu'il occupait déjà lors de la crise syndicale qui aboutit aux émeutes du 26 janvier 1978. Son échec est à rapprocher de ceux subis à Tunis par deux membres de la nouvelle direction syndicale, toujours contestée par nombre de travailleurs. MM. Ismail Lejri et Mustapha Maklouf. Par contre, le successeur de M. Achour, M. Tijani Abid, a été élu sans difficulté.

La possibilité, donnée pour la première fois aux électeurs de choisir entre deux candidats pour chaque siège a pour effet de constituer l'essentiel de « l'ouverture » dont se réclame le régime. Elle a sans doute favorisé le renouvellement des deux tiers environ de la nouvelle assemblée. Le premier ministre, M. Hedi Nour, a remporté un succès personnel en faisant pratiquement le plein des voix à Nabeul, où il a devancé le candidat suivant de plus de trente mille suffrages. Sur les dix-sept femmes qui se présentaient, seules deux ont été élues contre trois dans la précédente assemblée. Enfin, bien que la loi leur en donnait la possibilité, les différents courants de l'opposition se sont abstenus de participer à cette consultation qu'ils jugeaient « non démocratique » (le Monde du 31 octobre).

MICHEL DEURÉ.

### Le conflit du Sahara

#### LE MAROC LANCE UNE VASTE OFFENSIVE CONTRE LE FRONT POLISARIO

Rabat (Reuters). — Sur ordre personnel du roi, les forces marocaines ont lancé une vaste offensive de grande envergure contre les maquisards du Polisario, indiquant-on lundi 5 novembre à Rabat dans les milieux militaires. Six mille à sept mille hommes participent, depuis samedi, à cette opération baptisée « Ouhoud » (du nom d'une bataille historique remportée par le prophète Mahomet) sous la direction du colonel-major Ahmed Dlimi, directeur des aides de camp du roi Hassan II.

La force marocaine, constituée spécialement à cet effet, a été rassemblée sur l'ancienne base américaine de Ben Guerir, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Marrakech, mais l'opération a été lancée à partir du centre minier de Bou Cra, à l'est d'El Aïoun, en direction de la frontière algérienne. L'objectif semble être de reconquérir les positions perdues ces derniers mois à la suite de diverses actions du Front Polisario.

Un tiers du corps de bataille est constitué de « Sahraouis » ou de militaires originaires des régions sahariennes à qui le terrain est familier. La force indépendante des partisans marocains implantés dans le secteur possède ses propres hôpitaux de campagne et bénéficie d'une importante couverture aérienne, composée de Mirage et de F5.

Sur le plan diplomatique, le président libérien, M. William Tolbert, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, a annoncé que le roi Hassan II avait l'intention de participer à la réunion du comité des sages, qui se tiendra fin novembre ou début décembre à Monrovia.

### Guinée

#### Une mise au point de M. James Soumah

A la suite d'une correspondance de Dakar (le Monde du 25 octobre) faisant état d'une réunion, en juillet, dans la capitale sénégalaise, d'opposants guinéens sous la présidence de M. James Soumah, celui-ci nous écrit :

Mon dernier séjour au Sénégal remonte du 24 au 29 septembre 1978, et depuis cette date, je n'ai jamais effectué un autre déplacement dans ce pays. Le comité pour la défense des libertés démocratiques en Guinée et la ligne guinéenne des droits de l'homme et du citoyen en exil, qui ont toujours mené une lutte conséquente contre les répressions et les oppressions bestiales en Guinée, cela dans l'indifférence générale de ceux qui ont des intérêts économiques hypothétiques à défendre, ont mieux à faire que de perpétrer un prétendu attentat contre le chef de l'Etat guinéen.

### Zimbabwe-Rhodésie

#### Salisbury décide d'empêcher le ravitaillement de la Zambie par la République Sud-africaine

Le gouvernement rhodésien a annoncé, lundi 5 novembre, qu'il arrêterait le transport vers la Zambie de deux millions de sacs de maïs commandés d'urgence par Lusaka à la République Sud-Africaine après plusieurs manœuvres récentes. Salisbury explique son geste par le fait que la Zambie abrite des bases du Front patriotique, à partir desquelles les partisans lancent des raids en territoire rhodésien. La Zambie, pays enclavé, ne dispose plus comme voie de communication vers l'extérieur que du chemin de fer qui la relie, via le Zimbabwe-Rhodésie, à la République Sud-Africaine. D'une part, le chemin de fer Tazania-Zambie est totalement bloqué pour au moins deux mois à la suite du sabotage d'un pont dans le nord de la Zambie, attribué à des commandos rhodésiens ; d'autre part, le ferry-boat de Kazungula, seule liaison entre la Zambie et le Botswana, a été coulé par les Rhodésiens en avril et n'a pas été remplacé depuis.

La décision de Salisbury intervient à un moment crucial de la conférence de Londres sur le Zimbabwe-Rhodésie. Si l'évêque Muzorewa a accepté lundi le plan britannique sur l'organisation de la période d'interim avant les élections, le Front patriotique, soutenu par les présidents Nyerere de Tanzanie et Kaunda de Zambie, exige toujours une certaine modification. Toutefois, les Britanniques restent optimistes sur l'issue de la négociation.

#### Optimisme à la conférence de Londres

De notre correspondant

Londres. — La conférence constitutionnelle sur le Zimbabwe-Rhodésie, entrée dans sa neuvième semaine, est de nouveau dans l'impasse. Néanmoins, malgré les positions très fermes prises par les représentants du Front patriotique, certains officiels britanniques pressent qu'un accord général pourrait intervenir vers la mi-novembre avec pour conséquence immédiate l'envoi d'un gouverneur britannique à Salisbury et la levée des sanctions dont le renouvellement doit être décidé par les Communes le 15 novembre.

Les forces régulières rhodésiennes, comme l'avaient demandée les représentants du Front, la nouvelle formule, dans l'optique britannique, devrait rassurer dans la mesure où elle place les forces armées des deux camps sur un plan d'égalité.

La distinction faite antérieurement entre une force constitutionnelle et les « terroristes » se trouve ainsi précisée.

Pour sa part, le Front patriotique estime avoir fait une concession majeure en abandonnant sa demande d'un démembrement préalable des forces de sécurité existantes. Il ne semble pas disposé à accepter que, pendant la campagne électorale, le gouverneur s'appuie essentiellement sur les forces régulières pour assurer le maintien de l'ordre. Les Britanniques laissent prévoir que, tenant compte des préoccupations de sécurité du Front patriotique, le nombre des officiers britanniques chargés de superviser les activités de la police locale pourra être sensiblement augmenté. Mais ils ne veulent pas s'engager à relever de son commandement le général Wells, commandant en chef des forces rhodésiennes, comme le leur a suggéré le président Nyerere.

### Egalité des deux forces armées

Les Britanniques ne manquent pas de rappeler les progrès accomplis, à commencer par l'accord intervenu sur la future Constitution. Ils laissent entendre, d'autre part, que tenant compte des principales objections soulevées par le Front patriotique et énoncées par le président Nyerere, ils envisagent de faire des concessions. Ainsi, la durée de la période d'interim, que les Britanniques voulaient limiter à deux mois, n'est plus précisée dans les propositions britanniques révisées. Le Front patriotique estime en effet que ce délai n'est pas suffisant pour permettre à ses partisans de sortir de la bruyante pour mener une campagne électorale, et ils soupçonnent le gouvernement de Londres de vouloir ainsi favoriser l'évêque Muzorewa. Il est vraisemblable que les Britanniques acceptent d'allonger de quelques semaines, peut-être même d'un mois ou deux, la durée de la période transitoire sans pour autant accepter les six mois recommandés par le président Nyerere.

Une autre concession importante, envisagée par les Britanniques, est l'adoption d'une « égalité de statuts » des forces militaires en présence. Dans leur dernière version révisée, les propositions britanniques prévoient que les chefs militaires « des deux parties » seront responsables devant le gouverneur du maintien du cessez-le-feu. Sans aller jusqu'à l'intégration des guéril-

HENRI PIERRE.

### Samaritaine Capucines

27, SOULEVARD DES CAPUCINES, PARIS - TEL. 26-57-25

Mardi 6 • Mercredi 7  
Jeudi 8 • Vendredi 9  
Samedi 10 Novembre

5 JOURS  
EXTRAORDINAIRES

Soldes et  
occasions

dans  
tous les rayons

MAGASIN OUVERT TOUS LES JOURS  
DE 9 H 30 A 18 H 30

## ROME vols quotidiens SAUDIA

Départs Paris-Charles-de-Gaulle

TriStar  
et  
Boeing 747

saudia  
SAUDI ARABIAN AIRLINES



Consultez votre agence de voyages ou Saudia : 720.68.20

### Votre BAIGNOIRE

#### REMISE à neuf!

SAMOTEC vous permet de remettre à neuf, sur place en un jour, en blanc ou en couleur, vos baignoires, douche, lavabo, bidet, w.c., etc. Application par spécialistes.

— Réaménagement à froid.  
— Polissage de baignoires rugueuses ou éraillées.

NOS AVANTAGES : travail effectué dans la journée, pas de démontage ni de gravats.

GARANTIE 3 ANS

SUR SIMPLE APPEL :  
DEVIS GRATUIT (sans engagement)  
DOCUMENTATION GRATUITE  
SUR DEMANDE  
SAMOTEC, 31, rue Froidevaux,  
75014 PARIS - 322.71.45

### ANVERS Centre Mondial du DIAMANT

Tous renseignements  
vous seront communiqués  
24 heures sur 24 au numéro  
TEL. : 19.32-31/31-27-54

GENERAL DIAMONDS  
PELIKAANST. 32 ANVERS.

### Si vous faites partie du monde des hommes grands ou costauds...

...notez 2 bonnes adresses à Paris pour vous habiller en prêt à porter : des jeans au smoking, du blouson à l'ensemble de ski... 86 av. Ledru-Rollin 12<sup>e</sup> 628.18.24 et 79 av. des Ternes 17<sup>e</sup> 574.35.13 BERDY (FUBLICITE)

(Publicité)

### L'INDUSTRIE IVOIRIENNE

Un dossier du bimonthuel AFRIQUE INDUSTRIE INFRASTRUCTURES. Pour la première fois en Afrique, une table ronde sur le bilan et les perspectives de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics en Côte-d'Ivoire réalisés par AFRIQUE INDUSTRIE INFRASTRUCTURES avec la participation de la CHAMBRE D'INDUSTRIE DE CÔTE-D'IVOIRE.

Un sommaire :  
— La table ronde à laquelle ont participé MM. Lambert KONAN, DE BRIMOU, Sekou DIARRA, Georges EKRA, FINETTE, Kouassi KOUADIO, KPI N'DRI, PASQUER, Zadi KESSY, Madiha KERRA et André ESCOFFIER.  
— L'analyse des activités de l'industrie ivoirienne et des entreprises de bâtiment et de travaux publics en 1977-1978 et les premiers résultats de l'exercice 1978-1979.

Ce numéro, vendu au prix de 60 F, est disponible à AFRIQUE INDUSTRIE INFRASTRUCTURES 11, rue de Téhéran, 75008 PARIS. Tél. 227-74-74, C.C.P. Paris 24.021.81



## BVLGARI

A LE PLAISIR DE VOUS ANNONCER  
L'OUVERTURE DE SON MAGASIN  
À L'HÔTEL PLAZA-ATHÉNÉE,  
27 AVENUE MONTAIGNE,  
PARIS.

TEL. 225 89 89 / 225 95 95

ROMA - 10 VIA DEI CONDOTTI  
NEW YORK - HOTEL PIERRE  
GENÈVE - 84 RUE DU RHÔNE  
MONTE CARLO - AVENUE DES BEAUX-ARTS

صكنا من الأصل



# ASIE

## Laos

### Des maquisards méos affirment que l'armée vietnamienne a utilisé des gaz de combat

Ban-Vinay (province thalandaïse de Loei). — Ils sont arrivés très récemment dans ce camp situé à la frontière laotienne et ont regroupés plus de trente mille maquisards méos réfugiés. La trentaine, râblés, sanglés dans un pyjama noir, le capitaine Tse Gao Siong et son compagnon Vang Yi Siong, sergent-chef dans l'armée « secrète » du général Vang Pao ont marché

De notre envoyé spécial

ces laissés par les gaz disparaissent au bout d'un mois. Or, très rares sont les réfugiés qui passent en Thaïlande dans un tel délai, étant donné les difficultés rencontrées en route.

La brutalité de la guerre qui se poursuit au Laos et qui a entraîné la majorité de la popu-

quel des milliers de réfugiés — certaines sources disent plus de dix mille — se sont portés volontaires (peut-être à l'instigation de leurs chefs) pour aller en Chine, où, beaucoup espèrent recevoir aide et formation militaire. Pékín a en effet annoncé, il y a plusieurs mois, son intention de donner asile à dix mille réfugiés indochinois. Certains Méos nous ont dit que les autorités locales thaïlandaises leur avaient conseillé de s'inscrire, mais qu'aucune information officielle n'avait été publiée à ce sujet. Il semble qu'une mission chinoise, chargée de sélectionner les réfugiés, soit arrivée à Bangkok à la mi-septembre.

Pékín veut combattre l'adversaire vietnamien par tous les moyens, y compris l'utilisation de mouvements qualifiés hier de « réactionnaires » et aujourd'hui de « nationalistes ». La résistance des Méos, coordonnée avec celle qui s'organise le long de la frontière sino-laotienne, parmi les tribus montagnardes, et sans doute avec l'aide de transfuges anti-vietnamiens du Pathet-Lao, représente un danger certain pour le régime de Hanoï et ses protecteurs vietnamiens. Pékín s'est efforcé de mieux alimenter la subversion au nord du Laos — comme dans les provinces vietnamiennes frontalières de la Chine — que les mêmes échelons se retrouvent de part et d'autre de la frontière.

Si les combattants et les anciens combattants réfugiés à Ban-Vinay sont en parfaite forme physique, il n'en est pas de même des civils méos qui fuient le Laos. Eprouvés par des semaines de marche à travers la forêt et la montagne pour échapper aux patrouilles, affaiblis, malades, beaucoup sont morts dès leur arrivée dans le camp. La situation sanitaire est améliorée récemment avec la venue de médecins étrangers. Les plus heureux de ces Méos — l'élite — ont quitté la Thaïlande et se sont dirigés vers le général Vang Pao, installé dans le Montana — ou pour la France. D'autres continuent à partir. Mais, comme nous l'a dit M. Kim Young-sam, chef des réfugiés du camp, « nous voulons, pour la plupart, rester ici, avoir un peu de terre à cultiver ».

PATRICE DE BEER.



pendant deux mois au départ de leur maquis situé dans la province de Louang-Prabang pour atteindre le Mékong, qu'ils ont traversé sur un radeau de bambou assemblé à la hâte. Au cours de leur voyage, les deux autres membres de leur groupe ont trouvé la mort lors d'un accrochage avec une patrouille vietnamienne. Leurs armes, des M-16 américains, leur ont été confisquées à leur arrivée en Thaïlande.

Abandonnés lors de l'évacuation de l'« armée secrète » par les Américains en mai 1975, car leur unité était trop éloignée, ils ont continué de se battre contre le Pathet-Lao et les Vietnamiens. Contrairement aux réfugiés chassés par la guerre, ils affirment être venus pour recevoir de nouvelles instructions de leur chef qui se trouve dans le camp. Ils n'ont aucune objection à se rendre éventuellement en Chine pour y recevoir un entraînement et ensuite retourner combattre au Laos. Ils n'ont pas connu grand-chose d'autre dans leur vie que la guerre : Tse Gao Siong, malgré ses trente ans, a derrière lui seize années de combats.

Un autre ancien combattant du général Vang Pao, Por-Poi, arrivé il y a quelques mois, a fait ses premières armes en 1950 dans les « chasseurs indigènes », puis dans la vingtaine compagnie du septième B.G.L. sous le commandement du commandant Rouy, nous dit-il. Ce sont, avec l'ennemi, les médailles qu'il a reçues, les seuls mots de français dont il se souvient. Il s'est battu ensuite pour l'« armée secrète » jusqu'en 1955 avant de devenir garde privé du général Vang Pao. Pour eux, le nouveau régime laotien ne représente guère de changement, mais seulement une nouvelle phase de la lutte contre les Vietnamiens, plus dure, car ils sont pratiquement abandonnés. S'inscrivant en faux contre les démentis vietnamiens de ces « colonnes grossières » et confirmant les accusations portées par trois sénateurs américains, ces maquisards méos affirment que les troupes de Hanoï ont utilisé des gaz de combat toxiques répandus par des avions. Selon Jer Por-poi, il y avait plusieurs sortes de gaz : le vert et le jaune, qui provoquent des vomissements, des troubles digestifs et un affaiblissement général ; le rouge tuait dans un délai d'environ deux heures. L'an dernier, affirme-t-il, deux cent six membres de son village sont morts lorsque trois avions ont arrosé les maisons de ce gaz rouge ; treize des quinze membres de sa famille ont été tués. La peur des victimes, ajoute-t-il, était noire. Quelques heures plus tard, environ deux cents soldats vietnamiens venus dans le village de chirurgiens ont râlés le village. Tse Gao Siong et Vang Yi Siong ont aussi été témoins de l'utilisation de ces gaz l'an dernier dans la province de Louang-Prabang.

Bien que ces informations soient précises et concordantes, aucune preuve matérielle de l'utilisation de gaz n'a été apportée. Selon une mission de médecins américains venus dans le camp pour étudier ce problème, les tra-

lation méo — une partie d'entre elle, sous la direction de M. Pong-dang Loblay, ayant rallié depuis le début de la guerre d'indochine le Pathet-Lao, — explique sans doute la haine tenace de ces réfugiés pour le régime de Hanoï. Elle explique aussi pour-

qu'il n'y a pas de terre à cultiver.

PATRICE DE BEER.

## Cambodge

### LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE NEW-YORK Le problème de l'acheminement de l'aide demeure grave en dépit de l'afflux des contributions

De notre correspondant

New-York. — La conférence internationale pour l'aide à la population cambodgienne, organisée lundi 5 novembre aux Nations unies, aura permis de rassembler des fonds importants, ce qui était son but officiel. Mais ses organisateurs n'ont pas obtenu la certitude de pouvoir acheminer et distribuer l'aide, ce qui était son propos réel. Pour éviter que le défilé des contributions ne soit posé, le secrétaire général, M. Waldheim, avait écarté le projet initial français d'une « conférence de fonds ». Les participants ont accepté de participer à l'effort d'aide au Cambodge, mais sans faire représenter : ils ont été solennellement sept, dont l'Afrique du Sud, qui a fait ainsi une rentrée aussi brève que remarquable.

Cinquante et un orateurs étaient inscrits, mais aucun des deux Cambodges n'était officiellement présent. M. Phnom Penh, représentant permanent du gouvernement de M. Pol Pot, seul reconnu par les Nations unies, siégeait au banc des observateurs. M. Koo Praseuth, ambassadeur de la République populaire du Kampuchéa à Moscou, était arrivé comme délégué de la Croix-Rouge de son pays avec un visa touristique de Gère par l'ambassade des Etats-Unis en U.R.S.S. Une place lui avait été réservée dans la galerie du public. M. Praseuth ne l'a pas occupée, mais il a laissé entendre qu'il donnerait ces jours-ci une conférence de presse hors du bâtiment de l'ONU.

En réunissant cette conférence, les Nations unies faisaient un geste qui n'était pas seulement d'aider le Cambodge dans le but non avoué de faire pression sur Hanoï et Phnom-Penh, sans glisser pour autant sur le terrain dangereux des polémiques politiques. Ce n'est pas la première fois que l'Organisation internationale lance une opération de secours à l'égard d'un pays en crise. Mais les deux précédentes, au Biafra en 1967 et au Bangladesh en 1971, ne mettaient pas

en cause des forces aussi redoutables.

La première intervention a été celle du ministre des affaires étrangères français, M. François Poncet, qui a souligné l'aspect purement humanitaire de l'opération : « Nous devons aider dévouement de côté les considérations politiques et les appréciations divergentes, a-t-il dit. Le seul problème est celui de l'aide. C'est la survie d'un peuple. Le devoir de la communauté internationale est d'ordre moral, indépendamment de toutes les idéologies et de tous les intérêts. » Le ministre a annoncé que, à la contribution initiale de son pays de 10 millions de dollars pour sa quote-part à l'effort de la Communauté européenne, plus 5 millions de dollars en aides diverses, il faudrait ajouter les résultats de la collecte nationale qui va être organisée en France.

M. François-Poncet a déclaré que tous les moyens de transport devaient être mis à contribution pour acheminer les secours aussi bien aux camps de réfugiés en Thaïlande qu'aux populations du Cambodge. Mais le port de Kompong-Son doit être rééquipé pour décharger les bateaux qui sont en attente. La circulation qui vient d'être autorisée sur le Mékong par le gouvernement de Phnom-Penh est un atout important, mais qui ne suffira pas. Le ministre français a demandé l'ouverture des aéroports de Battambang et de Siem-Reap, ainsi que des pistes de campagne aux avions dont la France serait prête à offrir quelques exemplaires à la Croix-Rouge et à l'UNICEF. Au cas où ces mesures se révéleraient insuffisantes, a indiqué M. François-Poncet, il faudrait envisager des largages de produits alimentaires et de médicaments dans la bruyante zone de la frontière.

Le souhait du ministre français de ne pas voir la conférence s'engager sur le terrain de la polémique politique n'a été qu'à moitié exécuté.

Ne participant pas directement au débat, le ministre des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchéa a fait publier une déclaration dans laquelle il a

vigoureusement dénoncé « la campagne de désinformation et de calomnies des impérialistes et réactionnaires concernant une soi-disant mauvaise volonté du pouvoir populaire du Kampuchéa ». Il a ajouté que son gouvernement avait reçu jusqu'à présent plus de 200 000 tonnes de vivres et autres denrées de l'Union soviétique, du Vietnam et d'autres pays socialistes, et environ 2 000 tonnes de diverses organisations des pays occidentaux.

Le ministre a aussi dénoncé la demande d'organisation des comités de secours par les routes 5 et 6 formulée par des sénateurs américains, présentée comme un signe d'ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures du Kampuchéa.

Le représentant de l'Union soviétique, M. Oleg Troianovsky, a fait valoir que son pays avait envoyé en 1979 pour l'équivalent de 85 millions de dollars de secours, comprenant 70 000 tonnes de riz, 50 000 tonnes de blé, des médicaments et des vêtements, pour un million de roubles de théâtres automobiles, notamment des autobus, ainsi que des produits vétérinaires, du coton, de la soie, etc.

Une famine « très exagérée »

Le délégué vietnamien, M. Ha Van Lau, s'est montré, dans la forme, plutôt modéré, soulignant à quel point l'aide apportée au Cambodge par la communauté internationale est appréciable. Il a indiqué que le Vietnam avait lui-même envoyé 120 000 tonnes de denrées alimentaires à son voisin, 10 000 tonnes de semences de riz et « une grande quantité de médicaments, d'instruments chirurgicaux et d'objets d'usage courant ». Mais, au cours d'une conférence de presse, un peu plus tard, M. Ha Van Lau a jugé « très exagérée » la rapacité de M. Pol Pot, il a indiqué qu'il avait échangé des informations avec le secrétaire d'Etat américain, M. Vance. Mais, campant sur les positions qu'il avait déjà occupées lors du débat général, il y a trois semaines, il a déclaré que si le gouvernement et le peuple américains voulaient aider le peuple cambodgien, ils devaient régler la question avec le gouvernement de Phnom-Penh.

En réponse à une question, M. Ha Van Lau a déclaré que jamais les troupes vietnamiennes n'avaient détourné à leur profit des secours envoyés au Cambodgien.

Le délégué chinois a déclaré que « l'opinion internationale exige que les autorités vietnamiennes cessent l'usage de la force et que les secours soient distribués par le personnel des Nations unies directement au malheureux peuple cambodgien dans les zones touchées ». Au point de vue, ces secours risquent de tomber entre les mains d'agresseurs étrangers et de leurs fanatiques.

A l'issue des interventions, le secrétaire général de l'ONU a dressé le bilan de la conférence, qui a permis de récolter 210 millions de dollars en espèces et en aides diverses. Les deux plus importantes contributions proviennent de la C.E.E. (42 millions de dollars) et des Etats-Unis (39 millions de dollars). Ces sommes sont suffisantes pour les six mois à venir, mais M. Waldheim a précisé que le but à atteindre était de 350 millions de dollars pour le Cambodge seul. Le secrétaire général a ajouté qu'il restait à résoudre d'importants « problèmes logistiques » sous-tendus par des considérations politiques.

En fait, rien de décisif concernant l'attitude des autorités de Hanoï et de Phnom-Penh ne semble avoir été obtenu. Le sentiment qui prévalait lundi soir aux Nations unies était que celles-ci n'ont pas renoncé à la bataille qu'elles ont engagée en septembre, lors de l'ouverture de l'Assemblée générale, pour faire reconnaître la légitimité du gouvernement de M. Heng Samrin.

NICOLE BERNHEIM.

Un avion-cargo affrété par le Secours populaire français (19, rue Froissart, 75003 Paris 12) 218-55-53, C.C.P. Paris (54-57) serait quitte, ce mardi 6 novembre, Orly à destination de Phnom-Penh. Cet appareil est chargé de plus de 40 tonnes de secours de première nécessité. D'autre part, un Boeing 747 transportant 70 tonnes de produits alimentaires et de matériel médical s'enlève le 13 novembre de l'aéroport de Maastricht à l'initiative des employés d'une société de transports de la région. Enfin, la Croix-Rouge française 117, rue Quatre-Vents, 75004 Paris 12, 261-51-03, C.C.P. 60 000 Paris, a annoncé, lundi 5 novembre, l'envoi prochain de quarante médecins et infirmières dans les camps de réfugiés de Thaïlande.

## Corée du Sud

### Le chef de l'opposition demande la révision de la Constitution

De notre envoyé spécial

Séoul. — La trêve politique observée pour la période de deuil qui a suivi l'assassinat du président Park s'est achevée sans que s'ouvre pour autant de véritable débat sur l'avenir. Le seul à rompre le silence a été M. Kim Young-sam, président du nouveau parti démocratique (N.P.D.), qui a donné, lundi 5 novembre, une conférence de presse. Le contenu ayant été censuré par les autorités militaires, les journaux coréens n'ont pu reproduire les déclarations faites par une des principales personnalités de l'opposition.

M. Kim Young-sam a déclaré : « La Constitution Yushin (réformes revitalisantes) a perdu sa signification : elle a été faite par un homme et pour un homme. Je pense que la période de quatre-vingt-dix jours au cours de laquelle, selon la Constitution actuelle, il faut désigner un nouveau président, doit être utilisée pour remettre la loi fondamentale en voie de révision de ce dernier au suffrage direct. Si cette procédure est engagée, la population comprendra très bien, avec une certaine réticence, dit-on, par les députés de la majorité, la loi de l'Etat dit lieu après la limite de quatre-vingt-dix jours. »

Sur la question de son retour et de celui de son parti à l'Assemblée — M. Kim Young-sam avait été expulsé du Parlement en octobre, ce qui avait provoqué la démission en bloc des députés de l'opposition — il s'est contenté de déclarer qu'il en étudierait la possibilité. En fait, il semble difficile que la vie parlementaire puisse reprendre normalement sans que l'Assemblée annule sa décision d'expulsion — prise, avec une certaine réticence, dit-on, par les députés de la majorité sur injonction de la présidence.

De son côté, M. Yang, président du petit parti pour l'unité démocratique (F.U.D.), nous dit qu'il est en discussion avec M. Kim en vue du retour de la formation à l'Assemblée. Le F.U.D. avait en effet quitté celle-ci par solidarité avec le N.P.D. Selon M. Yang cependant, il n'est pas certain à l'avance que les deux partis unis contre le régime Park adoptent forcément les mêmes positions. Le F.U.D. est formé de quelques dissidents du N.P.D. qui, en 1973, se séparèrent de celui-ci parce qu'il acceptait la « Constitution Yushin » (entrée en vigueur en novembre 1972), et avait fait cause commune à nouveau au printemps dernier lorsque M. Kim Young-sam prit la direction du N.P.D. et mena une politique hostile au régime Park.

Etant donné l'âge de M. Yo Poun, l'ancien président de la République, l'un des opposants à l'ancien président, ce sont surtout M. Kim Young-sam et M. Yang qui, éventuellement si les autorités militaires l'autorisent à revenir sur la scène politique, M. Kim Dae-jung, actuellement assigné à résidence, et sans possibilité de communiquer avec les journalistes étrangers après avoir été kidnappé et emprisonné par Park, qui seront appelés à jouer un rôle important dans la vie politique.

#### L'action des chrétiens

Selon ces derniers, la mesure la plus urgente à prendre pour répondre à l'attente de la population est la libération de tous les prisonniers politiques. Selon M. Kim Young-sam, le nombre s'élève à plus d'un millier.

Pour les membres de la majorité gouvernementale, ces demandes sont inacceptables. Une haute personnalité, toutefois, proche du président Park, mais qui, étant donné les événements, préfère garder l'anonymat, nous a dit : « Il n'est pas question d'amender la Constitution, il faut d'abord veiller à la stabilité et à la sécurité du pays en maintenant l'ordre légal existant. Selon la Constitution, le président doit être élu dans les quatre-vingt-dix jours par le Conseil pour la réunification. Pour la suite peut-être on peut envisager des amendements. Si nous suivons la voie proposée par M. Kim Young-sam, nous allons diviser le pays. » Selon notre interlocuteur, la mesure la plus urgente à prendre est la libération de tous les prisonniers politiques. Selon M. Kim Young-sam, le nombre s'élève à plus d'un millier.

Tant M. Kim Young-sam que les autres politiciens de l'opposition soulignent le risque, si le pouvoir attend trop longtemps pour annoncer ses intentions, de voir se produire des manifestations de mécontentement : « Incontestablement, la population attend quelque chose qui tarde à venir », nous dit un opposant. Dans les milieux chrétiens de Séoul, qui furent les plus actifs dans la résistance au régime Park, on est apparemment prêt à prendre un certain nombre d'initiatives, dans un premier temps mesurées (déclarations, etc.), mais qui peuvent devenir plus radicales si les autorités réagissent par la répression ou diffèrent trop longtemps les réformes.

Pour l'instant, les autorités cherchent surtout à glorifier la mémoire du président assassiné et à calmer les esprits en jouant sur la peur de l'instabilité. Une partie de la population. En même temps, des mesures populaires sont prises : distribution de riz, stabilisation du prix du blé (chère fermentée), l'un des problèmes essentiels de la cuisine coréenne, ou des briquettes de chauffage.

D'autre part, les autorités militaires ont rendu public mardi 26 octobre une allégresse très étrange : le tableau complet de l'assassinat, c'est-à-dire de l'assassinat, dans la nuit du 26 octobre du président Park, et il s'agit d'un meurtre commis par une unité de mégalomanie qui a tenté de devenir président, est-il affirmé dans ces deux vagues documents diffusés par la commission militaire d'enquête. « Quel incident est sans rapport de cette sorte que ce soit, avec une organisation quelconque, nous ne savons pas, mais nous sommes convaincus que c'est orchestré par l'étranger », précisent les communiqués.

La version officielle du meurtre, qui a été lue une heure durant à la radio et fait la « une » des journaux du soir, est extrêmement détaillée. Kim tend à mettre un terme aux spéculations sur la participation de militaires au « complot » qui passe pour être l'acte d'un seul homme, M. Kim Jae Kyu, chef de la K.C.I.A., aidé par cinq de ses subordonnés.

Au cours du fameux dîner, le 26 octobre, une allégresse très étrange s'est produite entre le président et le chef de sa garde d'une part, et M. Kim Jae Kyu de l'autre. Il était reproché à celui-ci de ne pas avoir été capable de réprimer les tentatives de Pusan et Masan. M. Kim serait alors allé chercher son pistolet au premier étage et aurait ordonné à ses hommes d'éliminer les gardes du corps du président et son chauffeur. Les participants à ce dîner, dont une femme, auraient été blessés. Le communiqué mentionne leur présence sans toutefois donner leur nom ni préciser ce qui leur est arrivé. La rumeur veut, à Séoul, que la maison du meurtre était l'une de celles où le président avait l'habitude de rencontrer

certaines des femmes sur lesquelles il avait jeté son dévolu. Revenant dans la pièce armée d'un 38 mm, le général Kim Jae Kyu a commencé par tirer sur M. Cha Chi Chul, le chef des gardes du corps, puis sur le président en disant : « Excellence, nous ne pouvons avoir une bonne politique avec ces insectes à nos côtés. »

Mais son arme s'enraya. Il courut à l'extérieur prendre celle d'un chien (chienne morte) — les chiens sont en train de tirer sur les gardes du corps du président, — rentre dans la pièce et achève M. Cha. Les deux femmes soulevées le président blessé, « Co-ou », répond-il à l'une d'elle alors que M. Kim ouvre le feu à nouveau et l'achève d'une balle dans la tête.

Le 19 h 40, M. Kim se rend dans la maison voisine, où est en train de dîner, avec le vice-directeur de la K.C.I.A., le général Chung Seung Ewa, aujourd'hui commandant de la loi martiale. Avant d'entendre les coups de feu, celui-ci a téléphoné à la police pour demander ce qui se passe. M. Kim lui dit qu'un grave incident s'est produit et qu'il faut aller au quartier général des forces armées. Le communiqué reproduit dans le détail ce qu'aurait été la conversation entre les deux hommes dans la voiture. M. Kim restant dans la vague et ne précisant pas qui a tué le président. Tandis que le général, président d'Etat-major, le secrétaire général du président qui, était au dîner et a emmené Park, déjà mort, à l'hôpital, prévient les ministres. A 22 h 40, tout le monde est réuni. M. Kim insiste pour qu'on installe la loi martiale. A 23 h 30, le secrétaire du président dit au ministre de la défense que M. Kim est le véritable assassin. Ce dernier est arrêté à minuit et demi. A 1 h heures du matin, samedi, la loi martiale est proclamée.

La presse de ce mardi qui reproduit les principaux passages du communiqué avec plan des lieux à l'appui et phénon des inculpés — M. Kim ayant un visage quel que peu tuméfié — précise que le secrétaire du président a été également arrêté parce qu'il était au courant de l'intention du chef de la K.C.I.A. de tuer le chef des gardes du corps du président mais non, semble-t-il, ce dernier. Selon le communiqué de la commission d'enquête, M. Kim devra être jugé par une cour martiale au cours d'un procès public. Au total, cent onze personnes ont été interrogées. Trente-trois sont encore gardées à vue. — Ph. P.

مكتبة من الأصل



## Le Japon face à sa modernité

(Suite de la première page.)

Ce qui fait courir l'Occident au Japon — juste retour des choses après tout : depuis un siècle les Japonais ont à l'école des Européens et des Américains — ce sont certes des méthodes de gestion qui paraissent efficaces. En outre, l'avance que le Japon a prise dans certains secteurs de pointe — « porteurs » de l'économie — lui assure une grande technicité pour les quatre ou cinq ans à venir. Cette assurance de trouver des marchés en raison de la qualité de leurs produits plus encore que de leur prix explique sans doute en partie l'optimisme des dirigeants pour le moyen terme : selon l'école de Cambridge d'ailleurs, le Japon est avec les États-Unis l'un des seuls pays qui ne soient pas « contraints », c'est-à-dire qui

soient capables de fixer sa croissance en fonction d'objectifs nationaux. Malgré une diminution tendancielle de celle-ci, les Japonais comptent d'ailleurs bien le maintenir à un niveau plus élevé de quelques points que ses partenaires.

« Miracle », « secret » : le Japon suscite sa mystique. Si l'on exclut le psychologisme sur l'âme nipponne et, pour faciliter l'analyse, les facteurs sociaux tels que l'attachement au travail d'un peuple jadis pauvre, la pression démographique et un sens peu commun du groupe, il reste qu'un certain nombre de mécanismes parfaitement rationnels et identifiables permettent de saisir le dynamisme japonais. La perméabilité de l'économie aux innovations en étant l'un des facteurs déterminants.

Leur capacité à être informés de tout ordre sont classées et analysées par ordinateurs. A l'extérieur, peut-on dire, les transactions sont le support à leur activité d'information et à son inverse (5). Aussi ne font-elles pas que du commerce : présentes lors de toutes les adjudications, elles sont aussi l'intermédiaire pour la plupart des investissements japonais d'outre-mer.

La multiplication des organismes de recherches et de prévisions économiques donne à l'œil une statistique d'ampleur extraordinaire. Et parallèlement se développent des instruments de diffusion et de stockage des informations. La plus importante banque de données est celle du *Nihon Keizai Shimbun* (le journal économique du Japon), qui couvre

une immense variété d'informations. Quarante-cinq abonnés sont reliés directement, dont certaines administrations. A terme, disent les spécialistes, le Japon menace le monopole des Américains en matière de stockage des données, surtout dans le domaine technologique.

La circulation de l'information n'est pas réservée aux cercles dirigeants. C'est sans doute là le phénomène le plus étonnant de la société japonaise, véritable « société de la communication », au point que l'on parle aujourd'hui de « naissance par l'information ». En 1977, les ventes d'informations ont augmenté en valeur de 87,5 %. La diffusion des journaux est énorme : le tirage quotidien de l'ensemble des journaux en 1978 s'élève à soixante millions d'exemplaires. Même si, comme

l'ont montré des analyses récentes, le tirage des grands quotidiens est maintenu à un niveau très supérieur à la vente pour attirer la publicité, le Japon ne s'en situe pas moins juste après la Suède, pays où l'on achète le plus de journaux par habitant (vingt-cinq à vingt-six numéros pour mille habitants).

Ce qui est le plus frappant, c'est la consommation d'informations économiques et financières : tous les grands quotidiens donnent d'excellentes analyses. La qualité de l'information et les tirages des journaux spécialisés témoignent d'autre part, de l'intérêt national pour ces questions : le *Nihon Keizai* (1,8 million d'exemplaires le matin, 1,2 million le soir), le *Nikkei Sangyo* (journal industriel, 180 000), le *Nikkei Ryutsu* (bi-hebdomadaire sur le marketing, 260 000)...

ligne le professeur Baiy de l'université Sophia à Tokyo, « alors que nous, Occidentaux, enrichissons la théorie par la pratique, les Japonais font l'inverse : en améliorant une technique ils enrichissent un savoir et créent une nouvelle machine. L'ordinateur dans cette perspective est parfaitement intégré à leur mode de connaissance : il leur donne une amplitude plus grande. Ils ne sont pas curieux, ils sont ouverts ».

Au niveau industriel, cet état d'esprit fait que non seulement il n'y a pas de résistance — ou peu — à l'introduction de l'automatisation mais qu'en outre la recherche et le développement connaissent une vogue particulière : les sociétés cotées en Bourse qui ont des dépenses en « R and D » substantielles ont la faveur des petits porteurs d'actions. Cet engouement témoigne de la conscience apparente qu'ont les Japonais du rôle essentiel que jouent la science et la technologie dans leur développement.

Mais le Japon n'est-il que cela, un pays habité par la foi dans le progrès des sciences, trouvant les moyens adéquats au service des fins fixées par celui-ci, où les dirigeants n'ont se heurterait guère aux résistances des individus ? Derrière cet ordre, dont la positivité oublie trop souvent, n'y aurait-il pas aussi des pratiques sociales ?

PHILIPPE PONS.

Prochain article :

LES DÉRAPAGES  
SOCIAUX

### Le boom de la robotique

En matière d'innovation, sur le plan macro-économique d'abord, « trois facteurs ont joué », explique M. Moritani, de l'Institut de recherche Nomura, « à l'origine de l'Occident : développer de nouvelles techniques pour les entreprises naissantes au début de la croissance afin de s'imposer ; rivaliser pour obtenir une part de grande du marché dans le cas des industries déjà avancées. Aujourd'hui, les deux premiers facteurs ont disparu ; seul le troisième, la concurrence entre les groupes, est déterminant ». Auteur d'un livre à paraître sur les techniques industrielles au Japon, Moritani pense que l'aboutissement des industries de pointe — notamment l'électronique — est la liaison étroite à l'industriel entre la recherche et la production de machines d'application.

C'est sans doute là l'une des clés du phénomène de mutation rapide du système productif japonais. Il est lié à l'intensification de l'information, « il y a une corrélation certaine, nous dit un sociologue, entre la productivité et la capacité des entreprises à consommer de l'information ».

Celle-ci, selon l'analyse qu'en fait Anton Brender (3), en prenant l'exemple japonais, permet, avec quelques réserves du pouvoir central, un fonctionnement remarquablement souple de ce qu'il est convenu d'appeler une économie de marché. Cet état de communication n'est pas une simple affaire d'abord par une étroite serrée entre marketing et activité productive. S'appuyant sur des données incommensurables, collectées et analysées, les industries sont à même d'anticiper — voire de créer — le marché. Chez Toyota, par exemple, on ne produit que le nombre de voitures que l'on peut vendre.

« Cette liaison entre le marché et la production est l'une des conditions de la perméabilité de l'économie aux innovations technologiques », souligne pour sa part M. Ishizaka, directeur de l'Agence des sciences et techniques industrielles au ministère du Commerce International et de l'Industrie (MITI). L'exemple de la robotique est à cet égard révélateur : le Japon est au premier rang mondial pour la production et l'utilisation des machines-outils à commandes numériques. Il y a certes eu des encouragements des pouvoirs publics — création d'une association des producteurs en 1971 puis promulgation en 1978 d'une loi permettant d'aider les entreprises décidant de s'équiper de robots — mais la raison majeure de ce boom de la robotique a été l'adéquation de la production au marché.

Les Japonais ne se sont pas lancés d'emblée dans la fabrication de machines complexes mais ont cherché à améliorer des procédés existants en abaissant les coûts. Ils savaient que le marché intérieur existait : il est constitué en particulier par des petites et moyennes entreprises soucieuses d'économiser des postes de travail. Cette connaissance du marché fait qu'aujourd'hui fonctionnent au Japon près de quarante mille robots. En 1978, six mille huit cents ont été fabriqués alors que le parc total français ne dépasse pas quelques milliers. On ne cache pas au MITI que demain le Japon va connaître avec eux les mêmes problèmes qu'il a aujourd'hui dans le domaine des voitures : sa production sera exportée pour un tiers en 1985 et des manipulateurs comme le Japon en construisent actuellement, revendant à 60 000 francs, trouveront assurément acquiescent.

Le Japon qui a rattrapé, mais pas encore dépassé, les Occidentaux en matière de connaissances scientifiques de base a sur eux un avantage indéniable : la gestion de la technologie, c'est-à-dire l'application de celle-ci à l'industrie.

Cette connaissance du marché qui permet l'anticipation suppose un système d'information très dense. Il se développe à plusieurs niveaux. La distribution est au Japon particulièrement complexe : ce qui rend le marché nippon si « opaque » aux étrangers — mais, avec sa cascade d'intermédiaires et une pléthore en personnel, il pallie la pesanteur de la machine en lui donnant un avantage certain : un contact étroit avec l'utilisateur. Le phénomène de la sous-traitance, en outre, qui met dans la mouvance

des groupes des dizaines de milliers d'entreprises petites et moyennes, crée un enchevêtrement de ramifications qui sont autant de canaux véhiculant des informations sur les tendances du marché.

Si certaines sociétés nées au début des années 50, comme Honda ou Sony, ont mis sur pied leur propre réseau de commercialisation, et donc d'informations, les intermédiaires privilégiés entre le marché et les industries sont les grandes maisons de commerce (*shosha*). C'est grâce à son habileté à sentir le marché, à recueillir des informations — de manière fort empirique dans les bords publics — que Mitsui, l'une des plus prestigieuses d'entre elles, a démarré (4). Les *shosha*, qui assurent la

محيط من الأصل



## EUROPE

### Union soviétique

#### En poursuivant systématiquement la répression les autorités ont réussi à réduire l'activité des dissidents

Moscou. — L'académicien André Sakharov et sa femme, Mme Elena Bonner, ont lancé, le lundi 5 novembre, un appel aux hommes politiques et aux personnalités religieuses du monde entier pour qu'ils demandent la libération de Mme Tatiana Velikhanova, arrêtée jeudi dernier en même temps que le prêtre orthodoxe Gleb Yakounine et qu'un historien de Vilnius, M. Antanas Tereška. Le groupe de surveillance de l'application des accords d'Hé-

lsinki a dénoncé, pour sa part, cette « grossière violation des droits de l'homme » qui vise à étouffer le mouvement pour les droits civiques ainsi que l'activité des groupes nationaux et religieux.

D'autre part, M. Victor Kapitanchouk, membre du Comité de défense des croyants, a annoncé que le Père Nicolas Galinov, prêtre à Tserkovo, dans la région de Moscou, remplaçait le Père Yakounine dans ce même comité.

### De notre correspondant

Les arrestations et les perquisitions effectuées, la semaine dernière, dans les milieux religieux non conformistes ont permis de rappeler, en fait, ce que depuis les grands procès du printemps et de l'été 1978 contre Yuri Orlov, Anatole Tchikarski et Alexandre Guizbourg, on avait un peu tendance à oublier : la répression contre les dissidents contestataires et non conformistes en tous genres se poursuit en U.R.S.S. L'émigration des citoyens soviétiques d'origine juive a un rythme soutenu, l'échange, en avril dernier, de quatre dissidents emprisonnés contre deux espions soviétiques aux Etats-Unis aurait pu paraître donner l'impression que la politique des autorités de Moscou se « libéralisait ».

N'en est rien, même si la répression a pris des formes spectaculaires ou si elle touche des personnes connues à l'étranger. Pour s'en tenir aux cas les plus récents et sans prétendre être exhaustifs, car de nombreuses affaires ne parviennent jamais à la connaissance du public, on compte, depuis le début de cette année, plus d'une quinzaine d'arrestations et de condamnations à des peines allant d'un an à cinq ans de détention dans des camps de travail à régime sévère ou dans des hôpitaux psychiatriques. Ces mesures ont frappé aussi bien les milieux religieux, les défenseurs des droits de l'homme, des artistes ou des collectionneurs que des syndicalistes appar-

tenant au SMOT (Association internationale libre des travailleurs) : le premier syndicat libre, fondé par Vladimir Klobanov, a été déclaré et son initiateur est interné dans un hôpital psychiatrique.

Dans les milieux dissidents de Moscou on se demande si les arrestations de Mme Tatiana Velikhanova et du Père Gleb Yakounine qui étaient très solides ne sont que la poursuite d'une campagne commencée depuis longtemps ou si elles marquent le début d'une nouvelle offensive d'envergure visant à « nettoyer » la capitale soviétique avant les Jeux olympiques. Les deux hypothèses ne s'excluent pas mais on peut remarquer que les arrestations et les condamnations de ces derniers mois ont touché essentiellement les contestataires de province. Il s'agit donc plutôt de la mise en œuvre d'une politique systématique.

### Un commentaire du procès de Prague

Bien que l'effet d'intimidation ne joue pas toujours à plein lorsqu'un prêtre vient de prendre la place du Père Yakounine dans le comité de défense des croyants, il est clair que les autorités ont atteint une grande partie de leurs objectifs et qu'elles ont réussi depuis environ deux ans à réduire considérablement l'activité

des dissidents. La question qui se pose maintenant est de savoir si la vague finie par atteindre les quelques personnalités dissidentes encore en liberté en U.R.S.S. comme l'académicien Sakharov lui-même, ou si les autorités reculeront devant les conséquences internationales de mesures spectaculaires.

On ne peut manquer d'être frappé d'être frappé par la coïncidence de ces arrestations avec le déroulement en Tchécoslovaquie des procès contre des militants des droits de l'homme. Sans qu'il y ait nécessairement un lien direct entre les deux affaires, il apparaît que les dirigeants soviétiques se situent bien sur la même longueur d'ondes : que les dirigeants tchécoslovaques, La Pravda de ce mardi 6 novembre s'en prend d'ailleurs violemment à ceux qui, en Occident, ont condamné le procès de Prague.

Le journal du parti communiste soviétique, qui fait rarement allusion d'ordinaire au mouvement pour les droits de l'homme dans les pays socialistes, indique que les six condamnés de Prague ont été jugés selon la loi : en fonction des tâches décidées par les centres de subversion étrangers, soit la Pravda, « ces renégats livrent régulièrement de la désinformation » à l'Occident. Ils rédigent toutes sortes de bouffonneries sur le régime d'Etat socialiste de Tchécoslovaquie en violation des lois de leur pays. Leurs crimes ont été prouvés. Ils ont été condamnés comme l'exige la loi.

Dans une allusion à l'ajournement de la visite que M. François-Poncet, ministre français des affaires étrangères, devait faire en Tchécoslovaquie, la Pravda indique que le fait que « certains milieux gouvernementaux de l'Ouest se préparent à appliquer toutes sortes de sanctions punitives contre la Tchécoslovaquie et qu'ils participent à la campagne antitchécoslovaque, provoque un embarras ». Le journal critique aussi les « quelques représentants des forces de gauche des pays capitalistes » qui ont joint leurs voix à cette campagne. Bien que la Pravda n'ait pas encore allusion, il est évident que les lois de leur pays ne peuvent leur empêcher d'être gênés non par les proches eux-mêmes, mais par les réactions qu'ils ont suscitées, non seulement dans les partis communistes occidentaux, mais surtout dans certains pays socialistes eux-mêmes.

DANIEL VERNET.

## A travers le monde

### Italie

NEUF RESSORTISSANTS LATINO-AMERICAINS, Chiliens et trois Mexicains, ont été arrêtés pour « actions subversives », indiqués-ils lundi 5 novembre de source proche du ministère italien de la défense. Les neuf personnes, qui bénéficient d'un statut de « réfugiés politiques », servent d'intermédiaires à des « extrémistes italiens de gauche pour la préparation d'actes subversifs », prétend-on de même source. (A.F.P.)

### El Salvador

LE BLOC POPULAIRE REVOLUTIONNAIRE (B.P.R.), qui occupe depuis le 24 octobre les locaux de deux ministères, ont lancé lundi 5 novembre un appel à la négociation avec le pouvoir depuis le 10 octobre. Le B.P.R. appelle également ses partisans à une manifestation en faveur de la négociation. Les forces populaires de libération ont d'autre part revendiqué l'annulation du banquier Luis Adameiro Arce, libéré dimanche 4 après un mois de détention en échange d'une rançon. (Reuters.)

### Venezuela

UN ENFANT AGÉ DE DIX ANS a été tué et deux autres jeunes gens ont été blessés à la suite de nouveaux incidents, le lundi 5 novembre, entre manifestants et forces de l'ordre. Selon la police, le jeune homme a été tué par une balle tirée par un manifestant manqué. Les deux autres jeunes ont été blessés par des coups de feu. (Reuters.)

MARC MARCEAU.

(1) ANS RUSSES lancées par l'académicien Sakharov et sa femme, Elena Bonner, ont lancé, le lundi 5 novembre, un appel aux hommes politiques et aux personnalités religieuses du monde entier pour qu'ils demandent la libération de Mme Tatiana Velikhanova, arrêtée jeudi dernier en même temps que le prêtre orthodoxe Gleb Yakounine et qu'un historien de Vilnius, M. Antanas Tereška. Le groupe de surveillance de l'application des accords d'Hé-

## Des Juifs de France parlent

sur les perspectives israélo-paléstiennes

Avec la participation de : MME E. BADINTER - MM. Henry BULAWO, Jean DANIEL, rabbin JOSE EISENBERG, Jean ELIENSTEIN, rabbin Jacques GRUNSWALD, Luc ROSENZWEIG, Jacques TARNIERO, Submoussi TRIGANO.

Le Mercredi 7 NOVEMBRE 1979 à 20 h. 30 au 4, place St-Germain-des-Près 75006 PARIS

Soirée organisée par la Cercle Bernard Lazare, le Mouvement pour la Paix, le Comité de la Solidarité et New-Outlook.

## PROCHE-ORIENT

### Iran

#### Des allures de révolution culturelle

(Suite de la première page.)

Ignorant tout de ces subtils manœuvres, un groupe d'étudiants occupe l'ambassade anglaise dans l'après-midi du lundi. Ni les démentis britanniques ni les déclarations de M. Ahmed Khomeiny, le fils et conseiller de l'imam, selon lesquelles « les agents de la C.I.A. avaient l'intention de se livrer à des provocations en s'emparant d'ambassades autres que celle d'Amérique » n'avaient réussi à dissuader les assaillants. L'affaire trouve son épilogue par une « contre-occupation » effectuée par d'autres étudiants musulmans « encore plus fidèles à la ligne de l'imam » qui ont restitué l'ambassade dans la soirée à ses occupants légitimes. Reste à savoir quel sera le sort de l'ambassade de France quand l'opinion prendra connaissance des déclarations jugées ici inopportunes de M. Bakhtiar confirmant sa résidence à Paris.

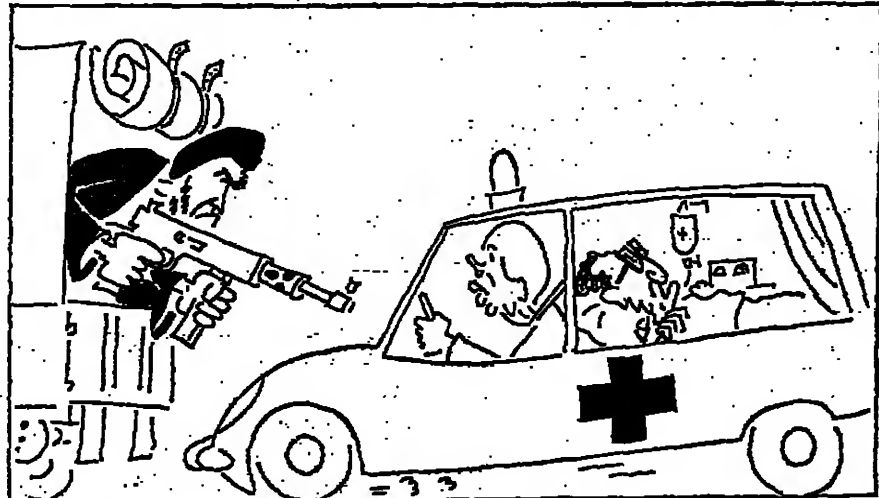
L'agitation de ces derniers jours a pris les allures d'une « révolution culturelle » à la chinoise. Après l'imam Khomeiny, les dirigeants religieux et la presse invitent les

ment l'ordre. Les travailleurs d'Abadan et d'Ahvaz n'ont plus qu'à s'adresser à Gom... La persistance de l'épreuve de force engagée entre les Etats-Unis et l'Iran pourrait entraîner l'imam Khomeiny à prendre des mesures de représailles beaucoup plus étendues qu'édigé déjà une opinion en état d'ebullition. L'occupation de l'ambassade, suivie par celles, lundi, des consulats américains à Téhéran et à Chiraz, paraît néanmoins insuffisante à une foule de formations politiques, de syndicats, d'associations professionnelles et culturelles qui ont lancé la masse media de communications demandant la rupture des relations diplomatiques et économiques avec les Etats-Unis. Les formations politiques allant du parti républicain islamique (de stricte obédience khomeiniste) au parti communiste Toudéh en passant par les musulmans de gauche, les Moudjahidin du peuple, ont exigé encore l'annulation immédiate des accords militaires et financiers conclus par le monarque avec Washington et toujours en vigueur, la confiscation pure et simple des entreprises « impérial-

de ces deux puissances) un autre comportement ». Ceux qui connaissent bien le « guide de la révolution » estiment que dans le cas où Washington inviterait l'ex-souverain à réintégrer son palais à Mexico, l'imam Khomeiny s'en irait, tout en faisant libérer et expulser les otages de l'ambassade américaine, de prendre des mesures drastiques contre « la puissance satanique » qu'est à ses yeux les Etats-Unis.

M. Bazargan et son équipe étaient l'objet, depuis dimanche, d'une virulente campagne déchaînée par les formations politiques, y compris par le Parti républicain islamique. M. Bazargan ainsi que MM. Yazdi et Tohamran (ministre de la défense) étaient accusés de ne pas avoir demandé officiellement l'extradition de l'ex-chah des cas celui-ci a été admis aux Etats-Unis, et d'avoir, d'autre part, rencontré M. Breznevski à Alger, sans l'autorisation de l'imam Khomeiny.

La fin de ce dernier, M. Ahmad Khomeiny, a publiquement soutenu cette thèse lundi après-midi. Le porte-parole du gouvernement, le



(Dessin de KONK.)

« masses » à prendre les affaires en main, « à agir spontanément toutes les fois que le gouvernement ne se comporte pas dans l'intérêt du pays et de la révolution islamique ». Les « masses » ont pris au sérieux cet appel. Il n'est pas rare que l'ambassade américaine ait été occupée avec l'approbation préalable du patriarche de Gom, si tant est que celui-ci ait même été au courant.

« Certes, nous disait M. Bani Sadr, proche conseiller de l'imam Khomeiny, cette occupation est positive puisqu'elle démontre que la jeunesse iranienne demeure fidèle à l'idéal de l'indépendance nationale et est « étant rendu compte que l'imam se sentait aussi que le gouvernement menait une politique complaisante à l'égard des Etats-Unis » passée aux actes sans se soucier des conséquences politiques qu'aurait son initiative ».

Cependant, les « aspects négatifs » de l'opération, selon M. Bani Sadr, sont multiples : « Elle a mis en lumière la multiplicité des centres de décision et l'impuissance du gouvernement à coordonner même une seule action de la capitale, elle a réduit encore davantage le prestige du gouvernement tant en Iran qu'à l'étranger ; elle paraît démontrer que la violence est payante, ce qui risque de conduire à l'avenir à des confrontations armées entre les divers centres du pouvoir ». M. Sadr conclut : « L'absence d'un gouvernement central fort, l'extension de l'anarchie, finiront par porter atteinte à l'autorité de l'imam Khomeiny lui-même. On ne peut gouverner un pays avec un spontanéisme populaire permanent ».

### Un embargo sur le pétrole à destination des Etats-Unis

Il n'en reste pas moins que les revendications populaires, spontanées ou non, qui s'expriment depuis l'occupation de l'ambassade britannique risquent d'avoir des conséquences d'une gravité inévitables. Des tracts diffusés à profusion dans les rues de Téhéran lundi après-midi appelaient à un embargo sur le pétrole vers les Etats-Unis. Signés par des « ouvriers » agricoles des champs pétrolifères du Sud, le texte avait le gouvernement que les travailleurs se mettaient en grève s'il ne privait pas l'Amérique du « brut » iranien. Interrogé à ce propos par la radio nationale, le ministre du pétrole, M. Mohseni, a déclaré qu'il arrêterait l'occupation des champs pétrolifères vers les Etats-Unis dès que l'imam lui en donnerait personnel-

l'autorisation. Le démantèlement des réseaux d'espionnage étrangers et l'arrestation des agents de la C.I.A., la destruction de tous les documents trouvés dans les archives de la S.A.V. contre le régime du chah et les services de renseignements américains et israéliens. « Les Mostazafin (les déshérités) », proclame le Parti républicain islamique, « demandent des comptes à leurs oppresseurs, aux capitalistes qui ont pillé leur pays depuis des décennies, aux impérialistes qui les ont enchaînés sans vergues ». Et ce n'est là qu'un échantillon de déclarations et d'articles enflammés que l'on peut entendre ou lire ces derniers jours.

Qu'en pense l'imam Khomeiny ? Le « guide de la révolution » se cantonne dans la généralité, mais qui n'en sont pas moins menaçantes. Certes, indiquait-il lundi, tout rentrerait dans l'ordre si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne livraient à l'Iran l'ex-chah « criminel ». M. Bakhtiar, ou du moins les expulsions de leur territoire respectif. Autrement, ajoutait-il « nous adopterons à l'égard

ministre d'Etat M. Sadek Tabatabaï, la vigoureuse réplique allant jusqu'à soutenir que M. Yazdi avait pris de l'imam des directives précises concernant les thèmes qui seraient abordés au cours de l'entretien avec M. Breznevski. Le chef de la diplomatie iranienne, pour sa part, visiblement embarrassé, a fourni des explications vagues et confuses.

Ajoutons que la démission de M. Bazargan n'était pas encore connue : « Le problème n'est pas d'ordre personnel mais éminemment politique », nous a déclaré M. Bani Sadr. Le gouvernement Bazargan n'a pris durant les dix mois de son existence aucune mesure pour réduire la dépendance de l'Iran à l'égard des Etats-Unis. Les Américains ont suscité et continuent à alimenter le conflit du Kurdistan pour écarter les besoins en armes et pour affaiblir la République islamique. Cela M. Bazargan ne l'a pas compris. Il est temps que cela change », a conclu le conseiller de l'imam Khomeiny.

ERIC ROULEAU.

### Israël

#### Le Caire et Jérusalem sont parvenus à un accord sur le pétrole du Sinaï

De notre correspondant

JERUSALEM. — Après de longues et difficiles négociations, Israël et l'Egypte sont parvenus à un accord préliminaire sur le pétrole, vingt jours seulement avant la date prévue dans le traité de paix pour l'évacuation des champs pétrolifères du Sud-Sinaï, occupés et exploités par les Israéliens depuis 1967. Quelques « détails techniques » devront être réglés d'ici au 15 novembre. Le nouveau accord a été annoncé lundi soir à Jérusalem par le ministre de la défense, M. Ezer Weizman, à son retour du Caire, après vingt-quatre heures d'entretiens avec les dirigeants égyptiens. Ce voyage — imprévu — a été déterminé par, jusqu'alors, les discussions entre le ministre égyptien du pétrole et le ministre israélien de l'énergie, qui avaient débouché sur la question essentielle du prix du brut que l'Egypte s'est engagée à livrer à Israël en échange de la restitution des puits ALAMA du Sud-Sinaï. L'accord du 15 novembre prévoit, en outre, que le Caire devra livrer à Israël l'équivalent de la production des puits ALAMA, mais à un prix fixé par le Caire. Les dirigeants de Jérusalem souhaitent que l'on s'aligne sur les tarifs de l'OPES, tandis que le gouvernement du Caire (qui n'est pas membre de cette organisation), désire des tarifs nettement supérieurs, plus conformes à ceux pratiqués sur le marché libre (une différence d'environ 20 dollars le baril). Bien que le montant sur lequel se sera finalement entendus MM. Weizman et Sadate reste secret, il semble que l'on ait, selon diverses indications, « coupé la poire en deux ».

Le conseil des ministres israélien devait encore, mardi 5 novembre, approuver l'accord rapporté par M. Weizman, au cours d'une réunion extraordinaire. Certains ministres devaient surmonter leurs réticences devant le coût de cette entente. A la Knesset, la veille, une motion de censure avait été déposée à ce sujet par le nouveau parti d'extrême droite Renaissance, qui demandait que l'on annule purement et simplement la restitution des champs pétrolifères.

FRANCIS CORNU.

مكتبة من الأصول











# LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Industrie : les députés déplorent l'absence de priorité pour le charbon et les énergies nouvelles

Lundi 5 novembre, l'Assemblée nationale examine le budget de l'industrie, dont les crédits s'élèvent à 11 884 millions en crédits de paiement et à 3 077 millions en autorisations de programme.

M. GANTIER (U.D.F.), rapporteur spécial de la commission des finances, indique que la subvention de fonctionnement de l'Agence pour les économies d'énergie, en s'élevant à 283 millions de francs, traduit une augmentation de 145 %. Il note que les crédits relatifs aux interventions dans le domaine de l'énergie augmentent de 117 millions de francs et que ceux alloués à la moyenne et petite industrie atteignent 61 millions de francs (25 millions en 1978). Il formule en fin plusieurs recommandations : « de la commission. Celle-ci, indique-t-il, a notamment relevé la faible croissance d'une visibilité directe locale non déductible qui pénalise l'exportation des produits français et favorise au contraire les importations de produits étrangers concurrents », demande « l'élaboration d'un programme quinquennal de développement accéléré de recherches pétrolières précises en termes d'investissement et de financement par les entreprises et intégrant les aides publiques », s'est inquiété « du développement très rapide de l'appel de l'É.D.F. aux ressources extérieures de financement », a souligné « que soit, très fortement accélérée la politique d'achat ou de contrôle des mines à l'étranger par les Charbonnages de France afin d'assurer notre approvisionnement en charbon pour les années à venir ».

Après le rapport de M. SCHVARTZ (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission de la production pour l'industrie (le Monde du 6 novembre), M. FÉRON (app. R.P.R.), rapporteur spécial pour la petite et moyenne industrie, note qu'il se crée annuellement environ deux mille entreprises industrielles juridiquement indépendantes, se répartissant à raison de 44 % dans le secteur des biens de consommation, de 25 % dans celui des biens d'équipement, de 25 % dans celui des biens intermédiaires, et de 6 % dans celui des industries agro-alimentaires. Les crédits consacrés à la petite et moyenne industrie, ajoute-t-il, s'élèvent à 2,8 millions de francs pour le Centre d'études et de formation des assistants techniques en gestion industrielle et 664 millions de francs, en autorisations de programme, pour les divers actions de politique industrielle.

M. RAMÉLIN (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission de la production pour les P.M.E., souligne l'importance de la politique nationale de cette catégorie d'entreprises. Il définit les P.M.E. comme ayant un nombre de salariés compris entre dix et cinq cents et un chiffre d'affaires ne dépassant pas 100 millions de francs. Dans ces conditions, précise-t-il, « on peut estimer que les P.M.E. représentent 45 % des entreprises industrielles, 42 % de leur effectif et 37 % de leur chiffre d'affaires ».

### M. GIRAUD : aucune domination économique

M. GIRAUD, ministre de l'Industrie, estime que, si la France doit faciliter « progressivement » le développement industriel des pays les plus démunis, elle doit « accepter » une domination économique ou politique de la part d'autres pays. « Il serait vain, ajoute-t-il, de vouloir construire une ligne Maginot pour nous protéger des dominations économiques internationales et des progrès des autres. » Il indique qu'en prenant aujourd'hui les décisions devant les activités harnement qualifiées, « nous nous assurons les moyens de payer le pétrole qui nous manque tout en trouvant le sillage vers la société de demain ». Le ministre de l'Industrie déclare que l'industrie française employait cinq millions deux cent sept mille personnes l'année dernière, et note à cet égard : « Le navire est en effet solide, bien balancé et tient la mer ». Il ajoute, d'autre part, que le produit intérieur brut français par personne active est égal à celui des États-Unis et note que c'est en France que la progression de la part des biens d'équipement dans les exportations est la plus rapide. Cette progression, souligne-t-il, démontre que la France « non seulement n'a pas été évincée des créneaux les plus intéressants, mais, au contraire, qu'elle se spécialise dans les productions de haut niveau ». Pour assurer l'avenir de l'emploi et de l'économie, déclare M. Giraud, « nous devons nous procurer plus d'énergie et d'accroître que de retarder le déclin de celles qui représentent ».

M. PROUTÉAU, secrétaire d'État à la petite moyenne industrie, déclare que l'aide publique globale de l'État aux P.M.I. représente un total de 700 à 800 millions de francs et indique que la politique du gouvernement s'orientera notamment par des mesures techniques comme la

réforme du cautionnement mutuel.

Dans la discussion générale, M. RAMÉLIN (R.P.R.) reprend la parole et demande « une politique plus rude et des moyens plus draconiens », en ce qui concerne les économies d'énergie à réaliser dans le chauffage domestique.

M. PORCU (P.C., Meurthe-et-Moselle) souligne « l'accélération du processus d'intégration de l'économie française dans le marché mondial ».

M. MONFRAIS (U.D.F., Eure) demande que certaines contraintes administratives soient réduites dans la création d'entreprises et souhaite que des aides

incitatives soient consenties pour encourager la naissance des P.M.I.

M. CHEVENEMENT (P.S., Territoire de Belfort) déplore que depuis cinq ans les investissements stagnent au même niveau.

A propos du conflit qui s'est produit à Belfort dans l'entreprise Alsthom - Atlantique, il estime « scandaleux » cette situation, qui illustre selon lui l'absence de volonté de concertation du gouvernement.

M. ROYER (non insc., Indre-et-Loire) souhaite la création de sociétés d'économie mixte de production qui se substituent aux entreprises privées, sans faire appel aux entreprises nationales.

### M. LAURENT (P.C.) :

#### un processus de désindustrialisation

M. LAURENT (P.C., Paris) assure que le rôle de la DATAR a entraîné « un processus de désindustrialisation qui a porté atteinte à la capacité de production de la région parisienne ».

M. CHAZALON (U.D.F., Loire) indique que si les entreprises industrielles sont celles qui se

créent le plus rapidement, c'est

notamment à cause de l'importance des capitaux qui sont nécessaires.

M. BILLARDON (P.S., Seine-et-Loire), évoquant la répartition des aides publiques, affirme que celle-ci « tient de la distribution de cadeaux » et parle « des

cadeaux faits à M. Dassault » et « des facilités fiscales accordées aux frères Willet ».

M. COUSTE (app. R.P.R., Rhône), prenant la parole au nom de M. Newirth (R.P.R., Loire), interroge le gouvernement sur le point de savoir si des centrales nucléaires seront vendues à la Chine et demande dans quel secteur de développement vont être mis en œuvre.

M. BOQUET (P.C., Nord), estime indispensable de créer une commission d'enquête parlementaire pour établir « une étude exacte de la réalité charbonnière en France et, en attendant, de prononcer un moratoire quant à toutes décisions de fermeture des puits de mine ou suppression de production des Charbonnages de France ».

M. MORELLO (U.D.F., Puy-de-Dôme), évoque l'importance de la politique charbonnière et déplore « le manque de concertation entre les élus des charbonnages et le ministère de tutelle ».

M. QUILLIS (P.S., Paris), dénonce la faiblesse des résultats obtenus par le gouvernement en matière d'économie d'énergie.

que la France compte près de 1400 millions de tonnes de réserve de charbon, dont plus de 400 sont à l'heure actuelle économiquement exploitables. Il demande pourquoi le gouvernement « est resté sourd devant toutes ces constatations ».

M. TRANCHANT (R.P.R., Hante-de-Seine) rappelle les grandes lignes du budget et demande que la représentation du ministre de l'Industrie auprès de la DATAR soit renforcée.

M. HAMMEL (U.D.F., Rhône) demande au ministre de l'Industrie de « répéter massivement aux Français » que les déclarations de l'opposition, pour qui le gouvernement « brade l'industrie nationale » sont fausses et qu'il lui faut « rappeler la vérité ».

### M. MELICK (P.S.) : le charbon redeviendra la source d'énergie la plus importante

M. MELICK (P.S., Pas-de-Calais) assure que toutes les études actuelles prouvent que le charbon redeviendra la source d'énergie la plus importante des vingt prochaines années. La

généralisation du charbon, ajoute-t-il, « ne nécessite pas de technologies nouvelles » et constitue « une source d'approvisionnement pour l'industrie chimique régionale ».

M. DEHNIN (R.P.R., Nord) demande, à propos de l'industrie textile, que « les accords internationaux et notamment l'accord multilatéral soient scrupuleusement respectés ».

M. BIRRAUX (U.D.F., Haute-Savoie) souhaite que l'Agence pour les économies d'énergie coordonne toutes les actions en matière d'énergie et que l'ANVAR joue un rôle dynamique « en allant au devant des entreprises ».

M. CHARRIS (R.P.R., Nord) souligne que, de janvier à juillet 1979, les exportations de textile ont augmenté de 19 % en valeur et les importations de 29 %.

M. MERMAZ (P.S., Isère) souligne que l'industrie automobile française risque de connaître « des jours très sombres si les pouvoirs publics ne réagissent pas ».

M. XAVIER DENIAU (app. R.P.R., Loire) évoque les inconvénients dont sont victimes les départements où sont installées des centrales nucléaires et demande à ceux-ci de pourvoir bénéficier d'un tarif électrique particulier.

M. BOUSCH (R.P.R., Moselle) rappelle que pour « nous soustraire à l'état de dépendance à l'égard du pétrole, il faut faire appel à toutes les sources d'énergie possibles ».

M. FÉRON (app. R.P.R., Paris) rappelle que les soldes d'exploitation des entreprises publiques restent déficitaires, tandis que leur taux d'autofinancement s'abaissent.

M. PROUTÉAU, le ministre de l'Industrie, note qu'un seul député a critiqué l'utilisation de l'énergie nucléaire. Évoquant la politique charbonnière, M. Giraud indique qu'en moyenne le prix du charbon français est supérieur de 80 % au prix moyen des charbons importés et déclare qu'il a « les plus grands doutes » quant aux perspectives ouvertes par la liquéfaction du charbon. En ce qui concerne la géothermie, il précise qu'il n'y aura pas de retard dans le programme. Le ministre précise que les contrats de développement s'appliqueront à des entreprises de toutes tailles et reconnaît que la situation de l'industrie textile est difficile. Le seul remède, ajoute-t-il, est de nourrir les frontières qu'avec une certaine progressivité, pour ménager les reconversions nécessaires.

L'Assemblée repousse ensuite notamment, un amendement de M. Quillès tendant à réduire les autorisations de programme destinées au Commissariat à l'énergie atomique de 100 millions de francs, et d'affecter les crédits ainsi dégagés au développement des énergies nouvelles, en particulier de l'énergie solaire.

Les crédits de l'industrie sont ensuite adoptés. La séance est levée mardi 6 novembre, à 1 h 30.

LAURENT ZECCHINI.

Le budget et les institutions

M. RAYMOND BARRE

REÇOIT M. ROGER FREY

M. Raymond Barre a commencé lundi 5 novembre une série d'entretiens pour dénouer l'imbroglio qui a surgi à l'Assemblée nationale dans la discussion du projet de loi de finances pour 1980 (le Monde du 5 novembre). Le premier ministre a reçu successivement MM. Maurice Papon, ministre du budget, et Roger Chénou, président du groupe U.D.F. Ce dernier sera reçu de nouveau à l'hôtel Malignon, jeudi 8 novembre, à 10 h 30 en compagnie, cette fois, de M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. Entre-temps, les deux présidents des groupes de la majorité s'entretiendront, séparément, avec M. Papon.

M. Barre devait également recevoir, mardi 6 novembre, à 16 heures, M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel. Le premier ministre doit, d'autre part, déjeuner en tête à tête avec le chef de l'État, mercredi 7 novembre, à l'issue du conseil des ministres.

# Mais oui, Volkoff!

par François Nourissier

de l'Académie Goncourt

Il arrive qu'un produit vaille le lancement qu'on en fait : c'est le cas du « Retournement » roman si réussi qu'il risque d'échapper à l'attention de ceux qu'il a pourtant séduits

Quoi ! direz-vous, encore Volkoff ? Encore *Le Retournement*. Il me semble pourtant que le sujet n'est pas épuisé.

Le vrai, c'est que la Rentrée 79 a trouvé son maître, qui est un « maître espion », et qu'il ne faudrait pas maintenant laisser les remous de la rumeur noyer la belle surprise littéraire.

Régions d'abord le contentieux des « influences ». Volkoff lui-même, afin que tout soit clair et non sans quelque malice, dédie son roman à Graham Greene, patron de l'espionnage métaphysique. Et pour faire bon poids, dès sa dix-septième ligne, il cite, pêle-mêle, Le Carré, Fleming, Pierre Nord et Pierre-Jean Remy. (Il n'a oublié que Gabriel Vernaldi.) Seul compte vraiment dans ces parrainages John Le Carré, inventeur dans la « comédie humaine » des services spéciaux de cet impressionnisme désenchanté, de cet intimisme marquois et féroce dont, à son tour, Volkoff use avec efficacité. Ce n'est qu'un fur et à mesure que son roman se « russifie », et que s'y glisse Dieu, que Volkoff s'avance hardiment sur la trace de son dédicataire. Alors *Le Retournement* devient ce qu'il est au plus profond : la surprenante (et quelque peu artificielle) histoire d'une conversion, un affrontement entre Foi et Athéisme, éternelle Russie et Russie rouge, le tout sur fond de cynisme politique, de mythologie gaulliste et de roman d'aventure.

### UN LIVRE MAJEUR

Au sens où il arrive aux écrivains d'être adolescents, ou petits vieux, ou infantiles, disons que *Le Retournement* est un livre majeur. Je l'entends dans les deux sens du mot : important et adulte. L'enchevêtrement des thèmes y est superbe : balbutiements d'un paratexte assez falot, « retournement » d'un agent ennemi, séduction d'un rustaud d'élite par une vamp, routine des services de renseignements, allégorie de « l'officier-traitant » comme romancier, meurtre politique, dénuement d'un maître-espion devant la Grâce, — tout cela abordé et traité avec une aisance



souveraine, surprenante chez un prétendu « débutant ». Si l'on n'avait pas fait la connaissance de M. Volkoff en chair et en os ou sur le petit écran, si l'on n'avait pas admiré sa barbe roublarde, son œil trop mobile, écouté ses réponses rouées et apprécié ses esquives, on penserait que cet homme-là n'existe pas. Ce que je crois, et compte tenu de l'importance que l'auteur paraît accorder à son parallèle Renseignement-Roman, espion-romancier, c'est qu'il s'agit du prototype de l'écrivain rentré, au du pseudonyme (il a publié au moins cinq livres !), polygraphe plusieurs fois découragé par les éditeurs. Ces aventures-là peuvent — rappelez-vous Ajar — donner un jour de bien beaux livres. Et puis après tout, peu nous importe la façon dont Volkoff a mûri : l'essentiel est qu'il publie aujourd'hui cet étonnant roman tout à fait abouti, et que le public lui fasse fête et honneur.

La double réussite propre à Volkoff

— à l'intérieur d'une réussite d'ensemble indiscutable — est d'abord d'avoir intégré son expérience la plus intime, origines russes blanches et foi orthodoxe, dans le tableau d'une micro-société qu'il connaît visiblement de près : les « bureaux » français de Renseignements. Deuxième tour de force : avoir réussi le cocktail de « l'âme russe » (expression employée faute de mieux !), de l'humour à l'anglais et de la sécheresse d'un Français de bonne époque. Ce roman est aussi très drôle, plein d'insolences, de pirovettes, de trouvailles verbales et psychologiques. Ce qui entraîne une troisième réussite, rare elle aussi : une langue sans cesse inventive, capricieuse, pleine de ton et de mordant.

### DU BEAU TRAVAIL

On l'a compris : je suis un défenseur de la vedette énigmatique de la Rentrée. Je vois bien les défauts du livre — lenteurs, allégories un peu explicites — mais j'en vois encore mieux les merveilles épatantes : *l'extase léviniste* (Brincourt dixit) de Popov sur le pont Mirabeau, l'énorme confession enregistrée sur magnétophone, qui parvient à n'être jamais rhétorique ni pompeuse, et cette aisance avec quoi l'auteur prend ses aises, glisse de l'action aux idées. Entre deux filatures, deux engueulades de culottes de peau, deux bricolages de « plombiers », Volkoff prend soudain du champ et de la hauteur et se met à contempler un vaste paysage. Cet « agrandissement » de l'image romanesque est du beau travail. Il y faut à la fois une technique, et, derrière cette technique, une réflexion, une profondeur désabusée, bref : tout un morceau de vie et, si possible, pour le considérer, une tête très bien faite. Vladimir Volkoff possède tout cela : ne le prenez surtout pas pour un ludion autumnal en train de flotter devant les juries littéraires !

Extraits d'un article paru dans « LE FIGARO MAGAZINE »

LE RETOURNEMENT de Vladimir Volkoff

JULLIARD / L'AGE D'HOMME

55.1 من المال



Le Monde

# société

## LA CONDITION DES HOMOSEXUELS

### Un rapport publié par l'Eglise anglicane plaide pour une plus grande tolérance

Au moment où Jean-Paul II condamne avec vigueur l'activité homosexuelle comme « moralement mauvaise », lors de son voyage aux Etats-Unis, un groupe de travail du synode général de l'Eglise anglicane met en lumière la dernière main d'un rapport très nuancé sur « les relations homosexuelles » (1).

Le fruit de quatre années de travail, effectué par treize personnes, clercs et laïcs, sous la présidence de l'évêque de Gloucester, le révérend John Yake, ce rapport de quatre-vingt pages se divise en six parties : le contexte social de l'homosexualité ; le point de vue médical ; le témoignage biblique ; des considérations théologiques et éthiques ; la perspective légale ; les implications sociales et l'aide pastorale.

#### Des relations qui peuvent se justifier

Le rapport est suivi d'une annexe présentant les observations critiques de la commission sociale du synode, et précédé d'une introduction par le président de cette commission, l'évêque de Truro, le révérend Graham Trueman, qui explique pourquoi ni la commission ni l'Eglise anglicane, dont les membres sont divisés sur la question, ne peuvent accepter le rapport tel quel ou même se prononcer définitivement sur l'homosexualité. « Si nous avons décidé de publier ce rapport, conclut l'évêque, c'est parce que nous croyons qu'il peut être précieux pour aider l'Eglise à former une opinion. » Le procédé est à noter : là où l'Eglise romaine tranche

et condamne d'en haut, l'Eglise anglicane interroge « la base », consulte les experts et publie les avis contraires avant d'arriver à une conclusion. Les conclusions du rapport, très nuancées et longuement expliquées, peuvent se résumer dans ce jugement : « Dire que les homosexuels ne doivent en aucun cas donner une expression physique à leur amour érotique pose une limite excessive à leur marge de choix responsable et impose un fardeau trop lourd pour certains dans leur quête d'un mode de vie approprié. A la lumière de certaines des données que nous avons reçues, nous ne pouvons nier qu'il existe des circonstances où il est permis de choisir une relation homosexuelle, dans l'espoir de connaître l'amour et l'expression physique de l'amour sexuel semblables à ceux qu'on trouve dans le mariage. »

Le rapport souligne que le mariage doit rester la norme pour les chrétiens et ne propose pas d'homosexuels les relations homosexuelles. Face à l'enseignement chrétien qui condamne l'homosexualité à partir de la tradition et de l'écriture, les auteurs du rapport suggèrent de replacer les paroles de saint Paul dans leur contexte historique, en ajoutant que l'éthique du Nouveau Testament est une éthique d'amour et que les exigences de l'amour peuvent varier selon les cultures.

Faillit ses recommandations, le rapport propose l'abaissement de vingt et un ans à dix-huit ans de l'âge du consentement pour la pratique légale de l'homosexualité. Il estime enfin, qu'un prêtre anglican vivant une relation sexuelle avec un autre homme devrait offrir sa démission à son évêque, qui aurait le choix de décider s'il l'accepte. Ce rapport controversé a évi-

demment suscité des réactions diverses. Pour le Dr Donald Coggan, archevêque de Cantorbéry et chef spirituel de la communauté anglicane, « les homosexuels doivent être traités avec une compassion et une compréhension totales. » D'autres, cependant, ont souligné que les homosexuels, qu'ils soient ou non homosexuels, ou qu'ils soient un peu des deux, ce qui est souvent le cas.

Et l'Eglise catholique ? Un théologien au Vatican, le père Francesco Cossentino, considéré souvent comme le théologien officiel du pape, a écrit dans l'Observateur Romano : « Les relations homosexuelles sont condamnées par la Bible et je ne vois pas comment aucune Eglise peut justifier l'homosexualité. »

Au cours du débat télévisé sur Antenne 2, lundi 5 novembre, on a interrogé Mgr Henri L'Houroux, évêque de Perpignan, qui — seul des évêques français — avait pris position en 1974 en faveur d'une pastorale pour aider les homosexuels et les « permettre d'accéder plus facilement aux sacrements ». Il faudrait aider les homosexuels, disait-il alors, « à ne pas se culpabiliser à travers des actes qu'ils seraient amenés à poser et qui nous paraissent énormément par rapport à la tradition chrétienne. »

La télévision, Mgr L'Houroux s'est dit, « accable par les injures » qu'il avait reçues après cette déclaration, et il s'est borné à rappeler l'intention qu'il avait eue de défendre les homosexuels, mais de ne pas se laisser entraîner par la Bible, dit-il, ni être acceptés par l'Eglise. — A. W.

(1) Homosexual relationships : a contribution to discussion, publié par Church House, Dean's Yard, London E.W.1.

## JUSTICE

### HOSTILES A LA RÉFORME DU RECRUTEMENT

### Des magistrats observent une journée de grève

Les tribunaux font grève, ce mardi 6 novembre, à l'appel du Syndicat de la magistrature. Celui-ci a recommandé aux huit cents magistrats qu'il revendique — sur cinq mille magistrats — d'assurer une sorte de service minimum consistant, pour l'essentiel, à maintenir les audiences où sont jugés des détenus. Le syndicat rejette en bloc, ou presque, le projet de loi, présenté plus que défendu à l'Assemblée par M. Alain Peyrefitte, même si les amendements votés par les députés sont à

l'origine de cette grève. Ce projet, qui porte sur le recrutement des magistrats, met en péril, estime-t-il, l'indépendance des juges déjà très malmenée.

Le ministère de la justice n'avait pas fait connaître officiellement son sentiment sur ce mot d'ordre, mardi, en fin de matinée, se contentant d'adresser des télégrammes aux chefs de cours d'appel, leur rappelant l'illégalité des grèves de magistrats, illégitimité que, malgré les textes, le syndicat conteste.

### Une légalité discutable

Les juges ne recourent que très rarement à la grève. Celle-ci leur est, en principe, interdite par l'article 10 de l'ordonnance du 22 décembre 1958, qui déclare illégale « toute action concertée de nature à entraver le fonctionnement des juridictions ». Cela en application d'une disposition restrictive de la Constitution de 1946, maintenue en 1958, selon laquelle « le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent ».

Si l'on excepte les arrêts de travail observés le 18 février 1971 à l'appel de la hiérarchie, après que M. René Tomassin, secrétaire général de l'U.D.R., eut traité les magistrats de lâches, la première grève de juges sous la 5<sup>e</sup> République date du 12 novembre 1974. Ce jour-là, certains magistrats de l'administration centrale du ministère de la justice avaient cessé le travail pour protester contre l'interdiction faite à M. Hubert Dujardin, juge d'instruction à Lille, d'exercer ses fonctions après la parution dans le journal « L'Espresso » d'un article intitulé « Les secrets d'un juge d'instruction ». La légalité de cette action avait été justifiée par le fait qu'un arrêt de travail de magistrats de la chancellerie ne pouvait être considéré comme une entrave au fonctionnement d'une « juridiction », au sens où l'entend l'ordonnance de 1958.

La justification avait été plus difficile pour la seule grève de vingt-quatre heures — avant celle de ce mardi — observée le 10 juin 1976 à l'appel du Syndicat de la magistrature. Ce jour-là, il s'agissait de défendre M. Jean-Claude Gaudin, substitut à Marseille, qui, chargé du dossier des ententes pétrolières, avait publiquement refusé de rejoindre un autre poste à Strasbourg (Nord). Après que M. Jean Lecanuet,

alors garde des sceaux, eut invité, comme le fait aujourd'hui M. Peyrefitte, les chefs de cours à relever le nom des grévistes, des « avertissements » et de « sévères observations » avaient été adressées à certains magistrats des cours de Douai, Rouen, Rennes, Chambéry, Limoges et Amiens notamment.

A l'annonce de ces sanctions, le Syndicat de la magistrature avait manifesté l'intention de porter l'affaire devant le Conseil d'Etat, mais M. Olivier Guichard avait remplacé M. Lecanuet et on avait passé l'éponge.

Une grève d'une heure avait été observée le 15 février 1978 par solidarité avec Mlle Monique Guzman, premier substitut à Draguignan et vice-présidente du Syndicat de la magistrature, suspendue de ses fonctions pour avoir fait état, au début d'une audience, de son inquiétude après l'extradition de l'avocat ouest-allemand M. Klaus Croissant.

Le syndicat justifie le recours à la grève par l'existence d'un « service minimum », bien que le statut de la magistrature n'interdise pas seulement l'arrêt complet du fonctionnement des juridictions, mais aussi l'entrave à ce fonctionnement. Dans une

BERTRAND LE GENRE.

### Les critiques du Syndicat contre le projet Peyrefitte

Au cours d'une conférence de presse, réunie lundi 5 novembre à Paris, le Syndicat de la magistrature a insisté sur son opposition au projet Peyrefitte sur le recrutement des magistrats et pas seulement au texte qui, après examen de l'Assemblée, va être soumis au Sénat. Ce projet, justifié aux yeux de la chancellerie par le manque d'effectifs au niveau inférieur de la hiérarchie (le Monde du 22 juin et du 2 novembre), crée une nouvelle catégorie de magistrats — volontaires — chargés d'assurer le remplacement de leurs collègues absents pour congés de cadre ou de maternité. Ce compte un nombre croissant de femmes magistrats, ce qui pour toute autre raison tenant à la gestion du corps.

Ces magistrats seront, si l'on ose dire, « semi-volontaires », dans la mesure où, placés sous l'autorité des chefs de cours d'appel (premier président et procureur général), ils ne pourront être déplacés que dans les limites du ressort géographique de leur cours, c'est-à-dire d'un tribunal à l'autre. Pour le Syndicat c'est déjà trop : il y voit une atteinte à l'immobilité des juges.

Une seconde disposition permet de recruter dans les trois ans à venir, et sur concours, des magistrats qui pourront être d'anciens policiers ou militaires, des

avocats ou toute personne licenciée en droit et ayant quinze années d'expérience professionnelle. Le syndicat critique ce mode de recrutement, qui risque de bloquer la carrière des magistrats plus jeunes et de les soumettre à une hiérarchie recrudescence pour son goût de l'ordre et de la discipline.

Le dernier volet du projet prévoyait le recrutement sur dossier d'autres magistrats venus du secteur privé ou de l'administration, après avis conforme d'une commission, ou plutôt prévoyait, car l'Assemblée a supprimé l'obligation qu'avait la chancellerie de tenir compte de ce projet qui est le plus critiqué : il permet au gouvernement de recruter des magistrats sans aucun contrôle.

Le syndicat s'est livré à un calcul montrant que si le gouvernement usait de toutes les possibilités offertes par le projet de loi Peyrefitte, il pourrait recruter en 1980 trente-cinq magistrats, soit trois cent cinquante promotions de l'école de la magistrature, qui offre pourtant de meilleures garanties d'indépendance, non comptant que cent cinquante chanciers. L'inquiétude du S.M. paraît cependant exagérée. La chancellerie n'aurait l'intention de recruter directement dans les trois ans à venir que deux cent cinquante à trois cents magistrats.

## A ANTENNE 2

### Aplanir la différence

La speakerine prévient : la magazine d'Antenne 2 « Que s'est-il passé ? » traite d'un sujet « délicat ». Est-ce à dire : fin, raté, dégoûtant, ou fragile, sensible, tabou... ou difficile, malade, embarrassant... ou dangereux, périlleux, scabreux ? Le sujet étant « les hommes qui s'aiment », délicat signifie peut-être dangereux, voire scabreux, en tout cas embarrassant. Des hommes sexuels anonymes, que leur identité ne protège pas, prennent la parole, filmés par Dominique Fernandez (auteur de l'Éblouissement), Jean Le Bitoux, Patricia Charnel (le Monde Dimanche du 4 novembre). Une douzaine seulement ont accepté la plupart refusent de dévoiler leur visage. Deux donnent leur nom en entier. Sur une discussion qui aurait dû être un débat. Surtout de tous les hommes p... il y a des sollicités par Louis Bériot sont venus le sénateur Henri Caillavet, le député socialiste du Territoire de Belfort Raymond Forni. Tous les deux travaillent à faire modifier les lois discriminatoires — et précisent qu'ils « n'ont pas ces penchants ».

Mgr L'Houroux, évêque de Perpignan déclare à l'antenne qu'il a entendu le pape condamner l'homosexualité. Il admet que « les relations physiques ne cadrent pas avec la tradition chrétienne » mais qu'il est possible d'adopter une vision chrétienne de la situation. Il n'est pas en studio, son interview a été enregistrée. Dominique Fernandez est là.

Les « homophobes » ne se sent pas dérangés, mais ouvrent l'émission, un reportage dans la rue donne une série d'espaces à la chaleur. Les hommes sont révisés : « Moi, je suis étranger et je vous dis, ils sont tous... » Il y a les malades et ceux qui font ça pour de l'argent... « L'amour pour un homme, quel ?... » Les femmes ont une autre attitude : « (la sont comme les sont...) ». Je les côtoie, ils sont charmants, je me demande si c'est réel... »

D'instinct, jeunes et vieilles, elles savent reconnaître le lourd malentendu qui les rapproche des homosexuels : elles sont vus comme des hommes ratés, ils sont vus comme des femmes ratées. La loi est encore loin d'être proposée d'autres modèles que la virilité. Il est vrai que ce serait alors un basculement total de la société.

On n'en est pas là. On prépare seulement les téléspéculaires à l'idée que tous les « pédés » ne sont pas des satyres, qu'ils ont des droits d'aimer à leur manière, de vivre « normalement ». Le film et la discussion possèdent une belle image rassurante. La drague ? Oui, mais dans l'esprit de LA rencontre. Les boîtes de folles ? Une minorité exhibitionniste qui fait du tort aux autres. Des couples calmes, la tendresse, mais qu'il est possible d'adopter une vision chrétienne de la situation. Il n'est pas en studio, son interview a été enregistrée. Dominique Fernandez est là.

Les « homophobes » ne se sent pas dérangés, mais ouvrent l'émission, un reportage dans la rue donne une série d'espaces à la chaleur. Les hommes sont révisés : « Moi, je suis étranger et je vous dis, ils sont tous... » Il y a les malades et ceux qui font ça pour de l'argent... « L'amour pour un homme, quel ?... » Les femmes ont une autre attitude : « (la sont comme les sont...) ». Je les côtoie, ils sont charmants, je me demande si c'est réel... »

COLETTE GODARD.

## LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE ET LA MORT DE JACQUES MESRINE

La Confédération syndicale des avocats a déclaré, lundi 5 novembre, qu'elle était opposée à toute exécution sommaire et à toute exécution arbitraire, même si elle ne peut ni ne veut, dans l'affaire Mesrine, soit approuver, soit désapprouver les services de police.

La Confédération syndicale des avocats a déclaré, lundi 5 novembre, qu'elle était opposée à toute exécution sommaire et à toute exécution arbitraire, même si elle ne peut ni ne veut, dans l'affaire Mesrine, soit approuver, soit désapprouver les services de police.

D'autre part, Sylvia Jeanjaquet, la compagne de Jacques Mesrine, a révélé au commissaire Serge Devo, chef de la brigade de répression du banditisme, avoir voulu quitter Mesrine à plusieurs reprises, « mais la peur » qu'il lui inspirait l'en avait empêchée.

## FAITS ET JUGEMENTS

A Paris, à Lyon et à Toulouse

### DES MANIFESTATIONS DE MOTARDS AURONT LIEU LES 17 ET 18 NOVEMBRE

Lors d'une conférence de presse réunie le 5 novembre à Paris, les représentants de la plupart des organisations de motards (Union nationale des motards, Association pour la défense des intérêts des motards, Mouvement des motards indépendants, etc.) ont fait part de leur intention d'organiser les samedi 17 et dimanche 18 novembre de nouvelles manifestations à l'échelle nationale. Ainsi, trois grandes concentrations sont-elles prévues simultanément à Paris, Lyon et Toulouse.

Comme ils l'ont déjà fait à de nombreuses reprises au cours de ces dernières semaines, les motards entendent par de nouvelles manifestations spectaculaires, attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur refus d'accepter les projets de création d'une vignette sur les machines de plus de 100 centimètres cubes et de réforme du permis de conduire.

### Les « bavures » de Strasbourg

#### LES P.T.T. NE SONT PAS LA P.J.

A la suite d'une erreur, le surtitre de l'article intitulé « Une bavure dans une « ville policière », dans nos dernières éditions datées du 6 novembre, indiquait que des personnes s'étaient plaintes d'avoir subi des violences « dans les locaux des P.T.T. de Strasbourg ». Il s'agissait évidemment des locaux de la P.J. de Strasbourg, ainsi que l'indiquait le contenu de l'article.

M. Michel Durajour, ancien ministre, ancien maire de Saint-Etienne, a été débouté, lundi 5 novembre, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, de son action en diffamation contre M. Louis Duchesne, directeur de Vivre à Saint-Etienne, organe de l'actuelle municipalité, et contre M. Régis Delaigue, adjoint au maire. Dans le pre-

### Une demande de saisie du film « Le Pull-over rouge »

#### est jugée en référé.

M. Pieroni, du barreau de Toulon et M. Ceccaldi, du barreau de Paris devaient réclamer, ce mardi 6 novembre en référé, au nom des époux Rambaldi devant le tribunal de grande instance de Paris, présidé par Mme Rozès la saisie du film « Le pull-over rouge » tiré par Michel Drach du livre de Gilles Perrault.

Les requérants indiquent que le film est consacré à l'auteur de l'enlèvement et de l'assassinat de leur fille, Maria-Dolores Rambaldi âgée de huit ans, faite pour les-

### Peine de prison pour un entrepreneur après deux accidents du travail.

Pour deux accidents successifs survenus en 1976, à Paris, sur le chantier de démolition des grands magasins du Louvre, M. Charles de Troy, quarante-six ans, entrepreneur négligent, a été condamné, lundi 5 novembre, à trois mois d'emprisonnement ferme et quatre mois avec sursis par la quatrième chambre correctionnelle. Les victimes étaient démunies des harnais de sécurité réglementaires : M. Ahmed Akrach, ouvrier, qui fut grièvement blessé le 6 mai 1976 par une chute de 11 mètres, M. Francisco Pinheiro da Silva, qui fut tué, le 12 juillet suivant, après une chute de 9 mètres.

La perfection, on apprendra le langage est possible au suivant LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC cours avec applications en français Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BECM 2, rue de Belfort - 75008 Paris

### Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.) a été débouté par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jean Serre, lundi 5 novembre, de son instance en diffamation visant l'article du Figaro Magazine qui critiquait, le 9 décembre 1978, une émission d'Antenne 2 consacrée à l'apartheid en Afrique du Sud (le Monde du 10 octobre). On s'avait projeté la reproduction d'une affiche énumérant dix interdictions édictées dans ce pays. Les téléspéculateurs pouvaient croire, selon le Figaro Magazine, que cette affiche, réalisée par le M.R.A.P., avait effectivement été conçue par le gouvernement de Pretoria. Cette ambigüité était apparue à l'auteur de l'article, M. Lacontre, comme un « chef-d'œuvre de mauvaise foi ». Le jugement note que « le rôle joué par cette émission n'est pas obscur » et qu'« en l'absence d'un fait diffamatoire précis imputé à la partie citée la relaxe s'impose ».

1 week-end  
Londres pour  
2 nuits d'h  
jours de déco





# DÉFENSE

POINT DE VUE Le développement de la force de dissuasion

## DES CHOIX SONT NÉCESSAIRES

par ARTHUR PAECHT (\*)

J'ai déjà eu l'occasion de dire et d'écrire que le budget de la défense nationale soumis au Parlement pour 1980 était bon et qu'il devait être approuvé. Il faut à cet égard souligner l'effort consenti par la nation en faveur de son armée sous l'impulsion de son chef, le président de la République, et de son ministre de la Défense nationale.

Mais un bon budget ne doit pas pour autant occulter les choix militaires qui s'imposent et il est normal, dans une démocratie, que les parlementaires, et plus particulièrement ceux de la majorité, qui font confiance au gouvernement, souhaitent être préalablement associés à ces choix. Nos prédécesseurs à la commission de la défense en 1959 ont brillé par leur nullité; ne soyons pas leurs dignes héritiers!

Il est en effet évident aujourd'hui, pour tous ceux qui font l'effort de s'intéresser à l'évolution des problèmes militaires, et ils sont nombreux et compétents, que d'importants choix doivent être faits dans les deux années à venir pour le développement de la force de dissuasion, puisque le nucléaire doit conserver la priorité absolue.

Deux exemples le confirment: Le gouvernement devra décider des grandes caractéristiques de la troisième génération de sous-marins nucléaires lance-engins (S.N.L.E.). En effet, pour tenir compte de la période nécessaire au développement et au développement, c'est avant la fin de 1981 qu'il faudra déterminer le type du nouveau sous-marin, son volume, son tonnage, le nombre de missiles transportés, sa profondeur de plongée. Il faut bien savoir que c'est par un abus de langage que l'on baptise le système S.N.L.E. de « nouvelle génération ».

Horis quelques progrès techniques, c'est seulement le système d'armes M-4 qui est nouveau pour ce sous-marin. Ce n'est que dans les années 1985-2000 que l'on pourra construire un nouveau type de sous-marin. De même, dans les deux années à venir, le gouvernement devra choisir entre les missiles de croisière et un système d'armes mobiles. On s'oriente actuellement vers un système relativement mobile, sur semi-remorque, par exemple, qui permettra d'obtenir une mobilité à l'intérieur du territoire.

Puisque l'on parle de dissuasion, sans vouloir ramener de stériles querelles et en souhaitant la sérénité des esprits, il convient de rappeler que les possibilités d'engagement de crédits — ou autorisations de programme — diminuent régulièrement depuis quelques années pour le nucléaire. Ces autorisations de programme dans le titre V sont en effet passées de 33,68 % en 1976 à 25,19 % en 1980. Certes, on nous dira, à juste raison, que les crédits de paiement se maintiennent aux alentours de 32 %. Personne ne le conteste, mais c'est pour payer des dépenses relatives à des programmes déjà engagés.

Il ne manque pas de crédits pour les programmes en cours. Ce qui suscite l'inquiétude, c'est l'avenir. Nous aurons six S.N.L.E. en 1985, mais ce chiffre retombera à cinq dans les années 90, car le Redoutable ne bénéficiera pas de la refonte M-4. Le plateau d'Albion doit être complété. Les Flutons doivent être modernisés. Un système d'armes ne vaut qu'en comparaison de ceux qui existent chez l'adversaire éventuel. Quand on a décidé que la France devait se lancer dans l'armement nucléaire, n'a-t-on pas fait des paris ? Ils ont été gagnés, car ce qu'il faut, c'est la volonté de réussir.

« La belle Ariéenne » Par ailleurs, faisons remarquer qu'il ne faut pas confondre, d'une part, les crédits strictement nucléaires des dépenses d'équipement qui incorporent, outre les études et les fabrications, des crédits de maintenance et d'infrastructure et, d'autre part, les crédits de mise en œuvre de la force nucléaire qui incorporent les rémunérations et charges sociales ainsi que les dépenses relatives à la vie courante.

Peu importe, en fait, les discussions sur les pourcentages; ce qui compte, c'est l'aptitude à réaliser les objectifs fixés. Et, si en raison de l'évolution technologique ou géopolitique il s'avère que des orientations nouvelles doivent être déterminées, il faut évidemment s'en donner les moyens.

Nos inquiétudes concernent aussi la marine nationale. La loi de programmation de 1976 avait donné non seulement la priorité aux fabrications d'armement classiques, mais encore, dans celles-ci, elle avait privilégié les fabrications de l'armée de terre et celles de l'armée de l'air. Or la marine est, de nos jours, appelée à jouer un rôle

déclat. Consécutif que cette loi ne pouvait pas être appliquée, le gouvernement, à juste titre, ne l'a pas respectée, et la marine a vu ses crédits augmenter. Mieux, le gouvernement a adopté un ensemble d'objectifs à long terme en juin 1978.

Malheureusement, ce plan si précieux, considéré un peu comme la « belle Ariéenne » de la rue Royale, n'a été partiellement dévoilé que le lundi 5 novembre en commission de la défense. Or ce plan porterait sur cent trente-trois bâtiments. Il prévoit la construction de trois porte-avions afin d'en avoir toujours deux opérationnels. Les options qui ont été faites, notamment en faveur d'une flotte de haute mer, sont judicieuses. Certes, nous savons que le coût correspondant à ce plan a été « estimé approximativement » à 55 milliards de francs (valeur 1978) sur vingt ans, flotta logistique et force aéronavale non comprises. Mais il faut faire confiance aux responsables et ne pas les interroger plus en détail, car ce serait, sans doute, entrer dans des problèmes d'intendance... En effet, ne nous a-t-on pas dit récemment: « L'essentiel, c'est que le Parlement, ayant ses connaissances au niveau qu'il est le sien — et non celui de l'intendance — puisse constater où en est la réalisation du projet militaire et les conditions de son exécution. » Dans ces conditions, le Parlement n'a donc plus le pouvoir d'information ni le pouvoir de contrôle, mais seulement le pouvoir de constatation.

Ce plan de la marine amènera forcément à augmenter le pourcentage des crédits accordés à cette armée. Pour que le Parlement puisse les voter, il faudra bien qu'il soit auparavant informé des objectifs. Ce n'est qu'en connaissance de cause qu'il pourra, et avec force, soutenir l'action du gouvernement.

Nous devons prendre conscience que notre flotte vieillit et que son tonnage diminue, même si les systèmes d'armes sont plus puissants. En moyenne, pour les bateaux classiques, on n'a construit que 7 300 à 8 000 tonnes ces trois dernières années; or, il faudrait construire 12 000 tonnes par an pour maintenir une flotte de 300 000 tonnes, un bateau ayant une durée de vie de vingt-cinq ans.

(\*) Secrétaire de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, député U.D.P. du Var.

Puisqu'on reconnaît la priorité au nucléaire et que l'on semble soucieux de reconstituer une marine digne de ce nom, l'enveloppe budgétaire restant dans l'avenir sensiblement la même selon toute vraisemblance, on voit bien qu'il faut limiter le poids de l'armée de terre et des effectifs. Ce qui permettra par ailleurs d'équiper parfaitement cette arme et de l'adapter efficacement aux missions diverses et primordiales qui seront dorénavant les siennes.

Donc, des éclaircissements s'imposent, des choix sont nécessaires. La situation internationale a évolué et, de ce fait, notre défense doit évoluer. Il faut concevoir une armée en vue de la victoire et non garantir le maintien des situations acquises résultant du poids du passé.

Le débat sur l'exécution de la loi de programmation s'était enlisé dans une inutile bataille de chiffres que, pour ma part, je n'ai pas souhaitée. Il n'a en tout cas pas permis une véritable discussion sur la politique de la défense.

C'est d'autant plus dommage qu'il semble exister, en ce qui concerne les problèmes de défense, et si l'on en croit les déclarations des responsables des principaux partis politiques, un large consensus national. Peut-être le débat budgétaire pourra-t-il ramener la discussion au niveau élevé qui convient à un sujet de cette gravité.

La politique suivie actuellement dans le domaine militaire par le gouvernement est certes la seule possible, et elle a été mise en œuvre avec efficacité par le ministre de la Défense. Il suffit, pour s'en rendre compte, de juger de la transformation profonde et de l'adaptation à des conditions nouvelles de notre armée, qui est sans doute la meilleure d'Europe.

Mais, pour que les Français acceptent le poids financier considérable de ce budget, il faut leur expliquer son utilité et leur en donner justification. Les parlementaires de la majorité sauront d'autant mieux convaincre leurs électeurs de soutenir l'action du président et du gouvernement qu'ils auront eux-mêmes été associés à la discussion des choix.

C'est dans ce cadre que se sont situées toutes mes actions, et je crois que moi-même n'en ai été clairement expliqué.

**astucieux**

### fac 90

bloc porte-documents  
**HEVALERIAS**

Prendre des notes à tous moments et en tous lieux, c'est facile avec FAC 90 qui permet aussi de transporter des documents dans ses poches intérieures



Article breveté  
Vente en papeterie et rayons spécialisés

## Croisière autour de l'Afrique



Une croisière exceptionnelle et insolite autour de l'Afrique c'est ce que Flotta Lauro vous propose en 1980. Une fabuleuse croisière de 55 jours sur le grand navire bleu de 24.000 t. "Achille Lauro". Départ : 2 Février de Gênes.

La liste des escales est déjà mation, piscines, d'elle-même une invitation cinéma, discothèque, au voyage. Prix : de 24.740 F à 48.800 F.

Navire climatisé, cabines avec Demandez la documentation à votre agence de voyage ou à

**EVASION CROISIERES**  
5, boulevard des Capucines, 75002 Paris. Tél. 268.46.50

Je désire recevoir votre documentation  
Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

## LA RÉFORME DU RECRUTEMENT observe une journée de grève

La réforme du recrutement des militaires a été observée par une journée de grève. Les militaires ont refusé de participer à des exercices militaires. Les syndicats ont appelé à la grève. Les ministères de la Défense et de l'Intérieur ont réagi.

## gauche discutable

Les critiques du Syndicat contre le projet Peyrefitte. Le syndicat a exprimé ses réserves sur le projet de loi de programmation militaire. Il considère que le budget est insuffisant pour maintenir la puissance de la défense. Il demande une augmentation des crédits.

## Les critiques du Syndicat contre le projet Peyrefitte

Le syndicat a exprimé ses réserves sur le projet de loi de programmation militaire. Il considère que le budget est insuffisant pour maintenir la puissance de la défense. Il demande une augmentation des crédits.

## 1 week-end à Londres pour 750F: 2 nuits d'hôtel, 2 jours de découvertes.



Voilà un week-end bien organisé. Il comprend 2 nuits d'hôtel avec petit déjeuner et bien sûr, les transferts de l'aéroport à Londres. Au départ de Paris, il vous en coûtera de 690F à 815F selon la date de départ et la catégorie d'hôtel choisies (départ Vendredi soir, retour Dimanche soir). La même formule en mini-semaine vous permet de passer 5 jours et 5 nuits à Londres (départ Dimanche soir, retour Vendredi soir). De 880F à 1.035F selon la catégorie d'hôtel choisie.

L'hiver à Londres, on ne s'ennuie pas: promenades panoramiques en bus, théâtres, musées (la plupart sont gratuits), night-clubs. Il y a aussi les pubs: ambiance confortable et chaleureuse autour d'un whisky ou d'une bonne bière.

A partir de 39F, de nombreuses excursions, à Londres et dans les environs, compléteront agréablement votre séjour.

Si vous voulez plus de détails sur les week-ends à Londres de République Tours et une documentation gratuite sur la Grande-Bretagne offerte par l'Office Britannique de Tourisme, envoyez ce coupon à: République Tours, 81bis, place de la République, 75011 Paris.

Nom: \_\_\_\_\_ Adresse: \_\_\_\_\_ Profession: \_\_\_\_\_

**REPUBLIQUE TOURS**  
vous aide à voyager

Republique Tours  
Nous organisons. Vous improvisez.

**BRITAIN**

## Avoriaz

### Un 2 pièces: 195.000F au lieu de 285.000F.

195.000 F seulement pour devenir propriétaire d'un appartement à Avoriaz, célèbre pour son ski sans frontières et ses rues-pistes sans voitures. Cette différence considérable de 90.000 F est rendue possible notamment par la location de votre appartement à une société de gestion qui le meublera; et par l'avance, au moment de votre achat, de 9 ans de loyers. De plus, vous pouvez acheter sans aucun apport personnel.

Vous profitez d'Avoriaz le temps de vos vacances, 6 semaines (exemple: deux semaines à Noël, une semaine en janvier, une autre en mars et deux semaines l'été). Et vous bénéficiez de tous les services de la résidence: accueil-réception, bar, restaurant, traiteur, etc.

Vous pouvez échanger vos semaines de vacances à Avoriaz avec d'autres stations à la montagne ou à la mer: Chamonix, la Corse, Cap d'Agde et bientôt, la Côte d'Azur.

Vous n'aurez aucune charge à payer pendant 9 ans et votre patrimoine est géré et entretenu en permanence.

**PIERRE & VACANCES**

Nom: \_\_\_\_\_ Tél.: \_\_\_\_\_ Profession: \_\_\_\_\_ Tél. bureau: \_\_\_\_\_ Adresse: \_\_\_\_\_

Pierre et Vacances, 105, bd Haussmann, 75008 Paris - Tél.: 265.19.64.

حزبنا من الأصيل



## RELIGION

### LA RÉUNION PLÉNIÈRE DU COLLÈGE DES CARDINAUX

## Jean-Paul II prend conseil de ses électeurs

Rome. — Entouré de cent-vingt cardinaux — il y a une dizaine d'absents — Jean-Paul II a ouvert, lundi 5 novembre, la première réunion plénière des cardinaux qui ait été convoquée depuis plusieurs siècles. Cette assemblée doit durer jusqu'au 9 ou 10 novembre. Son ordre du jour comporte trois points : 1) La curie romaine, ses structures, son articulation avec les églises locales (rapport du cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat) établi à partir de documents de synthèse préparés par les dicastères ; 2) L'Eglise et la culture moderne (rapport du cardinal Gabriel Garrone, préfet de la Congrégation romaine pour l'éducation catholique), spécialement axé sur les activités des académies pontificales ; 3) Le bilan économique du Saint-Siège (rapport du cardinal Giuseppe Caprio, président de l'administration du patrimoine du siège apostolique).

L'assemblée sera successivement présidée par les cardinaux

Confalonieri, Siri et Fagnoli. Mercredi 7 novembre, les cardinaux se scinderont en groupes linguistiques : latin, anglais, français, espagnol et italien. L'assemblée a lieu dans la salle dite des Synodes, spécialement aménagée à cet effet par Paul VI. Jusqu'à présent, il fallait la mort de l'évêque de Rome pour que des rencontres de cette nature se produisent, sous le nom de conclave, exclusivement destinées à choisir un nouveau successeur du pape. Cette fois-ci, Jean-Paul II se trouve face à ses électeurs de l'an dernier, plus vivant que jamais, arrivé peut-être au zénith de sa popularité. Il leur demande, conformément au droit canon (article 230), d'exercer à plein leur rôle de conseillers et d'aides du premier des évêques, prérogative pratiquement tombée en désuétude qui, depuis la création du synode par Paul VI, est plus ou moins concurrencée par cette autre institution.

#### De notre envoyé spécial

Il entre évidemment dans les intentions du pape de donner un nouvel essor à la collégialité et de parfaire le visage qu'elle avait pris depuis Vatican II. Jean-Paul II paraît désirer non plus seulement des conférences épiscopales locales plus autonomes et plus assurées et un synode mondial d'évêques se réunissant tous les deux ou trois ans, mais encore un collège de cardinaux rendus à leur vocation primitive qui se retrouvera régulièrement à Rome pour entendre le pape s'exprimer sur sa gestion, son gouvernement, ses projets et solliciter explicitement l'avis de ses collaborateurs les plus directs.

Seul l'avenir dira comment s'articuleront les pouvoirs ou l'influence du synode et du collège des cardinaux. Le premier continuera-t-il, comme il l'a fait jusqu'à présent, à étudier un grand dossier par session et à fournir au pape des éléments de réflexion et de décision tandis que le second aurait à connaître et à se prononcer sur des problèmes d'actualité ? Le Sacré-Collège composé de « sages », c'est-à-dire d'anciens, serait ainsi associé plus étroitement au gouvernement de l'Eglise que les membres du synode plus jeunes, plus dynamiques, et désignés en outre par les évêques de leur pays. Il faut noter que les cardinaux sont, quant à eux, purement et simplement des créatures du pape et qu'ils sont nommés selon des critères que personne ne connaît et en dehors de tout dialogue. En 1969 le cardinal Suenens le regretta et souhaita que le collège devienne plus représentatif, plus varié dans sa composition et plus jeune d'âge. Jean Chilton préconisait, pour sa part, des cardinaux — même laïcs — choisis dans les principales branches de la culture humaine. Nous sommes loin de cet éventail de compétences. Si le Sacré-Collège veut acquiescer à l'audace nécessaire à ses fonctions revivifiées, de profondes réformes restent à entreprendre.

De toute façon, l'association nouvelle des évêques et des cardinaux pour la conduite des affaires de l'Eglise universelle restera sur la curie romaine. Cette-ci est en un sens la grande perdante. Au cours des siècles, elle avait suppléé progressivement les cardinaux et était devenue une sorte de « cour papale » dont il est superflu de préciser quelle n'est pas de droit divin et qu'elle ne jouit d'aucun pouvoir que de celui qu'elle reçoit de l'évêque de Rome. Le corps épiscopal, au contraire, a pour lui l'Eglise universelle. C'est à la curie de s'incliner devant un concile et non l'inverse. L'épiscopat est lié au sacrement de l'ordre qui est de droit divin ; le cardinalat n'est qu'une dignité humaine.

C'est dire que la réforme de la curie amorcée par Paul VI (internationalisation, extension des pouvoirs du secrétaire d'Etat) pourrait être poursuivie sous le pontificat de Jean-Paul II, ac-

## « L'Eglise doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II »

Annoucié officiellement comme secret et devant le rester, le discours de Jean-Paul II aux cardinaux, prononcé lundi après-midi, a été diffusé quatre heures plus tard, à la suite de mystérieuses tractations. Cet exposé ne comporte aucune révélation particulière, mais fournit quelques précisions et crée un climat dont les cardinaux pourront s'inspirer.

La pape n'y emploie jamais le terme de « consistoire » ni même celui d'assemblée, se contentant de parler d'une manière plus informelle de rencontre ou de réunion. En voici des extraits :

● Le synode : « L'évêque de Rome désire vous rencontrer plus souvent afin de tirer profit de vos conseils et de vos multiples expériences. La rencontre des membres du collège est une forme par laquelle s'exerce aussi la collégialité épiscopale et pastorale qui est en vigueur depuis plus de mille ans et dont il convient que nous nous servions aussi à notre époque. Cela n'altère en aucune manière, ni ne diminue les devoirs et la fonction du synode des évêques, dont la prochaine réunion ordinaire est prévue en 1980.

● Les problèmes (dont il sera question pendant cette réunion) semblent être plus étroitement liés au ministère de Rome que ceux qui doivent constituer le thème du synode des évêques. Il va de soi qu'on ne peut parler ici d'une délimitation rigoureuse.

● Contrairement à ce qui a eu lieu au synode des évêques, notre ordre du jour n'est fondé sur aucun statut particulier. Il a été préparé un peu sur le modèle des congrégations qui ont eu lieu avant le conclave de l'an dernier.

● Le concile et ses déformations : « L'obéissance à l'enseignement du concile Vatican II est obéissance à l'Esprit Saint. On ne peut pas courir présomptueusement en avant, vers des manières de vivre, de concevoir et de prêcher la vérité chrétienne et finalement vers des modes d'être

chrétien, prêtre, religieux et religieuse qui ne s'inscrivent pas dans l'enseignement intégral du concile. L'Eglise, communauté vivante des fils de Dieu unis dans la vérité de l'amour, doit faire un grand effort en ce moment pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II et se dégager des propositions contraires.

● La juste liberté : « La conclusion la plus importante concerne la bonne compréhension et le bon exercice de la liberté dans l'Eglise. Fidèle aux paroles du Seigneur, le concile désire servir au développement de cette liberté, la liberté des enfants de Dieu. Il n'est pas rare que la liberté de la personne soit comprise comme le droit de faire n'importe quoi, comme le droit de négliger aucune règle ni aucun devoir qui engage pour la vie entière, par exemple les devoirs découlant des promesses du mariage ou de l'ordination sacerdotale. Mais le Christ ne nous enseigne ni une telle interprétation ni un tel exercice de la liberté.

● La solidarité : « Dans toute la communauté catholique, dans chacune des églises locales, doit croître le sens d'une solidarité particulière avec les frères dans la foi. L'Eglise riche et libre, si l'on peut s'exprimer ainsi, a des dettes et des devoirs énormes envers l'Eglise pauvre et vivante dans la contrainte s'il est permis d'utiliser de tels qualificatifs.

Avant d'exposer les grandes lignes de l'ordre du jour, le pape a insisté sur la nécessité pour l'Eglise de se convertir elle-même davantage à Dieu : « Il a été dit que l'effort d'auto-conversion ». Il a évoqué aussi l'esprit de pénitence, la vie de prière et le retour sérieux à l'écriture sainte. Enfin, il s'est dit heureux que dans quelques jours une session solennelle de l'académie pontificale à laquelle les cardinaux sont tous invités célèbre la centenaire de la naissance d'Albert Einstein.

#### CRÉATION DE LA FONDATION DU JUDAÏSME FRANÇAIS

S'inspirant de l'exemple des grandes fondations américaines et de celui de la Fondation de France, le Fonds social juif unirait l'œuvre d'assistance sociale à l'habitat et à l'action sociale pour l'habitat et plusieurs bienfaiteurs privés viennent de créer une institution à vocation générale, reconnue d'utilité publique : la Fondation du judaïsme français. Les moyens de cette fondation proviendront principalement des libéralités testamentaires et des reve-

nus de sa dotation. La Fondation est autorisée à recevoir donations et legs en exemption de droits de mutation. Au cours de la séance constitutive du conseil d'administration ont été élus MM. David de Rothschild, président, Robert Badinter, vice-président, Albert Weizmann, vice-président, Gilbert Salomon, secrétaire général, Antoine Bernheim, trésorier ; ont été désignés : M. Adam Loss, directeur, et Mme Viviane Haskins, directrice adjointe.

## UNESCO

### L'installation de la nouvelle Commission nationale M. François-Poncet veut « relancer l'action de la France dans le système des Nations unies »

« L'un des impératifs d'une politique étrangère dynamique est désormais d'utiliser complètement le réseau des institutions internationales et celles de la famille des Nations unies », a déclaré le chef d'UNESCO. Telle est la doctrine définie par le ministre français des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, à l'occasion de l'installation de la nouvelle Commission de la République française pour l'éducation, la science et la culture, plus communément appelée Commission nationale pour l'UNESCO (I), réunie à Paris le 5 novembre.

En fait, le discours du ministre a été lu devant la Commission par M. Jacques Rigaud, chargé de mission au cabinet de M. François-Poncet et ancien sous-directeur général de l'UNESCO ; le ministre des affaires étrangères avait, en effet, été empêché d'assister personnellement à la réunion : le même jour, il a dû participer, à New-York, aux débats de l'ONU sur l'aide au Cambodge.

Dans ce discours, le chef de la diplomatie française confirme son intention de « relancer l'action de la France dans le système des Nations unies », afin, notamment, de renforcer « notre présence culturelle dans le monde ». Grâce aux commissions nationales, souligne M. François-Poncet, « l'UNESCO peut être pas seulement une organisation internationale que sur quoi se greffe un secrétariat qui se permanence peut conduire à être enracinée et bureaucratique ». D'autre part, la Commission nationale pour l'UNESCO contribue à « ouvrir les milieux intellectuels français sur l'étranger ».

Le ministre français des affaires étrangères a assigné à la Commission nationale la mission suivante : « Témoinner activement, par notre présence et nos initiatives à l'UNESCO, que l'éducation, la science et la culture ne

sauraient être asservies aux malentendus et aux blocages de l'affrontement politique. (...) La France doit contribuer à enrichir les débats de l'UNESCO et à éviter leur dévoiement et leur stérilisation ».

Le nouveau bureau de la Commission est ainsi composé : Président : M. Jean Strinelli, ancien directeur de l'enseignement supérieur et professeur à l'université de Paris-IV (Sorbonne). Il succède à M. Jean Thomas, élu président d'honneur. Vice-présidents : Mme Suzanne Baudouin, membre de l'Institut, présidente de la Société française pour le droit international ; M. Georges-Emmanuel Clancier, président d'honneur du Pen Club français ; M. André Dautin, directeur de l'Institut de recherche d'informatic et d'automatique (IRIA) ; M. Jean Stœtzel, membre de l'Institut. Le secrétaire général, M. Yves Brunswick, a été élu par acclamations.

(1) La Commission nationale renouvelée tous les cinq ans comprend cent soixante-quinze membres, dont seize membres permanents élus par des collèges électoraux (plus de cinq cents pour les universitaires, une quarantaine de membres nommés par le gouvernement, et des membres choisis par leurs pairs (parlementaires, syndicalistes, universitaires et représentants d'associations). Ses moyens d'action lui sont fournis par ses ministères de tutelle : affaires étrangères, coopération, culture et communications. Des comités régionaux fonctionnent dans certaines villes, animés généralement par le recteur d'académie.

### UNE RENCONTRE NATIONALE DES COMMUNAUTÉS DE BASE

## Pour une autre Eglise

#### De notre envoyé spécial

Chambray. — Trois cent quarante personnes — sans compter les enfants — représentant quatre-vingt communautés de base, venues de trente-six départements, se sont réunies à Chambray, près d'Orléans, les 3 et 4 novembre. Cette « Rencontre nationale des chrétiens en recherche de foi » avait pour objet le partage des diverses expériences menées par des chrétiens qui vivaient en marge de leurs Eglises.

Le « collectif » de huit personnes qui avait longuement et minutieusement préparé la rencontre a été reconstruit et se compose de deux tiers des cent vingt-cinq groupes ou communautés de base sollicités ont envoyé une représentation de sept personnes, dont quatre ont répondu par écrit sur la dizaine qui avaient été informés de la rencontre.

Les participants ont affirmé leur détermination de travailler au renouveau de l'Eglise. Comme le dit le communiqué final : les participants « ont manifesté leur volonté de jeter la parole dans l'Eglise sur les problèmes qui les concernent aujourd'hui. Ils veulent signifier par leur rencontre que l'existence de communautés diverses n'est pas une réalité marginale, mais une nouvelle manière de vivre ensemble de Jésus-Christ ».

Par comparaison avec les réunions de chrétiens critiques, il y a quelques années à Dijon ou à Rennes, celle de Chambray était beaucoup moins préoccupée de problèmes politiques que de questions touchant la recherche de la foi. Et pourtant, bon nombre

de participants avaient assisté aux rencontres antérieures. Et ce à dire que l'intérêt politique cède le pas au religieux. En dehors de la « démobilité » à grande échelle, les chrétiens en recherche de foi se trouvent en France, notamment à gauche, il semble qu'une certaine proportion des catholiques qui avaient quitté la porte de l'Eglise dans les années qui ont suivi 1968 — date non seulement de certains événements français mais aussi de l'encyclique humaine — ont été reconvertis en marge de l'Eglise, persuadés de vivre une expérience chrétienne authentique et convulsions pour citer une autre expression de Chambray. Ce « l'expérience est une chose trop sérieuse pour être confiée au pape et aux évêques ».

Le collectif a été divisé en deux groupes, l'un pour la moitié des participants, l'autre pour la moitié restante. Les participants ont consacré la plus grande partie de leur temps, avant d'être choisis un thème exclusivement religieux : l'Ecriture, la

foi, les célébrations liturgiques, les ministères, l'appartenance à l'Eglise, etc. Le carrefour sur la place de la femme dans l'Eglise a été le thème principal de cette nouvelle attitude, plus audacieuse et plus réfléchie, face au pouvoir clérical.

Les trois femmes qui s'étaient inscrites (aucun homme !) représentaient un large éventail de situations : mariées et célibataires, deux femmes de prêtres, une protestante, une religieuse. La plupart d'entre elles ont fait état d'une rupture radicale avec les autorités paroissiales ou diocésaines, à cause de l'attitude de celles-ci sur le mariage et les femmes, l'enseignement religieux, la liturgie... mais elles se sont toutes reconnues dans la recherche de Marie-Françoise, psychologue, mère de quatre enfants : « Devant l'attitude de l'Eglise face à la sexualité, pour moi, la femme est synonyme de péché, ma première réaction a été une révolte. J'ai quitté l'Eglise en me disant que cela ne me concernait plus, et puis j'ai réagi car je pense qu'il faut se faire entendre ».

#### Une lettre sur l'avortement

Par ces manières de se faire entendre, il y a les lettres ouvertes, signées collectivement. Il y eut des appels en faveur des travailleurs humanitaires, d'un objet de conscience. M. Bernard Merand, qui sera jugé à Rennes le 14 novembre, et du théologien Jacques Pohier, récemment sanctionné pour son livre *Quand le dieu Dieu* (Le Monde daté 23-24 septembre).

Dans une lettre sur ce dernier adressée au cardinal Roger Etchegaray, les signataires demandent « quelle position compte adopter l'épiscopat français face à ces mesures qui indignent profondément les chrétiens et les catholiques ? Nous vous demandons, en tant que président de la conférence épiscopale française, d'affirmer publiquement l'importance de la liberté de recherche et d'expression dans l'Eglise et d'agir pour lever les sanctions qui pèsent sur Jacques Pohier ». Une autre lettre adressée au cardinal François Sauter, préfet de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, demande « comment il est concevable d'empêcher quelqu'un d'exprimer sa pensée » alors que

tions étroites avec les dirigeants des pays riches, au lieu de les dénoncer comme responsables de la vente des armes, de la faim dans le monde, du pillage des pays dominés. Nous regrettons que votre condamnation de l'exploitation de l'homme par l'homme soit si peu précise. Si vos interdictions en matière de sexualité sont fortes, en revanche votre défense des droits de l'homme est faible ».

De telles prises de position, cependant, tout en remportant l'assentiment d'un grand nombre des chrétiens réunis à Chambray, se sont exprimées en marge de l'assemblée elle-même, qui a refusé de devenir la porte-parole de quelque groupe que ce soit. Les conclusions de la rencontre ont d'ailleurs abouti au refus de la création de toutes nouvelles structures. La seule décision concrète a été l'élection par acclamation d'un nouveau « collectif » de cinq ou six personnes pour préparer une future rencontre dans deux ou trois ans.

Et, de fait, le point culminant du week-end était la grande célébration du samedi soir. Préparée avec soin, elle se voulait la libre expression de la diversité des participants. Par respect pour cette diversité, elle a débuté par une « litanie des différences », où chacun pouvait exprimer son désaccord sur tel ou tel point. Le respect de la liberté de chacun a été un des points marquants de la rencontre, et le scrupule a peut-être été poussé un peu loin.

« Nous sommes des évangélisés de l'intérieur », a-t-on pu entendre, — mais les organisateurs voulaient que de personnes ne se sentent « manipulées ». La célébration eucharistique fut présidée collectivement par une douzaine de personnes, dont deux prêtres catholiques, un pasteur protestant, un prêtre exilé de son ministère et sa femme. Ceux qui désiraient, à la présidence comme dans l'eucharistie, pouvaient prononcer les paroles de consécration.

Expérience osée ? Un des organisateurs nous a expliqué : « Nous sommes arrivés à un compromis. Il y avait à la fois un désir de continuité par la forme plutôt classique de la célébration, et un désir de rupture, puisque nous appelions de nos vœux une autre Eglise où le ministère sera ouvert aux hommes et aux femmes, célibataires ou mariés ». L'appel sera-t-il entendu ? ALAIN WOODROW.

LIVRES  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
**LIBELLA**  
12, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (4e)  
Tél. : 336-81-00

**Le Pompadour**  
**QUINZAINE**  
des  
**MANTEAUX**  
tweed, camel, cashmere  
**FOURRURES**  
FELISES, PEAUX LAINES  
**TOUTES TAILLES**  
du 40 au 62  
**Prix exceptionnels**  
32 bis, Bd HAUSMANN  
M<sup>e</sup> Chaussée d'Antin



# Le Monde

DE LA MÉDECINE

Aux quatrième Journées de chirurgie vasculaire

## Techniques douces de diagnostic et prévention chirurgicale des artériopathies cérébrales

Les artériopathies cérébrales, qui constituent l'ensemble des lésions se développant sur les artères irriguant le cerveau et qui, par leur évolution, peuvent conduire à une « attaque » cérébrale (hémorragie), touchent cent trente mille Français chaque année et provoquent cinquante-six mille décès. Parmi les survivants, 10 % seulement pourront reprendre une activité normale, les cinquante-cinq mille restant victimes d'un déficit (hémiparésie) prenant souvent la forme d'une véritable infirmité. Ces chiffres ont été rapportés par le professeur J.-C. Gaudier (Paris) devant les spécialistes venus de seize pays sous l'égide de la Société européenne de chirurgie et qui se sont réunis durant deux jours à Marseille les 29 et 30 octobre pour la quatrième réunion de chirurgie vasculaire de l'hôpital Saint-Joseph.

L'ARTÉRIOPATHIE cérébrale pose un réel problème social et économique, et les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) montrent le lourd tribut payé par les pays développés à cette maladie de civilisation provoquée notamment par les abus alimentaires et tabagiques. Mais une fois sur trois le malade présente une atteinte des vaisseaux irriguant le cerveau au niveau du cou et il devient possible d'envisager un traitement chirurgical. Cela est devenu courant depuis qu'en 1964 le professeur H.H.G. Eastcott, de Londres (présent au congrès de Marseille), a démontré que la présence d'une éventuelle lésion des carotides extracraniales par un « souffle » caractéristique qui peut être perçu avec un simple stéthoscope. Il serait donc souhaitable que cet examen facile devienne un réflexe pour les médecins non spécialistes.

Il importe, comme l'ont démontré de nombreux intervenants, d'insister sur les méthodes de dépistage — puisque l'attaque ne prévient pas — de manière à détecter et à combattre la maladie avant l'attaque proprement dite, qui est pour la plupart du temps irréversible. On décode la présence d'une éventuelle lésion des carotides extracraniales par un « souffle » caractéristique qui peut être perçu avec un simple stéthoscope. Il serait donc souhaitable que cet examen facile devienne un réflexe pour les médecins non spécialistes.

Mais les artériopathies cérébrales extra-craniales qui étaient au centre des débats sont dites « asymptomatiques », c'est-à-dire qu'elles ne provoquent pratiquement pas de signes cliniques ou de « sonnettes d'alarme » révélant leur présence avant l'attaque proprement dite. En effet, un certain nombre de malades présentent un rétrécissement artériel au niveau des carotides sans trouble neurologique associé et donc « asymptomatique ».

Il importe, comme l'ont démontré de nombreux intervenants, d'insister sur les méthodes de dépistage — puisque l'attaque ne prévient pas — de manière à détecter et à combattre la maladie avant l'attaque proprement dite, qui est pour la plupart du temps irréversible. On décode la présence d'une éventuelle lésion des carotides extracraniales par un « souffle » caractéristique qui peut être perçu avec un simple stéthoscope. Il serait donc souhaitable que cet examen facile devienne un réflexe pour les médecins non spécialistes.

### Ecouter les artères

A partir de là un diagnostic précoce peut être établi avec sûreté grâce aux techniques récentes — mais souvent sophistiquées — qui ont été détaillées à Marseille. L'intérêt de ces méthodes est de n'être pas agressives.

Naguère, un diagnostic sûr ne pouvait être établi qu'à l'aide d'une artériographie nécessitant hospitalisation, anesthésie générale — et non exempte de danger. Aujourd'hui, l'emploi des ultrasons, de la phonioangiographie, de la « écoute » des sons produits par la circulation sanguine à l'intérieur de l'artère et l'oculoplethysmographie, qui mesure les variations de la pression au niveau du globe oculaire, permettent de ne recourir à l'artériographie qu'à coup sûr, épargnant ainsi les patients (sur cinquante-cinq mille malades examinés à l'aide des ultrasons à l'hôpital Saint-Joseph, cinq cent vingt seulement ont été soumis à une artériographie).

Déjà les méthodes en vigueur, outre leur parfaite innocuité, permettent de classer les malades et de dessiner le profil de ceux qui sont opérables à temps avant que l'attaque ne se déclenche. Le but de ces examens est de permettre un contrôle quasi systématique dès qu'il y a un risque de voir survenir une telle maladie chez un sujet.

### Une opération préventive

Il est important, en effet, de connaître le diagnostic avant même l'apparition des symptômes, car c'est la seule possibilité d'obtenir des succès thérapeutiques préventifs.

Faut-il opérer ou non les malades atteints d'artériopathie carotidienne qui ne présentent aucun symptôme apparent ? Cette question a dominé la deuxième

journée du congrès. Bien sûr, tout dépend de l'état des patients. La possibilité du traitement de telles lésions est considérable, et si les espoirs placés dans un médicament ne sont pas toujours satisfaisants, la place d'un geste chirurgical de plus en plus simplifié ouvre des perspectives.

Il est devenu classique de « déboucher » une artère rétrécie. L'extension de cette chirurgie à connu un succès considérable aux États-Unis, le docteur E.J. Wyile (San-Francisco) a fait part de son expérience, portant sur plusieurs milliers de cas. Bien que les avis ne soient pas encore unanimes, après une expérience de douze années, il apparaît que l'hémiparésie a quatre fois moins de chances de frapper un malade opéré qu'un malade non opéré.

Mais pour que cette chirurgie d'intervention « avant l'accident » donne les résultats espérés, il faut, ainsi que l'a souligné le professeur Robert Courbier, que soient multipliés les centres bien équipés, au personnel bien entraîné pour faire face aux complications opératoires ou post-opératoires.

JEAN CONTRUCCI.

POINT DE VUE

## LA MÉDICALISATION DE L'AVORTEMENT

### Une loi impossible ?

par le professeur ÉMILE HERVET (\*)

L'ÉLIGER sur l'avortement n'est pas facile. Est-ce réellement souhaitable ?

La loi de 1920, certes, avait son utilité, pour des raisons démographiques, au lendemain de l'écroulement de la première guerre mondiale. Cette loi était appliquée en ce sens que les transgressions étaient réprimées. On arrive difficilement à croire, aujourd'hui que, si y a seulement trente ans, des condamnations à la peine capitale et aux travaux forcés à perpétuité aient pu être prononcées pour le crime que constituait alors l'avortement. Des condamnations moins graves, mais encore sévères, furent plus tard prononcées contre des médecins, qui durent s'expatrier et qui pourraient aujourd'hui être réhabilités.

Puis, entre les années 60-70, les poursuites judiciaires se réduisirent comme peau de chagrin pour disparaître pratiquement après 1970 et jusqu'en 1975. La preuve était faite, alors, de l'insuffisance de la loi. La preuve était aussi faite que les caractères dangereux, car elle précipitait les femmes vers la clandestinité avec

toutes les conséquences dramatiques que l'on sait. Un procès fameux au cours duquel la violation flagrante de la loi ne fut pas sanctionnée par un tribunal précisément chargé de la faire respecter marqua dans les annales de l'avortement à Vichy à Bobigny, trente ans seulement s'étaient écoulés.

Il devenait urgent de suppléer tout ou partie de cette loi, tant pour la santé des femmes que pour la santé de la justice.

C'est ainsi que fut promulguée la loi de 1975, qui, tout en libérant l'avortement, maintenait quelques contraintes, on serait tenté de dire pour la forme.

Après cinq ans d'application, on peut, en effet, se poser des questions sur l'opportunité de la reconduire. N'est-il pas préférable de laisser le médecin libre de ses décisions, libéré de contraintes juridiques, mais qui souvent impunément transgressées ?

### Inapplicable, inappliquée

L'étude critique des principales dispositions de cette loi peut aider à répondre à ces questions. Dès le début et pendant les années probatoires, il apparaît vite que la loi, considérée d'ailleurs par certains comme un faux-semblant, serait inapplicable.

La première disposition, fondamentale, légalise donc l'interruption de grossesse tout en garantissant le respect de l'« être humain » dès le commencement de la vie.

La législation tente de concilier ces deux propositions contradictoires en limitant le droit à l'avortement aux seuls cas de « détresse ».

Cinq années d'application de cette première disposition ont bien montré l'inévitable interprétation abusive de ces « états de détresse ». S'il existe des demandes d'avortement dignes de la plus grande compassion, plus nombreuses sont les demandes dont les motivations sont de pure convenance. Sans la crainte de verser dans l'anecdote, on pourrait en multiplier les exemples.

Y a-t-il vraiment utilité à conserver ce texte à la fois ambigu et transgressé ?

L'I.V.G. (interruption volontaire de grossesse), dit la loi, ne peut être pratiquée que par un médecin. Un acte médical pratiqué par un non-médecin a toujours constitué un exercice illégal de la médecine, sanctionné comme tel depuis toujours par la loi. L'avortement étant un acte médical, il est, de ce fait, soumis aux règles habituelles qui régissent l'exercice de la médecine. Pourquoi, dans ce cas, conditions, détachées de la loi, des autres actes médicaux

et élaborer un texte législatif épique à son propos ?

Si la loi interdit l'avortement après dix semaines de grossesse, c'est sans doute en raison des risques accrus qu'il augmenterait avec l'âge de la grossesse, car la notion de respect de la vie et la notion de détresse ne sauraient changer avant et après ces dix semaines. Or la détresse est parfois plus réelle chez une femme enceinte de quatre mois ou plus que chez une femme dont la grossesse débutante contrarie les projets ou menace le confort.

Comment le médecin qui accepte d'intervenir la grossesse dans ce dernier cas, conformément à la loi, refusait-il, sous le prétexte de l'illégalité, d'avoir une malheureuse victime d'un inconnu ou d'un viol et qui n'a pas conscience de sa grossesse avant quatre ou cinq mois ? Comment, toujours pour se conformer à la loi, pourrait-il dans ce cas demander l'autorisation parentale, quand on connaît les drames qu'une telle révélation peut déclencher au sein de la famille ?

Réellement, n'est-ce pas une impossible loi que celle qui voudrait se substituer à la conscience du médecin pour lui dicter sa conduite ?

Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que les poursuites judiciaires concernant presque toujours des avortements réalisés en conformité avec la loi de 1975, car les poursuites judiciaires menacent — et dans une proportion de cas qui semble en augmentation — non pas le

médecin qui ne s'est pas conformé à la loi, mais celui qui n'a pas agi en conformité avec les données actuelles de la science, ou qui, par sa négligence, son imprudence, a provoqué la mort de la patiente ou lui a causé des dommages de gravité variable.

Quand il s'agit d'intervenir la grossesse d'une étrangère ou d'une mineure, la loi, toute de contradiction, difficilement applicable, n'est habituellement pas appliquée. Comment exiger, en effet, d'une étrangère la preuve qu'elle réside dans notre pays depuis au moins trois mois, comme la loi le demande, quand cette étrangère désire, selon son droit, conserver l'anonymat ? Comment peut-on savoir l'âge réel d'une jeune fille, si elle est mineure ou non, sans consulter un document qui va révéler, contre son gré, son identité ?

L'expérience montre, là encore, que l'immense majorité des dossiers ne comportent jamais ces preuves pourtant exigées par la loi.

Un autre article important de la loi exige de la femme un délai de réflexion de huit jours à partir de la demande d'avortement. Au cours de ce délai, elle doit prendre une consultation auprès d'un organisme social chargé de l'informer sur les avantages de mener la grossesse à son terme et sur les inconvénients de l'interruption. Sage disposition, certes, mais qui n'apparaît souvent à l'usage que comme une contrainte inutile. Elle repousse parfois les femmes des établissements publics vers certains établissements plus expéditifs dans leur décision.

### Une contrainte inutile

La consultation psychosociale, quand elle a lieu, reste difficilement objective, qu'elle soit initiative à l'avortement ou au contraire moralisatrice. Mais surtout l'expérience a largement montré qu'elle ne dissuade pratiquement jamais et qu'elle ne fait que reculer inutilement, et pas toujours sans dommage, l'interruption de grossesse.

Le médecin, psychologue par nature et par expérience, peut parfaitement, dans le colloque singulier de la première consultation, satisfaire à cette nécessaire information de la patiente.

Maintenir cette clause de consultation sociale qui alourdit singulièrement l'application de la loi aboutit à favoriser la clandestinité et le mercantilisme. Mercantilisme et clandestinité fleurissent en particulier dans les cliniques qui, en transgression d'un autre article de la loi, limitent le nombre des I.V.G. au quart du nombre total d'actes chirurgicaux, camouflant les avortements excédentaires d'une manière ou d'une autre.

Il nous apparaît donc que faire une troisième loi sur l'avortement est une entreprise qui risque fort d'échouer. Il en est un peu de l'avortement comme de l'euthanasie et, oserait-on ajouter, comme de l'amour qui n'a jamais connu de loi.

Pourquoi légiférer quand on connaît le risque que fait courir aux institutions l'application de la loi ? Que le médecin, dans ce domaine comme dans bien d'autres, agisse seul sans autre clause que la clause de sa propre conscience.

(\*) Chef du service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital de la Pitié (Paris).

## DES CARDINAUX

« L'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II »

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Le cardinal de Paris, Mgr. Louis Suin, a déclaré à l'occasion de la messe de la Toussaint, célébrée à la cathédrale de Paris, que l'Église doit faire un grand effort pour entrer dans la voie de la réalisation de Vatican II.

Week-End à  
**NEW YORK**  
Départs hebdomadaires  
**2190 F**  
(vol 747 + hôtel)  
Organisation CAMINO  
Inscriptions :  
GMT 23 bd de l'Yser  
75017 Paris - tél. 380.55.53

## Deux ouvrages sur l'alimentation

\* LA MALBOUFFE, de Stella et Joël de Rosnay, Olivier Orban éd., 158 pages.

La grande bouffe et sa sœur la malbouffe nous tiennent à cœur, estiment Stella et Joël de Rosnay, et ce siècle dit de progrès devrait être aussi celui où nous réapprenons à manger.

Sous une forme simple, schématique, didactique, recettes et menus à l'appui, le biologiste et son épouse ont donc entrepris de faire part de leur expérience personnelle, de l'hygiène de vie et d'alimentation qu'ils ont adoptée et des bienfaits qu'ils en ont retirés.

Les Occidentaux en général et les Français en particulier mangent trop et mangent mal. Pléthore de personnel bien entraîné pour faire face aux complications opératoires ou post-opératoires.

Le petit livre galement et clairement illustré, richement documenté, intelligemment conçu, des époux de Rosnay leur livra la clé des clés d'une vie plus équilibrée et plus durable. Le tableau sur l'accroissement de la mortalité en fonction du poids est illustré par des cercueils

jumelés aux pése-personnes.

La vivacité du style et la clarté de la présentation ne sauraient cacher la richesse d'une information puisée aux sources les plus documentées. Pratiques, concrets, les auteurs entendent servir avant tout la cause d'une qualité de la vie à la portée de chacun. Leur ouvrage se termine par un guide comportant les tableaux des valeurs caloriques des aliments usuels, la liste des associations diététiques, des adresses de restaurants, une bibliographie pour ceux qui voudraient en savoir plus.

De l'excellente vulgarisation, au sens le plus élevé du terme, et cela dans un domaine où se jouera de la manière la plus délicate, pour les vingt ans à venir, la lutte engagée pour la préservation du patrimoine santé et pour l'amélioration de la qualité de la vie.

Dr E. L.

\* L'ÉQUILIBRE ALIMENTAIRE, de R. Gentils et F. Jolivet, Flammarion éd., 245 p.

Recommandé et préparé par le Comité français d'éducation pour la santé, le manuel, rédigé par les docteurs Gen-

tils et Jolivet, tous deux spécialistes dans les problèmes de nutrition, apporte à « La Malbouffe » de Stella et Joël de Rosnay, un utile complément.

Bien que plus conformiste, plus académique, il donne sur les besoins alimentaires, les nutriments, la digestion, l'analyse des comportements alimentaires et des principales erreurs rencontrées dans les foyers français, sur l'alcoolisme et les raisons à tous les âges, des informations concises mais complètes. De nombreux tableaux, menus, exemples de régimes et même conseils culinaires ou conseils d'achats pour les ménagères jalonnent cet ouvrage où l'on trouve même la description des « pervers de l'alimentation », du boulimique à l'adepte d'une secte, de l'anorexique mental à celui qui grignote à longueur de journée.

Les annexes comportent les tables des aliments, de leur composition en divers éléments et la liste fort utile des codes portés par les aliments industriels dont la valeur est largement analysée.

Une véritable petite bible familiale qui devrait avoir sa place dans tous les foyers.

**TONUS** 247-13-17  
Les publications TONUS  
4 titres pour toucher l'ensemble du corps médical  
Tonus Médical Tonus Pharmacie Pratique  
Tonus Dentaire Nouveaux médecins

**Collection THERAPIES**  
Helm STIERLIN  
LE PREMIER ENTRETIEN FAMILIAL  
Jay HALEY  
NOUVELLES STRATÉGIES EN THÉRAPIE FAMILIALE  
Salvador MINUCHIN  
FAMILLES EN THÉRAPIE  
Hélène FREDERIC  
Docteur Martine MALINSKY  
MARTIN, un enfant battait sa mère  
François GAY  
SOPHROLOGIE, expériences vécues  
Donald BLOCH  
Techniques de base en THÉRAPIE FAMILIALE  
Françoise du MESNIL du BUISSON  
JEAN PIERRE  
psychothérapie analytique en images  
Jean-pierre delarge

مكتبة الأصيل



## TÉMOIGNAGE

## « Comment déshumaniser le malade »

« Le témoignage du docteur G.A. (le Monde du 19 septembre) m'amène à vous confier mon propre témoignage — relatif à des événements vécus de février à juin de cette année. » Vous reprenez chez vous, un soir, et vous trouvez votre fille, jeune femme, jusque-là « optimiste et équilibrée », se penchant pour le futur, pour la République et vous promettant un portefeuille ministériel. Vous apprenez que la police a alerté votre fils et votre mari parce que son comportement sur la voie publique a suscité des réactions. D'abord vous n'y croyez pas... et puis, il faut vous rendre à l'évidence : c'est le délire incontrôlable, le délire que rien ne laissait prévoir, le délire qui vous désarçonne. Vous téléphonez en catastrophe à un ami médecin qui vous dit que rien ne peut être fait dans un cadre familial, qu'il faut consulter un « service spécialisé ». Et c'est ainsi de votre liberté et de celle de votre fille : vous êtes pris dans l'engrenage d'une énorme machine, vous allez assister à la dégradation de quelqu'un que vous aimez, vous allez vous heurter à « ceux qui savent », à « ceux qui décident ». Il va falloir vous battre, sans y être préparé et à un moment où vous êtes particulièrement vulnérable.

« Vous voilà, après une nuit mouvementée, en service d'ac-

cueil de Sainte-Anne (cinq minutes de chez vous), pas de place au service que l'on vous a indiqué ; « Vous n'êtes pas du secteur ». Pas de place non plus dans la clinique recommandée par le psychiatre de Sainte-Anne. Il faut croire que les « clients » sont nombreux. Il faut donc vous résigner à l'hôpital « de secteur » : l'Hôtel vive à Soisy-sur-Seine (Seine-et-Marne) à une vingtaine de kilomètres de l'endroit où vous habitez (...).

« La vous êtes en face des per-

sonnages du Vol au-dessus d'un nid de coucou : gestes désarticulés, mimiques déshumanisées, propos incohérents... et vous êtes avec quelqu'un qui a encore toute sa force physique et alternent moments de délire et de lucidité — vous n'avez pas de solution de rechange et l'on vous a dit qu'à Soisy c'était « une psychiatrie de pointe » : on vous parait la confiance ou vous vous dites, comme votre mari : Dans trois semaines, elle sera comme eux... Mais vous ne voulez pas y croire.

## La prise en main

« Dès lors, vous allez être pris en main, comme celui que vous amenez : il s'agit d'une « médecine d'équipe », ce qui signifie que vous « comparez » toujours devant trois ou quatre personnes : le psychiatre responsa-

ble (le seul qui, apparemment, prône spontanément la parole), l'interne et deux infirmiers, par-dessus tout : ici on est en face, en chandail, pas de blouse blanche, mais au lieu de vous mettre en confiance, de vous éclairer sur ce qui peut se passer, on vous dit : « Je vous épouille », comme si l'on n'était pas sans vous face à ce qui nous arrive. Et on vous donne l'autorisation de voir « votre malade » dans sa chambre, d'habitude fermée de l'extérieur... »

« Ce sont au moment de votre

départ, les appels : « Au secours, maman, ne me laissez pas là »

que vous entendez deux étages

plus bas, croisant les infirmiers

qui vont « calmer » celle qui n'ac-

cepte pas sa claustration et que

vous laissez derrière vous : vous

continuez à vouloir penser que

ceux en qui vous avez mis votre

confiance savent ce qu'ils font.

« Moins d'une semaine après il

ne s'agit plus d'une chambre :

table, sièges, fleurs, tout à dis-

paraître il n'y a plus qu'un lit et un

seul ressourçeur pour s'exprimer :

écrite sur ses draps et votre fille

vous dit avoir « l'impression

d'être dans une cellule de haute

sécurité en Allemagne », les « res-

ponsables » — ou les irrespon-

sables ? — vous disent qu'il y a

« de la violence », qu'il faut

peut-être laisser sous sa main,

même les pantoufles ont été retirées !

« Mais vous n'en êtes qu'un

début de votre culture : par la

suite, on vous interdit les visites

— jugées jusque-là importantes

sur le plan affectif — sans vous

donner d'aucune raison que l'ex-

pression clinique » et vous êtes

totale coupé de celle que vous

sachez volontairement amenée

là, sachant qu'elle vit une expé-

rience carcérale sans aucune

compensation. Vous apprenez

qu'elle est « réfractaire aux mé-

dicaments » et que « compte tenu

de son état », il n'y a guère d'es-

poir d'amélioration avant au

moins six mois ; et un beau jour

on vous la « présente » : mécon-

naissable. Vous découvrez « la

folle » que l'on a fabriqué depuis

son arrivée : gestes mécaniques,

regard vide, absence totale de

communication verbale. Vous

comprenez alors ce que veut dire

« l'ombre d'elle-même » et vous

vous souvenez, lorsque vous aviez

vingt ans, d'avoir rencontré ce

regard déshumanisé lorsque l'hô-

tel Lucette vous étiez allée

recueillir ses départs, retour

d'Allemagne.

## L'enfermement

« C'est alors que le psychiatre

vous demande : « Qu'est-ce que

vous en pensez ? »... et vous vous

dit : « Voilà ce qu'on en a fait

en moins de six semaines, ce

n'est pas possible, il faut faire

quelque chose, mais que nous

puissions la sortir de là »,

mais vous apprenez, alors, que le

seul droit qui vous reste est ce

l'on tracte dans un autre

établissement psychiatrique. Et

consciemment, c'est chose faite

en quelques jours dans une clinique

privée : vous découvrez alors

que, depuis un certain temps, il

n'y avait plus de prise d'admission

perdue de poids supérieure à

dix kilos — qu'il faut être deux

pour aller à la moindre prome-

nade et que la voix est devenue

quasiment inaudible.

« Il faudra trois mois, plus

sieurs séances d'électrochoc, pour

retrouver une communication

complète, un « recul » face

au réel, un retour à la vie « nor-

male » sans médicament. Mais

que serait-il advenu sans ce

transfert ?

« L'histoire de Lucette, c'est ce

que nous avons vécu, tous, pen-

dant plus de trois mois : pour-

quoi la majorité des psychiatres

est un grand merci au docteur

G. A. — se font-ils — sans pro-

tester — les complices d'une telle

déshumanisation : déshumanisa-

tion du monde à que l'on met

hors d'état de nuire », en l'en-

fermant dans une cellule, sans

autre activité possible que celle

de détruire le peu qu'on lui laisse

sur lui-même, le second affec-

tiif dont il a pu bénéficier, le

besoin dans ce moment de désarroi

total : déshumanisation des rap-

ports avec la famille que l'on en-

ferme des des conversations à

sens unique de caractère inqui-

etoral ou que l'on asphyxie dans

un rapport clinique qui cache

l'ignorance sous une froideur

technique.

« Peut-on honnêtement croire

qu'il faut à un patient retrouver

équilibre en l'enfermant jour et

nuit dans une cellule aux murs

sur lesquels on ne peut même

pas s'asseoir, sans aucune

possibilité d'activité, sans aucun

dialogue ou écoute prolongée

?... Quelle personne « nor-

male » résisterait à ce traite-

ment ? Les « séjours » de Lucette

viendrait pas à se signer ? (...)

Mme M.

## CORRESPONDANCE

Les économies de la santé  
Les caisses acculent-elles  
les vieillards à l'hospitalisation ?

Une lectrice qui souhaite gar-

der l'anonymat nous écrit :

« Une de mes vieilles amies qui

va voir quatre-vingts ans habite

un système sans assurance dans

le premier arrondissement. Elle

est à moitié aveugle et se déplace

difficilement ; ressources : autour

de 3 000 F par mois. Elle bénéfi-

ciait jusqu'à maintenant, de

quelques heures d'aide ménagère

par semaine (elle ne payait que

quelques francs par heure, le

reste étant pris en charge). Or

elle vient d'apprendre que cette

aide lui sera retirée, car le ser-

vice dont cette assistance dépend

va être disons faute d'argent.

Elle est naturellement catastro-

phée d'autant que son médecin

venait précisément de lui faire

un certificat demandant davan-

tage d'horaires d'aide ménagère

étant donné son état de santé.

Je me suis renseignée et voici

ce que j'ai appris (il y a peut-être

des erreurs de détail mais en

un gros l'historique) :

« J'ai téléphoné à la Caisse d'as-

surance-maladie pour la région

parisienne (régimes spéciaux,

fonctionnaires, etc.), rue du

Sentier, Paris 2. Téléphone :

233-71-52. Là on m'a dit qu'effec-

tivement c'était cette caisse qui

gère les dossiers d'aides ména-

gères (lesquelles dépendent d'as-

sociations à but non lucratif) et

versait les fonds complémentaires

les bénéficiaires ne cotisant

rien, que pour quelques francs.

Or ce service des aides ména-

gères va être dissous, car le fonds

de secours qui finançait ces com-

pléments de versement n'a pas

été reconstruit par le ministère

de la santé. C'est une affaire

gouvernementale. A une question

de ma part demandant si mon

ami pouvait faire transférer son

dossier aux autorités municipales

du premier arrondissement, il

m'a été répondu que c'était im-

possible, car les maires doivent, elles

aussi, passer par cette caisse.

J'ai alors demandé ce que mon

ami pouvait faire. Réponse : rien,

sauf si la personne est mutua-

liste, certaines mutuelles ac-

ceptant parfois de financer ces

aides. Il m'a été précisé, par

ailleurs, que si les personnes

âgées veulent (et peuvent) régler

la totalité des 30 F de l'heure

d'une aide ménagère, elles peu-

vent continuer à en obtenir une,

via la caisse.

Cette affaire dont les détails

demanderaient à être précisés

pose le problème de l'aide aux

personnes âgées. On fait depuis

quelque temps tout un battage

sur l'assistance aux troisième âge

et sur ces aides ménagères qui

restent chez eux, en évitant ainsi

une hospitalisation fort coûteuse

pour la collectivité. Et voici

qu'on supprime ces aides.

D'autre part, ces personnes sont

en général seules, sans famille,

sans défense, et ne savent com-

ment faire entendre leurs pro-

testations. Car le supposé « bon

ami » n'est pas seule dans son

cas. C'est pour cela que je me

permets de vous écrire en espé-

rant que quelque chose pourra

être fait.

Mme N. J. M. (Paris).

Il est, en effet, exact que le

conseil d'administration de la Caisse

d'assurance-maladie de la région

parisienne a décidé, le 21 mai 1979,

de supprimer les aides ména-

gères. Mais les personnes âgées

de l'aide ménagère aux personnes

âgées des régions spécialisées pour

des raisons économiques.

Cette caisse était pratiquement la

seule en France à pratiquer cette

forme d'aide : 1 500 demandes (pour

une période de six mois remou-

vable) ont été satisfaites, en 1977,

pour un montant de 4 303 millions

de francs et 2 111 demandes en 1978,

pour un montant de 5 318 millions

de francs.

Au plan national, la prestation

d'aide ménagère est prise en charge

par l'aide sociale mais seulement

pour les personnes dont les res-

sources n'excèdent pas actuellement

14 700 francs par an. Au-dessus de

ce plafond, les caisses de retraite

des régimes de base ou compé-

titives interviennent également

sur leur fonds d'action sanitaire et

sociale. Tous financements confon-

dus, le budget total de cette pre-

station à l'échelle nationale est passé

de 400 millions environ en 1974 à

plus de 1 milliard en 1978, ce qui

à permis d'élargir trois cent mille

personnes.



## « La Psychiatrie à visage ouvert »

Qu'est-ce que la psychiatrie ? C'est une science qui s'occupe de l'esprit, de la pensée, de la vie intérieure. Elle étudie les maladies mentales, les troubles du comportement, les anomalies de la personnalité. Elle cherche à comprendre les causes de ces troubles, à les diagnostiquer et à les soigner. Elle est une science complexe, qui nécessite une collaboration étroite entre la médecine, la psychologie, la sociologie et la philosophie. Elle est une science humaine, qui s'intéresse à la souffrance et à la dignité de l'homme.

### La souffrance

La souffrance est une expérience humaine universelle. Elle peut être physique, psychologique ou sociale. Elle est souvent le résultat d'une maladie, d'un traumatisme ou d'une situation de vie difficile. La souffrance peut avoir des conséquences graves sur la santé et le bien-être de l'individu. Elle peut le rendre incapable de fonctionner normalement, de travailler, de vivre. Elle peut le conduire à la dépression, à l'anxiété, à l'isolement. Elle peut le rendre vulnérable aux abus et à l'exploitation. La souffrance est une expérience qui nécessite une attention et un soutien.

## UNE RÉUNION DE L'ASSOCIATION DES PALYNOLOGUES

### Etudes des pollens et climats du passé

Sur le thème « Palynologie et climats », l'Association des palynologues de langue française a récemment réuni, dans le cadre des entretiens du Muséum national d'histoire naturelle de Paris, un symposium qui a rassemblé cent quarante spécialistes d'une douzaine de nationalités différentes. La palynologie, c'est-à-dire l'étude des spores et pollens fossiles ou actuels, ne prétend pas, certes, être en mesure à elle seule de décrire les variations climati-

ques subies par notre planète au cours des âges géologiques. Mais les palynologues pensent que leur spécialité peut apporter une aide très utile à la sédimentologie, à la paléontologie, à la géochimie, à la pédologie, à la géomorphologie, aux méthodes de datation et à diverses branches de la géophysique, pour retrouver les climats perdus du passé, région par région, époque par époque.

Les spores (pour les végétaux les plus primitifs) et les pollens (pour les végétaux supérieurs) qui sont apparus il y a environ trois cents millions d'années, sont indispensables à la reproduction des plantes. Leur enveloppe extérieure, ou légume, est pratiquement indestructible tant qu'elle n'est pas soumise à des processus d'oxydation. Leur forme et la structure de leurs parois permettent de les identifier, étant entendu que plus la plante est ancienne, plus son identification botanique est délicate. Pour les spores et les pollens des dix derniers millions d'années, l'identification par référence à la végétation actuelle est relativement aisée : les grandes provinces botaniques que nous connaissons se sont établies au pliocène (la dernière période de l'ère tertiaire de - deux à sept millions d'années). Nombre de genres végétaux de cette époque ont ainsi d'étroites analogies avec leurs descendants actuels et sont donc identifiables. Il arrive aussi que certaines familles de notre flore sont apparues pendant des éras géologiques reculés, ainsi les araucariacées qui existaient depuis le lias, c'est-à-dire depuis deux cent vingt millions d'années.

Quelles que soient les incertitudes de la palynologie, cette branche de la botanique est utilisée depuis longtemps dans la prospection pétrolière : spores et pollens fossiles apportent, en effet, des informations uniques sur la datation des terrains, sur les milieux de dépôt des sédiments, sur l'environnement végétal régional et donc sur le climat d'époques données. Parfois, une seule espèce suffit à caractériser un climat. Ainsi le paléotuvier qui ne se développe que sous un climat tropical et

### La variabilité augmente

Comme cela est le cas pour la quasi-totalité des réunions scientifiques, le récent symposium Palynologie et climats n'a pas été l'occasion d'annoncer des découvertes sensationnelles, mais il a permis de faire le point des connaissances actuelles et de confronter les hypothèses les plus récentes. Comme nous l'a résumé M. Yves Reyre, maître de recherches au C.N.R.S. et organisateur du symposium, il semble que, depuis le dévénement - trois cent quatre-vingt-quinze à - trois cent cinquante millions d'années, la variabilité des climats n'a cessé d'augmenter. Globalement, les climats auraient été relativement constants pendant de très longues périodes et n'auraient pas connu de brusques et importantes variations comparables aux périodes glaciaires de quelques dizaines de milliers d'années comme certaines régions de la planète en ont subi pendant le dernier million d'années. Vers - deux cents millions d'années (fin du trias, début du jurassique), la flore se renouvelle au point que seuls 10 % des familles ou genres existant au trias survivent à l'époque suivante. Un tel renouvellement suppose évidemment un changement climatique notable. En Europe, par exemple, un climat aride et chaud fait place à un climat humide et un peu moins chaud qui se maintient, plus ou moins constant,

pendant tout le jurassique (de - deux cents à - cent quarante millions d'années). Nouvelle fluctuation vers la fin du jurassique : le climat devient alors un peu plus chaud et encore plus humide. Les longues périodes de relative stabilité climatique continuent pourtant : au début de l'ère tertiaire (vers - soixante-cinq millions d'années), les fluctuations climatiques ne se produisent guère en moyenne que tous les cinq millions d'années.

En outre, les zones climatiques différenciées par la seule latitude, comme nous les connaissons actuellement, auraient été peu marquées jusque vers - cent millions d'années, bien qu'il y ait eu, évidemment, des différences régionales entre les climats régnant à une même époque. Il ne faut jamais oublier, enfin, que la dérive des continents ne cesse - à l'échelle des temps géologiques - de modifier la répartition et la latitude des masses continentales. Ainsi vers - trente-huit millions d'années, la séparation de l'Australie et de l'Antarctique, qui a créé autour du continent austral une couronne océanique continue (l'océan Antarctique), semble-t-elle avoir provoqué un sensible refroidissement global de la planète. Grâce à la palynologie, ce refroidissement est particulièrement visible dans le sud-est asiatique.

YVONNE REBEYROL.

Le satellite américain Pégase-2 s'est désintégré, samedi 3 novembre, à 21 h. 30 GMT. (22 h. 20, heure de Paris), au-dessus de l'océan Atlantique, comme l'avait prévu la NASA (le Monde daté 4-5 novembre). Ce retour sur terre d'un satellite de plus de 10 tonnes n'a été à l'origine d'aucun incident. (A.F.P.)

## « L'HOMME ET SON CERVEAU »

Sept cours publics à la Sorbonne

« L'HOMME ET SON CERVEAU » est le thème d'une série de cours publics organisés, à partir du 21 novembre à la Sorbonne, par le Mouvement universel de la responsabilité scientifique (MURS). Le programme de ces cours, ouvert à tous, et qui auront lieu à 18 heures dans l'amphithéâtre Descartes de la Sorbonne (entrée par le 17, rue de la Sorbonne), est le suivant :

- 21 novembre : sommeil, rêve et personnalité, par M. Michel Jouvet, professeur à l'université Claude-Bernard de Lyon.

- 5 décembre : ontogénèse du cerveau, par M. Jean-Pierre Changeux, professeur au Collège de France.

- 9 janvier 1980 : manipulations intellectuelles et éducation à la liberté, par M. Alfred Grosset, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

- 15 janvier : le cerveau humain, aboutissement d'une longue évolution, par M. André Gribenski, professeur à l'université de Rouen.

- 23 janvier : aujourd'hui plus qu'hier, la neurochirurgie peut-elle réaliser une psychiatrie rationnelle ? par M. Jean Talairach, professeur à l'université René-Descartes de Paris.

- 6 février : le cerveau. Activité et fonctionnement. Les médiateurs chimiques, par M. Jacques Glowinski, directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.

- 20 février : le cerveau et la pensée, par M. Georges Cangulhem, professeur honoraire à la Sorbonne.

## UNE EXPÉRIENCE A BORD DE CONCORDE

### Une équipe franco-japonaise a détecté les effets d'un rayon cosmique de très haute énergie

Les effets de la désintégration d'un rayon cosmique de très haute énergie, environ 600 000 GeV (1), ont été découverts sur des détecteurs embarqués, à l'automne dernier, dans la suite d'un Concorde d'Air France, pour un total de trois cents heures d'environ de vol. Cet événement, selon le langage des physiciens, semble être le plus énergétique qu'on ait jamais observé directement.

« gerbes » de rayonnement et de particules issues des désintégrations successives qui suivent la première interaction à très haute altitude.

L'étude des rayons gamma issus de Pégase a révélé en particulier, que le faisceau de ces rayons était nettement plus divergent que ne le laisserait prévoir l'application des formules mathématiques habituellement utilisées à plus basse énergie (quelques centaines de GeV, notamment, pour les expériences réalisées auprès des accélérateurs de particules). De même, la distribution de l'énergie des différents rayons gamma est différente de ce que l'on aurait pu prévoir.

Cette campagne franco-japonaise sur les rayons cosmiques a apporté d'autres observations singulières : en particulier, les chambres à émission polarisée la trace d'un photon de très haute énergie arrivé isolément, ce qui est un phénomène relativement rare.

(Publicité)

## Appel aux CÉLIBATAIRES

Vous avez 18 ans, 30 ans, 50 ans... ou plus ? Savez-vous que vous pouvez facilement rencontrer, peut-être près de chez vous, celui ou celle dont vous rêvez, grâce à une méthode moderne et très simple ?

Si votre souhait de découvrir le bonheur, dans un foyer harmonieux, ne s'est pas encore réalisé, alors vite, écrivez à l'ECHO 41, rue Lafayette, 75009 Paris. Il suffit d'envoyer votre âge et votre adresse pour recevoir gratuitement, la brochure illustrée « L'Avenir à Deux » : c'est gratuit, passionnant et sans aucun engagement pour vous.

L'ECHO vous permet de multiplier vos chances de rencontres, dans la ou les régions de votre choix, et de découvrir la personne qui vous convient le mieux.

LE MONDE

meilleure occasion pour la disposition de vos biens immobiliers. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.



### LE DERNIER NIKON. VOTRE PREMIER NIKON.

En équipant la quasi-totalité des grands reporters, Nikon est devenu le symbole même du professionnalisme. Passer à Nikon, c'est plus que posséder un excellent appareil. C'est entrer dans une confrérie.

Si vous êtes de ces passionnés de photographie qui depuis longtemps rêvent d'un Nikon, voici une bonne nouvelle : le plus maniable des Nikon est né. C'est le nouveau Nikon EM.

Ce Nikon compact et léger tient énormément de ses illustres prédécesseurs : un solide boîtier en alliage d'aluminium, un obturateur métallique, une synchronisation flash au 1/90<sup>e</sup> sec, et surtout, une compatibilité parfaite avec 50 objectifs du système Nikon. Le Nikon EM accepte du fisheye de 6 mm au super téléobjectif de 2.000 mm, ainsi que de nombreux accessoires dont un moteur pour prendre jusqu'à 2 vues/seconde en rafale. C'est la tradition professionnelle de Nikon.

Mais vous pouvez adorer la photo sans être un fou de technique. Manquer parfois de temps pour effectuer des réglages trop minutieux. Préférer porter d'abord attention à l'essentiel : bien cadrer sa photo au bon moment. Vous apprécierez l'automatisme du Nikon EM.

Cadrez dans le large viseur, choisissez le diaphragme, faites la mise au point et « shootez » l'esprit en paix. Le Nikon EM est doté de quelques astucieux garde-fous à l'intention du génie distrait que vous êtes parfois. Si l'ouverture du diaphragme ne correspond pas à la luminosité, un discret signal sonore vous avertit à temps que votre photo risque d'être surexposée ou bougée. En cas de photo au flash, une diode dans le viseur signale si le diaphragme ne convient pas. En cas de contrejour (le classique skieur tout noir sur la neige) une touche spéciale corrige l'exposition sans difficulté. Le Nikon EM possède un déclencheur mécanique : même lorsque les piles sont déchargées, vous pouvez fixer l'image que vous n'auriez peut-être pas l'occasion de retrouver.

Le système électronique modulaire étudié pour construire le Nikon EM a réduit considérablement le nombre de pièces mécaniques. L'appareil et les coûts de fabrication en ont été allégés. Avec son objectif 50mm f/1.8, le Nikon EM ne pèse que 460 g. Et il coûte moins de 1.800 F.

Pour obtenir une documentation complète, écrivez à : Nikon, 16 rue de la Cenisie, 94220 Charenton-le-Pont. Tél. 375.97.55.

NIKON. LE PROFESSIONNALISME.

Sosie de Marilyn photographié par Jean-Louis Allon, reporter à l'agence Sygma, qui a essayé le nouveau Nikon EM muni de l'objectif Nikon 100 mm f/2.8.

صك:امتن الأمل



# CARNET

## Naissances

— Hilde et Franz-Josef SCHRECK-  
LINGER naissent le 2 novembre 1979,  
Frankfurt, le 2 novembre 1979,  
Turin, Suisse, 5 000 Francs 70.

## Mariages

— Mme Jules Bertin,  
M. et Mme Robert HENTSCH,  
sont très heureux de faire part du  
mariage de leurs petits-fils, fils et  
fille.

Antoine DAGUET  
et  
Nathalie HENTSCH,  
qui se sont mariés le 18 octobre 1979, à  
San-José-de-Costa-Rica, où ils habi-  
tent pour un an,  
17, rue Paul-Doumer,  
Sablé-sur-Sarthe,  
45, rue des Poissonniers,  
Neuilly-sur-Seine,  
C/O Becker et Rammer,  
1723 Apartado Postal,  
San-José-de-Costa-Rica,  
América Central.

Anne de LA VARENDE  
et  
Jean-Michel TREILLE  
sont heureux de faire part de leur  
mariage, célébré le 23 octobre 1979,  
à Beltrém (Pyénées-Atlantiques).

## Décès

— M. Alain Blanchard,  
M. et Mme Léon Mandelbrok,  
sont très heureux de faire part du  
décès de  
Mlle Sylvie, Mireille et Béatrice  
Mandelbrok, ses petites-filles.  
Mme Maurice Chevalier, sa belle-  
sœur,  
M. et Mme Pierre Conant, leurs  
enfants et petits-enfants,  
M. et Mme Pierre Hurot, leurs  
enfants et petits-enfants, ses neveux  
et nièces,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Fernand BLANCHARD,  
née Marcelle Chevalier,  
directrice d'école en retraite,  
survécue le 2 novembre 1979, à l'âge  
de quatre-vingt-cinq ans.  
L'inhumation a eu lieu à la  
Ferté-Saint-Aubin (Loiret) dans la  
plus stricte intimité.

— M. Paul DEQUESNE,  
directeur général adjoint  
chargé des affaires juridiques  
de la Compagnie de Saint-Gobain-  
Pont-à-Mousson  
et directeur juridique  
de la Compagnie financière de Suez,  
[Paul Dequesne était directeur général  
adjoint chargé des affaires juridiques  
de la Compagnie Saint-Gobain-Pont-à-  
Mousson et directeur juridique de la  
Compagnie financière de Suez. Né le  
20 octobre 1911, il avait été avocat de  
1944 à 1955, année de son entrée à l'an-  
cienne Compagnie du canal de Suez,  
comme adjoint du chef de contentieux,  
avant d'en devenir le conseiller juridique  
après la nationalisation du canal en 1956  
par le colonel Nassar. Paul Dequesne  
était entré chez Saint-Gobain en 1971.]

— On nous prie d'annoncer le  
rappel à Dieu de  
Mme Pierre FALLOT,  
née Henriette Breard,  
décédée le dimanche 4 novembre  
1979, à l'âge de quatre-vingt ans.  
De la part de ses enfants:  
Daniel et Nancy Atger,  
Daniel Fallois,  
Michel et Stéphanie Biez,  
Etienne et Frédoine Fallois,  
leurs enfants et petits-enfants.

Un service religieux sera célébré  
en l'église réformée du Saint-Esprit,  
68, rue Rodière, Paris (8<sup>e</sup>), le  
mercredi 7 novembre 1979, à 10 h. 30.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Lakanal, 75016 Paris.  
28, rue Las-Casas, 75007 Paris.  
Le Gayet-Chiriac,  
38500 Charvagne.  
6, rue du 8-Mai, 78220 Viroflay.

— On nous prie d'annoncer le  
décès de  
Mme Yvonne FÉRON,  
née Nicolas,  
survécue le 4 novembre 1979,  
à l'âge de 85 ans.  
De la part de:  
M. et Mme Gérard Féron,  
M. et Mme Jacques Bonnavaron  
et leurs fils.  
M. Eric Féron,  
La cérémonie aura lieu le jeudi  
8 novembre, à 15 h. 30 précises, en  
l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de  
Courbevoie (place Hérold).  
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Victor FIZEL, son épouse,  
M. et Mme Jacques Amram,  
M. et Mme Daniel  
Vasman,  
seuls enfants,  
Brigitte, Philippe et Alexis, ses  
petits-enfants,  
Mme Jacques Kokschavil, sa  
sœur,  
Toute la famille,  
Les parents et alliés,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Victor FIZEL,  
survécue le 4 novembre 1979, à l'âge  
de soixante-dix-sept ans.  
Les obsèques auront lieu le mer-  
credi 7 novembre, à 15 h. 30, au  
cimetière parisien de Bagneux.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
Ni fleurs ni couronnes.  
23, rue de Trévise, 75009 Paris.  
19, avenue A-Renoir,  
78100 Marly-le-Roi.

— On nous prie d'annoncer le  
décès de  
Mme Henriette FRAGI,  
survécue le 25 octobre, après  
longues souffrances.  
L'inhumation a eu lieu dans l'in-  
stinct familiale, selon la volonté de  
la défunte.  
De la part de:  
Jean et Colette Carasso,  
Alfred et Françoise Szalay,  
seuls enfants,  
Florence sa petite-fille,  
Les Gallicourti, 95000 Rueil.

— Mme André JOYEUSE, ses filles,  
La famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. André JOYEUSE,  
L'inhumation a eu lieu le 23 octo-  
bre au cimetière du Montparnasse  
dans l'intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mlle Colette Kaufmann,  
M. Gilbert Lévy,  
M. et Mme Bertrand Pitier et leurs  
enfants,  
Mlle Agnès Lévy,  
Mme Pierre Leblanc,  
Mme Robert des Armes-Villier,  
Mme Marcel Kaufmann,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Robert KAUFMANN,  
née Lucy Meis-Lévy,  
survécue le 23 octobre 1979.  
Les obsèques ont eu lieu dans la  
plus stricte intimité.  
23, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

— Mme Ghislaine Orpist, sa fille,  
M. André Boutte, son frère,  
M. et Mme Patrick Ebli,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme veuve Fernande ORIGET,  
née Boutte,  
survécue le 27 octobre dans sa qua-  
rante-neufième année.  
Les obsèques ont eu lieu dans la  
plus stricte intimité.  
21, rue du Regard, 75006 Paris.

— L'Amicale libre du 22<sup>e</sup> B.M.N.A.  
fait part du décès de  
Mme Jeanne SENAROCHE,  
portée-drapeau,  
médaille militaire,  
survécue le 5 novembre 1979.  
Les obsèques auront lieu à Can-  
nes, le 6 novembre 1979.

— M. et Mme Henri Vieillard, leurs  
enfants et petits-enfants,  
M. Simone Faïe, ses enfants et  
petits-enfants,  
Mme André Vieillard,  
ont la douleur de faire part de la  
mort de  
Mlle Jeanne VIELLIARD,  
archiviste paléographe,  
directrice honoraire  
de l'Institut de recherche  
et d'histoire des textes,  
ancien membre  
de l'École française de Rome  
et de l'École  
des hautes études hispaniques,  
officier de la Légion d'honneur,  
de l'Ordre de l'Éducation nationale,  
pleinement décorée le 3 novembre  
1979, dans sa quatre-vingt-deuxième  
année.

La cérémonie religieuse aura lieu  
le vendredi 9 novembre, à 8 h. 30,  
en l'église Saint-Jacques du Haut-  
Pas, 32, rue Saint-Jacques, à Paris.  
Ni fleurs ni couronnes.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
284, boulevard Raspail, 75014 Paris.

— Une messe sera célébrée le ven-  
dredi 9 novembre, à 10 h. 45, à la  
chapelle de Sainte-Péline, 11, rue  
Chardon-Lagache, Paris (18<sup>e</sup>), à l'in-  
itiative de  
Mme Georges DURAND,  
décédée le 23 novembre 1979, à Paris.

— Le Consistoire israélite de Paris  
communique qu'une cérémonie sera  
célébrée le samedi 10 novembre, à  
18 h. 30, à la synagogue, 44, rue de  
la Victoire, Paris (9<sup>e</sup>), par le  
Consistoire et au service des manifes-  
tations nationales.  
Nane Stern, 25, avenue de Tour-  
ville, Paris (14<sup>e</sup>), 75014-05, sera  
heureuse de montrer les récentes  
peintures de Jean-Paul Jappé du  
30 octobre au 31 novembre, tous les  
jours, sauf dimanche et lundi, de  
15 heures à 20 h. 30.

— S. E. M. l'ambassadeur d'Israël  
en France, le Dr Meir Rosenne, sera  
l'hôte d'honneur du dixième annuel de  
l'Association coopérative économique  
France-Israël, le jeudi 15 novembre  
1979, à 14 heures, au siège de l'asso-  
ciation, 10, rue de Valenciennes, 75010  
Paris. L'entrée est libre, mais suivi  
d'un dialogue entre l'assistance et  
S. E. M. Rosenne.

— Pour toute réservation, prière de  
s'adresser au secrétariat de  
l'ACEPF, 141, 235-85-50.

— Le baptême de la promotion  
1979-1982 de l'École nationale supé-  
rieure des arts et industries de  
Strasbourg aura lieu le samedi  
11 novembre, à 17 heures, au Palais  
de la musique et des congrès.

— Dans le cadre des Rendez-vous  
de la rue d'Ulm, Aurélie Brice don-  
nera une conférence sur le thème:  
« La lutte des classes commença-  
t-elle à l'intérieur de la famille ? »  
Le mardi 6 novembre, à 20 h. 30  
(45, rue d'Ulm, Paris-5<sup>e</sup>).

— Université de Paris-IV, samedi  
10 novembre, à 14 heures, salle Loui-  
s-Lévy, 10, rue de Valenciennes, 75010  
Paris. Le thème sera: « Le programme ar-  
chitectural et décoratif d'une ville  
royale: sécularité et la fin du dis-  
septième siècle et au début du dix-  
septième siècle: l'exemple de  
Machault ».

— Université de Paris-III, samedi  
10 novembre, à 14 heures, salle 8102  
Lettres modernes, M. A. O. Blakolo:  
« Recherche de la culture et de réa-  
lité traditionnelle en Afrique noire ».

Une maille à l'endroit,  
une maille à l'envers,  
une bouteille à l'endroit,  
une bouteille à l'envers  
SCHWEPPE'S « Indian Tonic »  
et SCHWEPPE'S Lemon.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN,  
survécue accidentellement le 25 octo-  
bre 1979, à l'âge de trente et un ans.  
Les obsèques religieuses et l'inhumation  
dans le caveau de famille ont eu lieu  
le vendredi 3 novembre 1979 à Sainte-Colombe (Yonne), dans  
la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

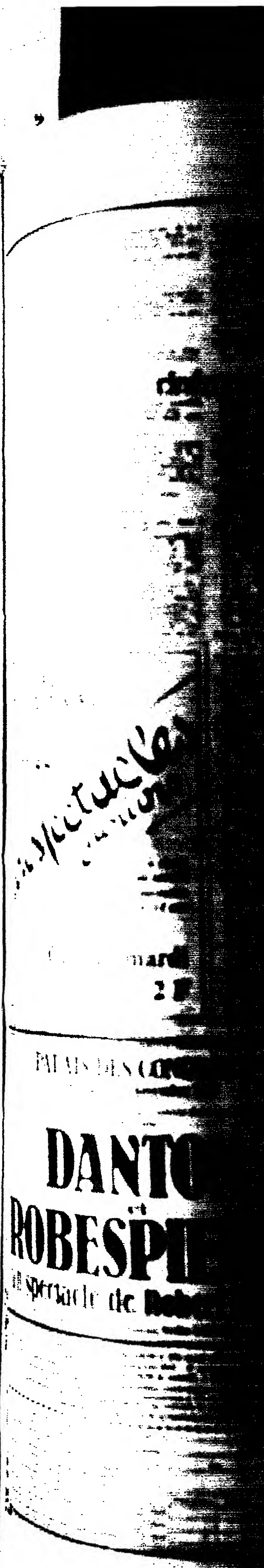
4, rue Philippe-Darls,  
92100 Saint-Gratien.

— M. et Mme Raymond Cossevin,  
M. Dominique Egrou,  
Mme Angèle Martin,  
ses parents, frère, sœur, beau-frère  
et grand-père,  
25 toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Michel COSSEVIN



















OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	55,96
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAUSSEES	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

## emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

## emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE - 5000 personnes - développant la part de ses activités hors France, pour mener à bien en LIBYE**  
**deux ingénieurs diplômés génie civil bâtiment et un technicien**  
 ayant respectivement les responsabilités suivantes :

**direction du projet production et chantiers méthodes et pert**

- gestion du projet en centre de profit
- animation des équipes
- relations techniques et commerciales
- déplacements fréquents
- emploi de 80 à 100 personnes des différents corps de métiers sur plusieurs sites
- organisation de la préfabrication et du montage
- gestion des approvisionnements et des chantiers
- expatriation
- détermination des temps
- planning des opérations
- études détaillées du second œuvre
- participation étude gros œuvre
- déplacements occasionnels

Il est indispensable de parler anglais ou (et) arabe et d'avoir une solide expérience des chantiers de gros œuvre

Les possibilités d'affectation ultérieure sont : **équipe centrale d'ingénierie ou autres chantiers à l'étranger**

Envoyez en mettant l'accent autant sur vos aptitudes caractérielles et vos conceptions et attitudes professionnelles que sur votre acquis actuel et adressez votre lettre sous no 32603 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
 recherche  
**INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU**  
 minimum 35 ans  
 pour un chantier de montage de tuyauterie et d'équipement industriel en  
**ARABIE SAOUDITE**

La mission consiste, en liaison avec les services techniques du siège, en la direction d'un chantier.

Le poste requiert :

- le sens du commandement ;
- une connaissance approfondie des techniques de pose de tuyauterie suivant les normes américaines ainsi qu'une expérience de chantier similaire réalisée avec des consultants américains ;
- anglais lu et parlé indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions, n° 016.565 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumartin, 75002 Paris.

**Abidjan**  
**Directeur financier et administratif**  
 7 millions F CFA nets +

Nous sommes une Société Ivoirienne, rattachée à un groupe européen. Nous importons et commercialisons en Côte d'Ivoire des voitures, poids lourds et matériel de T.P.

Nous recherchons notre Directeur Financier et Administratif qui, rattaché à notre Directeur Général, aura la responsabilité de l'ensemble de nos problèmes financiers, comptables et administratifs. Il supervisera un service d'une dizaine de personnes.

Ce poste convient à un candidat, âgé d'environ 35 ans, ayant au moins 5 ans d'expérience dans un poste de responsabilité équivalentes, et ayant déjà si possible vécu dans pays francophone d'Afrique.

Maison meublée - Voiture de fonction - Congés annuels.

Avantages liés à l'expatriation.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Référence 11575/M.

**séle CEGOS** 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES. Tél. 772.31.32.  
 Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Nous sommes une importante entreprise de réputation internationale d'installations d'approvisionnement pour gaz industrielle et recherches pour notre département Engineering & Technique d'exploitation et construction à Düsseldorf un

**INGÉNIEUR**  
 Construction Mécanique ou Génie Chimique (Process Engineering)  
 avec des connaissances de la langue allemande et française.

Le candidat recherché sera responsable, après formation dans la société, de l'étude, de la conception ainsi que du déroulement des projets de construction nouvelle, d'agrandissement et de modification.

**EN FRANCE**  
 et aura la tâche de mener les négociations avec l'administration française concernant l'admission de réservoir à pression.

Nous offrons une rémunération très intéressante ainsi que les avantages sociaux habituels dans les grandes sociétés allemandes. Après avoir prouvé ses capacités, le candidat aura d'intéressantes possibilités de promotion.

Si cette offre vous intéresse, nous vous prions de bien vouloir adresser votre candidature (avec C.V. manuscrite) à notre conseiller M. Sigurd Müller, qui se tiendra à votre disposition pour des renseignements téléphoniques préalables.

Sigurd Müller,  
 Personelle Unternehmensberatung,  
 Bruchwegstrasse 29,  
 D-6600 Saarbrücken  
 Tél. : 19-49-521/3 16 90.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE RECHERCHE**  
 pour chantiers pétroliers de constructions métalliques  
**ON SHORE et OFF SHORE**

- INGÉNIEURS-SOUDEURS DIPLOMES**  
 Débutants ou quelques années d'expérience. Réf. 3699/A
- CONTROLEURS DE SOUDURE EXPERIMENTES**  
 X - GAMMA - ULTRASONS Réf. 3699/B
- Pour chantiers pétroliers et dans les spécialités suivantes :*  
**PIPING - ELECTRICITE - INSTRUMENTATION**
- INGÉNIEURS DIPLOMES EXPERIMENTES** Réf. 3699/C
- et AGENTS TECHNIQUES EXPERIMENTES (BTS)** Réf. 3699/D
- pour chantiers pétroliers OFF SHORE*
- INGÉNIEURS**  
 spécialistes en travaux mer (installations de plateformes). Réf. 3699/E

Pour tous ces postes qui sont à pourvoir OUTRE-MER, une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser c.v. et photo en précisant la référence du poste choisi à AXIAL Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra. Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

**BANQUE DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE EUROPÉENNE**  
 International Bank  
 located in Paris  
 seeks

**ATTORNEY**  
 to work in its Legal Department  
 Ideal candidate will be French with a doctorat en droit. He or she should have a minimum of 4 years experience in drafting and negotiating eurocredit financings gained in the Legal Department of a bank and/or a cabinet de conseil juridique. Written and spoken fluency in English is also required. The position will report directly to the General Counsel of the Group.

Applications with detailed curriculum vitae and salary to date, will be treated in the strictest confidence and should be sent to: F. Perlewitz, Manager, Banque de la Société Financière Européenne, 20, rue de la Paix, 75002 Paris.

Importante entreprise de T.P. spécialisée  
 Activités internationales  
 recherche

**JEUNE ADJOINT ADMINISTRATIF**  
 pour son Agence IRAK

Capable d'assumer la responsabilité de toutes les opérations administratives et comptables d'une agence Diplôme Ecole de commerce et quelques années d'expérience sont souhaités

Bon niveau comptable nécessaire

**ANGLAIS INDISPENSABLE**

Départ en Irak aussi rapproché que possible  
 Lieu de travail : BAGDAD

Envoyer lettre manuscrite avec CV à n° 3323

**cabinet leconte** 4, rue Amiral Courbet 75016 PARIS

**Organisme Professionnel Bâtiment Français**  
 recherche pour  
 Institut de formation de techniciens supérieurs  
**ALGER**

**TECHNICIENS SUPÉRIEURS CONFIRMÉS**

ayant l'expérience :

- de la conduite de travaux de bâtiment.
- de l'organisation.
- de la formation.

ouverts aux relations humaines

une expérience en matière de conseil à l'étranger serait très appréciée.

pendant 6 mois à **ORAN et CONSTANTINE**

Ils assumeront les fonctions de responsables de zone pour suivre dans les entreprises d'accueil le déroulement du travail des stagiaires issus de l'Institut pour créer et maintenir des relations avec ces entreprises et s'intéresser à leurs problèmes de formation permanente.

A l'issue de cette période ils seront intégrés comme chargés d'enseignement à l'équipe permanente de l'Institut à Alger.

Envoyer lettre et C.V. détaillé avec photo et prétentions sous référence 79169 M à BLEU Publicité - 17, rue Lebel 94300 VINCENNES - qui transmettra

**AMÉRIQUE CENTRALE, MEXIQUE, AFRIQUE, CARAIBES, MOYEN ORIENT**  
 Société mondialement connue, distillant et commercialisant des produits de prestige hautement réputés, recherche un

**Adjoint au Directeur d'un Secteur Export**

Il aura pour missions le développement des marchés dans ces pays, l'animation des agents, la préparation des promotions et campagnes publicitaires, le contrôle des budgets publicitaires.

Le candidat idéal, de formation Ecole de Commerce ou équivalent, parlant anglais et espagnol, aura déjà acquis une expérience d'au moins 2 ans dans l'exportation de produits de grande consommation.

Le poste est situé à Paris.

Les voyages sont de l'ordre de 3 à 4 par an et de 4 à 6 semaines chacun.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous sous référence 91143 un dossier de candidature comprenant : lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions. Le secret des candidatures est garanti par :

**ORION** 35 rue du Rocher 75008 Paris

**COLAS**  
 100 Agences ou Filiales en France. Plus de 30 implantations à l'étranger. C.A. 3,8 Milliards dont 40 % hors de France, recherche

**INGÉNIEURS débutants**  
 X - Ponts et Chaussées - Centrale - Mines ETP - AM...

Après une formation concrète et progressive sur le terrain, nous offrons des responsabilités d'ingénieur travaux qui conduiront à moyen terme à la Direction d'Agence ou de Filiale, c'est-à-dire, au métier d'entrepreneur.

La fonction implique donc un goût marqué et des aptitudes pour les contacts humains à tous niveaux, les relations commerciales et la gestion d'affaires.

La formation se fera en France, les affectations ultérieures pourront se situer tant en métropole qu'à l'étranger. Nous demandons donc aux candidats une grande disponibilité au plan géographique.

Si les responsabilités réelles, les réalisations concrètes vous attirent, faites-nous part de vos motivations et adressez CV, photo et prétentions sous référence IT4 à Société Routière Colas - Service du recrutement - 39 rue du Colisée 75008 PARIS.

**emplois internationaux emplois internationaux**

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Famille Suisse dans le Haut-Vallais (canton de Zermatt) en JEUUNE FILLE AU PAIR pour s'occuper de 3 enfants et aider au ménage.

Possibilité de faire du ski. S'adresser à famille Heinemann Erich, Belfraser, 17 A. CH-393/Visp/Vallais.

**CH. PRECEPTEUR (ICE)** 50, rue de la République, 93000 Paris. Tél. : 584-02-94.

**ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES 296-15-01**

مكتبة الامم المتحدة



صكنا من المأهل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	55,98
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m. cl.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

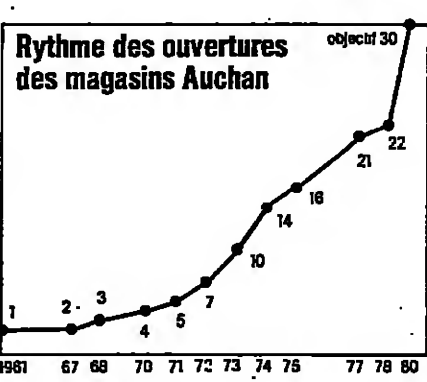
REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



### Du tempérament, des diplômes E.S.C. ou universitaires: des valeurs sûres pour réussir chez Auchan.



Auchan est une des entreprises les plus performantes dans le secteur de la distribution grâce à sa structure très décentralisée.

Auchan compte aujourd'hui 24 hypermarchés en France, soit 2 fois plus qu'il y a 5 ans. Il y en aura plus de 30 en 1981. Cette expansion permet à chacun de satisfaire sa volonté de réussir et entraîne la création de nombreux postes d'encadrement.

Chacun des directeurs d'hypermarchés recrute actuellement des responsables de rayons pour lui-même et pour l'expansion.

Cette fonction de responsabilité est un passage obligatoire dans notre métier vers des postes de Chef de Secteur, de Contrôleur de Gestion, et tous nos Directeurs de Magasins l'ont exercée. Nos objectifs de développement nécessitent de faire appel à des hommes qui possèdent une formation supérieure ou une première expérience commerciale réussie en entreprise et un tempérament jeune, fonceur et accrocheur.

La fonction est passionnante car nos responsables de rayons sont à la fois :

- **Commerçants** : ils définissent leur politique commerciale (choix de la gamme de produits, fixation des prix de vente), fixent leurs objectifs de C.A. et de rentabilité, décident et mettent en œuvre les moyens pour les atteindre.
- **Meneurs d'hommes** : ils embauchent, forment et animent leurs équipes.
- **Gestionnaires** : ils mesurent et améliorent leurs résultats en utilisant les outils informatiques et de contrôle de gestion.

Il est offert :

- un travail passionnant dans des équipes jeunes et dynamiques,
- une formation complète au métier de la distribution,
- de réelles possibilités de promotion,
- une rémunération annuelle motivante en rapport avec les responsabilités de la fonction,
- une participation importante aux résultats de la société.

Pour répondre à cette annonce, envoyez C.V. manuscrit et photo à l'un de nos Directeurs qui centralise les candidatures pour les magasins mentionnés ici et précisez sur votre réponse la référence indiquée.

**AUCHAN : Fontenay-sous-Bois 94, Paris-La Défense 92, Orléans 45, Cambrai 59 (réf. N 764)**  
M. J.P. Sanson, Auchan  
Av. du Mal-Joffre, 94120 Fontenay-sous-Bois

**AUCHAN : Lille 59, Roubaix-Tourcoing 59, Dunkerque 59 (réf. N 762)**  
M. J.P. Langagne, Auchan  
Direction des Ventes, 200, rue de la Recherche, 59650 Villeneuve-d'Ascq

**AUCHAN : Valenciennes 59, Douai 59, Maubeuge 59, Boulogne-a-Mer 62 (réf. N 763)**  
M. Guy Dujardin, Auchan  
Départementale 121, 59720 Louvroil

**AUCHAN : Versailles-Ouest 78, Melun 77, Mantes 78, Le Havre 76 (réf. N 765)**  
M. M. Le Potier, Auchan  
Départementale 161, 78370 Plaisir-les-Clayes  
78220 Le Havre-Bieville

**AUCHAN : Strasbourg 67, Bordeaux 33, Marseille 13 (réf. N 766)**  
M. M. Lepoutre, Auchan  
Centre d'affaires Cap Sud-O, Route de Marseille, Antares, 84000 Avignon

Nous sommes une Société Industrielle, 1200 personnes, filiale d'un groupe important et fabriquant des produits pour l'Automobile et le bâtiment.

Nous recherchons pour l'une de nos unités, 400 personnes un

### chef de service produits-méthodes-ordonnancement

Placé sous l'autorité du Directeur d'Unité, il coordonnera et planifiera les phases de définition, d'industrialisation et d'ordonnancement de nos 2 familles de Produits, et couvrira également les fonctions Achats et Méthodes Centrales. Il assurera les liaisons nécessaires aussi bien internes - avec la fabrication et les services commerciaux - qu'externes - avec les fournisseurs et les clients. Il dirigera un service de 25 personnes.

NOUS RECHERCHONS un Ingénieur diplômé de formation dominante mécanique présentant une première expérience en matière de gestion industrielle moderne concernant des fabrications de série. Il devra s'intégrer à une équipe de direction jeune qui pratique la concertation.

LE POSTE EST SITUÉ A 150 KM AU SUD-EST DE PARIS.

Adressez lettre manuscrite et C.V. en indiquant votre niveau de rémunération sous référence 22 à

**CNPG**  
105 avenue Victor Hugo - 75116 Paris

### Diriger l'Administration de nos ventes (Export et France)

#### Pièces détachées - Mécanique

**150.000 F an +**

Filiale d'un groupe français de 50.000 personnes nous avons une vocation essentiellement exportatrice (75% de notre activité). Notre secteur « Pièces Détachées » réalise un chiffre d'affaires annuel de 250 millions de Francs.

Pour diriger nos services d'administration des ventes, nous recherchons un Cadre expérimenté connaissant l'ANGLAIS et disposant d'une solide pratique des problèmes que pose l'ADMINISTRATION DES VENTES INTERNATIONALES EN MILIEU INDUSTRIEL.

Une formation d'ingénieur mécanicien et une connaissance de la gestion informatique sont des atouts supplémentaires pour ce poste à pourvoir dans une ville industrielle du LITTORAL ATLANTIQUE.

Envoyez votre CV sous référence M 728 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

**GFC** 350, rue de Valenciennes 75015 Paris

### SAVAM

Leader du transport volumineux en France (parc 500 véhicules) recherche pour son unité de 50 personnes à SOISSONS un

### CHEF DU PERSONNEL 70 000 +

pour lui confier :

- la gestion du personnel (paye, études statistiques...);
- les relations avec les organismes sociaux et les administrations;
- la mise en place et le suivi des actions de formation;
- un rôle d'information interne;
- les relations avec le comité d'entreprise.

Une formation supérieure (IUT) gestion de personnel et une première expérience dans un service du personnel seraient très appréciées.

Ecrire avec C.V. détaillé, sous référence 77764 M à Solange MONTEIL, plein emploi 10, rue du Mail - 75002 PARIS.

### Responsable Informatique

**110.000 +**

Société Industrielle, filiale d'un groupe national, recherche un cadre responsable du service informatique : exploitations, études, analyses et programmations des applications existantes ou à développer.

Le matériel utilisé est un ICL 2904.

Pour réussir, il faut avoir 30 ans minimum, une expérience de quelques années de la fonction, ainsi que la pratique de l'animation d'une équipe.

Le poste est à pourvoir à 70 kms de Paris, dans l'Eure.

Envoyer C.V., photo et prêt. s. réf. 2577 M à 65, Av. Kléber 75118 Paris.

**CORT** MEMBRE DES SYNTIC

Pour une société de MECANIQUE de MOYENNE SERIE, fortement exportatrice, (CA = 80 millions), dotée d'un outil de production très moderne et informatisé, située en HAUTE NORMANDIE, nous recherchons un

## Directeur de Production

Rattaché directement au PDG, il est responsable de l'ensemble de la production, y compris achats et industrialisation.

INGENIEUR de formation AM ou équivalent, il a déjà exercé des responsabilités en fabrication et gestion industrielle.

La rémunération qui pourra comporter un intéressement aux résultats, ne sera pas inférieure à 170 000 Francs.

Merci de nous adresser votre candidature (avec C.V., photo et salaire actuel) sous N 9111 à CINOREN - 104, rue Lafayette - 75010 PARIS.

**cinoren**

### responsable du service organisation

LA SOCIETE DIEPAL - CA 450 MF 1150 personnes, 3 établissements - qui fait partie du Groupe BSN-Gervais Danone, occupe la position de leader sur le marché des farines et des aliments en pots pour enfants. Elle se diversifie depuis 1977 sur le marché alimentaire de grande consommation. Elle recherche le responsable de son service Organisation. Sa mission sera de conduire, en liaison étroite avec tous les services de la Société, les projets liés à l'évolution technique et sociale ainsi qu'à la diversification, en particulier :

- modernisation, automatisation et réimplantation d'ateliers;
- adaptation de l'organisation commerciale et de la logistique de distribution;
- introduction de la mini-informatique pour améliorer le système d'information interne.

Sa responsabilité s'étendra du diagnostic jusqu'à la mise en œuvre des projets organisationnels et inclura la détermination et le suivi des actions de formation du personnel.

Cette fonction sera confiée à un diplômé de l'enseignement supérieur (grande école d'ingénieur ou de gestion) disposant de 5 à 10 ans d'expérience professionnelle, dont 2 à 3 ans au moins dans le domaine de l'organisation industrielle ou de l'organisation commerciale et administrative.

Ce poste est situé à Villefranche-sur-Saône à proximité de Lyon. Son importance particulière permet d'envisager d'intéressantes perspectives d'évolution.

Adressez votre candidature avec c.v. détaillé, sous réf. P 28 M, en précisant rémunérations actuelles et souhaitées, à BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

**bsn, gervais danone bsn, gervais danone**

### Chef du Service Informatique Sud-Ouest

Rattaché à un groupe important, notre société est en pleine évolution (C.A. 140 M; effectif environ 800 personnes) nous fabriquons et commercialisons des produits de consommation courante. Notre service informatique doit se développer de plus en plus à moyen terme. Nous recherchons un excellent technicien, ayant déjà mis en place des utilisateurs en gestion et capable de diriger et d'entraîner un service d'une dizaine de personnes; rattaché au Directeur Administratif et Financier, ce cadre sera chargé de gérer l'exploitation du service et d'assurer le suivi des études et applications nouvelles en liaison fonctionnelle avec le responsable organisation et informatique, au sein du groupe.

Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle à Madame LIPSZYC sous la référence 91004 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06  
MEMBRE DES SYNTIC

### ECP, MINES... DIRECTEUR INDUSTRIEL

UNE SOCIETE FRANCAISE (500 personnes) ayant créé son produit et devenu leader sur le marché international, y compris les USA : biens d'équipement à dominante mécanique, crée le poste de Directeur Industriel.

Poste de haut niveau, qui conviendrait à un Ingénieur Grande Ecole, ayant une très solide expérience opérationnelle dans la fabrication de biens d'équipement sur devis, capable de diriger des équipes qualifiées, de réaliser des fabrications mettant en œuvre des technologies en constante évolution, de participer au développement des produits.

Poste de premier plan pour candidat motivé par l'animation des hommes et les réalisations techniques.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Rémunération 220.000 F +.

Poste : ville universitaire Ouest France.

Ecrire sous référence TD 248 AM

4 rue Massenet, 75016 PARIS  
DISCRETION ABSOLUE

**etap**



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,98
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPAUX	35,00	11,72

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSÉES	La ligne	La ligne 12
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

### Directeur de Filiale en Province

200/250.000 F an

Deux agences de travaux, environ 300 personnes et une cinquantaine de millions de chiffre d'affaires, une structure de gestion autonome, un groupe important pour vous épanouir... tel est en quelques mots le profil de la filiale régionale dont nous cherchons un Directeur.  
Notre secteur d'activité : LES TRAVAUX ELECTRIQUES ET D'INSTRUMENTATION.  
Le profil nécessaire pour réussir dans le poste :  
- une formation d'ingénieur  
- environ 40 ans  
- un tempérament de commerçant mais aussi de gestionnaire et de meneur d'hommes  
- une expérience acquise soit dans notre domaine soit dans les TRAVAUX PUBLICS, LA CONSTRUCTION ELECTRIQUE ou LES AUTOMATISMES.  
Nous espérons de nous rencontrer quelquefois un capable d'aller plus loin dans notre groupe d'ici quelques années.  
Envoyez votre CV sous référence M 748 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche.  
Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

### Directeur Financier

240/300.00 F an

Solide groupe de TRAVAUX PUBLICS, réputé dans notre domaine d'activité, nous recherchons un Cadre d'excellente envergure pour lui confier la responsabilité de notre fonction financière.  
Agé de PLUS DE 35 ANS, disposant d'une expérience professionnelle indiscutable, il sera bien sûr le conseiller financier de notre Président mais également le superviseur et le coordinateur des services : financier, comptable, informatique et contrôle de gestion. Il aura de plus la charge de la planification financière, du contrôle budgétaire des participations et des études prospectives. Enfin il suivra de près notre ouverture sur l'INTERNATIONAL. Ce poste de grand avenir est à pourvoir dans une VILLE MOYENNE SITUÉE A 150 KMS DE PARIS (NORD).  
Envoyez CV et prétentions sous référence M 726 DS aux consultants de GFC chargés des premiers contacts.  
Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

### Patron d'Etablissement Production en continu

200/300.000 F an

Notre société appartient à un grand groupe financier, elle compte 3000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 2 milliards de Francs.  
Tous nos sites sont situés en Province et leurs Directeurs sont de véritables Patrons autonomes disposant d'une large délégation de pouvoirs.  
Le Directeur d'établissement doit donc être à la fois homme de dialogue et d'autorité, animateur et gestionnaire. Agé de moins de 50 ans et disposant d'une expérience de quelques années.  
Dans un premier temps et après une phase d'adaptation, il le chargera de la COORDINATION DE L'ENSEMBLE DES ACTIVITES TECHNIQUES (RE - Production - Montage). L'évolution du poste impliquant une aptitude à coordonner à la fois la fonction industrielle et certaines missions d'ordre commercial, la connaissance de l'Allemand ou de l'Anglais est très souhaitable.  
Envoyez votre CV sous référence M 753 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche.  
Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

### Diriger la Gestion d'une grande division industrielle Littoral Atlantique

180/240.000 F an

Nous sommes un important groupe industriel français. Notre principale branche est en très forte expansion. Elle réalise un chiffre d'affaires de 3 milliards de Francs et compte 3 grandes divisions dont une comprend 2800 personnes et se situe dans l'Ouest, sur le LITTORAL ATLANTIQUE.  
Nous recherchons un Cadre de Gestion d'excellente envergure pour lui confier la charge de la fonction ADMINISTRATION GESTION. Il animera 200 PERSONNES couvrant : la comptabilité, le contrôle de gestion, l'informatique, les achats et l'administration commerciale.  
Nous souhaitons rencontrer une forte personnalité de formation supérieure, d'au moins 35 ans, disposant d'une solide expérience professionnelle et d'INDISCUTABLES QUALITES DE MENEUR D'HOMMES. La connaissance des problèmes de gestion posés par des PRODUCTIONS A LONG CYCLE est très souhaitable.  
Envoyez votre CV sous référence M 746 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche.  
Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

### D'abord n° 2 d'usine - Mécanique

Annecy

130/160 000 F an

Notre usine fait partie d'une solide entreprise et produit des machines destinées à une importante industrie. Nous sommes PLUS DE 600 PERSONNES et notre chiffre d'affaires dépasse 200 millions de Francs.  
NOTRE PATRON A BESOIN D'UN ADJOINT. Il le souhaite INGENIEUR MECANICIEN (Centrale AM ou équivalent), âgé d'environ 30 ans et disposant d'une expérience de quelques années.  
Dans un premier temps et après une phase d'adaptation, il le chargera de la COORDINATION DE L'ENSEMBLE DES ACTIVITES TECHNIQUES (RE - Production - Montage). L'évolution du poste impliquant une aptitude à coordonner à la fois la fonction industrielle et certaines missions d'ordre commercial, la connaissance de l'Allemand ou de l'Anglais est très souhaitable.  
Envoyez votre CV sous référence M 753 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche.  
Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

### Contrôleur de Gestion

150/190 000 F an

Nous sommes une solide entreprise de mécanique de 1000 personnes attachée à un groupe international. Notre siège est situé près de l'ACD d'ANNECY et nos activités touchent à plusieurs marchés.  
Nous souhaitons compléter notre équipe en adjoignant à notre Directeur Financier un Cadre de Gestion d'excellente envergure. Sa mission consistera dans un premier temps l'ensemble des problèmes de l'entreprise en matière de contrôle de gestion et de comptabilité industrielle.  
L'homme recherché est à la fois jeune (la trentaine), de formation supérieure et expérimenté (5 à 8 années de vie professionnelle). Il dispose d'un fort potentiel car une bonne réussite dans ce poste doit lui permettre une très saine évolution de carrière.  
Envoyez votre CV sous référence M 754 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche.  
Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

### Directeur des Ventes +150000F/an

De formation Ingénieur chimiste ou très technicien aux techniques de chauffage, il pourra justifier d'une expérience concrète et réussie des différents secteurs de distribution : installateurs, revendeurs, particuliers. Familiarisé avec la gestion d'un service commercial, il assurera une structure composée d'une quarantaine de personnes réparties en agences régionales et au siège, ce dernier doit d'un appareil administratif particulièrement performant.

Responsable devant la Direction Générale et vis-à-vis de la société mère allemande de la politique commerciale, de son application sur le terrain et des résultats obtenus, il pourra voir son champ de responsabilité élargi à terme à l'intégration aux réseaux.

Le salaire, tenant compte de l'expérience acquise ne sera pas inférieur au chiffre indiqué auquel s'ajoute un intéressement.

L'allemand courant ou perfectible à très court terme sera un atout apprécié.

Posez bas dans l'EST de la FRANCE, à proximité d'une grande ville universitaire.

Votre dossier de candidature adressé sous référence 822 sera traité confidentiellement par J.F. JARDINI

5-7, rue Pierre Perret 67000 METZ

Tél. : (07) 86.98.44

managing

### UN INGENIEUR DEVELOPPEMENT

AN sein de l'équipe et projet terminaux télématiques, il sera chargé de la définition industrielle des produits et des développements mécaniques et plastiques correspondants.

Le candidat retenu possèdera une formation d'ingénieur mécanicien type Arts et Métiers ou équivalent confirmée par une expérience de 3 à 5 ans au sein d'une société de matériel électronique ou électromécanique de grande diffusion.

Ce poste est à pourvoir à STRASBOURG.

Envoyer curriculum vitae et prétentions, n° 32.480, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

### UN INGENIEUR D'ETUDES

pour assurer le développement et l'industrialisation de ses connecteurs électriques.  
Formation INGENIEUR MECANICIEN ou ELECTROMECHANICIEN  
Bonne connaissance de la langue anglaise.  
Le poste à pourvoir est situé à TOULOUSE.  
Rémunération selon expérience.  
Adresser C.V. et prétentions à CANNON - Boite Postale 20, 31770 COLOMIERS.

### DIRECTEUR D'AGENCE

SECTEUR RHONE-ISERE

- Connaissance de la fourniture industrielle et de la machine-outil ;  
- Aptitude à la négociation commerciale ;  
- Formation technique et commerciale souhaitée ;  
- Résidence : Lyon

Envoyer C.V. et photo, prétentions, n° 8.533, « LE MONDE » Publiaté

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08. Discretion assurée.

### directeur de production Rhône-Alpes, Ouest

Nous fabriquons des articles de sport en série dans trois unités de production en France et à l'étranger, avec environ 350 salariés. Le directeur de production que nous cherchons dirige ces trois unités et participe à la création de nouvelles unités : c'est un animateur, un organisateur et un gestionnaire. Agé de 30 ans au moins, il est ingénieur diplômé d'une grande école de type Centrale, Mines, Arts et Métiers... Il est directeur d'usine (articles textiles, de sport, de sellerie, cycles...) et doit être capable de prendre, à terme, de plus larges responsabilités. Il a une bonne pratique de l'anglais.  
Les candidatures d'étrangers sont acceptées. Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire (réf. 541 LM).

ALEXANDRETTIC S.A.

10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

PARIS-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

MEMBRE DE SYNTIC

### INGENIEUR

CENTRALIEN OU SUP. AERO

ayant eu possible un ou deux ans d'expérience chez un constructeur automobile ou dans l'aéronautique.

OBJECTIF DU POSTE :  
- développement des relations techniques et commerciales avec les constructeurs automobiles France et Etranger.

PROFIL DU POSTE :  
- homme de 25 ans minimum  
- excellentes contacts, souplesse, initiatives, persuasion, forte polyvalence.

Le lieu de travail agréable est situé dans l'Ouest de la France (à la campagne). Poste d'avenir, rémunération élevée.

Adr. lettre avec C.V., photo et prétentions à : Nicole LIST 42, rue Pascal 75013 PARIS.

### CHEF SERVICE EXPORT

Filière d'un groupe important, cette société (900 personnes), spécialisée dans la production de matériels électromécaniques rech. pour l'EST de la FRANCE

SON FUTUR CHEF DE SERVICE EXPORT

Cet homme, ingénieur de Grande Ecole ou équivalent, de 35 ans minimum, parlant couramment anglais et si possible allemand, sera responsable sous l'autorité du Directeur commercial d'un C.A. de 30 M.F. qu'il devra développer.

Il sera capable d'élaborer un plan à long terme, de dynamiser le réseau de vente existant, de le créer sur endroits nécessaires et de négocier les contrats importants.

Cette mission comporte de nombreux déplacements

Env. C.V. max., photo, prêtent, as le n° 32.279 à : CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

### THOMSON-CSF

DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

implantée en Région Parisienne et en Province

recherche pour son « LABORATOIRE » de Province

INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES

Débutants ou Confirmés

ENST - SUPELEC - CENTRALE PARIS - ENSERG

Pour leur confier au sein d'équipes techniques la responsabilité de projet et d'études de « SYSTÈMES TÉLÉCOMMUNICATIONS » utilisant des techniques numériques, une intégration à grande échelle et une exploitation des micro-processus.

Envoyer lettre de candidature, C.V. et photo ainsi que la rémunération souhaitée au Service du Personnel, Centre de Cholet, 110, avenue Leclerc, 49399 CHOLET.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

### un ingénieur des méthodes d'entretien

avec expérience de 3 à 5 ans en Maintenance (Réf. 150)

des ingénieurs : production, travaux neufs, procédés de fabrication

avec expérience de 3 à 7 ans. (Réf. 350)

VOUS ÊTES Ingénieur Grande Ecole, AM, ENST, ENSIA, INSA ou équivalent.

VOUS AVEZ une expérience dans une Société Agro-alimentaire ou de produits de grande consommation.

VOUS RECHERCHER les responsabilités complètes (techniques et humaines).

VOUS ÊTES réellement motivé par une évolution professionnelle appuyant sur les résultats et impliquant la mobilité d'affectation dans les différents services techniques de nos Usines.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience mais ne sera pas inférieure à 125.000F/an + intéressement.

Nous vous demandons d'adresser votre lettre de candidature, avec C.V. et photo, en précisant la référence du poste qui vous intéresse à No 32.043 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra. Réponse assurée.

مكتبة الأمل



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,98
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La ligne	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,26
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



**BREST**  
Division des Activités Sous-Marines

recherche :

### INGÉNIEUR COMMERCIAL CONFIRMÉ

Responsable Secteur Export  
Systèmes de Détection  
et Communication Sous-Marines

- Grande Ecole.
- Expérience commerciale en milieu industriel nécessaire.
- Parlant couramment Anglais (Espagnol souhaité).

### INGÉNIEUR ADJOINT

### AU CHEF DE FABRICATION

Formation électronique, de préférence Responsable des ateliers (mécanique, câblage, préparation, plastrage).

Connaissances en programmation (commandes numériques, machines-outils).

Expérience industrielle indispensable.

### INGÉNIEUR INFORMATICIEN

2 à 3 ans d'expérience pour applications scientifiques.

Connaissances MITRA et applications temps réel appréciées.

Adresser cur. vitas, photo et prétentions à : THOMSON CSF/DASM, Service du Personnel, route du Conquet - 29200 BREST.

### Importante société de construction mécanique filiale d'un groupe international, recherche pour la province

### directeur de succursale

Pour lui confier dans le cadre d'un budget qu'il devra gérer, l'ensemble des fonctions liées à la direction d'un centre de profit autonome : animation du personnel, développement commercial, organisation et coordination des différents services.

Le candidat idéal sera un homme de 35 ans minimum, diplômé ou non, dont les qualités de gestionnaire lui permettront d'affirmer son rôle de coordinateur de la société, tout en justifiant ses capacités de « VERITABLE PATRON » d'une entreprise très attachée aux relations humaines.

Ce cadre supérieur, qui aura donc une très large délégation de pouvoir, saura rechercher et lancer une « dynamique » sociale et commerciale.

L'expérience du meuble n'est pas indispensable. Très bonne rémunération mais sélection rigoureuse.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous n° 7.960 à P.M.P., 69, rue de Provence, 75009 Paris, qui transmettra.

Réponse et discrétion totales assurées.

### LABORATOIRES FOURNIER - DIJON

pour renforcer sa division internationale

recherche :

### RESPONSABLE MARKETING INTERNATIONAL

Le candidat souhaité :

- sera pharmacien ou de formation similaire.
- parlera allemand (+ anglais apprécié).
- aura une expérience du marketing pharmaceutique (2/3 ans).
- devra résider à DIJON ou ses environs.

Ce poste — conçu opérationnellement — amènera à de fréquents déplacements.

Postuler avec curriculum vitas détaillé, photo et prétentions à :

Laboratoires FOURNIER S.A., Direction du Personnel, boîte Postale n° 130, 21004 DIJON CEDEX.



### THOMSON-CSF

### DIVISION AVIONIQUE

Centre électronique de BORDEAUX-PESSAC

### ingénieurs électroniciens

ENSAE, ENSTA, ENSERS

### ingénieurs mécaniciens

ENSTA, ENSAM...

pour services METHODES DE FABRICATION

Débutants ou ayant courte expérience, (2 ans)

Adresser CV avec photo, Service du Personnel BP 94 - 33605 PESSAC.

Notre équipe, appartenant à un

GRAND GROUPE FRANÇAIS

DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

Vous offre de la rejoindre, pendant 2 ans au moins

vous « apprendrez le terrain » dans un poste de :

### DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

(Périmètre Bordeaux-Moissac-St-Gaudens-Biarritz)

Ensuite, votre capacité à dépasser vos propres

objectifs vous permettra d'évoluer vers des fonctions plus globales.

PROFIL :

JEUNE DIPLOMÉ ESSEC OU SUP DE CO.

Vous avez 21 ans minimum, et êtes dépourvu des obligations militaires.

Actif et entreprenant, vous avez déjà éprouvé votre sens de la négociation.

Mobile et disponible, vous désirez valoriser vos connaissances et vos premiers stages en entreprise.

Afin de permettre l'examen détaillé de votre candidature, votre lettre de présentation manuscrite (+ photo) sera adressée à :

Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup> qui transmettra.

Ne pas adresser de C.V.

22 rue St. Augustin 75002 Paris

vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 911 M.

France

recherche :

### THOMSON-CSF

BREST

recherche :

### UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

pour lui confier le poste de :

### CHEF DES ATELIERS

### USINAGE ET TOLERIE

Les candidats devront être diplômés d'une école d'ingénieurs et avoir 10 ans d'expérience industrielle environ dont 3 ans en tant que responsable d'atelier.

Adresser cur. vitas, photo et prétentions à :

THOMSON CSF - Service du Personnel, route du Conquet - 29200 BREST.

### DIRECTEUR GÉNÉRAL (LORRAINE)

Nous sommes une P.M.E. produisant et diffusant du mobilier de salon toutes gammes.

Notre expansion nous amène dans une nouvelle phase de croissance et, par restructuration, à rechercher un DIRECTEUR GÉNÉRAL.

Le candidat idéal sera un homme de 35 ans minimum, diplômé ou non, dont les qualités de gestionnaire lui permettront d'affirmer son rôle de coordinateur de la société, tout en justifiant ses capacités de « VERITABLE PATRON » d'une entreprise très attachée aux relations humaines.

Ce cadre supérieur, qui aura donc une très large délégation de pouvoir, saura rechercher et lancer une « dynamique » sociale et commerciale.

L'expérience du meuble n'est pas indispensable. Très bonne rémunération mais sélection rigoureuse.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous n° 7.960 à P.M.P., 69, rue de Provence, 75009 Paris, qui transmettra.

Réponse et discrétion totales assurées.

### LA CONSTRUCTION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

et plus spécialement d'installations chimiques ou thermiques EN FRANCE COMME A L'ÉTRANGER

C'est notre métier, au sein d'un groupe international important.

C'est aussi l'issue d'un parcours commercial complexe, où l'analyse des opportunités et l'élaboration des conditions d'exécution des contrats revêtent une importance primordiale.

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, appelez INFORMATION CARRIÈRE

Information Carrière

SVF - Marseille

01 54 92 55 ou 01 54 92 56

On peut aussi adresser son dossier à SVF

RESSOURCES HUMAINES MARSEILLE

13001 - 48, rue Grignan.

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

CHANGEMENT D'ADRESSE

### LEADER SUR LE MARCHÉ NATIONAL DE LA TÉLÉPHONIE PRIVÉE

FILIALE D'UN DES PLUS PUISSANTS GROUPES FRANÇAIS

Nous construisons des matériels téléphoniques entièrement électroniques, pilotés par microprocesseurs qui, conçus autour d'une technologie de pointe, évoluent très rapidement vers des systèmes télématiques.

Nous recherchons :

### UN INGÉNIEUR INDUSTRIALISATION

Il assurera la responsabilité du développement industriel de produits électroniques nouveaux nécessitant la mise en œuvre de moyens de production dans le domaine du montage automatisé ou manuel.

A cet effet, il devra définir, engager et mettre en place les investissements nécessaires, gérer le planning et assurer la formation des salariables.

Cette fonction conviendrait à un ingénieur possédant une solide expérience des problèmes de fabrication et notamment de méthodes dans les domaines précités.

Le candidat retenu pourra, après mise à œuvre des moyens d'industrialisation, évoluer vers la prise en charge opérationnelle de la fabrication du produit considéré.

Ce poste est à pourvoir à STRASBOURG.

Envoyer curriculum vitas et photo à : P22-462, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), 11<sup>1</sup>.

### MACHINES CHAMRON

Groupe International

Leader dans sa branche

pour son département essais et mise en route de matériel d'imprimerie

### JEUNES INGÉNIEURS

(AM - INSA-VIOLET-SUBIAT - ENI)

Tous bons connaissances de l'anglais parlé et écrit (autres langues appréciées).

Acceptant déplacement à l'étranger 4 à 5 mois par an.

Salaires en fonction des capacités.

Position cadre.

Avantages sociaux correspondants.

Adresser C.V. MACHINES CHAMRON

Service du Personnel, 6 rue Auguste-Rodin

45100 ORLÉANS - LA SOURCE

### LEADER SUR LE MARCHÉ NATIONAL DE LA TÉLÉPHONIE PRIVÉE

FILIALE D'UN DES PLUS PUISSANTS GROUPES FRANÇAIS

Nous construisons des matériels téléphoniques entièrement électroniques, pilotés par microprocesseurs qui, conçus autour d'une technologie de pointe, évoluent très rapidement vers des systèmes télématiques.

Nous recherchons :

### 1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

GRANDE ÉCOLE

Au sein de l'équipe et projets terminaux télématiques, il aura en charge l'évaluation des performances des composants complexes et leur intégration au sein du système.

Le candidat retenu sera un ingénieur diplômé ESSE, ENSERG, SUP TELECOM ou équivalent possédant une première expérience en développement de systèmes micro-informatiques.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Ce poste est à pourvoir à STRASBOURG.

Envoyer C.V. et prétentions à : 32.479 CONTEXTE

Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup> qui transmettra.

### IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

faisant partie d'un groupe international recherche le

### chef du personnel

de son unité de fabrication (300 personnes), implantée dans une ville universitaire de l'Ouest.

Rattaché au Directeur de cette unité, il sera responsable de l'ensemble de la fonction Personnel au plan de l'USINE.

Ce poste nécessite une formation supérieure et une bonne expérience de la fonction, tant au plan technique qu'humain, acquise en usine.

La connaissance de l'Anglais peut constituer un atout supplémentaire.

Ecrire avec C.V. et photo à HAVAS CONTACT

156 Boulevard Haussmann - 75008 Paris,

sous réf. 77.743 M

### MAISON POUR TOUS

recherche :

ANIMATEUR (TRICE) SOCIO CULTUREL

Env. ch. 20, bd G. Chateaub., 42000 CHOLET, T. (01) 42.23.42

Groupe Européen recherche

ATTACHE DE DIRECTION

INGÉNIEUR

ayant 5 ans min. expérience en particulier dans l'application des peintures sur tous produits

autonomie totale. Etre capable d'intégrer à l'équipe dynamique

au rythme de travail élevé, générale, logement poss. Très bon salaire, logement poss. Très bon salaire, logement poss. Très bon salaire.

URGENT C.V. réf. 82.2. Monde Pub., 5, r. des Filles, 75001 PARIS Cedex 09 qui transmettra.

### Important C.E.

recherche :

pour maison familiale montage

UN SECOND DE CUISINE

du 15 déc. 79 au 15 avr. 80.

Références exigées.

Ecr. n° 1 016.54 M Reg.-Presse

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Coopérat. Région Val-de-Loire

recherche :

CADRE POSTE COMMERCIAL

importantes responsabilités régionales, organisation ventes

généralistes, produits de l'horticulture, produits de l'horticulture et l'agriculture.

Adm. lettre manuscrite avec C.V., réf. et prêt. à n° 8.922 e le Monde Pub., 5, r. des Filles, 75001 PARIS Cedex 09 qui transmettra.

Notre client est un groupe international de distribution d'articles de marque de grande tradition. Pour diriger l'ensemble de leurs opérations en France, comprenant une vingtaine de magasins spécialisés dans les grands centres, nous cherchons un

### DIRECTEUR GÉNÉRAL FRANCE

De formation universitaire, orienté vers l'économie et la gestion, vous êtes un jeune cadre accompli et rompu aux méthodes modernes du management, du marketing et du merchandising.

Vous occupez aujourd'hui un poste de direction auprès d'une chaîne de grands magasins ou d'un distributeur d'articles de marque, p. ex. dans les domaines loisirs, sports, éducation, etc.

Veuillez nous faire parvenir votre dossier complet. Notre entière discrétion vous est bien entendue assurée.



### ARN & ASSOCIATES

International Management Developments

12, rue du Mont-Blanc

1201-Geneva

Switzerland Telephone 022/31 59 20

### ARJOMARI

l'un des premiers groupes papeteriers européens

4000 personnes - 1,4 milliards C.A.

recherche :

pour son usine de BESSE sur BRAYE (72)

Production annuelle : 100.000 tonnes

Effectif : 670 personnes



OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,85
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAL	55,00	71,72

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCOREES	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,28
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## responsable service relations publiques

Société internationale opérant dans le domaine du Conseil en Management recherche le (la) RESPONSABLE de son SERVICE RELATIONS PUBLIQUES.

Placé sous l'autorité de la Direction Générale, il sera chargé de préparer les plans de relations publiques, d'en assurer la réalisation et le suivi, d'organiser les relations avec la presse, les maisons d'édition et les organismes de réflexion et de promotion de la profession.

Il aura en charge la responsabilité de la réalisation de documents présentant la Société, la mise sur pied de diverses manifestations de prestige ou d'information.

Justifiant de plusieurs années d'expérience analogue dans le domaine industriel ou celui des services, le (ou la) candidat(e) devra parler très couramment l'anglais et être âgé(e) de 35 ans minimum.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 66-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'Auteuil - 75016 - PARIS

NOVOTEL SIEH

recherche pour son Service Juridique situé à EVRY (91)

## UN JURISTE

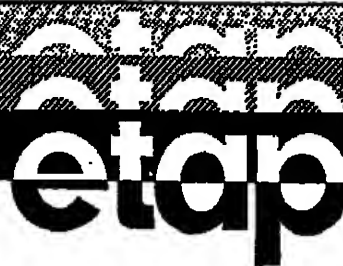
Profil : De niveau international, il devra avoir :  
- une connaissance approfondie de la législation française des affaires ;  
- une expérience pratique en entreprises ou cabinet conseil principalement dans le domaine du Droit Anglo-Saxon.  
Il doit maîtriser parfaitement la langue anglaise et des connaissances en espagnol seraient hautement appréciées.

Mission : La fonction comprend :  
- la participation à l'étude et la mise en place des montages juridiques et fiscaux d'opérations de groupe ;  
- la rédaction des contrats commerciaux ;  
- la gestion juridique des sociétés filiales ;  
- le conseil aux unités pour leurs problèmes juridiques et contractuels.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise. Merci d'adresser C.V., photo et salaire souhaité au Service du Personnel - NOVOTEL SIEH, CE 1405 Autoroute A 6 - 91019 EVRY CEDEX.

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue



### Futur directeur personnel et affaires sociales

référence SG 247 CM

IMPORTANT FIRM METALLURGIQUE FRANCAISE (plus de 1500 personnes) GRANDE VILLE UNIVERSITAIRE OUEST FRANCE, société filiale puissante groupe national recherche en une accession rapide (2 ans environ) au poste de Directeur du Personnel et des Affaires Sociales, un Cadre formé et expérimenté, 38 ans minimum, ayant acquis en usine très solide expérience de la gestion du personnel, de l'amélioration des conditions de travail et des rapports avec les partenaires sociaux. Chargé dans un premier temps de missions, il prendra progressivement l'intégralité des fonctions et responsabilités afin de promouvoir et mettre en œuvre une politique moderne de relations sociales.

Traitement : 180.000 à 200.000 F.

### Docteur sciences économiques chargé d'études

référence KA 254 AM

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES, rattachée à plusieurs grandes banques étend ses structures dans le cadre de son expansion et recherche un(e) Docteur Sciences Économiques (ou niveau équivalent) ayant le sens de la communication et du travail en équipe et de préférence une connaissance de l'industrie. Il aura la responsabilité d'importants travaux d'études au sein d'une équipe très qualifiée. Anglais et allemand lus souhaités. Poste à Paris.

### Analyste de la valeur

référence ZJ 253 CM

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DU SECTEUR MÉCANIQUE AUTOMOBILE, filiale d'un grand groupe international leader dans sa branche, offre un poste d'Analyste de la Valeur. Ce poste conviendrait à un candidat, ayant de solides connaissances techniques et une expérience acquise soit en analyse de la valeur, soit en bureau d'études de produits, développement ou méthodes, dans le domaine de la mécanique. Poste très intéressant et d'avenir pour candidat ayant réelles qualités d'analyse, de synthèse, de contact, capable de piloter avec autonomie des opérations de réduction de coûts. Poste banlieue immédiate Est de Paris.

### Ingénieur responsable de fabrication

référence PF 259 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN réalisant des biens d'équipements recherche pour sa principale usine : DEUX INGÉNIEURS CONFIRMÉS ECP, MINES, AM OU NIVEAU ÉQUIVALENT. Le premier poste implique la direction d'un ensemble de 130 personnes avec des responsabilités de gestion et d'animation. Il conviendrait à un candidat ayant 3 à 5 ans d'expérience de production dans un secteur métallurgique.

### Ingénieur services techniques

référence RH 260 AM

Le deuxième poste implique des responsabilités de méthodes, progrès techniques, études d'investissements, organisation. Il conviendrait à un candidat ayant 3 à 5 ans d'expérience méthodes ou fabrication dans secteur métallurgique de fabrications de moyenne série. Ces deux postes offrent de réelles perspectives de carrière au sein du groupe pour des candidats ayant des qualités de contact, d'initiative et d'animation. Lieu de travail : ville 100 km de Paris.



4, rue Massenet 75016 Paris

SOCIÉTÉ IMPLANTÉE DANS LA GRANDE BANLIEUE OUEST 500 personnes environ MECANIQUE FINE recherche

## directeur assurance qualité

Placé directement sous l'autorité de la direction générale, ce cadre de

### HAUT NIVEAU

aura pour responsabilités essentielles :

- de définir en collaboration avec la direction des études et la direction commerciale, la politique qualité des produits de l'entreprise
- de définir les objectifs qualité qui en résultent
- d'optimiser les structures et moyens pour y parvenir
- de définir les procédures permettant d'obtenir un système assurance qualité efficace
- d'assurer les contacts extérieurs avec les clients et les organismes de normalisation
- d'assurer la promotion et l'animation
- de la qualité au sein de l'entreprise.

Envoyer C.V., prétentions sous No 32-382 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES Proche BANLIEUE OUEST de PARIS recherche

## UN JEUNE INGÉNIEUR

FORMATION ARTS ET MÉTIERS ou équivalente.

POSTE COMPORTANT :

- ÉTUDES
- DÉPLACEMENTS pour réceptions et mises en service d'installations complètes en FRANCE et à l'ÉTRANGER.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Adresser C.V. sous réf. n° L82 à PBO MULTITE, 47, rue des Tournelles, 75004, PARIS, qui transmettra.

## juriste social

La Direction des Affaires Sociales de CREUSOT-LOIRE recherche un Juriste spécialisé en droit social pour conseiller et assister les responsables des différentes unités de la société et des filiales en matière d'application de la législation sociale.

Ce poste, basé au siège à Paris, s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur en droit ayant plusieurs années d'expérience pratique du droit du travail, acquise de préférence en milieu industriel.

Les candidatures, avec mention de la rémunération actuelle ou souhaitée, sont à adresser à CREUSOT-LOIRE, Service Gestion et Développement des Cadres, 15, r. Pasquier, 75383 Paris Cedex 08.

CREUSOT-LOIRE



UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS MONDIALES D'INSTRUMENTATION renforce son équipe de vente pour apporter le support technique à sa clientèle et à ses ingénieurs technico-commerciaux, VARIAN recherche un

## spécialiste en chromatographie en phase gazeuse

- Vous avez une formation supérieure qui vous permet de dialoguer avec des interlocuteurs de haut niveau, afin de cerner et définir les solutions techniques.
- Vous avez une solide expérience en chromatographie phase gazeuse (utilisation des colonnes capillaires, détecteurs spécifiques) et dans le domaine de traitement des données (ensembles automatisés).
- Vous avez une connaissance de l'anglais qui vous permettra de participer régulièrement à des stages de formation et à des réunions avec les différents chefs de produit du groupe.
- Vous vous sentez capable d'organiser des stages de formation pour notre clientèle et nos ingénieurs.

Alors votre candidature nous intéresse.

LE POSTE A POURVOIR EST A ORSAY (91).

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à : Service du Personnel référence SCGP - VARIAN S.A. - B.P. 12 - 91401 ORSAY CEDEX.



une des premières sociétés de conseil et services en informatique

## CHEFS DE PROJET CONFIRMES spécialistes de l'informatisation de la gestion de production

- Ingénieurs Grandes Ecoles
- Pouvant justifier d'une expérience pratique dans ce domaine
- Ayant effectivement participé au développement de projets informatiques sur gros ou mini systèmes

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à : SLIGOS - Direction du Personnel 91, rue Jean Jaurès 52807 PUTEAUX, sous la référence DE/GP.

L'UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITÉ AGRICOLE équipes de 2 x 370 sous OS/VS CICS et DL1 recherche

## 2 pupitreurs OS/VS

Ayant au moins 1 an d'expérience comme pupitreur sur ordinateur 370/1581/68 ou 303x. Evolution prévue vers MVS en 1980. Horaires : 2 x 8

Adresser lettre de candidature avec C.V. et photo à : U.C.C.M.A. - Département Gestion du Personnel 8/10, rue d'Angost - 75008 PARIS.

FLEXSERVICE PARIS

Entreprise internationale de pose de canalisations sous-marines et équipements offshore

## ingénieurs d'affaires CONFIRMÉS

Les candidats, âgés d'au moins 28 ans, diplômés d'Études Supérieures et de préférence ingénieurs, impérativement bilingues Anglais-Français, auront une première expérience du montage technique et financier et de la négociation des propositions d'intervention pour l'équipement de champs pétroliers offshore notamment dans le domaine du transport des fluides et de l'énergie.

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, appelez 763 11 15. Informations Carrière aux heures de bureau, répondez 770.

On peut aussi adresser son dossier à : SYP RESSOURCES HUMAINES, 10, rue de Logelbach, 75017 Paris.

Médecin Chef de Produit

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE PARIS

Il s'agit d'un important laboratoire pharmaceutique français qui a, ces dernières années, affirmé son indépendance et l'image de marque de ses produits.

La politique de développement de sa direction passe par la mise en place d'une équipe jeune qui puisse assurer l'avenir du laboratoire.

C'est dans cet esprit que nous recherchons un médecin rattaché directement à la direction générale et qui assurera dans un premier temps la responsabilité d'un produit à mettre sur le marché (études marketing, définition des objectifs et conception des moyens pour les atteindre, analyse des résultats).

Cette fonction que nous voulons très évolutive (vers la direction du marketing médical) concerne un jeune médecin dont l'expérience de généraliste et si possible de chef de produit dans l'industrie se double des qualités indispensables à la réussite dans ce domaine : capacité à définir une politique de produits à moyen et long terme, intérêt, autorité et réalisme pour participer à l'élaboration d'une stratégie commerciale et à son application sur le terrain.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 91030 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75283 Paris Cedex 06

MEMBRE DE SYNTHEC

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE implantée sur tout le territoire national recherche pour son siège à PARIS

## adjoint du secrétaire général

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (HEC, IEP, Sup de Co., ...), il sera chargé principalement des fonctions de :

- gestion du personnel,
- administration,
- contrôle de gestion.

Il aura une première expérience réussie de 4 à 5 ans dans des domaines similaires.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions sous référence 4137 à :

Q7 organisation et publicité

2 rue Narbonne 75001 PARIS / OUTREMER

مكتبة الأمل



		Le 1/100	Le 1/100 T.C.	ANNONCES ENCAISSÉES		Le m/m	TL
OFFRES D'EMPLOI	51,00		59,98	OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28	
DEMANDES D'EMPLOI	12,00		14,11	DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23	
IMMOBILIER	35,00		41,16	IMMOBILIER	23,00	27,05	
AUTOMOBILES	35,00		41,16	AUTOMOBILES	23,00	27,05	
AGENDA	35,00		41,16	AGENDA	23,00	27,05	
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00		111,72				

## ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

SOCIETE DE SERVICES ET  
CONSEILS en INFORMATIQUE  
en forte expansion  
C.A. 65 M.F., 300 personnes  
recherche

### INGENIEURS INFORMATIQUES

2 à 5 ans d'expérience.  
Intéressés par les systèmes de  
contrôle du trafic aérien à  
l'exportation et connaissant le  
traitement des plans de vol.  
Bonne pratique de la langue  
anglaise indispensable.  
La préférence sera donnée aux  
candidats libres rapidement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V.,  
photo et références à  
M. J. P. BERTIER, 75011 Paris  
112, bd Voltaire, 75011 Paris  
qui transmettra.

LA FONCIERE  
Compagnie d'assurances  
48, rue N.-D.-des-Victoires,  
75002 PARIS - pour son  
service informatique des  
diplômés  
d'ECOLE D'INGENIEURS  
pour leur donner une formation  
à l'ANALYSE  
ou au SYSTEME.  
Ecrire à M. VALIN,  
COLLABORATEUR très grand  
standing, contacts haut niveau.  
Ecrire à M. BERTIER,  
145, rue St-Honoré, PARIS-1<sup>er</sup>.

## EN PLEINE EXPANSION

Une des premières entreprises françaises de bâtiment

# INGENIEURS COMMERCIAUX

2 à 5 années d'expérience bâtiment ou immobilier

#### RESPONSABILITES :

A la fois techniques et commerciales. Il s'agit de  
participer, de développer, de diriger la prospec-  
tion, d'étudier et de concevoir les projets en  
liaison avec les promoteurs et les architectes,  
d'assurer les négociations.

#### FORMATION :

Elle sera assurée par les Directeurs Commerciaux  
et se concrétisera par une prise en main progres-  
sive de responsabilités à la tête d'équipes  
structurées.

#### EVOLUTION :

L'accroissement de nos activités, à Paris, en  
Province, et à l'étranger assure de larges pers-  
pectives de carrière à des candidats de valeur,  
tant sur le plan des responsabilités que de la  
rémunération.

Ces postes sont à pourvoir dans la REGION PARISIENNE.

Adresser C.V. détaillé et photo sous No 32059, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,  
75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

SOCIETE SECTEUR  
ALIMENTAIRE PARIS-14<sup>e</sup>  
recherche

### ANALYSTE- PROGRAMMEUR

EXPERIENCE 2 à 4 ans  
COBOL ou PAC

SALAIRE INTERESSANT.  
Niv. BAC + début SUP ou TUT  
Ecr. avec C.V. et réf. 1008 à  
ICH, 85, rue de Rennes, 6<sup>e</sup>.

### INGENIEURS

Connaissant G.A.P.P.G.  
(SOLAI approuvé).  
Ecr. C.V. et réf. 9477  
COFAP, 40, rue de Chabrol,  
75010 Paris qui transmettra.

Pour grande banlieue Ouest  
DECS COMPTABLE  
longue mission  
E.T.T.  
POINT 2, 51, rue Turbigo,  
PARIS 2<sup>e</sup> 75171-71

### COMPTABLE RESPONSABLE

COMPTABILITE INFORMATIQUE  
BILANS SAIRS  
EXPERIENCE SOUS-TRAITEE.  
Env. CV et réf. 82473 M  
REGIE-PRESSE, 8 bis, rue  
Réaumur, 75002 PARIS, qui tr.

## AIR FRANCE

sélectionne

# Jeunes Programmeurs

pour la France métropolitaine  
Niveau D.U.T. Informatique ou équivalent  
Jeunes Gens dégagés des obligations militaires  
De nationalité française ou ressortissants C.E.E.

Salaire brut annuel : 61 000 F.\*

Après un an, confirmation en tant que Programmeurs-Analystes

Salaire brut annuel : 66 000 F.\*

\*Barème au 1<sup>er</sup> Septembre 1979

Prochaines épreuves : DECEMBRE 1979

Adresser Curriculum-vitae à

AIR FRANCE  
Direction du Personnel et des Relations du Travail  
Division Recrutement et Orientation  
1, Square Max Hymans 75741 PARIS cedex 15

### STAGE GRATUIT POUR CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI

## la Fonction

# Commerce International

POUR REUSSIR UNE CARRIERE DANS LA  
CONQUETE DES MARCHES INTERNATIONAUX.

Le stage d'une durée de 1.000 heures réparties  
sur 25 semaines + 200 heures en entreprises est  
exclusivement ouvert aux ingénieurs, techniciens  
supérieurs, cadres commerciaux ayant une grande  
mobilité et dont la rémunération est assurée par  
les ASSÉDIC.

Début du stage : 17 Décembre 1979.

Lieu : PARIS.

Nombre de places limité.

Pour inscription et renseignements, adresser lettre  
de candidature, CV et bulletin d'inscription ANPE à

INSTITUT DE FORMATION ET  
D'INFORMATION PERMANENTE  
37 rue de Châteaudun 75009 Paris

### CABINET D'ORGANISATION

recherche

### INGENIEUR

• 3 à 5 ans d'expérience en entreprise.  
• Possédant compétences informatiques pour la  
mise en œuvre de projets d'organisation.  
• Déplacements ou séjours éventuels en province.  
Adresser C.V. détaillé sous réf. T 1852 M  
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 Paris

## LA COMPAGNIE FINANCIERE-BANQUE

RECHERCHE D'URGENCE POUR SON

### 1) DÉPARTEMENT BANQUE CHARGÉ DE CLIENTÈLE ENTREPRISES

Ce collaborateur diplômé de l'enseignement supérieur aura,  
à l'intérieur d'une équipe, la mission de développer et gérer un portefeuille  
de clientèle d'entreprises (importantes P.M.E. et grandes entreprises).  
Ce poste requiert impérativement une expérience minimum de  
5 ANS DANS UNE FONCTION SIMILAIRE (réf. 501).

### 2) DÉPARTEMENT INTERNATIONAL COLLABORATEUR POUR SECONDER LE RESPONSABLE DU SERVICE ÉTRANGER

Cette personne de grande expérience devra posséder la pleine maîtrise  
du traitement administratif et comptable de toutes les opérations sur  
l'étranger.  
Le candidat devra IMPÉRATIVEMENT posséder un très bon niveau  
comptable et avoir participé, au travers des traitements informatiques,  
à l'élaboration de procédures administratives et comptables.  
Le poste implique, outre la pratique courante de l'anglais, une  
EXPERIENCE MINIMUM DE 5 ANS DANS UNE FONCTION SIMILAIRE,  
avec un encadrement de personnel (réf. 501).

### 3) SERVICE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE CLASSE III OU IV

Cette personne devra posséder de très solides connaissances comptables  
et une expérience d'au minimum de 5 ANS DANS LE SERVICE  
DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE d'une banque.  
Le candidat devra connaître d'une façon parfaite le plan comptable  
bancaire et les divers documents requis par la C.C.B. L'expérience de  
la comptabilité clients sera très appréciée (réf. 501).

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et photo, en rappelant la  
référence à la COMPAGNIE FINANCIERE-BANQUE, Service du Personnel,  
47, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS.

### ORGANISATION INTERNATIONALE recrute

### 2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

chargés, sous la direction du responsable infor-  
matique, du démarrage d'un système IBM 4331.

Qualifications exigées :

- DUT informatique, MAGE ou niveau équivalent;
- Expérience de quelques années sur système IBM 370 ;
- Connaissance COBOL, CICS et PL/1 ou COBOL ;
- Anglais parlé couramment.

Envoyer C.V. dét. et prêt. à : O.I.P.C.-INTERPOL,  
24, rue Armengaud, 92210 SAINT-CLOUD.

## Jeune ingénieur fluides

région parisienne

Notre groupe (2.000 personnes en France et dans le monde) s'est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans le milieu industriel et du Bâtiment. Dans le cadre du développement de notre activité à l'étranger, nous recherchons un jeune ingénieur "fluides". Il assurera le contrôle des études et des travaux de projets importants de Bâtiment (hôtels - hôpitaux - IGH) dans le domaine des installations de chauffage, de conditionnement, de vapeur. Ingénieur diplômé, il aura acquis par plus de 5 années d'expérience dans le bâtiment ou dans l'industrie, la maîtrise de ces problèmes. La connaissance des règlements de sécurité incendie et la pratique de l'anglais seront des atouts supplémentaires. Basé à St Quentin en Yvelines, il aura à accomplir de courtes missions à l'étranger. Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature sous référence 7914 MO à : P.Candès - Service Emploi & Formation - SOCOTEC - 3 avenue du Centre - 78182 Saint Quentin Yvelines Cedex.

### BANQUE PRIVÉE

PARIS (7<sup>e</sup>) recherche

### L'ADJOINT de son Directeur administratif

Ce CADRE de HAUT NIVEAU devra avoir une  
expérience bancaire confirmée en Comptabilité,  
Réglementation, Organisation, Informatique.

Adresser lettre man. à : O.C.B.P., 66, rue de la  
Chaussée-d'Antin, 75009 Paris, s/réf. 5500 M.

### chef de département commercial transit

La filiale TRANSIT d'un groupe maritime et industriel cherche un  
chef de département. Il relève de la Direction Générale et, basé à Paris,  
s'appuie sur un réseau de grande envergure d'agences nationales et  
internationales pour maintenir et développer les affaires avec la clientèle  
existante et en créer d'autres. C'est un professionnel compétent de la  
commission de transports justifiant de sa réussite et de relations  
commerciales de haut niveau, susceptibles de rentabiliser rapidement  
son action. Sa rémunération est assortie d'un intéressement pouvant  
atteindre un niveau élevé.  
Cette fonction comporte des déplacements en France et à l'étranger  
pour lesquels la pratique de l'anglais est indispensable, celle d'une autre  
langue souhaitable.  
Notre consultant, G. BARDOU, vous remercie de lui écrire (réf. 3686 LM).

### chef comptable (h ou f)

Paris Banlieue Sud-Est

Le Directeur Général d'une belle affaire moyenne de négoce de  
produits métallurgiques (350 personnes) liée à un groupe important  
(C.A. : 3 MMF) cherche un chef comptable. Assisté d'une dizaine de  
personnes, il prend en charge la comptabilité générale, analytique, établit  
bilans trimestriels et CE mensuels, gère la trésorerie à court et moyen  
terme, chiffre les investissements, participe au lancement d'un nouveau  
système informatique.  
C'est un professionnel de 35 ans minimum, de niveau DECS, ayant des  
talents d'organisateur et d'animateur et la volonté de participer à la  
vie de l'entreprise.  
Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire  
(réf. 3673 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTIC

### COLGATE PALMOLIVE DIVISION PROFESSIONNELLE recherche

### animateur de formation de vendeurs

Après une période de formation per-  
sonnelle pendant laquelle il devra faire  
la preuve de ses qualités de vendeur,  
de meneur d'hommes et de pédago-  
gue, il aura :

- à animer les programmes de forma-  
tion existants, tant en salle que sur  
le terrain ;
- à participer à l'élaboration de nou-  
veaux programmes destinés à des  
vendeurs et à des cadres de vente, à  
en assurer la mise en route et le  
suivi sur toute la France.

Nous souhaitons que le candidat ait  
une expérience de la vente, du com-  
mandement et de la formation. Une  
grande disponibilité est nécessaire,  
déplacements dans toute la France.  
Fixe important, 13<sup>e</sup> mois, voiture.  
Adresser candidature, photo s/réf. AFV à :  
COLGATE PALMOLIVE - Service  
Recrutement, 92401 COURBEVOIE.

La filiale d'un très important groupe agro-alimentaire français recherche  
deux personnalités de premier plan.

### CONTROLEUR DE GESTION PARIS 150 000F +

Jeune, mais âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'une école supérieure de  
commerce (option comptabilité) il maîtrise parfaitement la comptabilité  
générale et le contrôle budgétaire grâce à une solide expérience acquise de  
préférence dans un contexte industriel. Il superviserait rapidement l'ensemble  
des opérations comptables et offrirait une équipe d'une dizaine de personnes  
(environ vingt), réparties entre le siège et les usines.  
Directement rattaché au Directeur Général à Paris, il doit prévoir des  
déplacements de courte durée en province. L'envergure du poste permettra à  
un candidat à très fort potentiel de s'associer à des projets ambitieux et de  
devenir le Directeur Financier de notre jeune filiale. (réf. 7994 M)

### DIRECTEUR D'USINE ARRAS 140 000F +

Pour l'une de ses unités de raffinage et de conditionnement d'huiles (70  
personnes, 25 000 tonnes par an).  
Jeune, mais âgé d'au moins 32 ans, Ingénieur de formation (ENSI de  
préférence), il a une expérience réussie de responsable dans l'industrie  
alimentaire sur des produits de moyenne série.  
Véritable gestionnaire et meneur d'hommes, il sera responsable auprès du  
Directeur Général de la rentabilité de son unité ; il ambitionne à moyen  
terme de participer activement au développement de notre jeune filiale.  
(réf. 7995 M)

Adresser nous votre CV détaillé et photo (préciser SVP la référence du poste  
qui vous intéresse) à :

Selecrom  
225 Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,98
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAL	95,00	111,72

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## **CHEF DE GRANDS PROJETS INFORMATIQUES**

Nous recherchons pour l'administration centrale d'un Ministère un

Il créera et développera un Département "Systèmes d'information". Au titre de l'activité de ce Département :

- Il participera, au niveau national, à la définition des systèmes d'information reliant plusieurs institutions ;
- Il sera responsable de la coordination et de la mise en œuvre de ces systèmes en utilisant les techniques statistiques et informatiques.

Le niveau de rémunération proposé pourra être élevé.

Envoyez votre référence M 2116, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

**ISERTI** 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

## **Jeunes diplômés gdes écoles**

ou Universitaires de haut niveau

Compagnie Européenne de Gestion et d'Informatique-Tymshare, filiale du Crédit Lyonnais et de Tymshare (U.S.A.) ; leader dans son domaine. Forte expansion européenne.

**Vous voulez saisir l'opportunité :**

- de réaliser et de mettre en place des APPLICATIONS DE GESTION pour de grandes entreprises nationales et internationales (nos clients) ;
- d'être entièrement responsable du développement : analyse, programmation, tests, documentation, formation ;
- de vous intégrer à une équipe jeune et sympathique, basée à Paris, mais évoluant dans un contexte international ;
- d'évoluer ultérieurement vers d'autres postes techniques ou commerciaux, en France ou à l'étranger.

**Vous souhaitez acquérir une expérience enrichissante en utilisant :**

- notre réseau mondial de télétraitement comportant plus de 50 gros systèmes interconnectés ;
- notre gamme complète de langages, des plus classiques aux plus sophistiqués ;
- notre approche des techniques les plus évoluées en Finance, Marketing...

**Vous voulez exploiter au mieux :**

- notre aptitude réelle pour l'analyse-programmation, si possible dans le domaine de la gestion ;
- notre faculté de vous exprimer couramment en anglais ;
- notre efficacité et votre sens de l'initiative.

Alors, nous vous proposons de rejoindre notre GROUPE LOGICIEL en qualité d'INGENIEUR SOFTWARE D'APPLICATIONS

La formation spécifique à nos systèmes et produits sera assurée dans nos bureaux de Saint-Cloud. Nous vous remercions d'adresser votre C.V. (+ photo) sous référence 909 à :

Serge BOUTLE - CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline-de-St-Cloud, 92213 ST-CLOUD.



**FOSTER WHEELER FRANCAISE**  
Leader Mondial Four Pétrole et Pétrochimie recherche pour PARIS

## **INGENIEUR MECANIQUE DIPLOME**

(A.M., I.C.A.M., I.N.S.A.)

- Age 30 ans minimum ayant bonne expérience industrielle.
- pour fonction spécialiste technologie.
- Expérience en unités pétrolières et pétrochimie serait appréciée.
- Cette fonction convient à personne dynamique ayant goût et connaissance en métallurgie et en calculs mécaniques.
- Cette fonction inclura le suivi du développement de la technologie des produits réfractaires.
- Des déplacements en France et à l'étranger seront à envisager, pour inspection, mise au point et amélioration d'installations existantes.
- Il participera à la mise au point des nouvelles techniques.
- Anglais courant (écrit et parlé) obligatoire.
- Allemand souhaité.

Adresser curriculum vitae détaillé avec photo et prétentions à : Direction du Personnel - 31, rue des Boudonnais - 75021 PARIS CEDEX 01.

## **Agronome chargé d'interventions économiques**

100 000 F +

Nous sommes un établissement financier intervenant dans le secteur agro-alimentaire : nous recherchons pour notre service "Economie des Productions Animales", un Ingénieur (Agro, ENSA, option économie...) ayant au moins 4/5 ans d'expérience, dans un organisme public, para public ou professionnel, ou dans un groupement de producteurs ; lui ayant permis d'acquérir une pratique des relations avec la profession agricole et la connaissance des circuits de production et de commercialisation des productions animales et capable de concevoir, mettre en œuvre et assurer le suivi d'interventions économiques ponctuelles, régionales ou nationales en faveur des productions animales.

Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle à Madame LIPSZYC sous réf. 91026 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06  
MEMBRE DES YNTIC

## **Le Groupe ELF AQUITAINE**

recherche de jeunes

## **AUDITEURS COMPTABLES**

de formation H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO. ou équivalent

possédant déjà un à deux ans d'expérience professionnelle dans l'audit ou la comptabilité et parlant 2 langues étrangères.

Cette fonction implique pendant quelques années de très nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Le Groupe ELF AQUITAINE offrira ultérieurement aux candidats retenus d'importantes possibilités d'évolution dans diverses branches d'activité que ce soit en France ou à l'étranger.

Env. C.V., photo sous la n° 21438 à CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmet.

Directeur

Nous recherchons un homme capable de diriger un hôpital de 130 lits. Rapportant au conseil d'administration, il mènera les actions nécessaires pour assurer un fonctionnement et une gestion efficaces.

Il participera à la mise en œuvre des investissements et dirigera un effectif de 100 personnes. Le candidat devra posséder une solide pratique de la gestion.

La connaissance du milieu hospitalier constituera un atout.

Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 91032 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06  
MEMBRE DES YNTIC

## **SOCIÉTÉ MOYENNE CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE**

recherche pour son Siège Parisien

## **DIRECTEUR COMMERCIAL**

Formation Grandes Écoles

Age 35 ans minimum

Adresser cur. vitas sous la n° 21.998 à CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmet.

## **GROUPE TELECOMMUNICATIONS**

recherche pour son ACTIVITE D'EXPORTATION

## **SON CHEF**

## **DU SERVICE COMMERCIAL**

### **PROFIL :**

- Agé d'au moins 40 ans, il devra disposer :
- d'une très solide expérience des activités internationales dans la vente d'équipements d'infrastructures dans les transferts de technologie,
  - de connaissances approfondies dans le domaine des télécommunications publiques.

### **FONCTION :**

- animer une équipe d'une cinquantaine de vendeurs
- créer et développer une cellule marketing
- coordonner l'action d'ingénieurs produits
- proposer des objectifs de prises-de commandes à court et moyen terme et les réaliser.

Ce poste est à pourvoir à PARIS.

Discrétion assurée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous No 32309, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 q.tr.

Société du secteur Pharmaceutique PARIS recherche

## **PHARMACIEN(NE)**

Le candidat, âgé de 35 ans environ, aura une expérience de 3 ans minimum de l'officine et, si possible, la connaissance de l'industrie pharmaceutique.

Il sera responsable du service chargé :

- de la recherche et l'exploitation d'enseignements nécessaires à la mise au point de documentation ;
- des relations avec les organismes officiels.

Rémunération prévue : 90 000 F.

Les personnes intéressées par ce poste sont priées d'adresser un curriculum vitae détaillé à :

**IDL, Conseil en Relations Humaines.**  
44 bis, route de Villemomble - 93140 BONDY.

BANQUE PRIVEE

FILIALE D'UN GROUPE DE PREMIER PLAN

recherche son

## **RESPONSABLE D'AGENCE**

PARIS

Agé d'au moins 30 ans, le candidat devra avoir quelques années d'expérience bancaire acquise auprès d'une clientèle de PME et une bonne formation de base administrative.

AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, se charge de transmettre les candidatures qui lui parviendront sous la référence 3679.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN ÉLECTRONIQUE DE POINTE

recrute pour son Centre d'Études situé à 30 mn du Centre de Paris par RER

## **ingénieur informaticien de gestion d'affaires et d'approvisionnements**

Première expérience souhaitée

Larges possibilités d'évolution pour candidat dynamique

Transport assuré par cars gratuits - Restaurant d'entreprise

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous No 27.839 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ACCESSOIRES AUTO

située au Nord-Est de Paris

recherche

pour son laboratoire d'études éclairage

## **2 JEUNES INGÉNIEURS**

— 1 POUR RECHERCHES

— 1 POUR APPLICATIONS

diplômés E.S.O. ou similaire

• débutants ou quelques années d'expérience ;

• connaissances d'électronique appréciées.

Env. avec C.V., prétentions et photo à

CITE PROJECTEURS, Service du Personnel 17, rue Henri-Gautier, 93012 BOBIGNY CEDEX.

CSEE — électricité et électronique — 5300 personnes

intègre

## **dans équipe de 4 JURISTES**

un praticien d'entreprise industrielle

FORMATION SUPÉRIEURE DROIT + SOLIDE EXPÉRIENCE

pour

• prendre en charge une part des problèmes, notamment assistance de départements commerciaux

• seconder le chef de service pour les divers contrats internationaux.

Indiquez les actions professionnelles que vous estimez vous avoir le plus apporté, dans votre lettre de candidature ou dans votre C.V. à adresser à CSEE, Service Emploi et Développement des Cadres, 17, Place Étienne Perret - 75015 PARIS.

مكتبة المصلح



		La semaine du 10/11/79		La semaine du 17/11/79	
OFFRES D'EMPLOI	DEMANDES D'EMPLOI	La semaine du 10/11/79	La semaine du 17/11/79	La semaine du 10/11/79	La semaine du 17/11/79
IMMOBILIER	36,00	12,00	14,11	30,00	35,00
AUTOMOBILES	36,00	12,00	14,11	7,00	8,23
AGENDA	36,00	12,00	14,11	23,00	27,05
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	11,72		23,00	27,05

## ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Sté Conseil en informatique  
pour banque privée PARIS

### PROGRAMMEURS

Diplômés Ecole supérieure,  
2 ans expérience COBOL/ANSI,  
connaissance UNIVAC, 1970 et  
système tel. accès.  
Evolution possible vers analyse  
pour candidat de valeur.  
Env. C.V. + prêt. 35 réf. 1479  
à COFAP, 40, rue de Chabrol,  
75010 PARIS, qui transmettra.

### TELSINTER recherche

### PROGRAMMEURS

— Cobol A.N.S. et P.L. 1  
— 2 ans expérience minimum.  
INGÉNIEURS

### SYSTÈMES

DOS-VS, CICS/OL 1  
Tél. pr. R-VS 272-0077, poste 5.

Nous sommes une Compagnie  
d'Assurances sur la Vie faisant  
partie d'un Groupe internatio-  
nal établi en France depuis  
plus de 100 ans.  
Nous recherchons pour faire  
face à notre expansion  
de jeunes

### CADRES

### DÉBUTANTS

Nous demandons : Un diplôme  
d'études supérieures commu-  
ciales si possible. Un goût réel  
pour les contacts humains.  
Une grande disponibilité  
géographique. Nous offrons :  
Une formation théorique et  
pratique d'un an à PARIS et  
en province. A l'issue de cette  
période, un poste de :

### RESPONSABLE

### DE GESTION

chargé du recrutement, de  
l'encadrement et de l'animation  
d'un réseau d'agents généraux  
t d'attachés commerciaux ex-  
clusifs. Nous vous remercions  
d'adresser votre C.V. détaillé  
accompagné d'une photo à :

### « VITA »

(Groupe Zurich) Direction  
Commerciale, 1, rue Verneil,  
75006 PARIS.

SERTI

## INFORMATIQUE BANCAIRE

Demain, le rôle de l'informatique dans le secteur bancaire sera renforcé par de nombreuses évolutions : rénovation des techniques bancaires (moyens de paiement, gestion des valeurs mobilières...) développement des réseaux et des guichets automatiques, implantation des mini-ordinateurs, introduction de la bureautique, amélioration des outils d'analyse des coûts et de gestion interne.

C'est pour contribuer à cette évolution dans un marché "porteur" que notre Département Banques recrute :

### CONSULTANTS / INGÉNIEURS EN CHEF

Réf. M 5020

Rattachés au Directeur du Département, ils assureront :  
• des missions de Conseil de haut niveau,  
• le pilotage d'équipes sur des contrats im-  
portants.  
Ils participeront activement à la négociation  
des contrats et au développement du Dépar-  
tement.

Il s'agit de situations pouvant satisfaire des  
hommes exigeants et dynamiques.

### CHEFS DE PROJET / INGÉNIEURS PRINCIPAUX

Réf. M 5021

Les projets informatiques qui leur seront  
confiés leur permettront de progresser dans  
leur technique et/ou d'accroître leurs respon-  
sabilités.

Expérimentés dans la conception et la conduite  
de projets, ils auront des connaissances dans  
l'un des domaines suivants :  
• applications bancaires (gestion des titres  
en particulier),  
• téléinformatique,  
• mini-informatique.

### INGÉNIEUR COMMERCIAL

Réf. M 5022

Rattaché au Directeur du Département, il  
développera les contacts commerciaux avec  
l'appui technique des ingénieurs en Chef  
pour la négociation des contrats.

Il participera à l'élaboration de la politique  
marketing du Département et au lancement  
des actions promotionnelles.

Nous pouvons accueillir des informaticiens expérimentés dans le secteur Banques / Établissements Financiers ainsi que de solides professionnels de l'informatique dont nous assurerons la formation aux techniques bancaires.

Les perspectives de carrière sont importantes au sein de SERTI et du Groupe GFI.

Nos postes sont à pourvoir rapidement mais une date d'entrée au cours de 1980 peut être également envisagée.

Écrivez, en précisant la référence, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI  
SELECTION

49, avenue de l'Opéra  
75002 Paris

Laboratoire produits  
pharmaceutiques  
PONT DE SEVRES rech.

### J.H. ou J.F.

CHEF DE GROUPE dans  
un service de comptabilité  
analytique

Niveau maîtrise D.U.T.,  
option finance-comptabilité.

Semaines 3 jours,  
Journées continues, restaurant  
d'entreprise.

Adressez C.V. manuscrit avec  
précision, sous réf. 3484,  
PUBLICITE SAUTRON,  
29, r. Rodier, 75002 Paris.

### A.C.S.I.

Société de Services  
et Conseils informatiques  
recherche

### INGÉNIEURS CCAUX

(réf. LM2)

### ANALYSTES-PROGRAM.

(réf. PLAM)

### PROGRAMMEURS

Env. C.V., manuscrit, actuelle-  
ment, à ACSI

4, passage du Génie, 75012 Paris

### ETABLISSEMENT PUBLIC

recrute

### UN CHEF DE SECTION

responsable d'un service  
comptable indispensable  
(niveau B.T.S. souhaité).

### UN CHEF DE SECTION

copier, puis par informatique et  
gestion dossiers du personnel  
indispensable.

Envoyer C.V., photo et prêt. à  
n° T 16.534 M REGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Société locale véhicules  
banlieue Nord-Est Paris  
recherche

### J.H.

### AGENT COMPTOIR

départ. C.M., notions compa-  
bilité et commerciales, permis V.L.  
Réf. exigées. Libre de suite.

Ecrire à n° 75.975 M Bleu,  
17, rue Labbé, St Vincennes.

L'Etat offre des emplois  
stables bien rémunérés avec ou  
sans diplôme titre et titre.  
Pour les connaître achetez la  
rev. FRANCE-CARRIERES (T 1)  
B.P. 402-01 Paris  
(document, grat. sur demande).

### SOCIÉTÉ GÉNIE CIVIL

de Premier Plan  
Ayant très importants Travaux à l'étranger  
recherche pour son

### SERVICE CENTRAL

### CONTROLE DE GESTION

PROXIMITÉ PARIS

### DIPLOMÉ ÉCOLE

### D'INGÉNIEURS

(OPTION T.P. SOUHAITÉE)

### OU ÉCOLE COMMERCIALE

Très bonnes connaissances comptables, anglais  
écrit et parlé, 30 ans environ.  
Possibilités poste ultérieur à l'étranger.  
Adressez C.V. manuscrit et présentations à n° 21.567,  
CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra,  
75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Industrie fromagère - Nous sommes une importante société industrielle (5 unités de production). Nous  
recherchons suite à la promotion du titulaire actuel, le nouveau responsable d'une de nos unités (250 personnes)  
située à 200 km de Paris, en tant que :

### DIRECTEUR D'USINE

Vous avez une formation supérieure, une approche certaine des problèmes de l'industrie alimentaire et de son  
environnement biologique. Vous êtes un professionnel de la fonction, c'est-à-dire que vous dirigez une usine  
depuis de nombreuses années ; vous connaissez votre problème et vous pouvez être opérationnel demain... Dans  
un contexte décentralisé, vos responsabilités de directeur d'usine seront importantes : fabrication des produits  
dans le respect des engagements de quantité, délai, qualité et coût en conformité avec les normes de fabrication ;  
direction et animation des hommes, relations avec les partenaires sociaux, présidence du C.E. comité social,  
organisation et gestion de l'outil de production tant sur le plan technique que financier (comptabilité matière,  
analytique...).

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5323 M.

Nous sommes l'un des premiers groupes internationaux d'ingénierie, notre activité s'étend à tous les domaines  
économiques. Nos réalisations à l'étranger sont nombreuses et importantes. En matière de politique de personnel,  
nous avons le souci du développement humain des hommes qui composent nos structures et nous recherchons  
pour notre Direction des Relations Humaines le ou la responsable du service

### ACQUISITION ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Vous êtes de formation supérieure et vous possédez bien l'anglais. Bien que jeune, votre vécu professionnel et  
personnel vous permet d'être crédible et reconnu comme tel par vos interlocuteurs dans les domaines que nous  
souhaitons vous confier : recrutement France et étranger, formation puis évaluation du potentiel humain en vue  
de promotion ou mutation, études d'appréciation, de rémunération... Nous attendons de vous avec votre équipe,  
des réalisations efficaces et rentables mais aussi des propositions, des idées, des suggestions d'amélioration...  
Ce poste peut offrir de réelles perspectives d'avenir à un candidat de valeur.

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6321 M.

Nous sommes un groupe, coté en bourse - un des tout premiers dans notre domaine - qui s'est développé depuis  
une dizaine d'années. Notre holding à Paris anime et supervise quelque 70 filiales. Notre direction générale  
souhaite intégrer un jeune cadre - pour remplacer le prédécesseur, appelé à des fonctions opérationnelles dans  
le groupe - comme :

### CHEF DES SERVICES COMPTABLES ET FINANCIERS

Votre formation supérieure s'est complétée d'une spécialisation comptable (au moins aujourd'hui le DECS).  
Vous avez au moins 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans une société importante ou dans un cabinet  
d'audit. Au sein de la direction comptable du groupe, vous serez responsable de la comptabilité du holding et  
de la consolidation de nos 70 sociétés... Par ailleurs vous participerez étroitement à l'élaboration de l'information  
des actionnaires (en particulier le rapport annuel), aux relations avec les organismes financiers, à l'assistance de  
nos filiales sur les plans comptable - juridique - fiscal et prochainement à la révision du plan comptable général.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5324 M.

Si vous pensez avoir le profil de l'une des  
personnes que nous recherchons, écrivez  
en précisant la référence aux consultants  
de SERIFO: ils étudieront avec vous les pos-  
sibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE  
DIRECTION

38, RUE DE LISBONNE - 75008 PARIS

### Directeur commercial domaine automobile

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL  
FRANÇAIS organes électromécaniques  
et électroniques manufacturés pour l'auto-  
mobile, marques de haute renommée re-  
cherche le Directeur Commercial de l'une de  
ses sociétés, capable concevoir et réaliser po-  
litique commerciale et gérer le service.

Ce poste peut convenir à HEC, ESSEC, SUP de  
CO ou école équivalente, 32 ans minimum,  
ayant acquis une solide expérience vente et  
gestion commerciale et connaissant bien dis-  
tribution par réseaux grossistes et détaillants  
dans le domaine automobile : accessoires, auto-  
radios, pièces rechange, etc. Situation intéres-  
sante et évolutive pour candidat animateur et  
réalisateur capable progresser vers respon-  
sabilités plus larges dans le groupe.

Ordre de grandeur traitement :

180.000 F.

Poste à Paris.  
Ecrire sous référence 255 M à PUBLIPANEL  
20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui trans-  
mettra.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ FABRIQUANT ET DISTRIBUTEUR DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

propose un poste de

### CHEF DE DISTRIBUTION RÉGIONAL

— Il sera responsable d'un établissement d'une  
quarantaine de personnes, chargé en particulier :  
• de l'approvisionnement ;  
• du stockage ;  
• de la distribution des produits ;  
• de la gestion administrative et informatique  
du centre.

— Une expérience commerciale serait la bienvenue.  
— L'assurance d'une fonction identique durant au  
moins 3 années est indispensable.

Merci d'envoyer C.V., photo et présentations à :  
n° T 16.518 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur,  
PARIS (2<sup>e</sup>), qui transmettra.

## INGENIEUR SPECIALISTE FREINS

UN CONSTRUCTEUR DE RENOMMÉE  
INTERNATIONALE

### RECHERCHE UN INGENIEUR SPECIALISTE FREINS

Sa fonction :

- Standardisation des organes de freinage,
- Définition et synthèse de freinage de véhicules nouveaux,
- Création d'organes nouveaux avec objectifs de gains de poids et de prix pour un cahier des charges de qualité donnée,
- Suivi des règlements et participation à leur élaboration au niveau européen.

Il est nécessaire de posséder une expérience professionnelle dans le domaine du freinage.

Ecrire avec CV à rsc carrières - 14, rue de Castiglione,  
75001 PARIS, sous référence 1660

Très important constructeur  
de matériels de T.P.  
recherche pour sa filiale de distribution un

### INGENIEUR COMMERCIAL

MATÉRIELS DE T.P. 130.000 F

Très autonome sur son secteur Région  
Parisienne, il vend une gamme de matériels  
leader en Europe à une clientèle (entreprises  
de Bâtiment, des T.P. collectivités locales)  
qu'il prospecte et conseille.

Il faut avoir fait ses preuves dans la vente  
de préférence de matériels d'équipement  
industriel. Mais plus qu'une longue expérience,  
nous recherchons un bon niveau de formation  
mis au service de grandes qualités humaines.  
Voiture fournie + frais.

Ecrire avec C.V. détaillé, sous réf. 77 723 M  
à Denis JOUSSET

### Plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS.

### REVION HEALTH CARE GROUP

Division pharmaceutique du groupe REVION, cherche pour  
PARIS, un

### marketing manager

Dans un premier temps, il élabore et met en œuvre la stratégie  
produits pour le marché français. Il se voit confier ensuite, des  
responsabilités importantes fonctionnelles et opérationnelles au sein  
du groupe.

Nous cherchons un homme de 30 ans minimum, de formation de  
type ESSEC plus M.B.A. ou équivalent. Il a déjà une première  
expérience dans l'industrie pharmaceutique, de préférence, dans un  
groupe anglo-saxon. Il connaît, bien entendu, parfaitement l'anglais  
et a une forte ambition de réussir sa carrière dans un groupe inter-  
national.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à notre conseil,  
sous la réf. 127/2 LM à

jacques tixier s.a.

7 rue de logelbach 75017 paris



Emplois et Carrières



OFFRES D'EMPLOI	La 1 <sup>re</sup>	La 2 <sup>e</sup>
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,88
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAL	95,00	111,72

# ANNONCES CLASSEES

ANNUITES ENGAGEES	La 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup>	T.T.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**ingénieur commercial**  
120.000 F. +

La SLIGOS est une des premières sociétés de conseil et service en informatique - CA 1978 : 242 millions de F., expansion prévue pour 1979 : + 25 %.

Les différents services que nous proposons à nos clients sont répartis par départements, afin d'optimiser, en les spécialisant, la qualité de nos interventions.

Le département APL connaît une évolution rapide qui nous conduit à rechercher un nouvel ingénieur commercial.

A l'intérieur d'une équipe jeune et performante, il se verra confier la responsabilité de vendre un service ayant comme support un système et un langage APL (auquel il sera préalablement formé).

Ses interlocuteurs seront principalement les représentants des grandes directions fonctionnelles de l'entreprise.

Etre diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce (HEC), motivé et doué pour la négociation nous paraissent des conditions essentielles pour s'adapter à notre structure : une première expérience serait un atout supplémentaire que nous saurions apprécier.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 51031 M (à mentionner sur l'enveloppe) à Monique NERVET.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06  
MEMBRE DES SYNTÈC

**2 CHARGÉS D'ÉTUDES**

— L'un prendra en charge les enquêtes concernant les médias ;  
— L'autre aura la responsabilité des projets concernant la communication publicitaire.

**ILS AURONT TOUS DEUX**  
— environ 30 ans ;  
— 3 à 5 ans minimum d'expérience en institut ou support.

Une technique éprouvée et une très forte disponibilité seront les atouts majeurs pour s'intégrer dans cette société en développement rapide.

Ecrire à **DIDIER TRUCHOT - IPSOS**, 30, rue Censier, 75003 Paris, qui répondra à toutes les candidatures.

**TRAILOR**

Groupe International  
Important Constructeur de Matériel de Transport  
Proche banlieue Ouest de PARIS, recherche

**un analyste comptable**  
bilingue anglais

- Diplômé d'une école supérieure de commerce, DECS souhaité, il a 3 à 4 ans maximum d'expérience professionnelle acquise en milieu industriel, dans un cabinet d'audit ou d'expertise-comptable.
- Dynamique, alliant autorité et sens de l'humain, il étudiera et participera à la résolution de problèmes spécifiques en liaison avec les comptables opérationnels. Il effectuera des missions d'inspection comptable. Ses objectifs principaux seront d'assimiler l'organisation comptable TRAILOR pour prendre à moyen terme des responsabilités importantes au sein du Département.

Adresser C.V. + photo à **Claire BOURGEOIS, TRAILOR S.A.**, 3 R.N. 10-B.P. 49-78311 MAUREPAS.

**Johnson & Johnson s.a.**  
LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE BANLIEUE EST  
DIVISIONS PRODUITS HOSPITALIERS ET DENTAIRES  
recherche

**Chef de Service**  
**Administration des Commandes**

Sa compétence, acquise en 2/3 ans d'expérience dans ce type de fonction, lui permettra d'assurer :

- la gestion de l'administration des ventes ;
- les définitions d'applications informatiques ;
- les statistiques d'exploitation commerciale ;
- les procédures commerciales et fiscales sur les appels d'offre hospitaliers marchés, prix, etc. ;
- les liaisons internes (logistique, forces de vente, marketing...) et externes (clients, utilisateurs) ;
- l'animation de son équipe (2 A.M., 4 employés).

Votre C.V., photo, prétentions sont attendus sous No 32023, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 qui transmet. DISCRETION ASSURÉE.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
située à PARIS

recherche

**POUR PROGRAMMATION**  
et **MISE au POINT**  
de **LOGICIEL TELEPHONIQUE**

**INGÉNIEURS ET TECHNICIENS**  
**INFORMATIQUES**

**Débutants ou confirmés**

Connaissance d'un langage assembleur indispensable.

Déplacements en FRANCE et à l'ÉTRANGER.  
Ecrire avec curriculum vitae et prétentions, N° 31.041, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmet.

**Ei Compagnie Générale d'Informatique**

Société de Services et de Conseil en Informatique de Gestion

offre

**formation et carrière à**  
**Ingénieurs Grandes Ecoles**

SUP AERO, CENTRALE, TELECOM, MINES, PIS et CHAUSSEES, —  
Débutants ou expérimentés.

Envoyer CV + photo à  
**Madame JAMET - CGI - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS**

**transac** groupe CGE  
leader de la péri-informatique française

recherche pour la définition de ses matériels, l'élaboration et le suivi des plans "produits" :

**DES INGENIEURS CHEFS DE PRODUIT**

confirmés en informatique (5 ans minimum), dont une partie dans l'un des domaines suivants : mini-ordinateurs, terminaux intelligents, logiciels temps réel, réseaux.

Leur mission sera de présenter à la Direction Générale des plans "produits" complets incluant : analyse de marché, spécifications fonctionnelles des produits, plans de lancement, bilan économique.

Ils devront posséder une solide expérience technique, d'excellentes qualités d'analyse et de synthèse. Anglais nécessaire.

**CES SITUATIONS SONT BASEES A PARIS.**

Prière d'envoyer candidature manuscrite avec photo et prétentions à  
Service des Relations du Travail  
Centre Pierre Herang  
91680 BRUYERES LE CHATEL.

**Cabinet Conseil en Marketing**  
recherche

**jeune diplômé**  
**enseignement supérieur**  
**commercial**

déjà 0.M.

Pour participer à une action de productivité commerciale au sein du réseau national d'une société industrielle cliente, pendant une période de 18 mois.

Cette société envisage ensuite une possibilité d'évolution vers un poste commercial ou marketing, basé à Paris et exigeant de fréquents déplacements.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, prétentions sous réf. 8776-M à **M.L.D. MICHEL FRANKEL**.

**MARKETING INNOVATION DEVELOPPEMENT**  
51, RUE PIERRE - 92110 CLICHY

**INTERNATIONAL HARVESTER FRANCE**  
recherche

**UN CHEF ETUDES**  
**ET DEVELOPPEMENT ACHATS**

Ce poste conviendrait à un candidat à fort potentiel, titulaire d'un diplôme d'INGÉNIEUR DE FABRICATION complété par une FORMATION A LA GESTION (IAE...) et ayant une aptitude à la NEGOCIATION à HAUT NIVEAU.

Expérience : 5 ans environ en fabrication + ouverture internationale.

Anglais courant exigé, allemand souhaité.

Adresser C.V. détaillé et photo à **IHF, Service Ressources Humaines Siège**, 170, boulevard de la Villette - 75019 PARIS.

**Responsable Administratif et Financier**

Une société française (chiffre d'affaires 90 millions de francs, 250 personnes), filiale d'un important groupe international spécialisé dans les matériels de bâtiment et travaux publics, recherche son responsable administratif et financier.

Basé dans la banlieue Sud-Est de Paris, il sera le collaborateur immédiat du Directeur Général et assurera l'ensemble de la gestion comptable, administrative et financière du groupe français. Assisté d'une petite équipe, il sera notamment chargé de la fonction comptable, de l'établissement des bilans et comptes d'exploitation, des budgets, des problèmes de financement et de personnel. Il sera également l'interlocuteur direct de la maison mère dans le cadre d'un système global de reporting.

Ce poste s'adresse à un jeune candidat âgé de 32 ans minimum, de formation supérieure (BSC, DECS ou équivalent) et pouvant justifier d'une solide expérience concrète d'au moins 7 années acquise au sein d'une entreprise.

Le contexte international implique la connaissance des méthodes et comptabilité anglo-saxonnes et une bonne pratique de la langue anglaise.

Ecrire à **MSI International**, 73, Bd Haussmann 75008 Paris sous Réf 189 M. Les réponses seront transmises directement à notre client, sauf si l'enveloppe porte la mention "conditionnelle" signifiant que votre lettre précise les noms des sociétés auxquelles elle ne doit pas être communiquée.

**MSI International**

**JURISTE**

**CIBA-GEIGY** (plus de 2.500 personnes en France) recherche un Cadre Juridique pour l'intégrer à son équipe de juristes.

**MISSION :** Il informe et conseille les responsables opérationnels, prévient et, le cas échéant, traite les litiges en matière de Droit Social, Responsabilité Civile, Protection de l'Environnement et Sécurité.

**PROFIL :** Ce poste exige une solide formation en Droit (licence, DES, ...) avec une expérience pratique de 3 ans environ en Législation Sociale et en Droit des Affaires, acquise soit en entreprise, soit en cabinet-conseil.

La dimension de notre entreprise permet aux candidats d'envisager, à terme, une évolution de carrière intéressante.

Nous vous remercions d'adresser C.V. + photo + prétentions à **Mme MONTEIL, Département Personnel - S.A. CIBA-GEIGY**, 8, rue Lionel Terray - 92500 RUEIL-MALMAISON.

**SESA**

Une des toutes premières sociétés françaises d'informatique spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes complexes dans les domaines de la télématique, l'automatisation industrielle et de la gestion transactionnelle recherche

**ingénieurs informaticiens**

Formation Grande Ecole.  
Solide expérience informatique.  
Pour participer au développement de projets informatiques de types temps réel dans des domaines d'application variés. Une bonne maîtrise des techniques de conception et de réalisation de logiciels de base ou d'application est indispensable.  
L'expansion actuelle de l'entreprise tant au niveau national qu'international offre des opportunités exceptionnelles de carrière.

Envoyer C.V. à **SESA, Direction du Personnel**, 30, quai National, 92806 PUTEAUX.

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PREMIER PLAN**  
Leader sur plusieurs marchés de produits de grande consommation, recherche un

**chef de production**

Pour une Division de l'un de ses principaux établissements à proximité immédiate de la région parisienne.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur d'une Grande Ecole, ayant 35 ans minimum, possédant une bonne expérience des méthodes modernes de gestion et de management, particulièrement en matière de conduite des hommes.

Il pourra permettre, en cas de réussite, d'accéder à des fonctions de plus grandes responsabilités dans l'établissement concerné et dans le Groupe.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Adresser candidature, C.V., photo sous référence AUBE (mentionnée sur l'enveloppe) à

**Publicis Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES**  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

مسك: ١٨٩ م



حزب الامن الاصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,98
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La ligne	T.S.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi      offres d'emploi      offres d'emploi      offres d'emploi

**transac** groupe CGE  
recherche pour sa  
DIRECTION COMMERCIALE FRANCE

## chefs de secteurs ET ingénieurs commerciaux

CADRES DE HAUT NIVEAU ayant :

- expérience réussie de la vente dans le domaine informatique;
- aptitude à la négociation de contrats importants;
- formation supérieure, dynamisme, autonomie.

**NOUS VOUS OFFRONS :**

- une gamme de produits hautement compétitive ;
- la dynamique d'un taux de progression de 40% par an depuis 3 ans;
- un plan de croissance qui nous donne les moyens financiers et industriels de nos ambitions : 320 M.F. en 1979 - 1200 M.F. en 1983 ;
- des possibilités exceptionnelles de développement de carrière associées à une rémunération stimulante (fixe de haut niveau + intéressement).

Bureaux situés à l'ETOILE.

Candidature (avec lettre manuscrite et photo) à envoyer à :  
Madame VALLEE-LAURENT  
TRANSAC S.A.  
25, Avenue de la Grande Armée  
75116 PARIS.

**PARIBAS**  
Banque de Paris  
et des Pays-Bas

**TÉLÉBANQUE**  
recherche

## CONSEILLERS DE CLIENTÈLE

Possédant :

- Une formation supérieure de type I.E.P., Sciences économiques ou équivalentes ;
- Une excellente présentation et une grande facilité de contacts.

Après une période de formation de quelques mois aux techniques bancaires et financières, les candidats seront intégrés à une petite équipe pour assurer les tâches de conseillers auprès d'une clientèle de particuliers de haut standing.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à :  
S.E.P.B. Direction du Personnel (65)  
Boîte postale 141 - 75090 Paris Cedex 02.

## jeunes diplômés écoles d'ingénieurs ou de commerce

Votre diplôme en poche, vous souhaitez mener une activité professionnelle vivante, proche des réalités de l'entreprise, et fonder sur vos résultats une rémunération élevée. Nous vous proposons d'entrer dans un domaine de pointe, l'informatique, pour y devenir :

## INGENIEURS COMMERCIAUX

A l'issue d'une formation spécialement adaptée, assurée par nos soins, qui débutera le 2 Janvier 1980 et qui vous permettra de saisir les rouages de notre métier (le conseil et les services en informatique), certains d'entre vous seront affectés à Paris, d'autres dans les métropoles régionales où nous sommes implantés. Sous l'autorité d'un Directeur d'Agence, vous aurez la responsabilité d'un secteur géographique ou économique et serez amenés à établir des contacts à haut niveau avec des décideurs (Directeurs Généraux, Directeurs Informatiques...) à qui vous proposerez des solutions à leurs problèmes de gestion d'entreprise. La place de leader en Europe tenue par notre groupe CAP GEMINI SOGETI, dans le domaine du conseil et des services en informatique, vous autorise de très importantes et rapides évolutions de carrière. Si vous êtes intéressés, envoyez votre dossier de candidature à Yves-Michel DUVAL - CAP/SOGETI-GESTION, 20, rue Lefebvre - 75738 PARIS Cedex 15 - T8. 539-22-25. Dans un premier temps, il vous conviendra d'une réunion de présentation détaillée et répondre à vos questions.

**CAP GEMINI SOGETI**

**intel**

Le numéro 1 mondial sur le marché des microprocesseurs, des systèmes micro-ordinateurs et des mémoires à semi-conducteurs, recherche pour son

## CENTRE DE FORMATION ingénieur électronicien

Ce poste conviendrait à un ingénieur (H ou F) ayant au moins 3 ans d'expérience (matériel et logiciel) dans le développement de systèmes à base de microprocesseurs.

Il devra gérer le centre de formation comme une entité indépendante :

- responsabilité de gestion et pédagogique
- sélection des enseignants
- promotion des programmes.

Il devra également enseigner personnellement une partie des cours. Toute l'activité se fera en liaison avec l'aide du quartier général européen de Bruxelles et du siège social d'Intel en Californie. Anglais indispensable. Poste basé à Rungis.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à :  
Micheline Ladoüet, Directrice du Personnel, Intel Corporation S.A.R.L., 5, place de la Balance, 91123, 94528 Rungis.

## chargé (e) d'études cliniques

### INDUSTRIE DE LA SANTE

La Filiale Française d'un Groupe International recherche un (e) CHARGÉ (E) D'ETUDES CLINIQUES. Sous la responsabilité du Directeur Médical, il (elle) participera à l'élaboration des protocoles et au suivi des expérimentations cliniques. Agé (e) d'environ 30 ans, il (elle) possèdera une formation scientifique (Médecin, Pharmacien, Biologiste...) et sera très à l'aise dans les contacts hospitaliers à haut niveau, est disponible pour de nombreux déplacements, essentiellement en France. Une bonne connaissance de l'Anglais est souhaitable. Le poste offre de réelles possibilités de carrière pour une personne également intéressée à la stratégie globale du développement des produits.

Envoyez lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé et photo récente sous réf. 583-M à :

**selor**  
72, rue Anatole France  
92500 Levallois Perret

**intel**

Le numéro 1 mondial sur le marché des microprocesseurs, des systèmes micro-ordinateurs et des mémoires à semi-conducteurs, recherche pour un poste à créer, son

## marketing communications manager

Ce poste conviendrait à un professionnel (H ou F) de la publicité et/ou de la presse ayant au moins 3 ans d'expérience dans la promotion d'équipements industriels. Pour 4 pays européens, dont la France principalement, il aura la charge (création, gestion) des activités promotionnelles et publicitaires, relations avec la presse, brochures, séminaires, expositions. Connaissance de base et goût pour le matériel informatique indispensables. Activités en liaison avec l'aide du quartier général européen de Bruxelles et du siège d'Intel en Californie. Anglais indispensable. Poste basé à Rungis.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à :  
Micheline Ladoüet, Directrice du Personnel, Intel Corporation S.A.R.L., 5, place de la Balance, 91123, 94528 Rungis.

**IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE FRANCAISE**  
(2000 personnes — 750 M.F. de C.A.)  
Réseau de 8 ORDINATEURS 34

recherche pour sa

## DIRECTION ORGANISATION et INFORMATIQUE

## un analyste concepteur

de formation supérieure, âgé d'environ 30 ans, motivé et qui saura prendre lui-même en charge la gestion de ses projets.

Il aura déjà acquis une expérience informatique dans une entreprise industrielle de réelle importance. Pour un candidat de valeur, à terme, une évolution rapide est prévue pour un poste d'ORGANISATEUR.

## un responsable d'exploitation

d'IBM 34, rattaché directement au Chef du Centre Informatique de Paris.

Il aura déjà une expérience de pilotage des petits systèmes de gestion. Une connaissance du langage GAP II sera un atout supplémentaire.

Pour ces 2 postes nous offrons :

- une bonne ambiance de travail dans une société en pleine expansion et dans un contexte stable;
- des perspectives de carrière intéressantes;
- avantages sociaux - horaire variable.

Lieu de travail : Quartier ALMA-MARCEAU.

Adresser CV détaillé avec photo et prétentions sous No 32.070 - Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

## chef de service entretien

130/150 000 F

Il s'agit de prendre en charge la responsabilité complète de l'entretien d'une unité de fabrication de plus de 300 personnes, dans le domaine du filage d'alliages légers.

En liaison directe avec le Directeur de l'Usine, il vous faudra donc assurer l'entretien mécanique et électrique de l'ensemble des installations, tant en général qu'en particulier.

Pour réussir dans un tel poste, il faut faire la preuve d'une expérience réussie de l'entretien dans une unité de taille similaire.

Une école d'ingénieur mécanicien est très souhaitable, la connaissance des problèmes d'usinage, de commandes électriques, hydrauliques et pneumatiques également.

Appartenant à un groupe important, nous sommes en mesure de vous apporter de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'envoyer votre C.V. à Michel MONIER, sous référence 4306.

**IBD**  
INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE  
28, av. de Messine  
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

**Ford**

## Jeunes diplômés

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous voulez faire une carrière commerciale.

Nous vous donnons les moyens d'évoluer rapidement en suivant une filière extrêmement formatrice :

1 an : Assistant dans l'une des Directions Régionales Voitures (Lyon), vous gerez l'Administration des Ventes (Analyse des commandes, centralisation des résultats de ventes, suivi des campagnes de publicité et des concours...) et surtout vous apprendrez à connaître les "Problèmes du terrain" car vous travaillerez en permanence avec les collaborateurs de la Direction Régionale et le réseau de concessionnaires.

2 ans : Conseiller de Gestion Itinérant. Vous aidez les concessionnaires à mettre en place les systèmes de gestion préconisés par FORD.

2 ans : Maîtrisant les systèmes administratifs et financiers du réseau et déjà homme de terrain, vous êtes prêt à l'animation commerciale d'une région : ventes, conseil, organisation.

Au-delà, des fonctions de Direction dans le Marketing, la Vente, le Conseil de Gestion ou l'orientation vers une carrière internationale.

Ecrivez à FORD FRANCE S.A. - Développement du Personnel - 344, av. Napoléon-Bonaparte - 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX

**IMPORTANT  
GROUPE D'ASSURANCES**  
recherche pour son siège à PARIS

## UN CADRE

Il sera appelé :

- à devenir le responsable des portefeuilles d'assurances

## crédit et caution

pour la France.

- à animer une équipe de 25 collaborateurs.

Pour ce, le candidat âgé de 30 ans minimum, aura :

- reçu une formation supérieure (SCIENCES ECO, SCIENCES PO ou DROIT);
- acquis une expérience bancaire dans le domaine des engagements sur clientèle commerciale.

Une spécialisation dans les branches proposées serait un atout supplémentaire.

Adresser lettre de candidature manuscrite et C.V. ainsi que prétentions sous référence 4181 à :

**OP** organisation et publicité  
2, rue d'Alsace 75002 Paris Cedex 02

**ANSWARE**

Filiale d'un des tout premiers groupes industriels internationaux

recherche

## informaticiens

LES CANDIDATS :

- ont un diplôme d'études supérieures, orienté vers l'informatique
- de 1 à 3 ans d'expérience sur mini (B&B, AD3)
- éléments (B&B, AD4)

LES POSTES :

- développement de projets,
- logiciels d'application et gestion.

NOUS LEUR OFFRONS :

- une collaboration enrichissante par :
- ses méthodes de travail,
- les techniques de pointe abordées,
- des possibilités d'évolution de carrière au plus haut niveau.

Les candidats intéressés envoient ou téléphoneront à :  
Béatrice DELAUNE, Bureau 125, rue de la Pompe, 75116 Paris, - Tél. 748.02.33 poste 35/19 (le matin).

**LE GRAND LIVRE DU MOI**

recherche pour son Département

## ADMINISTRATION des VENTES

## un assistant administratif

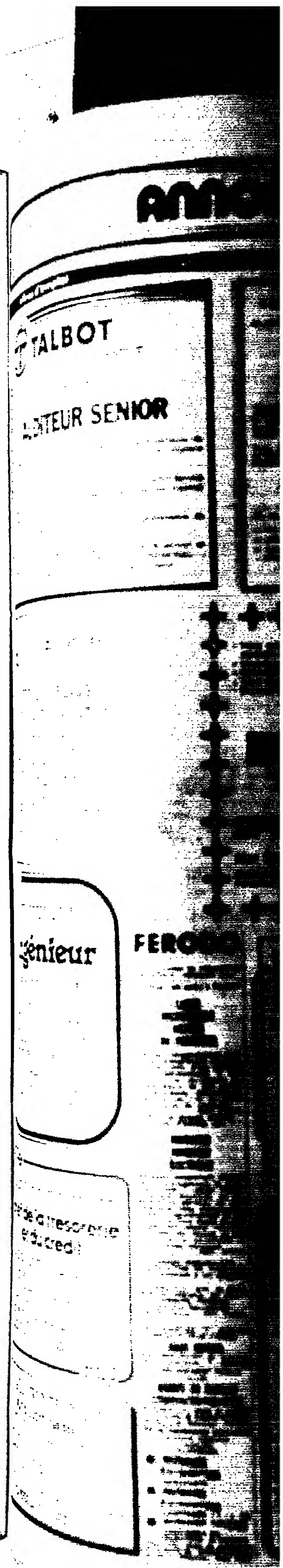
Il lui sera confié :

- une mission technique d'organisation et d'actualisation des procédures,
- une mission opérationnelle d'animation des services de traitement des comptes clients depuis l'arrivée du client jusqu'aux relations avec les lecteurs.

Ce poste conviendrait à un **DIPLOMÉ d'une ECOLE COMMERCIALE SUPERIEURE (ESSEC, ESCP...)**, ayant de préférence choisi l'option Gestion Organisation et/ou Informatique, et acquis une première expérience dans un cabinet d'Audit ou d'organisation.

Ecrire (curriculum vitae + photo) sous réf. 1814 M à :  
à préciser sur l'enveloppe à :

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris





	La semaine	La semaine T2
OFFRES D'EMPLOI	51,00	55,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,71
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAL	85,00	111,72

# ANNONCES CLASSEES

	La semaine	La semaine T2
ANNONCES ENCADEES	30,00	35,28
OFFRES D'EMPLOI	7,00	8,23
DEMANDES D'EMPLOI	23,00	27,05
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



**TALBOT**  
CHRYSLER FRANCE

recherche

## AUDITEUR SENIOR

Le candidat retenu sera diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE, etc...) et titulaire du DECS.

Il aura acquis au moins 3 années d'expérience dans un Service d'Audit Interne de grande Entreprise ou dans un Cabinet spécialisé (Révision).

Ce poste, basé à POISSY, nécessite des déplacements de courte durée en province.

Adresser dossier de candidature complet (C.V. + photo) et rémunération souhaitée à SECRETARIAT GENERAL - Gestion des Cadres 45, rue Jean Pierre Timbaud 78307 POISSY.

« AGGROCHER » et « CONCLURE »

Ce sont les qualités que nous vous demandons pour vous confier le poste de

## PROSPECTRICE

au service des Annonces Classées d'un IMPORTANT MAGAZINE hebdomadaire de grande notoriété à diffusion nationale

Chargée de la promotion de nos rubriques (offres d'emploi - immobilier) auprès de nos clients actuels et potentiels, vous aimez convaincre, vous êtes tenace et enthousiaste, vous avez la volonté de réussir ce que vous entreprenez.

Vous avez une voix agréable et vous considérez le téléphone comme un moyen privilégié de communication.

## ALORS, VOUS ÊTES CELLE QUE NOUS RECHERCHONS !

Et, en échange, nous vous offrons :

- un excellent support,
- un salaire fixe + prime,
- une formation et une évolution permanente au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Tél. : 225-19-68 (poste 158).

# FUTUR CHEF DE DIVISION ACHATS

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ DE DIMENSION INTERNATIONALE  
NOUS RECHERCHONS UN  
FUTUR CHEF DE DIVISION ACHATS

## NOUS DEMANDONS

Un ingénieur Grandes Ecoles de 35 ans au moins, ayant une expérience d'encadrement, d'animation et de travail d'équipe, acquise dans les domaines de la fabrication de grande série en production, méthodes, approvisionnement.

## NOUS SOUHAITONS

Un candidat possédant une ou plusieurs langues étrangères, imaginatif, de très bonne présentation, négociateur. Une formation complémentaire en gestion d'entreprises appréciée.

Envoyez votre CV à : rsc carrières, 14, rue de Castiglione 75001 PARIS, sous référence 1650.



Z.I. VELIZY

recherche :

## SON CHEF DU SERVICE FORMATION - INFORMATION

Chargé au sein de la Direction des relations humaines de promouvoir les actions de formation et de participer à l'action d'ensemble de la direction - en particulier au niveau de l'information - dans une structure largement décentralisée comprenant un siège social, plusieurs unités de production, et des succursales régionales (effectif total 2 700 personnes).

Ce poste, essentiellement d'assistance et de conseil, convient à un cadre d'expérience ayant une bonne pratique des problèmes de formation accompagnée de capacités à communiquer et à négocier.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions, Direction du Personnel, 15-17, avenue Morane-Saintier, 78140 VELIZY.

Importante entreprise de T.P. recherche

## ingénieur

tuyauterie industrielle

5 ans d'expérience min. dans la profession.

Il sera chargé des études et des estimations de prix de pipelines et d'équipements auxiliaires : stations de pompage, terminaux...

Il assurera en outre le suivi des appels d'offres.

Anglais indispensable.

Le poste est basé en proche banlieue sud.

Adresser C.V. et prétentions, sous référence 5592, à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.



Société américaine de composants électroniques, recherche

## chef de la trésorerie et du crédit

responsable de la gestion de la trésorerie, de l'évaluation et du suivi du risque client.

Profil souhaité :  
- formation supérieure,  
- quelques années d'expérience dans une fonction similaire,  
- anglais courant.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 5549, à Michelle Ladoüx, Directrice du Personnel, Intel Corporation, 104, rue de la Balance, 92230, 94528 Rungis.



## DIRECTEUR TECHNIQUE

PARIS OUEST 130 000 F +

est recherché par entreprise de transport.

Formation grande école, 45 ans environ

MISSION :

Responsabilité technique du parc de 600 autobus ou poids lourds répartis entre plusieurs centres d'exploitation.

Env. C.V. man. + photo et prêt. a/réf. 450 à

CAMPBELL 75024 PARIS CEDEX 17.

## FERODO

N° 3 européen de l'équipement automobile, recherche pour son Siège (400 pers.) à Paris-17

## CADRE RECRUTEMENT GESTION DU PERSONNEL

Débutant, obligatoirement diplômé de l'enseignement supérieur. Dans le cadre d'une première expérience opérationnelle, il sera chargé du recrutement des collaborateurs, de leur gestion (qualifications, rémunérations, mutations, etc.) et de l'administration du personnel.

REF. 3131/2  
Pour sa division VERTO (seine d'Amiens 180)

## INGÉNIEUR ENTRETIEN ÉLECTRIQUE

Débutant, obligatoirement diplômé de l'enseignement supérieur (A. et M., INSA, I.N.S.A., etc.). Option électrotechnique, électrique. Au sein du service entretien de cette importante usine d'automobiles, il aura progressivement la responsabilité d'une équipe de techniciens pour assurer l'entretien électrique des moyens de production et la surveillance du réseau électrique.

REF. 3131/2  
Adresser C.V., prêt et photo, avec la référence du poste : GROUPE PIERRE Service Recrutement 45, rue Bayen - 75017 PARIS

514 Immobiliaire 7° recherche NEGOCIATEUR (TRICE)

HAUT NIVEAU pour apt. anciens pd standing, 40 % commission, 1.330.000

ETABLISSEMENT PUBLIC recrute

AGENTS DE BUREAU STENOGRAPHES/STENOGRAPHE

Envoyer C.V., photo et prêt. n° 14.533 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2°

Sté de maintenance automatisée en pleine expansion recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES DÉBUTANTS

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES CONFIRMÉS, 2 à 3 a. exp.

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES CONFIRMÉS EN INFORMATIQUE

Env. C.V., photo et prétentions à 16.276 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Notre entreprise conçoit et livre "clé en main" de très importantes unités de production d'énergie, en France et à l'étranger. Au sein du Département Études, les ingénieurs primaires (chaudière, pompes, générateurs de vapeur, échangeurs...) occupent naturellement une large part des activités. C'est pour renforcer dans ce domaine notre potentiel en analyse et conception que nous recrutons des

## Thermo-Hydrauliciens

Ingénieurs diplômés ou universitaires de haut niveau, leur formation en études et analyse thermohydraulique leur permet de bien connaître les phénomènes d'écoulement et les transferts de chaleur. Débutants ou avec une première expérience professionnelle, ils savent utiliser les moyens informatiques et paient et évaluent l'Anglais.

Intégrés à une équipe de spécialistes, ils prendront en charge des essais et participeront au dépouillement des résultats pour élaborer ensuite des documents de conception.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé sont à adresser sous la référence 77 740 M/NUD à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEUR EN ÉTUDES ET ANALYSE THERMOHYDRAULIQUE

Ingénieurs diplômés ou universitaires de haut niveau, leur formation en études et analyse thermohydraulique leur permet de bien connaître les phénomènes d'écoulement et les transferts de chaleur. Débutants ou avec une première expérience professionnelle, ils savent utiliser les moyens informatiques et paient et évaluent l'Anglais.

Intégrés à une équipe de spécialistes, ils prendront en charge des essais et participeront au dépouillement des résultats pour élaborer ensuite des documents de conception.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé sont à adresser sous la référence 77 740 M/NUD à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEUR EN ÉTUDES ET ANALYSE THERMOHYDRAULIQUE

Ingénieurs diplômés ou universitaires de haut niveau, leur formation en études et analyse thermohydraulique leur permet de bien connaître les phénomènes d'écoulement et les transferts de chaleur. Débutants ou avec une première expérience professionnelle, ils savent utiliser les moyens informatiques et paient et évaluent l'Anglais.

Intégrés à une équipe de spécialistes, ils prendront en charge des essais et participeront au dépouillement des résultats pour élaborer ensuite des documents de conception.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé sont à adresser sous la référence 77 740 M/NUD à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEUR EN ÉTUDES ET ANALYSE THERMOHYDRAULIQUE

Ingénieurs diplômés ou universitaires de haut niveau, leur formation en études et analyse thermohydraulique leur permet de bien connaître les phénomènes d'écoulement et les transferts de chaleur. Débutants ou avec une première expérience professionnelle, ils savent utiliser les moyens informatiques et paient et évaluent l'Anglais.

Intégrés à une équipe de spécialistes, ils prendront en charge des essais et participeront au dépouillement des résultats pour élaborer ensuite des documents de conception.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé sont à adresser sous la référence 77 740 M/NUD à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEUR EN ÉTUDES ET ANALYSE THERMOHYDRAULIQUE

Ingénieurs diplômés ou universitaires de haut niveau, leur formation en études et analyse thermohydraulique leur permet de bien connaître les phénomènes d'écoulement et les transferts de chaleur. Débutants ou avec une première expérience professionnelle, ils savent utiliser les moyens informatiques et paient et évaluent l'Anglais.

Intégrés à une équipe de spécialistes, ils prendront en charge des essais et participeront au dépouillement des résultats pour élaborer ensuite des documents de conception.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé sont à adresser sous la référence 77 740 M/NUD à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEUR EN ÉTUDES ET ANALYSE THERMOHYDRAULIQUE

Ingénieurs diplômés ou universitaires de haut niveau, leur formation en études et analyse thermohydraulique leur permet de bien connaître les phénomènes d'écoulement et les transferts de chaleur. Débutants ou avec une première expérience professionnelle, ils savent utiliser les moyens informatiques et paient et évaluent l'Anglais.

Intégrés à une équipe de spécialistes, ils prendront en charge des essais et participeront au dépouillement des résultats pour élaborer ensuite des documents de conception.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé sont à adresser sous la référence 77 740 M/NUD à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEUR EN ÉTUDES ET ANALYSE THERMOHYDRAULIQUE

Ingénieurs diplômés ou universitaires de haut niveau, leur formation en études et analyse thermohydraulique leur permet de bien connaître les phénomènes d'écoulement et les transferts de chaleur. Débutants ou avec une première expérience professionnelle, ils savent utiliser les moyens informatiques et paient et évaluent l'Anglais.

Intégrés à une équipe de spécialistes, ils prendront en charge des essais et participeront au dépouillement des résultats pour élaborer ensuite des documents de conception.

Un actif ensemble de Sociétés de moyenne importance FABRICATIONS PAPIÈRES DIVERSIFIÉES C.A. global : 100 millions - 3 Usines : 350 personnes recherche

## DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

SIÈGE : NORD PARIS

Les attributions du poste le situent comme collaborateur direct du P.D.G.

Principales caractéristiques du candidat recherché :

- aptitude au travail en équipe ;
- habitude des relations avec les banques ;
- capacité de maîtriser les problèmes comptables (D.B.C.E.) pour assurer le contrôle permanent de la situation financière des Sociétés ;
- connaissance des problèmes d'informatique.

Ce poste peut comporter une éventuelle extension des responsabilités selon la valeur et la qualité de l'insertion du collaborateur.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et n° 31891. cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

Recherche HOMME ou FEMME minimum 25 ans Formation supérieure école de commerce ou 4 ans de pratique service commercial.

Responsabilité clientèle, fourniture, réseau représentant. Poste de responsabilité en contact direct avec la Direction Générale.

Récompense par écrit - C.V. + photo Nous répondons sous 15 jours. L.V.T. 1, place d'Estienne d'Orville, 75001 PARIS.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR MICRO-PROCESSOR PROGRAMMEUR sous OS

REF. 3131/2

STAGIE SIX MOIS

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES DÉBUTANT - ECD - 250.000

Pacte pour l'emploi avant intégration définitive - 50-50-50.

STAGIE SIX MOIS

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES DÉBUTANT - ECD - 250.000

Pacte pour l'emploi avant intégration définitive - 50-50-50.

STAGIE SIX MOIS

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES DÉBUTANT - ECD - 250.000

Pacte pour l'emploi avant intégration définitive - 50-50-50.

STAGIE SIX MOIS

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES DÉBUTANT - ECD - 250.000

Pacte pour l'emploi avant intégration définitive - 50-50-50.

STAGIE SIX MOIS

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES DÉBUTANT - ECD - 250.000

Pacte pour l'emploi avant intégration définitive - 50-50-50.

STAGIE SIX MOIS

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES DÉBUTANT - ECD - 250.000

Pacte pour l'emploi avant intégration définitive - 50-50-50.

STAGIE SIX MOIS

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES DÉBUTANT - ECD - 250.000

Pacte pour l'emploi avant intégration définitive - 50-50-50.

STAGIE SIX MOIS

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES DÉBUTANT - ECD - 250.000

Pacte pour l'emploi avant intégration définitive - 50-50-50.

STAGIE SIX MOIS







# SPORTS

# AVENTURE

PRÈS DE CINQUANTE ANS APRÈS

## «La Croisière jaune Citroën» en album-souvenir

Ce petit jeune homme, ralé dans son sévère uniforme, c'est le chah d'Iran, alors prince héritier, en 1951. On lui explique que les autochenilles sont « comme un chemin de fer à crémaillère qui emporterait avec lui sa crémaillère ». Le futur chah paraît très intéressé. Comme le seront ceux qui verront cette photo parmi bien d'autres dans l'album souvenir de Fabien Sabatès, qui vient de paraître et illustre la Croisière jaune Citroën, cette grande aventure vieille de près d'un demi-siècle.

Seules les autochenilles, « voitures capotées de circuit, loin des routes », selon une autre définition, celle d'André Citroën lui-même, pouvaient être utilisées par une expédition qui se proposait de traverser le Liban, la Syrie, l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan, le Pamir et la Chine.

Un seul hiatus : aux flancs de l'Himalaya, il fallait laisser les autochenilles (l'une d'elles y est, paraît-il, toujours et serait devenue une sorte de monument). Mais c'est de nouveau en voiture, avec l'équipe partie de Pékin à la rencontre de celle qui venait de Beyrouth, que l'expédition rassemblée traversa une Chine en plein chaos. Avant de faire son entrée à Pékin, et de défilé dans la Cité interdite, il lui fallut côtoyer plus que les précipices les cadavres des victimes de la famine (40 % des enfants ne dépassaient pas un an) et du banditisme (pendus aux remparts des villes). Sans parler des fantaisies d'un « seigneur de la guerre », le maréchal King, qui retint tout le monde en captivité pendant quelques semaines, puis libéra ses prisonniers en les confiant aimablement au désert de Gobi en plein hiver.

Alors on se le demande : quel est le plus extraordinaire, dans cette Croisière jaune ? Est-ce l'exploit de ces hommes de l'aristocratie Hards, chef de l'expédition, à ces mécanos à bonne bouille et bêtise basque, en passant par le géologue de l'équipe, le Père Teilhard de Chardin, qui n'hésitait pas à démonter leurs véhicules pour les porter en pièces détachées, à dos d'homme, — aides de quelques cent cinquante colles — lorsque se présentait un obstacle que les voitures, même poussées, tiraient et manœuvraient au prix de l'effort ? Ou l'indivisible des documents rapportés : le film de l'expédition et cet album aux images inédites et parfois bouleversantes d'hommes sortis du fond des âges et fascinés par les voitures ?

Un regret : le texte du livre n'est pas à la hauteur de ses photos. Ses explications sont un peu confuses et trop succinctes, notamment sur la préparation d'une telle expédition, cherchant à rendre d'organisation. Par exemple, comment diable était assuré le ravitaillement en essence ?

JEAN HOUDART.

\* La Croisière jaune Citroën, de Fabien Sabatès. Éditions Eric Bachelot. 200 photos, 160 pages, dans la collection « Les grands reportages photographiques de l'histoire ».

## VOILE

POUR LES «FLYING-DUTCHMAN» ET LES «470»

## Le compte à rebours des J.O. a commencé

De notre envoyé spécial

Maubuisson (Gironde). — Un simple coup d'œil aux résultats des championnats de France internationaux de la série olympique des «Flying Dutchman» (F.D.), disputés sur le plan d'eau de Maubuisson, du 1<sup>er</sup> au 4 novembre — pourrait donner quelques craintes. Premier équipage français, Bouët-Poirey ne réussissent, en effet, qu'à décrocher la troisième place derrière les Finlandais Brunner-Blandet, et les Allemands de l'Ouest Koenig-Koenig. On pourrait en conclure que, comme en tennis, les étrangers sont maîtres chez nous. Mauvais augure à moins de neuf mois des Jeux olympiques qui pour les voiliers, se disputent à Tallinn, sur la Baltique.

Ce serait à l'évidence trancher vite et mal. D'abord parce que René Bouët et Thierry Poirey, champions du monde de la spécialité l'été dernier à Kiel, n'ont pas cherché à se « défoncer » dans les Landes. Quelque peu saturés par une saison riche de réussite, ils avaient pour moi d'ordre d'aborder ces championnats de France comme une « compétition d'entraînement », ainsi que le précisait Philippe Grandou, le directeur technique national de la Fédération française de voile. Pour ce faire, ils avaient délibérément laissé au garage la splendide coque italienne « Bianchi », qui leur avait donné la victoire à Kiel. Ils couraient sur une coque allemande « Heinz », déjà ancienne.

Un peu lent à se mettre en action, dans les petits alis qui régnaient au début des épreuves, les champions du monde finirent cependant très fort en remportant la dernière manche dans une bise

un peu plus soutenue. Troisième au classement général, ils devaient quand même l'Allemand Dieck, leur éternel rival et champion olympique à Kingston en 1976.

Mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel, c'est que le compte à rebours de la chasse aux médailles a commencé pour les Français. Tenu par l'obligation de résultats, imposée par les « plans de carrière » du ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, et par l'obligation morale de montrer que leur système de préparation est le bon, Philippe Grandou et son équipe sont décidés maintenant à analyser les comportements sur l'eau plus que les classements avant les jours décisifs de la sélection et des épreuves olympiques.

C'est pourquoi ils ont suivi avec une grande attention l'évolution des soixante 470 qui disputaient le « grand prix de l'Armistice », organisé par le Cercle de la voile de Bordeaux et du Nord, sur le même parcours que celui des F.D. Avec trois ou quatre équipages dans les dix premiers mondiaux, les Français ont en effet remporté avec leur supériorité d'il y a quatre ans sur cette série olympique créée chez eux. Ces compétitions nationales sont donc du meilleur niveau, et les batailles sur la ligne de départ offrent un spectacle extraordinaire.

Nul doute que les évolutions de Russo-Girardet (1<sup>er</sup>), des frères Pepomnet (2<sup>es</sup>), de Jaffresio, Chourgnon, Kermarec et des autres ont été passées au peigne

fin. Sans oublier Richer-Claude (3<sup>e</sup>) à bord d'un bateau-laboratoire, un 470 bourré de palpeurs électroniques, suivi en permanence par les ordinateurs du professeur Gabillard de l'université de Lille. Les profanes feraient d'ailleurs bien de retenir le nom de ce dernier équipage. Stéphane Richer et Philippe Claude ont en effet réussi un exploit : ils n'ont jamais fini plus loin qu'à la cinquième place dans toutes les compétitions internationales auxquelles ils ont participé. Et c'est leur première année en 470.

### Les erreurs de Kingson

Mais, pas plus que les jeunes anciens du F.D., ces jeunes Nipols ne paraissent déboussolés par leur succès. Entraîneurs et équipages ne tiennent pas à réviser les erreurs de Kingson. Il y a trois ans et demi, en effet, les Français étaient arrivés aux Jeux olympiques favoris dans trois séries : F.D., Finn, 470. Les frères Pajot, vice-champions olympiques en 1972, avaient largement dominé la saison 1975 en F.D. Serge Maury, médaillé d'or en Finn quatre ans auparavant avait encore glané une bonne moisson de places d'honneur. Enfin, Marc Laurent et Roger Samin étaient champions du monde en titre des 470. Résultat : aucune médaille au Canada, et beaucoup de déception.

Cette fois encore, les Français ont réussi une très bonne saison pré-olympique. Au moins

Et si les médailles ne sont pas au rendez-vous, Philippe Grandou pourra sans doute se plaindre. Mais sans trop d'amertume. Le système de repérage des champions de l'âge de 15-14 ans par un Optimist, la constitution d'un réservoir d'espoir de cinquante, puis de cent athlètes, la préparation fondée sur une recherche scientifique tous azimuts devraient porter complètement leurs fruits. En 1984, voilà pourquoi les résultats des régates de la Toussaint à Maubuisson ne se résument pas au numéro des places.

O. T.

## D'un sport à l'autre

### Tennis

#### BJORN BORG EN CHINE

Récent vainqueur du tournoi de Tokyo, le Suédois Bjorn Borg, quadruple champion de Wimbledon et de Roland-Garros, a joué avec l'Australien John Alexander le premier match-exhibition de tennis professionnel en Chine le lundi 5 novembre devant une multitude de spectateurs massés dans les tribunes du stade du peuple à Canton. L'assistance était composée pour une moitié de Chinois de la République populaire et pour l'autre d'hommes d'affaires étrangers participant à la foire de Canton.

Après avoir battu John Alexander 6-3, 6-4, 6-1, Borg, associé de n° 3 chinois Sun Chulai, vingt-trois ans, a disputé un double contre Alexander et Kim Mellun, trente-sept ans, champion de Chine en 1970. Le paris se termina sur le score de 6-4, 4-6. Borg devant reprendre un avion après cinq heures de présence sur le sol chinois. — (A.F.P.)

#### OPEN DE STOCKHOLM

Simple messieurs  
Premier tour  
Gorman (E.-U.) bat Fells (Finl.), 6-3, 6-0; Friest (E.-U.) bat Richardson (E.-U.), 6-4, 7-5; Bushnig (E.-U.) bat Riverson (Sue.), 6-3, 6-0; Doeherty (E.-U.) bat M. (Jen.), 6-3, 6-3; Manson (E.-U.) bat Fromm (E.-U.), 3-6, 6-3, 6-3; Norwood (Sue.) bat Walsh (E.-U.), 7-6, 6-3; Roger-Vasselin (Fr.) bat Tayan (E.-U.), 4-6, 7-6, 6-3; Meyer (E.-U.) bat Fritz (Fr.), 6-1, 7-5.

Simple dames  
Finale  
B. J. King (E.-U.) bat B. Stone (F.-R.), 6-3, 6-7, 7-5.

### Cyclisme

#### LE CHAMPIONNAT DE FRANCE 1980 EN CHARTREUSE

Le championnat de France sur route professionnel 1980 se déroulera le 22 juin sur un parcours d'une sévérité exceptionnelle, qui s'adressera en priorité aux athlètes du vélo et aux routiers complets, organisés par huit communes de la Chartreuse formant le Syndicat de la vallée du Guiers. Il empruntera le circuit dit du massif de la Chartreuse, qui comporte deux côtes de 1 500 et 4 500 mètres, sera également le théâtre des championnats du monde, sur route quelques semaines plus tard à Sallanches. On sait enfin que les Six Jours de Grenoble, qui ont lieu actuellement, constituent la seule épreuve française du genre.

J. A.

BOXE — La rencontre, qui opposait lundi 5 novembre, à Rotterdam, le Néerlandais Rutty Koopmans, champion d'Europe des mi-lourds, et son challenger français Bocthe Tafer, s'est soldée par un match nul. Les Néerlandais conservent donc son titre, bien qu'il ait été disputé à une sourcilieuse à la cinquième reprise et qu'il ait été compté à la dixième. Toutefois, les juges ont ainsi sanctionné le manque d'activité de Tafer dans les premières reprises, rôle peu compatible avec celui de chal-

lenger, et ils ont récompensé le courage de Koopmans au cours des deux derniers rounds.

A Paris, salle Wagram, Lucien Rodriguez a conservé son titre de champion de France des poids lourds en battant nettement aux points en douze reprises son challenger Christian Poncelet qui fut compté sept fois pendant les six premiers rounds. Au cours de la même réunion le poids welter français Georges Warusfel a battu aux points en dix reprises le Britannique Achille Mitchell.

Avant travaux

## liquidation totale

des stocks de prêt-à-porter luxe (homme)

costumes	1 200 F	740 F
pardessus	1 270 F	890 F
impermeables	750 F	590 F
chemises	125 F	60 F
pantalons, vestes, etc.	<b>prix sacrifiés</b>	

**MB**

138, Pg-St-HONORE (7<sup>e</sup>)  
Saint-Philippe,  
aujourd'hui et jours suivants,  
sans interruption  
de 9 h 30 à 19 h,  
du lundi au samedi inclus.

## L'Extrême-Orient: pourquoi ne pas le rendre plus proche?

### Nous nous en chargeons.

De plus en plus d'affaires se traitent à Singapour. 3 fois par semaine, notre Concorde vous y emmène plus vite que le son : en prenant Concorde à Londres-Heathrow, vous gagnez près de 3 heures sur tous les autres vols directs au départ de Paris (en comptant bien sûr le vol de préacheminement Paris-Londres). A Singapour, de nombreuses correspondances vous ouvrent toutes les portes de l'Extrême-Orient... et l'Extrême-Orient, nous le connaissons bien : Hong Kong, Bangkok, Tokyo, Brunei, Kuala Lumpur, Osaka... 31 vols par semaine au départ de Londres vers toute l'Asie du Sud-Est (un éventail incomparable de destinations). Votre agent de voyages vous le confirmera.

Réervations téléphoniques : Paris : 778.14.14  
Bordeaux : 96.80.09 - Marseille : 39.77.10  
Lyon : 37.74.61 - Nice : 83.19.61

## British airways

Nous prenons bien soin de vous.



سكيا من الأمل



# INFORMATIONS «SERVICES»

## LA MODE

### Fourrures au masculin et au féminin

**C**OMMENT acheter une fourrure ? Il faut choisir son vêtement à la lumière du jour, ensuite l'examiner pour la souplesse du cuir, qui témoigne de sa qualité, tout autant sinon plus que le brillant du poil, plus facile à obtenir par apprêt temporaire. Passons maintenant aux formes. Une fourrure s'achète pour quelque cinq ans et, en tout état de cause, une veste ou un manteau relativement épais et confortable marquera moins vite des traces d'usure qu'une redingote appuyée.

Les blousons, les vestes et les manteaux pullulent dans les boutiques et les magasins, aussi bien dans les rayons masculins que féminins, autour de 3 000 F. Comme le souligne Claude Witeleson, président de la Fédération nationale de la fourrure, le lapin français et le mouton doré y figurent en vedette, ainsi que

Claude Litz travaille en vestes et manteaux à carreaux épauleés les moutons dorés marron foncé, blancs ou caramel. Les astrakans « boukars » soviétiques sont légèrement plus chers (4 500 F la veste trois-quarts, 6 400 F le manteau). Ses pelisses en satin de coton matelassées sont doublées de marmotte (2 500 F).

Claude Gilbert a été un des premiers jeunes créateurs à « désembourgeoisier » la fourrure. Ses dernières trenchs classiques sont doublées de lapin (à partir de 3 900 F).

Mais tout achat de fourrure comporte aussi une part de rêve. C'est ce filon qu'exploitent les Fourrures du Nord dans leurs présentations-spectacles qui se déroulent actuellement jusqu'au 17 novembre. Quelques cinq mille pièces de prestige sont rassemblées ici, à tous les prix, allant



(Croquis de MABOQ.)

**ROTTENBERG FRÈRES** : manteau de lapin chiné façon chinchilla, en style trench à boutons et garnitures de cuir noir, 2 290 F, au rayon masculin de la Samaritaine.

le palmier, cousin éloigné du blaireau, et l'agneau à boucles moyennes. Les pelisses, très prisées pour leur confort, sont fourrées de poils courts, du lapin aux flancs de rat d'Amérique pour rester dans les petits prix. Ceux-ci ne dépendent que du bon-volonté des commerçants et de la concurrence. Aussi les grands magasins augmentent-ils régulièrement leur chiffre d'affaires en proposant un nombre croissant de marques, que ce soit chez Brummell ou Galtier-Club pour hommes, au Bon Marché, aux Galeries Lafayette, à la Samaritaine et aux Trois Quartiers.

On sait que le lapin français, et savoyard en particulier, est très prisé dans les poils courts veloutés. Rottenberg Frères en fait la base de son importante collection masculine, aux formes classiques, pardessus à col officier ou trenchs à grands cols et parements.

du blouson en lapin à 390 F jusqu'à un long manteau de zibeline naturelle (180 000 F).

Fourrures George-V vont ouvrir, vers le 20 novembre, un des plus grands magasins d'Europe à l'angle de l'avenue et de la rue François-I<sup>er</sup>, avec des expositions internationales dont Grosvenor de Montréal, les visons Black Diamond pour la France, les couturiers Pierre Balmain, Givenchy, Lanvin, Ungaro, Chloé et Saizawa. Les collections « maison » seront signées Jean-Pierre Capelle, ancien stylist de Chanel.

**NATHALIE MONT-SERVAN.**

\* Claude Litz, 35, boulevard Saint-Honoré, Forum des Halles et Galeries Lafayette.

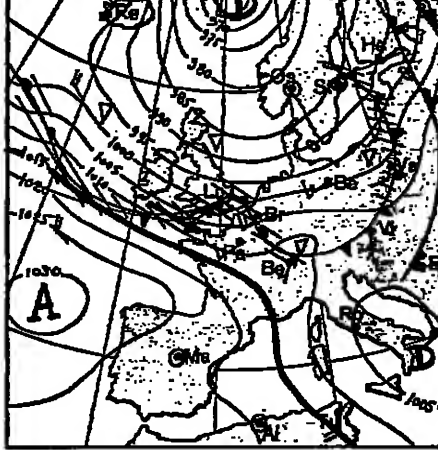
\* Claude Gilbert, 128, boulevard Saint-Honoré.

\* Fourrures du Nord : places à retirer en semaine au 720-09-07 à partir de 10 heures.

\* Fourrures George-V, 40, avenue George-V.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 6-11-79 A 0 h G.M.T.

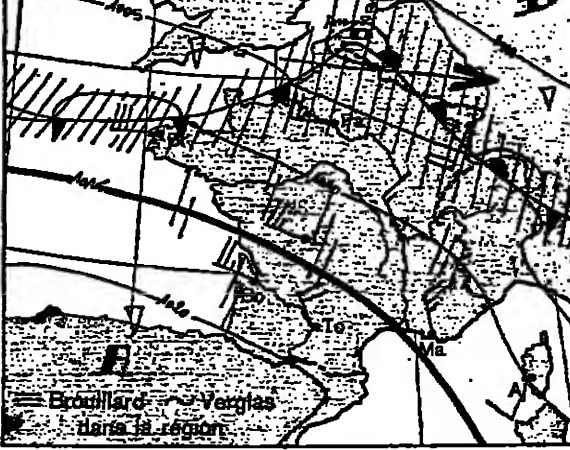


Evolution probable du temps en France entre le mardi 6 novembre à 0 heure et le mercredi 7 novembre à 24 heures :

Les hautes pressions situées à l'ouest de la péninsule Ibérique ne se déplaceront que très légèrement vers l'est-sud-est ; elles continueront à diriger sur l'Europe occidentale un rapide courant perturbé. Les perturbations de ce courant circuleront à la latitude de la Manche. Mercredi, les régions côtières de la Méditerranée seront relativement épargnées par ce courant perturbé. Le ciel y sera nuageux avec des éclaircies. Sur la Corse, on notera quelques averses.

Sur le reste de la France, les

### PRÉVISIONS POUR LE 7-11-79 DÉBUT DE MATINÉE



nuages seront abondants. On observera des pluies, parfois sous forme d'averses. Ces précipitations seront plus nombreuses de la Bretagne et des Flandres au nord du Massif central et des Alpes, ainsi qu'aux Vosges, par montants. Le ciel sera plus variable de la Manche orientale au Nord-Est. Cependant, quelques éclaircies pourront se développer. Les vents d'ouest à nord-ouest, seront en général assez forts, et forts par moments sur la moitié nord du pays, en particulier sur les côtes. Dans l'ensemble, les températures maximales varieront peu et le temps apparaîtra relativement doux pour cette époque de l'année.

Mardi 6 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 012 millibars, soit 751,5 millimètres de mercure. Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 novembre ;

le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 16 et 8 degrés ; Biarritz, 16 et 13 ; Bordeaux, 15 et 12 ; Bruch, 13 et 12 ; Caen, 13 et 10 ; Cherbourg, 11 et 11 ; Clermont-Ferrand, 12 et 8 ; Dijon, 12 et 7 ; Grenoble, 11 et 5 ; Lille, 11 et 8 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 17 et 10 ; Nancy, 11 et 5 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 16 et 8 ; Paris - Le Bourget, 15 et 8 ; Pau, 16 et 11 ; Perpignan, 18 et 13 ; Rennes, 14 et 11 ; Strasbourg, 12 et 5 ; Toulon, 14 et 10 ; Toulouse, 15 et 11 ; Pointe-à-Pître, 20 et 23. Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 3 degrés ; Amsterdam, 11 et 8 ; Athènes, 15 et 12 ; Berlin, 9 et 4 ; Bonn, 10 et 4 ; Bruxelles, 10 et 7 ; Le Caire, 22 et 19 ; Les Canaries, 22 et 19 ; Coppenhague, 10 et 5 ; Genève, 12 et 5 ; Lisbonne, 21 et 10 ; Londres, 12 et 5 ; Madrid, 22 et 5 ; Moscou, -7 et -7 ; Vainov, 28 et 15 ; New-York, 11 et 7 ; Palma-de-Majorque, 21 et 8 ; Rome, 17 et 6 ; Stockholm, 8 et 5 ; Téhéran, 13 et 10.

## PARIS EN VISITES

### MERCREDI 7 NOVEMBRE

« La tombe de Louis XIV », 15 h, 38, rue Saint-Bernard (Mme Farraud).

« La maison des Compagnons du tour de France », 15 h, façade de l'église Saint-Gervais (Mme Hager).

« De la cour Carrée du Louvre aux mystères des Caricatures », 14 h, 45, cour Carrée, porche rue de Rivoli (M. de La Roche).

« Le poste d'origine de la gare Saint-Lazare », 14 h, 45, hall, monument aux morts (Tourisme culturel).

« Les appartements de la rue des Bœufs », 15 h, 2, rue Malher (Le Vieux Paris).

## CONFÉRENCES

14 h, 30, 107, rue de Rivoli : « La Renaissance en Italie et en France » (Pour les Jeunes).

19 h, hôtel de la Paquette, 2, rue Cambroux : « Schenker, un grand de la présente des mathématiques ».

19 h, centre Bach, 30, boulevard de Port-Royal, Hémé Dalé Sophie : « Le judo-sepato dans le monde ».

19 h, 60, rue Madame : « L'Égypte chrétienne et musulmane » (Arus).

20 h, 15, rue Georges-Buis : « M. Elie Khamel : « L'hébreu et l'égyptien » (Fédération sépharite de France).

21 h, Radio-France, auditorium 100, M. Jean Dorst, André Piettre : « Le vivant et son équilibre ».

21 h, Hyperion, 27, quai de la Touraine, M. Stefano Perocco : « Initiation aux masques » (entrée libre).

## odette

mince et élégante avec une gaine légère et efficace : sur mesure soutien-gorge, combiné, maillots, soutien de bain.

**SUR RENDEZ-VOUS**

770-42-77

66, rue d'Hauteville

75010 Paris

4<sup>e</sup> étage avec ascenseur

## HOMMES GRANDS - HOMMES FORTS

Capel habille en long comme en large.

• Capel 74 bd de Sébastopol Paris 3. 272-25.09.

• Capel Rive gauche Centre Commercial Maine-Montparnasse Paris 15. 538.73.51.

• Capel Madeleine 26 bd Malesherbes Paris 8. 268.34.21.



**CAPEL**

## BREF

### EDUCATION

**INSCRIPTION AU CAPET.** — Le « Journal officiel » publie les modalités de la session 1980 des épreuves théoriques du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique (CAPET). Les épreuves auront lieu, selon les sections du 21 au 29 avril 1980. Les demandes d'inscription devront être adressées entre le 5 novembre et le 15 janvier à la direction des personnels enseignants de lycées (ministère de l'éducation, bureau D.P.E. 10, 34, rue de Châteaudun, 75438 Paris Cedex 09).

### EXPOSITIONS

**FORUM FRET INTERNATIONAL A L'AÉROPORT DU BOURGET.** — L'Exposition Forum fret international ouvre ses portes du mardi 6 novembre au vendredi 9, à l'aéroport du Bourget, et a été inaugurée par M. Claude Abraham, directeur général de l'aviation civile.

Chacune des quatre journées de l'exposition est consacrée à un mode de transport : le mardi 6 au fret routier, le mercredi 7 au fret maritime et fluvial, le jeudi 8 au fret ferroviaire et le vendredi 9 au fret aérien.

### ARCHITECTES DANOIS.

— La Maison du Danemark, à Paris (142, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris), présente à partir du 7 novembre une exposition sur le thème de « L'architecte en tant que designer et créateur de meubles et d'objets ».

### FORMATION CONTINUE

#### LES TECHNIQUES DE L'EXPORTATION.

— Pour répondre aux nécessités de l'évolution économique, la chambre de commerce et d'industrie de Paris organise des sessions de formation permanente pour les exportateurs. La prochaine a lieu du 6 novembre au 13 décembre 1979, à raison de deux réunions par semaine, les mardi et jeudi, à 18 h, 30, à la chambre de commerce et d'industrie de Paris (16, rue Chateaubriand, 75008 Paris), dans l'amphithéâtre (4<sup>e</sup> étage).

★ Pour tous renseignements, téléphoner à la chambre de commerce et d'industrie de Paris, tél. 561-55-50, porte 424.

### LOISIRS

**L'HIVER EN AUVERGNE.** — L'Association pour la pratique des sports de plein air offre à partir de son centre d'accueil du Cévenol, au cœur du parc régional des volcans d'Auvergne, à la limite du Puy-de-Dôme et du Cantal, trois formules de vacances d'hiver (séjours, week-ends, raids de ski nordique, pour individus ou groupes).

★ Pour tous renseignements, s'adresser à l'AP.S.A., 17, place La Fayette, 45100 Evreux, tél. : (01) 56-46-70.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des 5 et 6 novembre 1979 :

### UN DÉCRET

● Relatif à la situation des marins détachés à l'étranger au regard du régime spécial de sécurité sociale des marins.

### UN ARRÊTÉ

● Autorisant l'émission d'un emprunt par la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

## SÈVRES "33"

pulls-over  
dégriffés

33, rue de Sèvres Paris 6<sup>e</sup>

Tél. : 548.66.73

## Ces fameux escargots préparés devant vous

Fraicheur de l'escargot + aromates + herbes + épices + beurre extra-fine : cette recette (de 1894) veut à la MAISON DE L'ESCARGOT la réputation internationale. Finesse et souvent moins chers que dans le commerce, ces escargots, que l'on prépare devant vous, se sont vendus qu'au 79, rue Fondary (métro Emile-Zola - bus 30). Petits-gris ou bourguignons, il ne faut que 10 minutes pour les chauffer et vous déguster... (ouvert dimanche matin et tous les jours sauf lundi) 575.31.09.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

LISEZ

Le Monde des  
PHILATÉLISTES

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Imprimerie  
du « Monde »  
5, rue d'Italie  
PARIS-14<sup>e</sup>

1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 51437.

Marmottes, Castors,  
Astrakans, Loups, tous les Renards  
en collection Boutique.

Beaux Visons d'élevage allongés  
Blackglama à partir de 25.000 F.

## Maurice Kotler

10, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>  
ouvert le samedi

TRES GRAND CHOIX

## FOURRURES D'OCCASION

en parfait état

achat-dépôt-vente

Membres de la Chambre Syndicale de la Fourrure

## LES DEUX OURS

91, rue du Théâtre Paris 15<sup>ème</sup> - M° La Motte Picquet

575.10.77



## TRANSPORTS

LE NAUFRAGE DU CARGO GREC « AEOLIAN-SKY »

### L'accident met en lumière l'insuffisance des dispositifs de sécurité dans la Manche

De notre correspondant

Cherbourg. — Premier gros temps, premier important accident maritime dans la Manche, où un cargo grec transportant des matériels d'équipement de Grande-Bretagne vers le Moyen-Orient a sombré le 4 novembre à une quinzaine de kilomètres des côtes anglaises (le Monde du 5 novembre).

Toutes les conditions paraissent pourtant réunies pour que le sauvetage de ce cargo flambant neuf, abordé dans les coloirs de circulation par un six fois moins gros que lui, soit assuré par l'un des « saint-bernard » que la marine nationale obtient d'affecter trois cents jours par an à la surveillance du « rail », afin d'éviter le retour d'une catastrophe comme celle de l'Amoco-Cadiz. La coopération entre Français et Britanniques a été exemplaire : d'importants moyens ont été mis en œuvre dans un délai très court, notamment l'ATLANTIS, un cargo de 23 000 CV qui a appareillé de Cherbourg vingt minutes après l'alerte. Le pire a d'ailleurs été évité puisque les vingt-huit marins de l'« Aeolian-Sky » ont été sauvés, mais la cargaison du navire grec gît par 30 mètres de fond devant Portland.

Deux refus ont été essuyés par le remorqueur français de sauvetage. Après avoir dit oui, les autorités portuaires de Southampton et de Portland ont, en effet, refusé d'abriter le cargo en attendant que la preuve calât 16 mètres, deux de ses cales ayant été envahies par l'eau.

#### Une double leçon

Faut-il en vouloir aux Britanniques ? Certains l'affirment sur les quais de Cherbourg, le 5 novembre, où une partie des marins grecs ont été débarqués avec leur matériel. Mais d'autres ont noté l'énormité de l'enjeu : un échouement malencontreux dans l'estuaire du Solent et c'était l'appareil de la « raffinerie britannique de Fowley qui était en cause. La Royal Navy allait-elle, pour sa part, accepter l'idée de se faire piéger par une épave dans l'estuaire de Portland ? Proposée par les Britanniques, le site de la presqu'île de Portland aurait fait l'affaire à l'« Aeolian-Sky » avait pu conduire comme elle l'« Aeolian-Sky ». Mais le capitaine du cargo avait sans doute trop longtemps discuté les termes du contrat proposé par la Société des Abellés, démontrant une fois de plus les limites du dispositif de protection que les riverains de la Manche s'efforcent de mettre en place.

Malgré des rumeurs alarmantes, la pollution cette fois sera faible, puisque limitée pour l'es-

## ÉDITION

### Mme Del Duca cède le contrôle de son groupe de presse à une filiale de la B.N.P. et à quatre compagnies d'assurances

Mme Simone Cino Del Duca, président-directeur général des Éditions mondiales, a annoncé lundi 5 novembre qu'elle avait cédé une part majoritaire des actions de son groupe de presse à « des investisseurs français indépendants de tout groupe de presse ou d'édition ».

Ce groupe d'investisseurs comprend le BNP, une banque d'affaires filiale de la B.N.P., et quatre compagnies d'assurances : les Mutuelles unies, les Assurances générales de France, l'Union des assurances de Paris et la Garantie mutuelle des fonctionnaires.

Dans un communiqué, il est indiqué qu'« aux côtés des anciens administrateurs, les nouveaux actionnaires seront représentés au conseil d'administration des Éditions mondiales, dont Mme Del Duca garde la présidence. Ces nouveaux partenaires assureront la continuité financière ».

M. Jean Mamert, qui conservera ses fonctions de directeur général sera nommé vice-président des Éditions mondiales à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980.

Aucun changement n'intervient au niveau des filiales des Éditions mondiales.

Le montant de la transaction n'a pas été révélé. Il sera supérieur à 400 millions de francs. Le groupe Del Duca, qui a réalisé un chiffre d'affaires hors TVA de plus de 1,1 milliard de francs en 1978, édite Télé-Poche, Nous deux, Modes de Paris-Pour vous, madame, Intimité du foyer, ainsi que trois trimestriels (les Plus Beaux Triots, les Merveilles du Triot, les Doigts agiles). Il contrôle en outre huit fi-

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### L'Association ouest-atlantique constate un ralentissement de l'exode rural

De notre correspondant

La Roche-sur-Yon. — « Contrairement à des idées reçues le tissu industriel de l'Ouest a plutôt bonne tenue. » Cette affirmation de M. Jacques Voisard, délégué de l'Association Ouest-Atlantique, montre dans quel état d'esprit se réunit, à Fontenay-le-Comte, en Vendée, l'assemblée générale de cette association, créée en 1970 sur l'initiative du commissariat à l'industrialisation de l'Ouest atlantique.

L'association, dont le travail porte sur quatorze départements (Bretagne, Pays de Loire, Poitou-Charente) dressera à cette occasion le bilan des cinq dernières années. Entre 1974 et 1978, l'Association Ouest atlantique a en effet traité 465 dossiers représentant quelque 39 895 emplois, soit environ 16,6 % de l'emploi industriel total de la zone ouest. Au cours de cette période indique M. Jacques Voisard, nous avons constaté un développement du tertiaire, une stabilité de l'industrie et un ralentissement de l'exode agricole...

S'ajoute à cela une originalité qualitative du développement de l'Ouest dû à un appareil de production souvent neut et à un environnement urbain et rural de qualité, bien réparti sur le territoire. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1979 l'action de l'Ouest atlantique a permis vingt-deux implantations industrielles nouvelles représentant 2 829 emplois et la restructuration de vingt-quatre entreprises permettant de maintenir 4 380 emplois sur les 5 910 emplois menacés.

Mais ce bilan même prometteur ne doit pas cacher les difficultés à venir : « Il faut constater, déclare encore M. Jacques Voisard, que parmi les affaires actuellement en cours de négociations, seul un petit nombre est susceptible d'aboutir dans les mois qui viennent, et les créations d'emplois qui y seraient associées sont encore trop

limitées face aux problèmes qui se posent dans l'Ouest ».

Au chapitre des actions souhaitées pour l'année 1980, l'Association Ouest atlantique insistera particulièrement sur la restructuration de certains secteurs (agro-alimentaire, téléphone) qui doit être organisée selon elle dans un sens dynamique au profit de l'Ouest, et sur la poursuite de l'action à conduire en région parisienne en matière de décentralisation du secteur tertiaire.

Par une pure coïncidence, M. Michel Albert, commissaire général au Plan, participait, le 5 novembre, à La Roche-sur-Yon, à une réunion de la chambre régionale de commerce et d'industrie des Pays de la Loire. Il a souligné en présentant le VIII<sup>e</sup> Plan, que « jamais une priorité aussi marquée n'avait été donnée à l'Ouest » et faisait remarquer que les chances de développement étaient désormais très grandes, « car la France se trouve en voie de redressement ».

HERVÉ LOUBOUTIN.

### Un « institut de participation » pour favoriser la croissance des entreprises

Un organisme financier ayant vocation à prendre des participations dans le capital des entreprises situées dans l'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charente) vient d'être créé sous le nom, provisoire, d'institut de participation de l'Ouest (IPO). C'est le deuxième de ce genre en France, après

SIPAREX, créé à Lyon à la fin de 1977, et avant PARTICIPEX, en cours de constitution dans le Nord.

Le principe de la création de l'IPO avait été retenu le 13 février 1978 par le comité interministériel d'aménagement du territoire. Une mission d'études avait été constituée sous l'égide de l'asso-

ciation ouest-atlantique. Parmi les difficultés qui sont apparues, l'une des plus importantes est celle de l'endettement croissant des entreprises de l'Ouest, qui entraîne donc la nécessité d'assurer un relais par de nouveaux fonds propres. La société de développement régional (S.D.R.), dont la vocation principale est de prêter, a bien commencé à prendre des participations dans les sociétés, mais leur montant moyen reste assez faible (300 000 francs). Comme ni les banques d'affaires ni l'IDF (Institut de développement industriel) n'interviennent dans ce genre d'opération, il existait donc un « creneau d'intervention » pour les participations comprises entre 500 000 francs et 3 millions de francs. Il s'agit des entreprises « moyennes grandes » réalisant un chiffre d'affaires situé entre 30 millions et 500 millions de francs, leur nombre étant estimé à deux cent cinquante environ dans les régions de l'Ouest.

La vocation de l'IPO sera de procurer des fonds propres dans les cas suivants : croissance rapide avec bonne rentabilité et besoin d'investissements importants ; mutations ou reconversion décentralisation ; croissance des sociétés « familiales ». En aucun cas, l'IPO ne devra s'intéresser aux entreprises en difficulté du fait de la conjoncture. Pas de « canards boiteux ».

Le capital de départ de l'IPO a été fixé à 80 millions de francs. Le quart, soit 20 millions de

francs, pourrait être fourni par les quatre S.D.R. de l'Ouest — S.D.R. - Bretagne, S.O.D.E.R.O. (Pays de la Loire), SODECO (Poitou-Charente) et Expansion (Charente), — qui apporteraient des participations importantes dans les entreprises régionales. Les S.D.R. entretiennent des liens étroits avec l'IPO, à qui elles fournissent un appui logistique, notamment pour l'étude préalable des dossiers. Un autre quart du capital serait apporté par les institutions financières régionales (Crédit agricole, Crédit mutuel, caisses d'épargne, banques locales et régionales, compagnies d'assurances), auxquelles s'ajouteraient les industriels eux-mêmes pour 10 à 15 millions de francs. Une importante « part nationale » est attendue venant de la Caisse des dépôts et des grandes banques.

Comme la rentabilité des participations prises par l'IPO risque d'être très faible, une aide publique est prévue sous trois formes : — La transparence fiscale accordée aux actionnaires de l'IPO, comme ce fut le cas pour SIPAREX ;

— Une subvention de démarrage de 5 millions de francs ;

— Conformément aux recommandations du rapport Mayoux, la constitution d'un fonds de garantie, doté de 15 millions de francs par les pouvoirs publics, et domicilié à la Caisse nationale des marchés de l'Etat ; ce qui couvrirait 50 % des risques pris par l'IPO.

FRANÇOIS RENARD.

SÈVRES 33

pulls-over dégriffés

33, rue de Sèvres P.  
Tél. : 548.66.77

Ces fameux escargots préparés devant vous

pose gratuite jusqu'au 30.11.79



Complex environ 920 Ft/c pour isoler une fenêtre moyenne (2 fois 170 x 45 cm) en glace Saint-Gobain 8 mm. Prix indicatif au 1.11.79 avec pose gratuite. Crédit gratuit 3 versements.

Contre le froid et le bruit

Doublez vos vitrages en glace Planilux Saint-Gobain

Vous réduirez de près de 50 % les pertes de chaleur dues aux vitrages, vous diminuerez les bruits de la rue d'environ 50 %... et vous paierez moins d'impôts.

Sté Paris Isolation

55, av. de La Motte-Picquet, 75015 Paris  
Tél. 566.65.20 et 783.82.34

Devis gratuit sur demande  
Pose : Paris et grande banlieue

Nous avons créé notre Silver Service pour célébrer notre anniversaire

C'est notre 25<sup>e</sup> anniversaire et nous vous invitons à célébrer avec nous. Nous avons créé un service Silver Service pour vous offrir une expérience unique. C'est une occasion de vous faire connaître nos produits et services de manière plus conviviale. Nous vous remercions de votre fidélité et vous invitons à nous rejoindre pour cette célébration. C'est une occasion de vous faire connaître nos produits et services de manière plus conviviale. Nous vous remercions de votre fidélité et vous invitons à nous rejoindre pour cette célébration.

KUWAIT AIRWAYS

مكتبة الأمل



# régions

## PROTEGER LE LITTORAL

Quel est le poids juridique de la directive d'aménagement du littoral publiée par M. Michel d'Ornano (« le Monde » des 28 et 29 août) ?

M. André Lamson, juriste et président de l'Union régionale Provence-Côte d'Azur, qui groupe des associations de défense, fait part de son point de vue, en réponse aux précisions apportées par M. Dominique Léger, directeur du cabinet de M. d'Ornano (« le Monde » du 19 septembre).

### Les arrière-pensées d'une circulaire

La simple circulaire, même si elle revêt le caractère de directive d'intérêt national, ne constitue, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat et l'expression même employée par cette haute assemblée, qu'une « doctrine de l'administration ».

Sans doute la récente directive du 25 août a-t-elle été approuvée par un décret qui, ainsi que le rappelle M. Dominique Léger, rend son chapitre II « opposable aux tiers ». Quelles sont, dans les faits, les conséquences pratiques de cette opposabilité ? M. Dominique Léger, qui indique fort précisément : les autorités saisiées de demandes de permis de construire ou d'autorisations de lotir non conformes à la directive disposeront d'une base légale pour opposer un refus à de telles demandes et le demandeur à qui un tel refus serait opposé ne pourrait l'attaquer avec succès devant la juridiction administrative.

Doit-on en conclure qu'en cas d'octroi d'une telle autorisation une association qui en demanderait l'annulation à la juridiction administrative verrait sa demande accueillie ?

Rien n'est moins sûr à notre avis, cela d'autant plus que les dispositions de la directive sont d'ordre général et s'appliquent bien plus à des souhaits ou des conseils qu'à des règles strictes dont il sera toujours dans certaines conditions très difficiles sinon impossibles de démontrer devant les juridictions administratives qu'elles ont été violées.

Ainsi l'expression « opposable aux tiers » dit bien ce qu'elle veut dire : la directive est une arme dont dispose l'administration pour écarter les demandes des tiers qu'elle juge inopportuns d'accueillir parce que contraires à sa politique d'aménagement du littoral (ce qui n'est pas rien, nous le reconnaissons bien volontiers) mais ne constitue en aucun cas une garantie pour les particuliers ou les associations qui estiment qu'une autorisation accordée l'a été en violation de cette politique.

Au surplus, si le gouvernement entendait réellement imposer des règles précises en matière d'aménagement du littoral, pourquoi a-t-il en recours à cette procédure inusitée et n'a-t-il pas procédé

par décret ou, dans les matières où cela était nécessaire, en demandant au Parlement le vote d'un texte législatif ?

Une manière de procéder aussi inhabituelle ne peut que laisser supposer bien des arrière-pensées. Dans son chapitre IV, consacré aux équipements du littoral et plus particulièrement dans l'alinéa relatif à l'utilisation du domaine public maritime, la directive prévoit que peuvent être autorisés sur ce domaine « public » (1) « les constructions et les équipements à usage collectif » ou « d'activités nécessaires à l'exploitation et à l'animation du port... ».

Qui ne voit immédiatement les extraordinaires possibilités d'aliénation déguisée du domaine public maritime que va permettre ce simple alinéa ?

Le domaine public maritime, a dit le Conseil d'Etat, doit être réservé à l'usage conforme à sa destination que le public est normalement en droit d'exercer.

Le public, et la directive paraît l'ignorer, est constitué par l'ensemble des citoyens et non par la clientèle des hôtels de luxe ou des night-clubs qui vont sans doute proliférer sur les dépendances du domaine public maritime. Les activités de ces établissements ne sont certainement pas de celles dont le Conseil d'Etat estime que le public doit « normalement » les exercer sur le domaine public maritime.

Aussi bien l'affaire ne pourrait-elle en rester là, et les associations de défense de l'environnement ne peuvent accepter une directive qui, si elle leur apporte certes quelques apaisements par les principes qu'elle énonce, ne leur donne aucun moyen d'action et ouvre des perspectives terriblement dangereuses pour le domaine public maritime que notre société de consommation a déjà « évarié » et sur lequel elle a « censuré des ravages formidables », ainsi que le déclarait M. le président de la République dans sa récente interview à Paris-Match.

(1) Qui dit « collectif » ne veut pas dire « public ». Ici encore les mots ont leur sens et un immeuble à usage collectif peut fort bien être une propriété privée.

## POINT DE VUE

### Aménagement du territoire et prospective

## Pour une géographie de la prévision

par ANDRÉ CHADEAU (\*)

L'AMÉNAGEMENT du territoire procède d'une volonté permanente : celle d'assurer, par la localisation des activités, par les infrastructures, par la protection et la mise en valeur des ressources naturelles, la meilleure répartition des hommes dans l'ensemble national ; celle de procurer à chacun, où qu'il se trouve, le maximum de liberté de choix de résidence, d'emploi, de loisirs, et de donner pour ce faire les inégalités liées à la géographie.

Tributaire d'évolutions de longue durée, la politique d'aménagement du territoire vit de prévisions, de pronostics de représentations du futur. Celles-ci lui servent, en fonction de ses objectifs, soit de repoussoir devant des perspectives inacceptables, soit de guide vers des objectifs nouveaux. Ce souci du futur doit être constamment interprété : en matière d'aménagement du territoire, l'action ou l'évolution historique modifient toujours les prévisions. Elles conduisent par voie de conséquence à changer de méthodes ou de moyens.

Ainsi a-t-on, jusqu'en 1970, conçu les actions de freinage de la croissance démographique en

région parisienne ou de freinage du dépeuplement en zone rurale en fonction de projections prévoyant 62 millions d'habitants en France en l'an 2000. Les prévisions les plus récentes nous conduisent à retenir désormais le chiffre de 57 millions d'habitants, ce qui induit évidemment sur nos actions, spécialement en zone rurale.

Ces réajustements permanents ne doivent pas conduire à considérer que les investigations concernant l'avenir sont vaines ou illusoire. Il n'y a jamais d'erreur absolue dans un tel domaine. Il faut prévoir les évolutions pour calculer en fonction d'elles les moyens que nous avons à mettre en œuvre.

Ainsi conçue, la prospective n'est pas une lanterne magique pour technocrates en mal d'imaginer, mais un instrument de choix des priorités à long terme. Elle nous oblige à éclairer l'action ponctuelle par le réexamen de grandes orientations, à corriger l'objectif par le calcul des effets. Elle est notre « réducteur d'incertitudes » à chaque étape de l'action.

Deuxième question quasi simultanée : la polarisation vers les grandes métropoles ne portait-elle pas ses propres limites, voire de véritables risques ? L'évolution vers des établissements de production de taille plus réduite, les résultats des politiques de décentralisation et de localisation conduites par l'aménagement du territoire et la volonté des habitants recherchant une meilleure qualité de la vie urbaine, modifient insensiblement les tendances à la concentration spatiale. C'est un des apports des études prospectives que d'avoir montré la place et l'importance que pouvait prendre dans l'avenir l'important réseau des villes moyennes dispersées sur l'ensemble du territoire français.

Utile dans l'analyse et l'inflexion des politiques urbaines, la prospective l'a aussi été dans la mise en lumière des changements apportés dans la localisation des activités par la montée des firmes multinationales. Sans prétendre bouleverser les méthodes d'aménagement en cours, les études prospectives ont montré, au moment où seuls quelques spécialistes y travaillaient, comment et dans quelle mesure le développement de grandes firmes à marché et à investissement mondial pouvaient concerner l'aménagement du territoire. Et comment, par conséquent, nous devions affiner nos méthodes, au besoin ajuster de nouveaux instruments : soit pour prospecter de nouveaux champs d'investissement, soit, en relation avec d'autres administrations, pour les contrôler.

La prospective, c'est aussi savoir ce qui se passerait si l'on n'intervenait pas, exercice qui a été réalisé avec le scénario de l'« inacceptable ». Et la politique de l'aménagement du territoire a justement consisté à faire en sorte que cette « image de la France en l'an 2000 » ne soit pas celle qui se matérialise. La noirceur du constat a amené les diverses administrations à prendre conscience de l'urgence qu'il y avait à intégrer dans leurs actions propres les impératifs de l'aménagement du territoire.

Il serait aisé de citer d'autres secteurs où la prospective a éclairé, prévenu, accompagné l'action d'aménagement du territoire : la transformation du monde rural, la « tertiarisation » de la société, les travaux sur l'avenir des façades maritimes. Même si l'imprégnation n'est pas complète, si la connaissance du risque ou de l'enjeu ne les font pas disparaître, encore est-il utile de les connaître et de les mesurer, tant il est vrai, aujourd'hui plus que jamais, que « gouverner, c'est prévoir ».

Une des missions de la prospective est précisément, je l'ai dit, de déceler, révéler les enjeux nouveaux, cerner le champ des incertitudes. Elles sont grandes aujourd'hui et les enjeux majeurs. Quatre orientations me paraissent nécessaires pour éclairer l'aménagement du territoire de demain.

— Les scénarios d'approvisionnement et de consommation énergétiques : leurs conséquences sur les régions. C'est une question dont les termes se sont largement modifiés depuis quelques

années. Il ne suffit pas d'évaluer les conséquences tendanciennes, il faut identifier les alternatives, apprécier les réponses possibles.

— L'avenir de l'agriculture française : elle est en pleine mutation après vingt ans de transformation. Et elle doit devenir « le pétrole de la France » et rester en même temps l'activité qui entretient et féconde l'espace, quelles structures va-t-elle mettre en œuvre et quel paysage économique, quelle ruralité peut-elle produire ? La réponse n'est elle produite ? La réponse n'est certes pas simple et sans doute pas unique : c'est à la prospective d'en indiquer les grandes lignes possibles.

— La gestion du phénomène urbain a été jusqu'à présent principalement appuyée sur la notion de ville. Or le fait majeur depuis dix ans c'est la croissance des banlieues et plus récemment des espaces péri-urbains. Dans l'ensemble des banlieues vivent un tiers des Français. On estime que si la tendance se poursuit, la moitié des Français habiteront, en l'an 2000, ces « grandes banlieues », qui mêlent la ville à la vie hors de la ville. C'est un problème nouveau qui modifie les coûts, entraîne l'émergence de modes de vie différents, implique des contraintes nouvelles. Dans ce domaine aussi, la prospective qui s'en est déjà saisie peut nous apporter beaucoup pour la gestion de l'avenir.

— Le développement des technologies de pointe et l'application de nouvelles techniques peuvent aussi avoir des répercussions sur l'organisation de l'espace, la redistribution des activités et donc le mode de vie des hommes. Ainsi de l'informatique. Cette industrie née en 1945, au niveau mondial, l'importance de l'industrie automobile. Sa localisation sera, pour la France, un outil de la politique d'aménagement du territoire : dégage des contraintes techniques de l'industrie lourde, elle peut s'installer pratiquement n'importe où, dès lors que les communications sont satisfaisantes et la main-d'œuvre qualifiée. Elle rend possible une plus large décentralisation des activités et donne des chances de développement aux entreprises locales.

Toutes raisons qui font que nous nous devons de mener des études prospectives dans ce domaine aussi, car, bien conçues, la télématique peut être un levier fondamental pour une politique moderne d'aménagement du territoire.

C'est dans la convergence, la confrontation et la coexistence de ces grands mouvements, et d'autres sans doute encore ignorés, que se situent et évolueront la société française et sa traduction spatiale, l'aménagement du territoire. Sorte de fil conducteur, au-delà des réflexions et études conjoncturelles ou de moyen terme, la prospective est l'occasion de révéler parfois, de saisir toujours, les lignes de force, de conflit, de rupture ou de changement auxquelles se heurte la société. Une tâche difficile de lucidité qui peut irriter ceux qui voudraient que jamais rien ne change, mais à laquelle l'aménagement du territoire ne peut se soustraire.

(\*) Délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

### L'important réseau des villes moyennes

Les études prospectives (1) nous éclairent de deux manières : la première consiste à évaluer les conséquences à long terme de tendances en cours, ou de politiques que l'on veut engager, la seconde vise à révéler, à faire apparaître des conditions inattendues ou des enjeux nouveaux qui vont modifier l'économie ou la société et, par conséquent, l'aménagement du territoire.


Quelques exemples ne permettront d'illustrer ce propos. Tout d'abord, au sujet de l'évaluation des conséquences de politiques d'aménagement en cours.

(1) N.D.L.R. — La majorité des études de prospective est faite par l'équipe du système d'études du cabinet d'aménagement de la France (SESAF), composée de sept personnes et rattachée à la DATAR. Le budget d'études du SESAIF représente environ un dixième du budget total des études de la DATAR, évalué à 5 millions de francs environ.

Pour lutter contre le risque de voir un jour le territoire partagé entre « Paris et le désert français », une politique active de développement des métropoles d'équilibre a été mise en œuvre à partir du V<sup>e</sup> Plan. Mais alors que s'organisait cette stratégie autour de grandes pôles de développement, les études prospectives nous ont alertés sur deux questions complémentaires.

Que devenaient le rôle et la vocation de Paris, ville internationale dans le concert des grandes villes mondiales ? Du point de vue culturel, économique, politique, Paris gardait-elle toute la place qu'elle méritait et sinon que devait-on faire pour qu'elle la retrouve et la conforte ? Cette préoccupation a fait l'objet d'importantes travaux prospectifs qui dès le début des années 70 ont apporté de riches et utiles enseignements.

500 F = 14 par mois



Renault 14 vous propose un bail avec option d'achat de 48 mensualités de 500 F soit un total de 24.000 F. Dépot de garantie initial 13.300 F TTC égal à l'option d'achat finale. Coût total en cas d'option : 37.300 F TTC. Offre valable du 1/11/79 au 30/11/79. Modèle 82, prix clés en main au 15/10/79 Renault 14 L : 30.900 F. (\* sous réserve d'acceptation du dossier.)

Renault 14 Société anonyme au capital de 50.000.000 F  
Siège social : 51-53, Champs-Élysées 75001 PARIS  
Cedex 05 - Tél. Paris 3 709 022 221

## Renault 14. La voiture surdouée.

Sous engagement de ne pas, je désire : ☐ en savoir plus sur les différentes formules de financement - crédit classique - bail avec option d'achat - location longue durée ☐ une documentation sur la gamme Renault 14 - ☐ effectuer un essai Renault 14.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Retournez ce bon à : R.N.U.R. - Boîte Postale 103 - 92109 Boulogne-Billancourt

## CORRESPONDANCE

### Colère à Marseillan

Après notre article sur la directive nationale d'aménagement du littoral, nous avons reçu de M. Gilles Ribes, maire de Marseillan (Hérault), les commentaires suivants :

Marseillan, village viticole et ostréicole de quatre mille habitants, situé sur la rive sud-ouest de l'étang de Thau, est aussi une station touristique en plein développement (40.000 touristes en saison). Celui-ci se fait grâce à une plage de 3 kilomètres protégée par un lido de 16 kilomètres s'étendant de Marseillan à Sète. La nouvelle municipalité de gauche élue en mars 1977 s'est donnée les moyens d'une urbanisation raisonnée : aménagement dans l'intérêt de la commune et promotion du tourisme social. Le plan d'occupation des sols a été mis en révision dès octobre 1977. Mais la révision n'a été accordée qu'en août 1979 au moment où était publiée la

directive d'aménagement nationale d'aménagement du littoral. L'ancien POS est déclaré caduc et, selon l'administration, l'exclusion de deux zones urbaines, aucun permis de construire ne sera délivré tant qu'on n'aura pas établi un règlement et un zonage nouveau « dans l'esprit de la directive ».

Depuis des mois les élus de Marseillan négocient avec plusieurs promoteurs et architectes et avec les responsables de l'équipement la construction de cinq cents appartements à l'ouest de la ville. Les permis de construire, au nom de la directive, n'ont pu être obtenus. Les élus et la population de Marseillan n'accepteront jamais l'asphyxie de leur commune que l'actuelle politique ne manquera pas de provoquer. Ils sont décidés à lutter pour conserver la maîtrise de leur développement urbain.



Territoire et prospective  
phie de la prévision

et CHADON (M)

La prévision économique est une tâche complexe. Elle implique l'analyse de données historiques, l'identification de tendances, et l'application de modèles mathématiques. Les prévisions sont essentielles pour la planification économique, la gestion des entreprises, et la prise de décision politique. Cependant, elles sont souvent sujettes à des erreurs dues à des facteurs imprévisibles ou à des changements de comportement des acteurs économiques.

La prévision économique est une tâche complexe. Elle implique l'analyse de données historiques, l'identification de tendances, et l'application de modèles mathématiques. Les prévisions sont essentielles pour la planification économique, la gestion des entreprises, et la prise de décision politique. Cependant, elles sont souvent sujettes à des erreurs dues à des facteurs imprévisibles ou à des changements de comportement des acteurs économiques.

## CORRESPONDANCE

## Calbre à Marseillan

La prévision économique est une tâche complexe. Elle implique l'analyse de données historiques, l'identification de tendances, et l'application de modèles mathématiques. Les prévisions sont essentielles pour la planification économique, la gestion des entreprises, et la prise de décision politique. Cependant, elles sont souvent sujettes à des erreurs dues à des facteurs imprévisibles ou à des changements de comportement des acteurs économiques.

La croissance économique sera faible en 1980  
mais s'accélérera à partir de l'été, prévoit le BIPE

En 1980, la croissance économique se ralentira nettement dans les pays industrialisés, prévoit le BIPE (Bureau d'information et de prévisions économiques). L'expansion pourrait n'être en moyenne que de 1,5 %. Le commerce mondial, quant à lui, ne croîtrait que de 2,5 % à 3 %, contre 6 % en 1979.

En France, la croissance ne serait, en 1980, que de 1,8 %, mais l'activité se redresserait au second semestre, tandis que se ralentirait la hausse des prix.

Comment le BIPE justifie-t-il ces prévisions ? Le premier facteur déflationniste : le prix du pétrole augmenterait un peu plus vite que les prix mondiaux. Non seulement l'OPEP refusait de baisser ses prix, mais elle cherchait à les augmenter. Le BIPE a fait l'hypothèse d'une hausse de 10 % du prix du baril en dollars cet hiver et d'une nou-

velle hausse de 5 % durant l'été 1980. Deuxième facteur déflationniste : les États-Unis vont connaître une récession en 1980 (recul de 1 % du produit intérieur brut par rapport à 1979). Le BIPE estime que cette récession entraînera une baisse de la demande intérieure, ce qui aura pour effet de réduire la production et de limiter la hausse des prix.

De plus les États-Unis — contrairement à tous les autres pays industrialisés — ont connu une hausse plus importante des prix pétroliers de 1979-1980 que ceux de 1973 : le pétrole qui n'aurait

en 1980, soit nettement moins vite qu'en 1979 (+ 6,5 %). Mais le ralentissement de la croissance économique (+ 1,3 % en 1980 contre + 2,9 % en 1979 et + 3,3 % en 1978) freinerait nettement la progression des importations : + 1,5 % en 1980 contre + 6,4 % en 1979. La balance commerciale sera tout de même déficitaire de 17 milliards de francs en 1980, après l'avoir été en 1979 de 12 milliards.

Cependant, le BIPE fait deux remarques importantes. D'une part, le commerce extérieur français s'améliorera — en tendance — à partir du deuxième semestre 1980 ; d'autre part, la progression constante de l'excédent de la balance des services permettra de sauvegarder l'équilibre — ou même un léger excédent — des paiements courants.

Source : BIPE, prévisions nationales et estimations du BIPE.

## De la récession américaine au ralentissement japonais

## Évolution du produit national brut dans les principaux pays industriels

	1978	1979	1980
France *	3,3	2,9	1,8
Allemagne fédérale	3,4	4,0	2,5
Italie	2,6	4,2	1,7
Royaume-Uni	3,0	0,4	0
États-Unis	4,4	1,7	-1,0
Japon	5,7	5,3	4,7

\* P.I.B. Source : BIPE, prévisions nationales et estimations du BIPE.

La prévision économique est une tâche complexe. Elle implique l'analyse de données historiques, l'identification de tendances, et l'application de modèles mathématiques. Les prévisions sont essentielles pour la planification économique, la gestion des entreprises, et la prise de décision politique. Cependant, elles sont souvent sujettes à des erreurs dues à des facteurs imprévisibles ou à des changements de comportement des acteurs économiques.

LA FERMETÉ  
DE LA DEMANDE FRANÇAISE  
ET ÉTRANGÈRE  
RASSURE LES INDUSTRIELS

« La production industrielle a continué de croître à la rentrée. Infirmant les prévisions formulées par les chefs d'entreprise avant les congés, la fermeté de la demande ne s'est pas démentie jusqu'en octobre. Elle est à l'origine de l'augmentation de l'activité enregistrée récemment dans plusieurs branches. Les carnets de commandes continuent de s'étoffer et sont désormais jugés assez bien garnis ; la demande étrangère, jusqu'à en retard de la demande intérieure, semble avoir progressé plus vite que celle dernière au cours des derniers mois », écrit l'INSEE au vu de sa dernière enquête mensuelle menée en octobre auprès de deux mille cinq cents chefs d'entreprise.

« Cependant — et cela modère l'impression favorable qui se dégage des précédents indicateurs — le nombre des industriels jugeant leurs stocks de produits finis excessifs augmente pour le deuxième mois consécutif. Le climat général de l'industrie s'était dégradé au printemps, mais le maintien d'une conjoncture satisfaisante, et surtout la fermeté de la demande, ont en partie dissipé l'inquiétude ambiante pour l'avenir. Dans leur ensemble, les chefs d'entreprise attendent le maintien de la production industrielle à son niveau actuel. Un écart subsiste avec les perspectives personnelles qui correspondent toujours à une croissance modérée.

« Depuis le mois de juillet, les chefs d'entreprise sont très nombreux à prévoir la hausse d'ensemble des prix industriels. Mais leurs prévisions pour les prochains mois se situent désormais un peu en retrait des niveaux élevés enregistrés avant les congés. »

## AGRICULTURE

## A l'Assemblée de Strasbourg

LA COMMISSION DU BUDGET  
PRÉCONISE UNE RÉDUCTION  
SUBSTANTIELLE DES DÉPENSES  
AGRICOLLES DE LA C.E.E.

Strasbourg. — L'Assemblée européenne tient du 5 au 7 novembre, une session spéciale consacrée à l'examen du budget de la Communauté pour 1980. La commission du budget lui a soumis un avant-projet de budget portant sur 17,4 milliards d'unités de compte (1) en crédits d'engagement, que le conseil des ministres de la C.E.E. a modifié, ramenant les crédits d'engagement à 15,98 milliards.

Les coupes opérées portent sur les structures (régionales, sociales), sur les actions anticrisse (énergie, industrie) et sur l'aide au développement. C'est ce projet qu'examine en première lecture l'Assemblée. Sa commission du budget lui a soumis un avant-projet de budget portant sur 17,4 milliards d'unités de compte (1) en crédits d'engagement, que le conseil des ministres de la C.E.E. a modifié, ramenant les crédits d'engagement à 15,98 milliards.

(1) 1 unité de compte : 5,9 F.

« Les exportations de produits agricoles ouest-allemands sont passées de 3 à 14 milliards de deutschemarks en dix ans, a précisé le ministre de l'Agriculture, M. Eril, à l'occasion du dixième anniversaire de la création de la Société centrale de marketing, destinée à promouvoir la vente des produits agricoles allemands à l'étranger.

## CONJONCTURE

## La croissance économique sera faible en 1980

## mais s'accélérera à partir de l'été, prévoit le BIPE

En 1980, la croissance économique se ralentira nettement dans les pays industrialisés, prévoit le BIPE (Bureau d'information et de prévisions économiques). L'expansion pourrait n'être en moyenne que de 1,5 %. Le commerce mondial, quant à lui, ne croîtrait que de 2,5 % à 3 %, contre 6 % en 1979.

En France, la croissance ne serait, en 1980, que de 1,8 %, mais l'activité se redresserait au second semestre, tandis que se ralentirait la hausse des prix.

Comment le BIPE justifie-t-il ces prévisions ? Le premier facteur déflationniste : le prix du pétrole augmenterait un peu plus vite que les prix mondiaux. Non seulement l'OPEP refusait de baisser ses prix, mais elle cherchait à les augmenter. Le BIPE a fait l'hypothèse d'une hausse de 10 % du prix du baril en dollars cet hiver et d'une nou-

velle hausse de 5 % durant l'été 1980. Deuxième facteur déflationniste : les États-Unis vont connaître une récession en 1980 (recul de 1 % du produit intérieur brut par rapport à 1979). Le BIPE estime que cette récession entraînera une baisse de la demande intérieure, ce qui aura pour effet de réduire la production et de limiter la hausse des prix.

De plus les États-Unis — contrairement à tous les autres pays industrialisés — ont connu une hausse plus importante des prix pétroliers de 1979-1980 que ceux de 1973 : le pétrole qui n'aurait

en 1980, soit nettement moins vite qu'en 1979 (+ 6,5 %). Mais le ralentissement de la croissance économique (+ 1,3 % en 1980 contre + 2,9 % en 1979 et + 3,3 % en 1978) freinerait nettement la progression des importations : + 1,5 % en 1980 contre + 6,4 % en 1979. La balance commerciale sera tout de même déficitaire de 17 milliards de francs en 1980, après l'avoir été en 1979 de 12 milliards.

Cependant, le BIPE fait deux remarques importantes. D'une part, le commerce extérieur français s'améliorera — en tendance — à partir du deuxième semestre 1980 ; d'autre part, la progression constante de l'excédent de la balance des services permettra de sauvegarder l'équilibre — ou même un léger excédent — des paiements courants.

Source : BIPE, prévisions nationales et estimations du BIPE.

L'ARABIE SAOUDITE VA FOURNIR  
2 MILLIONS DE TONNES  
SUPPLÉMENTAIRES DE PÉTROLE  
A LA FRANCE.

L'Arabie Saoudite va fournir 2 millions de tonnes de pétrole brut supplémentaires à la France à partir du 1<sup>er</sup> novembre. Selon le Bulletin de l'industrie pétrolière, cette fourniture aurait été octroyée après une intervention directe de M. Barre auprès des autorités de Riyad. Elle apparaît comme une mesure de soutien à la France, dans le cadre d'un contrat franco-saoudien qui, depuis 1977, prévoit la vente directe à la France (Elif et Total) de 12 millions de tonnes par an pendant trois ans (le premier contrat, signé trois ans plus tôt à l'initiative de M. Jobert, ne prévoyait que 6 millions de tonnes par an). Ce geste saoudien confirme la tendance que connaît le marché pétrolier d'un renforcement des accords d'État à État. En revanche, les deux sociétés françaises, si elles ont « bon espoir » de renouveler ce contrat qui arrive à expiration à la fin de l'année, n'ont encore aucune assurance ni sur les quantités ni sur la durée. Le « brut » d'Arabie Saoudite est actuellement le moins cher de l'OPEP, et les contrats de trois ans sont de plus en plus rarement offerts par les pays producteurs.

## Selon le GATT

LE PRIX DE L'ESSENCE  
A PEU AUGMENTÉ DEPUIS 1973  
EN EUROPE ET AUX ÉTATS-UNIS

Le secrétariat de l'Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers (GATT), dans son rapport annuel publié le 6 novembre, souligne que le prix de l'essence au détail a diminué nettement depuis 1973 (moins de 10 %) dans la plupart des pays européens et aux États-Unis de 1973 à 1978, et on évalue cette évolution à l'aide de l'indice des prix à la consommation. Une telle politique a encouragé la consommation. Le GATT précise que seuls quelques pays ont échappé à cette tendance : le Japon, où la hausse a été de 16 %, la France (20 %) et l'Italie (25 %).

LES ÉTATS-UNIS PRÉSENT  
500 MILLIONS DE DOLLARS  
A LA POLOGNE  
POUR L'ACHAT DE PRODUITS  
AGRICOLAS

Varsovie (A.F.P.). — Les États-Unis ont accordé à la Pologne un crédit de 500 millions de dollars pour l'achat de produits agricoles. Ces crédits utilisables dès maintenant et jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1980, comprennent deux tranches : 200 millions dans le cadre du programme américain d'aide aux exportations agricoles C.O.C. (Commodity Credit Corporation) et 300 millions de crédits bancaires sous garantie du gouvernement américain.

La Pologne puise largement dans les crédits C.O.C. depuis 1978, sur un total de 1 milliard 500 millions, elle avait obtenu, à elle seule, 500 millions de dollars. Elle avait bénéficié d'une aide analogue en 1977. Les achats polonais de produits agricoles en provenance de l'Ouest ne cessent de croître. La Pologne a depuis 1970 acheté près de 10 millions de tonnes de produits agricoles. Selon un document du comité central du parti ouvrier unifié, la Pologne a depuis 1970 acheté principalement aux États-Unis plus de 50 millions de tonnes de céréales : 4,1 millions de tonnes par an en moyenne pour la période 1970-1975 (soit 30 % de sa production nationale) et 7,5 millions de tonnes depuis 1975 (près de 40 %).

## R.F.A.

« La production industrielle ouest-allemande (corrigée des variations saisonnières) est restée identique à celle d'août. Les industries de transformation ont enregistré un mois sur l'autre une légère hausse de production (+ 1,1 %), tandis que le bâtiment et plus encore les industries d'extraction régressaient fortement (- 4,5 % et - 7,9 %). La production de biens d'équipement a augmenté de 1,1 %, celle de biens de consommation de 1,1 %. La production de gaz et d'électricité est restée en retrait (- 3,1 %). Cependant les entrées de commandes (après déduction des commandes de 1978) ont augmenté de 2,2 %, grâce surtout à la forte hausse (+ 7,5 %) des commandes intérieures dans le domaine des biens de consommation. En tant qu'ensemble, calculé sur deux mois (août-septembre 1979 par rapport à août-septembre 1978), la production industrielle a augmenté de 5,5 % et les entrées de commandes de 6 %. — (A.F.P.)

Le gouvernement belge instaure  
une vignette autoroutière

De notre correspondant

Bruxelles. — La « vignette autoroutière », créée par le gouvernement belge, n'est qu'un des nombreux sujets de mécontentement engendrés par la « loi-programme » déposée au Parlement et qui sera votée d'urgence, même si les interlocuteurs sociaux, les patrons et les syndicats devaient continuer à s'y opposer. Le gouvernement estime qu'il ne peut plus permettre aux différents groupes de retarder continuellement son action, ce qui avait entraîné la paralysie, puis la chute de plusieurs gouvernements précédents.

La loi-programme est l'outil nécessaire à l'application du budget de 1980, qui représente 1100 milliards de francs belges (1) et un déficit prévu de 84 milliards. Le gouvernement souffre le chaud et le froid, proposant des réductions d'impôt pour un peu plus d'un milliard de francs belges, mais en imposant en même temps des taxes nouvelles, comme celle sur les automobiles, dont l'application sera particulièrement compliquée et qui frappera aussi les automobiles étrangères. La réaction extérieure, surtout française, est attendue avec curiosité et appréhension, car il est évident que la vignette sera mal comprise et suscitera des protestations.

La formule plus simple d'un péage, comme en France et en Italie, n'a pu être appliquée parce que les autoroutes belges sont nombreuses et trop d'accès et de sorties, et que le système aurait probablement coûté plus d'argent qu'il n'en aurait rapporté à l'État. La vignette, avec toutes ses complications, sera par conséquent rentable : elle rapportera 3,4 milliards, qui seront affectés aux travaux et aux transports publics.

Elle sera appliquée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1980. Sa perception sera annuelle, et les étrangers qui entrent en Belgique par les frontières. Le montant réclamé sera proportionnel à la taxe de circulation en Belgique et calculé en fonction de la puissance du véhicule, de façon à frapper davantage les grosses cylindrées.

(1) 1 franc belge = 0,14 franc français.

## ÉTRANGER

Le gouvernement belge instaure  
une vignette autoroutière

De notre correspondant

Bruxelles. — La « vignette autoroutière », créée par le gouvernement belge, n'est qu'un des nombreux sujets de mécontentement engendrés par la « loi-programme » déposée au Parlement et qui sera votée d'urgence, même si les interlocuteurs sociaux, les patrons et les syndicats devaient continuer à s'y opposer. Le gouvernement estime qu'il ne peut plus permettre aux différents groupes de retarder continuellement son action, ce qui avait entraîné la paralysie, puis la chute de plusieurs gouvernements précédents.

La loi-programme est l'outil nécessaire à l'application du budget de 1980, qui représente 1100 milliards de francs belges (1) et un déficit prévu de 84 milliards. Le gouvernement souffre le chaud et le froid, proposant des réductions d'impôt pour un peu plus d'un milliard de francs belges, mais en imposant en même temps des taxes nouvelles, comme celle sur les automobiles, dont l'application sera particulièrement compliquée et qui frappera aussi les automobiles étrangères. La réaction extérieure, surtout française, est attendue avec curiosité et appréhension, car il est évident que la vignette sera mal comprise et suscitera des protestations.

La formule plus simple d'un péage, comme en France et en Italie, n'a pu être appliquée parce que les autoroutes belges sont nombreuses et trop d'accès et de sorties, et que le système aurait probablement coûté plus d'argent qu'il n'en aurait rapporté à l'État. La vignette, avec toutes ses complications, sera par conséquent rentable : elle rapportera 3,4 milliards, qui seront affectés aux travaux et aux transports publics.

Elle sera appliquée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1980. Sa perception sera annuelle, et les étrangers qui entrent en Belgique par les frontières. Le montant réclamé sera proportionnel à la taxe de circulation en Belgique et calculé en fonction de la puissance du véhicule, de façon à frapper davantage les grosses cylindrées.

(1) 1 franc belge = 0,14 franc français.

## ÉNERGIE

Le prix du pétrole de la mer du Nord dépasse  
le plafond de l'OPEP

La British National Oil Company (B.N.O.C.) vient d'annoncer le relèvement des prix du pétrole des champs de la mer du Nord à partir du 1<sup>er</sup> novembre. Le prix du brut, écrit le Financial Times du 6 novembre, les autres compagnies productrices en zone britannique qui attendaient la décision de la société d'État vont sans doute suivre ce mouvement qui aligne les prix du brut de la mer du Nord sur ceux des pétroles africains de même qualité. La hausse est en effet — comme pour la Libye, l'Algérie et le Nigeria — de 2,77 dollars par baril, ce qui porte le brut du gisement de Montrose à 25,27 dollars le baril et celui de Forties à 26,07 dollars, soit nettement au-dessus du plafond fixé par l'OPEP (23,50 dollars).

La B.N.O.C. est le principal fournisseur de pétrole dans le secteur britannique avec 150 000 barils par jour. La compagnie Phillips Petroleum avait, le 31 octobre, porté à 26,27 dollars le prix du brut de pétrole d'Ekonisk, gisement sur lequel elle est opératrice en zone norvégienne.

« Un important gisement pétrolier a été découvert à environ 30 kilomètres au sud-ouest de Bombay. Les autorités indiennes ont précisé, le lundi 5 novembre, que sa production potentielle serait d'environ 5 000 à 7 000 barils par jour. Le gisement de Bombay High, exploité depuis mai 1976, produit 100 000 barils par jour, soit 4,4 millions de tonnes par an.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

S. (1.000)	2.5335	2.5378	+ 218	+ 250	+ 368	+ 418	+ 1.108	+ 1.168
S. (100)	8.8958	8.8710	- 170	- 180	- 408	- 307	- 1.035	- 918
S. (1.000)	2.5335	2.5378	+ 218	+ 250	+ 368	+ 418	+ 1.108	+ 1.168
S. (100)	8.8958	8.8725	- 175	- 85	- 375	- 280	- 815	- 685

TAUX DES EURO-MONNAIES									
	1/2	1/8	8	1/2	3/4	1/4	3/4	1/4	
DM	14,5136	14,5116	14,7/8	15,1/4	15,9/16	15,15/16	15,1/8	15,1/2	
E.-U.	9/14	10/14	9/4	10/14	10	10,1/2	10,1/8	10,7/16	
DM	14,5136	14,5116	14,7/8	15,1/4	15,9/16	15,15/16	15,1/8	15,1/2	
S. (1.000)	1/2	1	2 1/4	2 1/2	2 1/2	3/8	4 3/16	4 9/16	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 1/4	
S. (1.000)	12	13	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	16 3/4		

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	1/2	1/4	1/8	1/16	1/32	1/64	1/128	1/256	1/512
\$ E.-U.	14,51/16	14,51/16	14,51/16	14,51/16	14,51/16	14,51/16	14,51/16	14,51/16	14,51/16
Florin	9,1/4	9,1/4	9,1/4	9,1/4	9,1/4	9,1/4	9,1/4	9,1/4	9,1/4
F.L. (100)	11,1/2	11,1/2	11,1/2	11,1/2	11,1/2	11,1/2	11,1/2	11,1/2	11,1/2
S.S. (100)	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2
S. (1000)	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2
S. (1000)	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2
S. (1000)	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2
S. (1000)	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2	12,1/2

Nous donnons ci-dessous les taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fin de matière par une grande banque de la place.

## AFFAIRES

## CORRESPONDANCE

Le code de conduite  
des multinationales

Dans nos éditions datées du 13 octobre, nous avons rendu compte, sous le titre « Les multinationales s'engagent à un code de conduite en cours d'élaboration par l'ONU », d'un débat organisé par le C.N.F.P. dans le cadre des journées de l'investissement français à l'étranger. L'un des intervenants, M. François Perigot, président de la filiale française du groupe anglo-américain Unilever, jugeait que la manière dont nous avons rapporté ses propos risquait de mal traduire sa pensée, nous a adressé les précisions suivantes : « Sans entrer inutilement dans le détail et la polémique, je dirai simplement que les réserves que j'ai énoncées quant au projet de code de l'ONU ne concernent qu'une réglementation des investissements internationaux qui ne tiendrait pas compte des impératifs des différentes parties en cause. »

J'ai reconnu, par ailleurs, l'objectivité et la compétence de ceux qui sont chargés de mener ces travaux dans les instances internationales et j'ai omis mon propos en exhortant la communauté des affaires françaises à ne pas s'opposer à l'établissement de principes qui — s'ils sont équitables et réalistes — peuvent favoriser les échanges internationaux. »

« La Société des pompes funéraires générales (S.P.F.G.) est passée sous le contrôle de la Lyonnaise des eaux. L'offre publique d'achat (O.P.A.) lancée le 2 août dernier (le Monde du 11 août) sur la Société des pompes funéraires générales par une filiale de la Lyonnaise des eaux a réuni, 342 615 actions, soit 50,54 % du capital de S.P.F.G., ayant été présentée.

« ERRATUM — Une erreur d'impression a rendu incompréhensible un passage de l'article consacré au débat sur la politique industrielle à l'Assemblée nationale (le Monde du 6 novembre). Il faut lire : « C'est ainsi, en particulier, que le rapporteur explore l'autre voie sans doute possible » et précise ce qu'il entend par le lancement d'autres programmes visant à accroître la capacité politique de résistance à la domination de quelques superpuissances. »

مكتبة الأمل











## SOCIAL

# LA C.G.T. RÉUNIT SA COMMISSION EXÉCUTIVE POUR PROPOSER UN DÉVELOPPEMENT DE L'ACTION REVENDICATIVE A LA C.F.D.T.

## Interférences politico-syndicales

Les dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. devaient se rencontrer en fin de journée, ce mardi 6 novembre. Le même jour, la commission exécutive cégétiste siège pour fixer ses propositions relatives au développement de l'action revendicative, dans le cadre de l'accord unitaire conclu entre les deux centrales. La C.F.D.T. réunira son bureau national les 7 et 8 novembre.

Les deux confédérations, chacune pour sa part, ne cessent d'affirmer leur détermination d'amplifier les mouvements qui, depuis le mois d'octobre, ont pris une intensité nouvelle. Cependant, de même que l'accord du 17 septembre continue de donner lieu à des « lectures » diverses, les déclarations des cégétistes et des cfédétistes prêtent, elles aussi, à des interprétations différentes.

La C.G.T., dès le mois de septembre, a annoncé la volonté d'organiser une « journée » nationale d'action avec arrêts de travail. Dans sa lettre du 28 octobre à la C.F.D.T., elle évoque implicitement ce but pour préciser une coordination de l'action des deux centrales, destinée à renforcer le courant des luttes et « au plus près des travailleurs ».

Ce développement de l'action à la base répond, en principe, à la tactique de la C.F.D.T. Mais, lors du conseil national de celle-ci tenu le 26 octobre, « comme des organisations cégétistes n'a estimé, selon M. Chérèque, secrétaire confédéral, que les conditions étaient réunies pour un arrêt de

travail national de vingt-quatre heures ». En revanche, les cfédétistes ont décidé une semaine d'action du 25 au 30 novembre, au niveau des régions et des professions. Elle coïncidera avec la semaine revendicative de la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.) en faveur de la réduction de la durée du travail, des bas salaires et des garanties collectives — mouvement auquel les cégétistes ont fait connaître leur volonté de s'associer, bien qu'ils n'aient pas encore été admis à la C.E.S.

Au nom de l'unité, la C.G.T. peut-elle se rallier à des objectifs plus modestes que les siens ? Dans sa lettre citée plus haut, M. Séguin fait courtoisement état de ses « préoccupations » au sujet des divergences survenues entre les deux organisations dans le secteur public (à l'E.G.F., les cégétistes et cfédétistes ont donné, chacun pour leur part, et successivement, des ordres d'arrêts de travail) et à propos de la solidarité dans laquelle la C.F.D.T. a laissé la C.G.T. pour manifester, le 25 octobre, en faveur du droit de grève dans les services publics.

C'est en termes autrement plus abrupts que le secrétaire général de la C.G.T. s'exprime, trois jours plus tard, devant les militants stéphanois : « F.O., la C.F.D.T. et la FEN (qui) sont gratifiées d'éloges de bonne conduite par le gouvernement et le patronat » ne sont-elles pas « mères pour soutenir le consensus d'austérité proposé par Giscard, Barre et Ceyrac » ? demandait le leader.

Durant le mois d'octobre, ses camarades du bureau confédéral, de M. Krasucki à M. René Lomet, en passant par M. Larose et bien d'autres, ont, à de maintes reprises, accusé leurs alliés de freiner l'action revendicative. L'« attitude ambiguë » de la C.F.D.T. est aussi dénoncée par les fédérations cégétistes à l'E.D.P. comme dans les services publics et la métallurgie ou à l'occasion de divers conflits.

Les militants C.F.D.T. en revanche, reprochent aux cégétistes de vouloir brûler les étapes. Toute coordination prématurée serait préjudiciable à une action généralisée. « Nous avons l'impression », dit M. Maire, que les

militants C.G.T. s'autoquestionnent sur l'état réel de la mobilisation des travailleurs.

Il redoute aussi l'« amalgame » de toutes les revendications.

La C.F.D.T. a refusé de participer à la protestation contre toute remise en cause du droit de grève, par crainte de la voir déborder vers une manifestation sous armée. De fait, les partisans, outre la défense des libertés syndicales, réclament également l'amélioration des conditions de travail (1). Les cfédétistes estiment aussi que, souvent — comme par exemple à Lyon, dans le conflit de Renault-Véhicules industriels — la C.G.T. veut « sortir l'action » dans la rue. A Belfort, c'est un fait que les cégétistes

### La querelle P.C.F. - C.F.D.T.

ont avancé, les premiers, l'idée d'une manifestation à Paris et qu'ils ont voulu tendre à une généralisation que ne souhaite pas la C.F.D.T., qui critique aussi l'intervention trop marquée du parti communiste chez Alstom.

Cependant, tandis que M. Séguin et ses amis font grief à leurs alliés de ne pas être assez actifs, M. Maire et les siens estiment que la dynamique des travailleurs est entravée par les ingérences du P.C.F. Tantôt, c'est lui, constatent-ils, qui établit les cahiers de revendications, tantôt il s'attribue le mérite des succès. Et M. Maire de reprendre la formule qu'il employait lors du drame de la sidérurgie Lorraine : « Nous avons une système central syndical ».

Il ne se passe guère de jour sans que l'« Humanité » prenne dans le colimateur l'organisation de la rue Cadet. M. Maire ne prend pas la parole sans qu'elle soit passée au crible. Le président de la République décide-t-il de faire étudier une proposition de M. Maire sur certains dangers de l'informatique ? Il a, lance M. Marchais, « agité la droite » pour et « avoir des « chiens » d'œil ». A quel leader syndical répond que le secrétaire du P.C. est « pris en flagrant délit d'antisyndicalisme ».

M. Chérèque, secrétaire confédéral C.F.D.T., parle-t-il du « consensus » lors d'un symposium organisé par l'Institut de gestion sociale ? Ses propos sont si bien sollicités que, sans se gêner, il va accuser l'« Humanité » de mentir. En outre, remarque-t-il, ce journal ironise sur la fréquentation des « colloques ». La « Marse » dans que M. Ankoel, le P.C. sénateur communiste et membre du comité central, participait à la même session que lui.

La C.F.D.T., fort critique à l'égard du P.C., s'interdit sur cet insistance. Elle le fait aussi sur les raisons qui poussent le parti communiste à éperonner ses membres pour qu'ils retrouvent leurs manchettes au bénéfice de la C.G.T., proclamée seule

organisation se réclamant réellement de la lutte des classes, tout comme le P.C. est le seul défenseur authentique des travailleurs. Et certains cfédétistes demandent : « La C.G.T. serait-elle si fortement en perte de vitesse ? Meillon « tout le paquet » pour qu'elle obtienne le meilleur des scores lors des élections prudhomales, le 12 décembre ? S'agit-il d'isoler le P.S. et ses sympathisants ? »

Pour l'état-major cégétiste, il n'y a là aucun mystère. Le parti communiste agit conformément aux décisions de son congrès : « Comment concilier l'indépendance du parti à l'entreprise avec le rôle et l'action du syndicat ? » Rien n'est plus urgent que l'action, c'est aussi la priorité pour la C.G.T., qui la fait inscrire en tête de l'accord du 14 septembre avec la C.F.D.T.). Il est donc normal que les militants communistes « aillent au charbon » sous leur bannière comme sous celle de la C.G.T. Tout est clair pour la confédération, car elle reconnaît parfaitement aux partis le droit d'être présents dans les entreprises, étant entendu que la prise en compte des revendications et de l'action pour les soutenir relève du syndicat.

Les partis ont leur rôle à jouer dans le développement de cette action, nous dit M. Buhl, secrétaire confédéral. Il reconnaît que, dans certaines circonstances, la C.G.T. doit « tenir la main à éviter certaines confusions. Si le syndicat fait bien son travail, s'il est solidement enraciné, cela ne se produit pas. Et les exceptions ne sont que ponctuelles ».

Quant aux polémiques entre le P.C. et la C.F.D.T., « n'est-ce pas cela qui, dès le mois d'août, s'est joué dans l'escalade ? » considère M. Buhl. Le P.C.F. n'a fait que répondre, et je n'ai pas à porter de jugement sur ses appréciations ».

Et puis, répète-t-on rue La Fayette, il est exact qu'il y a d'importantes divergences entre la C.G.T. et la C.F.D.T. Il faut en débattre de façon constructive. L'application de l'accord avance à petits pas, comme le constate M. Chérèque. C'est la démocratie. Pour sa part, M. Lomet, secrétaire confédéral de la C.G.T., ayant une nouvelle fois reproché à la C.F.D.T. d'enrayer l'action « en raison de son recentrage et pour aller au consensus », considère qu'il faut en discuter avec elle et dissiper les zones d'ombre.

### La démocratisation cégétiste

La C.F.D.T., selon lui, veut imposer ses directives aux travailleurs. Or le rôle d'une confédération est de les éclairer, de les aider, d'impulser leur action. C'est ce que fait la C.G.T. conformément aux orientations de son dernier congrès. Elle concrétise ainsi son effort de démocratisation, alors qu'au-dessus des responsables syndicaux venaient avec des résolutions tout écrites. Certains syndicats cégétistes continuent, en tout cas, à affirmer que les choses toutes faites viennent d'en haut. Mais ils ne sont pas en désaccord avec l'orientation décidée aux assises de Grenoble. Partout où les luttes s'engagent, c'est pour eux le résultat de la démocratisation ; elles sont au point mort quand les syndicats n'ont pas joué le jeu, disent les dirigeants confédéraux. Cette prise de conscience, ces décisions arrêtées délibérément, sont le premier stade de la démocratisation. Ainsi sera ensuite ouverte la voie à la promotion des militants de toutes les appartenances politiques ou religieuses et à un meilleur équilibre dans le partage des responsabilités.

A s'en fier à certaines formules, les deux centrales paraissent tenir le même langage. Pourtant, derrière cette façade, et sous les feux croisés des interrogatoires politiques, le réel champ commun des analyses, des objectifs et des tactiques se réduit comme une peau de chagrin. Du moins peut-on noter que, si les dirigeants des deux centrales se livrent à des allégations mettant en doute l'indépendance du partenaire, ils le font surtout à la cantonade. Face à face, ils écartent les controverses politiques ; déjà, ils avaient su, durant la campagne de législative, ne pas épouser les dissensions qui dressaient l'un contre l'autre le P.S. et le P.C.F. Cette volonté de réduire leurs divergences, les syndicalistes le savent, leur est plus nécessaire que jamais face au développement patronal et aux actuelles perspectives économiques et sociales.

JOANINE ROY.

(1) A Paris, la manifestation du 25 octobre comptait, selon nos estimations, environ deux mille personnes. La C.G.T. a publié un communiqué selon lequel il y aurait eu quarante mille participants.

## LANCEL PARIS votre conseiller en cadeaux d'affaires

Le Département Cadeaux d'Affaires Lancel met à votre disposition :  
• de nombreux et prestigieux cadeaux de fin d'année,  
• la formule « Sélection », une façon élégante de faire choisir un cadeau par le destinataire lui-même,  
• une assistance permanente pour vos problèmes de stimulation, promotion des ventes, etc.,  
• des agences dans toute la France.

Demandez le catalogue 1979/80  
à LANCEL Département Cadeaux d'Affaires - Service OD  
Tour Gallieni 2-36 Av. Gallieni - 93175 Bagnolet Cedex - Tél. 380.45.90  
Salles de présentation :  
LANCEL, Tour Gallieni 2 et magasin LANCEL, place de l'Opéra.

# Trains autos couchettes Les réductions se multiplient, additionnez-les.

210 nuits par an, le train fait des propositions à votre auto : ~ 50 %, c'est le tarif bleu.

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, c'est encore mieux : vous pouvez cumuler la réduction auto du tarif bleu avec les nouvelles réductions voyageurs, valables près de 250 jours par an. Il suffit d'avoir une carte famille, couple, vermeil 50 %, ou un billet séjour.

Choisissez bien vos dates de voyage et le train sera, pour vous, encore plus économique.

Renseignez-vous dans les gares ou les agences de voyages.

Trains autos couchettes  
L'auto les yeux fermés. **SNCF**

**DIAMANTS  
RUBIS - SAPHIRS - ÉMERAUDES  
ACHAT VENTE  
DÉROTS VENTES - BIJOUX D'OCCASION  
- CONSEILS, PARTAGES, EXPERTISES GRATUITS -  
INVESTISSEMENTS**

**GODECHOT & PAULIET**  
86, AVENUE RAYMOND-POINCARÉ  
PARKING FOCH 721-34-90 MÉTRO: V-HUGO  
Tous les jours sauf dimanche

agenda  
**mignon**  
ce qu'il faut  
de distinction







صكنا من الأصل

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. **LIBERTÉ** : « Un tissu aux cent détails », par Maurice Le Lannou ; « Question d'odeur », par Jean Sullivan ; « Éloge de l'effort », par Denis Olivennes, Patrick Weil et Philippe Ivin.

### ÉTRANGER

#### 3. DIPLOMATIE

— Le redressement du budget du Quai d'Orsay se poursuit.  
— Le maréchal Tito et M. Cossuquidant se rencontrent à Paris : les relations entre les deux pays.

#### 3. AMÉRIQUES

— **BOLIVIE** : le gouvernement du colonel Busch tente de contrôler une situation explosive.

#### 4-5. AFRIQUE

— **LE CONFLIT DU SAHARA** : le Maroc lance une vaste offensive contre le Front Polisario.  
— **ZIMBABWE-RHODÉSIE** : Salisbury décide d'empêcher le ravitaillement de la Zambie par la République sud-africaine.  
— **L'Éthiopie reprise en main** (II), de notre envoyé spécial Jean-Claude Pomont.

#### 6-7. ASIE

— **LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE NEW YORK SUR LE CAMBODGE** : le problème de l'acheminement de l'aide demeure grave en dépit de l'effort des contributions.  
— **LAOS** : des maquisards méos affirment que l'armée vietnamienne a utilisé des gaz de combat.

#### 8. EUROPE

— **UNION SOVIÉTIQUE** : en poursuivant systématiquement la répression, les autorités ont réussi à réduire l'activité des dissidents.

#### 8. PROCHE-ORIENT

— **ISRAËL** : la Caire et Jérusalem sont parvenues à un accord sur le pétrole dans le Sinaï.

### POLITIQUE

9-10. Les suites de la mort de Robert Boulin.  
11. La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.

### SOCIÉTÉ

12. La condition des homosexuels.  
13. **JUSTICE** : la grève des magistrats.  
14. **DÉFENSE** : Point de vue : « Des choix sont nécessaires », par André Pasch.  
15. **RELIGION** : la réunion plénière du collège des cardinaux.

### LE MONDE DE LA MÉDECINE

16. Aux quatrièmes Journées de chirurgie vasculaire, techniques douces de diagnostic et prévention chirurgicale des artériopathies cérébrales.  
17. **LA MÉDICINISATION DE L'AVIATION**, une loi impossible ? un point de vue par le professeur Emile Hervet.  
18. **TEMOIGNAGE** : comment « déshumaniser le malade ».  
19. **L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE** : études des pollens et climats du passé.

### CULTURE

20. **PHOTO** : l'album du centre Georges-Pompidou ; Jean-Claude Lurieu.

### ÉQUIPEMENT

37. **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE** : l'association Ouest-Africaine constate un ralentissement de l'exode rural.

### RÉGIONS

38. **POINT DE VUE** : « Pour une géographie de la prévision », par André Chadeau.

### ÉCONOMIE

39. **CONJONCTURE** : des prévisions sur la croissance en France pour 1980.  
40. **SOCIAL** : Longwy ce n'est pas fini.  
41. La grève des aiguilleurs du ciel.  
42. Les relations entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

### LIRE ÉGALEMENT

**RADIO-TELEVISION** (22)  
Annonces classées (23 à 34) ; Carnet (18) ; Journal officiel (35) ; Météorologie (36) ; Mois croisés (37) ; Programme spectacles (20 à 22) ; Bourse (43).

## LA MODERNISATION DE LA MARINE

### 55 milliards de francs seront consacrés en vingt ans à la flotte de surface

Devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, M. Yvon Bourges, ministre de la défense, a révélé, lundi 5 novembre, les grandes lignes du plan d'équipement à long terme (1979-2004) de la marine nationale. Ce plan prévoit — avec une dépense globale de

55 milliards de francs (en valeur 1978) consacrée à la seule flotte de combat non comprise la flotte logistique, l'aéronautique navale et les sous-marins lance-missiles stratégiques — que la France disposera à la fin de siècle de cent trente-trois unités de guerre et de soutien, au lieu de cent quarante-deux actuellement.

#### Cent trente-trois navires

On peut penser, en réalité, que l'addition sera plus lourde puisque des sources parlementaires l'évaluent à plus de 76 milliards de francs ainsi répartis : 37 milliards de francs pour la flotte de surface (bâtiments spécialisés et hélicoptères d'accompagnement) ; 21,2 milliards de francs pour l'aéronautique navale (porte-avions et leur parc aérien) ; 9,5 milliards de francs pour les sous-marins d'attaque et 8,7 milliards de francs pour l'aviation de patrouille maritime (nouveaux avions Breguet-Atlanter).

En commission de la défense, la commission et qu'il s'agit d'un fait partiellement de la réalité des problèmes.

Arrivé l'année dernière, le plan naval ne prend pas en compte les dépenses déjà consenties de 1978 à 1980 pour l'équipement de la marine. Il exclut, d'autre part, les investissements alloués à la force navale de dissuasion, qui sera composée de six sous-marins lance-missiles après 1985.

De nombreux députés se sont réjouis de la décision gouvernementale de maintenir une flotte aéronavale de trois porte-avions à propulsion nucléaire, même si, aujourd'hui, les experts ignorent encore le type d'avions, à décollage et atterrissage verticaux ou courts, qui pourraient équiper ces bâtiments. Ils votent dans le choix gouvernemental la confirmation que la marine française devrait rester une marine de haute mer et non un simple service de défense côtière, comme des parlementaires l'avaient craint.

En revanche, le rapporteur, M. Tassinat, regrette que ce plan ait prévu une diminution importante du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

Le plan prévoit également une réduction du nombre des avisos à l'horizon 2000 (le quart du parc en moins), alors que les missions de service public et de surveillance des zones économiques de la marine ont tendance à augmenter.

## Les représentants des onze factions tchadiennes sont réunies pour former un gouvernement d'union nationale

De notre envoyé spécial

N'Djaména. — Rares sont ceux qui ont osé prédire, il y a quelques années, que le Tchad deviendrait un pays à la fois riche en pétrole et en conflits. Après treize années de luttes fratricides et six mois de négociations tumultueuses, la réunion qui, sous l'impulsion de M. Goukouni Oueddei, a réuni les représentants des onze factions tchadiennes, constitue un événement d'importance.

Pour la première fois, tous les acteurs du drame se retrouvent au cœur à cœur pour négocier sur le sol tchadien. Il aura donc fallu attendre deux mois et demi pour que les animateurs des onze factions tchadiennes décident enfin de se réunir en vue d'appliquer le cinquième des neuf points de l'accord de Lagos du 21 août dernier qui préconise la création d'un gouvernement.

Les onze semaines furent fertiles en péripéties. A Lagos, seuls les fonctions de président et vice-président avaient été attribuées, respectivement à M. Goukouni Oueddei et au lieutenant-colonel Abdelkader Wadel Kamougue. La répartition des portefeuilles réservés aux « nordistes » et dix aux « sudistes ». Distribution purement théorique car aucun ministre n'était nommé. Un conseil intermédiaire recevait la mission d'expédier les affaires courantes en attendant la formation d'un gouvernement.

Pendant des semaines, les dirigeants non — ou mal — implantés à N'djaména ont refusé de s'installer dans la capitale, arguant que leur sécurité n'y serait pas garantie. C'est la rencontre à Dougla entre M. Goukouni et Kamougue, qui permit, le 26 septembre, de sortir de l'impasse. Une seconde réunion, tous les jours à Dougla, se solda par un succès : quatre dirigeants arabes pro-libres avaient fait faux bond, invoquant à nouveau des impératifs de sécurité. Reportée au 1<sup>er</sup> novembre, elle était de nouveau ajournée à la demande

de M. Kamougue, retenu au Sud. Irrité de ces reports en cascade, le président Goukouni obtint que l'on fixe la réunion au 6 novembre et que l'on s'y tienne. L'arrivée au Tchad des représentants des onze tendances constituait déjà un premier succès d'importance pour M. Goukouni Oueddei.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

### DÉPÔT DE BILAN AUX ÉDITIONS VOUDEZ

Les éditions Voudez ont déposé leur bilan lundi 5 novembre. Un syndic sera nommé prochainement. Le problème de la survie de cette société d'édition dont M. Yannick Laisance, directeur, est le principal actionnaire, sera évoqué, jeudi 8 novembre, au cours d'une réunion du personnel.

Sur les sept publications (*Recherche et nature*, *Espace et civilisation*, *Ski nautique*, *Paris-Métro*, *Paris aux cent villages*, *Le Journal des librairies*, *International Microsurgery*) seuls pourraient se dégager rapidement le *Journal des librairies* avec la lettre J.D.L. dont le propriétaire du titre est M. Christian Camer, et *Espace et civilisation* dont le propriétaire est M. Albert Ducrocq.

● La croissance de la masse monétaire en France s'est accélérée en août (+ 1,4 %) après le ralentissement observé en juin et juillet.

● Le match revanche en vingt parties entre le G.M.I. Gantwarg (U.R.S.S.) et Wiersma (Pays-Bas), match qui s'est déroulé aux Pays-Bas du 2 au 31 octobre 1979 pour le titre de champion du monde, a été remporté par Wiersma sur le score de 22 points à 18 (14 parties nulles, 4 parties gagnées et 2 perdues).

### Le 8 novembre

## OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS SUR LES RAPPORTS ENTRE MÉDECINS ET ASSURANCE-MALADIE

Les négociations sur le renouvellement de la convention entre médecins et caisses d'assurance-maladie commenceront le jeudi 8 novembre, en l'absence d'un partenaire de taille : la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.). Les trois caisses (salariés, agriculteurs et autres travailleurs indépendants) ont en effet proposé la date du 8 novembre aux deux syndicats de médecins. La Fédération des médecins de France (F.M.F.) a accepté le rendez-vous : elle entend obtenir, tout d'abord, l'application de la convention actuelle, c'est-à-dire le relèvement des honoraires, négocié avec le gouvernement ; elle réclame aussi que, en dehors des négociations sur la convention, une confrontation plus générale avec l'ensemble des syndicats médicaux sur les problèmes de santé et la F.M.F. a demandé, dans ce but, une entrevue avec M. Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale ; quant à la C.S.M.F., elle refuse l'invitation des caisses, en rappelant sa position : avant toute discussion sur une nouvelle convention, ce syndicat demande l'application des majorations d'honoraires déjà prévues et la tenue d'une conférence nationale sur la santé.

## LES LOCAUX DE « JOURS DE FRANCE » OCCUPÉS CE MARDI MATIN PAR DES OUVRIERS DE DASSAULT.

Plusieurs dizaines de militants C.G.T. du groupe Dassault ont occupé, ce mardi matin 6 novembre, le siège social de l'industriel « Jours de France », rue de la Chapelle-Élysées, à Paris, avant d'être évacués par la police.

Venant des trois usines du groupe (Argenteuil, Boulogne-Billancourt et Saint-Cloud), qui sont actuellement occupées à l'initiative de la C.G.T. et de la C.F.D.T., les manifestants entendaient exposer de nouveaux revendications, qui portent notamment sur des augmentations de salaires, sur la réduction de la durée du travail à trente-cinq heures et sur la levée des sanctions prises à l'égard de délégués syndicaux.

## UNAMI JOAILLIER

Plusieurs dizaines de militants C.G.T. du groupe Dassault ont occupé, ce mardi matin 6 novembre, le siège social de l'industriel « Jours de France », rue de la Chapelle-Élysées, à Paris, avant d'être évacués par la police.

Venant des trois usines du groupe (Argenteuil, Boulogne-Billancourt et Saint-Cloud), qui sont actuellement occupées à l'initiative de la C.G.T. et de la C.F.D.T., les manifestants entendaient exposer de nouveaux revendications, qui portent notamment sur des augmentations de salaires, sur la réduction de la durée du travail à trente-cinq heures et sur la levée des sanctions prises à l'égard de délégués syndicaux.

Venant des trois usines du groupe (